This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

7
4

Harvard College Library

FROM

Francis L. Higginson

F. L. Hoffman

Rêve d'Empire

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

ROMANS

Mademoiselle de Poncin.

Le Mariage de Jules Lavernat.

L'Illustre Casaubon.

HISTOIRE

Un Complot sous la Terreur (*Marie-Antoinette. — Toulan-Jarjayes*). Ouvrage couronné par l'Académie Française.

La Vérité sur l'Expédition du Mexique :

I. Rêve d'Empire.
II. L'Empire de Maximilien.
III. Fin d'Empire.

(Chaque volume se vend séparément)

En préparation :

Un Ami de la Reine (*M. de Fersen*).

Pour sauver la Reine (*Michonis. — Baron de Batz. — Chevalier de Rougeville*).

Le Chemin, saynète en vers, dite par Mademoiselle SUZANNE REICHENBERG.

A Racine, poésie dite à la Comédie-Française le 21 décembre 1889.

Tous droits de reproduction et de traduction réservés pour tous les pays, y compris la Suède et la Norwège.

S'adresser, pour traiter, à M. PAUL OLLENDORFF, Éditeur, rue de Richelieu, 28 *bis*, Paris.

LA VÉRITÉ SUR L'EXPÉDITION DU MEXIQUE

D'APRÈS LES DOCUMENTS INÉDITS

DE

ERNEST LOUET

PAYEUR EN CHEF DU CORPS EXPÉDITIONNAIRE

Rêve d'Empire

PAR

PAUL GAULOT

QUATRIÈME ÉDITION

PARIS

PAUL OLLENDORFF, ÉDITEUR

28 *bis*, RUE DE RICHELIEU, 28 *bis*

1890

Tous droits réservés.

SA 3447.31.4

HARVARD COLLEGE
JUN 5 1922
LIBRARY

Il a été tiré à part vingt exemplaires sur papier de Hollande numérotés à la presse (1 à 20)

PRÉFACE

Lorsqu'au mois d'août 1888, dans la préface de *Un Complot sous la Terreur,* nous annoncions la suite de nos études sur l'époque révolutionnaire, nous ne prévoyions point qu'il nous faudrait les interrompre pour nous livrer à un travail non moins captivant, bien qu'il se rapportât à un autre sujet et à un autre temps; mais il y avait là pour nous un devoir à accomplir.

Ernest Louet, qui a parcouru dans les Finances une si brillante carrière, était toujours prêt à affronter les dangers dans l'exercice de fonctions qui d'ordinaire n'en offrent guère. C'est ainsi qu'il avait obtenu de faire partie de la trésorerie de l'armée d'Italie; ainsi qu'il dirigea ce service pendant la npagne de Syrie; ainsi qu'il partit, dès le début

de l'intervention, comme payeur en chef du corps expéditionnaire au Mexique.

De retour en France, il n'eut qu'une idée fixe : écrire l'histoire de l'expédition en même temps que l'histoire du prince infortuné qui en fut la plus célèbre et la plus touchante victime.

Mais il n'était point de ces écrivains, narrateurs et non historiens, qui se contentent de faits plus ou moins vrais, et de pièces plus ou moins authentiques pour édifier leur œuvre. Portant dans cette étude, si l'on peut ainsi parler, la méthode et la précision d'un comptable, il voulut s'entourer de documents certains, indiscutables, et dans ce but il n'épargna ni les efforts ni même l'argent.

Il a été partout où il espérait trouver des renseignements ou des documents : à Bruxelles, où Maximilien avait vu pour la première fois celle qui devint sa compagne, et qui, aujourd'hui, pauvre femme privée de raison, achève de mourir dans le château royal de Laeken ; à Vienne, où il put interroger les personnages politiques qui furent mêlés aux événements du Mexique ; à Trieste, à Miramar, dans ce palais tout rempli des souvenirs de l'archiduc devenu empereur ; à Madrid, enfin, où il obtint que Bazaine lui cédât les documents qu'il possédait sur l'affaire mexicaine.

C'est là surtout qu'il a trouvé des pièces d'une inestimable valeur historique : la correspondance confidentielle de l'Empereur Napoléon III, celle de l'empereur Maximilien, celle du maréchal Randon, ministre de la Guerre, et, avec elles, une série de lettres particulières, de notes, d'instructions, de mémoires et de dossiers se rapportant au même sujet.

Et ce n'étaient point des copies, mais les originaux eux-mêmes : en un mot, il possédait presque toutes les archives publiques et privées de la guerre du Mexique.

Avec de telles ressources, il était enfin possible de faire ce que personne n'a fait jusqu'à ce jour, d'écrire une histoire véridique et complète de l'événement le plus travesti, le plus falsifié peut-être de ce siècle. Il y avait là de quoi répondre à tous les dénigrements, à toutes les apologies inconsidérés, auxquels on s'est complu, faute de connaître la vérité.

Il avait entrepris cette tâche, et il espérait la mener à bien quand la mort est venue l'arrêter.

C'est ce travail interrompu que nous reprenons aujourd'hui pour le compléter, l'achever, et le mettre en état d'être présenté au public.

Toutes les pièces, recueillies et rassemblées par

lui avec tant de soin, seront publiées successivement, sans réserve ni réticences, dans leur absolue intégralité, autant toutefois que le permettront l'espace dont nous disposerons et le bon ordre du récit.

Nous voulons justifier le titre générique de cet ouvrage : *la Vérité sur l'Expédition du Mexique,* par la profusion des documents que nous mettrons sous les yeux du lecteur.

Quant au parti qu'en tireront les discoureurs politiques, peu nous importe. Il est à prévoir qu'ils serviront de texte, ou de prétexte, à des discussions passionnées et qu'on cherchera à les interpréter dans bien des sens : cela ne nous effraie guère, car, impartial dans notre récit, nous avons confiance dans l'impartialité des générations, si nous doutons parfois de celle des individus.

Et puis, ce n'est plus de notre temps ni de nos mœurs de ruser avec la Postérité et de lui faire des cachotteries mesquines. On doit la vérité aux morts, dit-on : nous disons, nous, qu'on doit aux vivants la vérité sur les morts.

PAUL GAULOT.

Paris, 8 avril 1889.

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTION DIPLOMATIQUE

ET

LES FAITS DE GUERRE

PREMIÈRE PARTIE

L'ACTION DIPLOMATIQUE

ET

LES FAITS DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

Le 4 octobre 1861 à Miramar. — L'archiduc Ferdinand-Maximilien. — Mission secrète du comte de Rechberg, ministre des Affaires étrangères. — M. Gutierrez de Estrada. — Note rédigée par le baron de Pont. — La France ne veut rien pour elle. — Réserves de l'Espagne. — L'entente des trois puissances. — Desiderata des réfugiés mexicains. — Adhésion de A. L. de Santa-Anna. — Voyage de M. Gutierrez de Estrada. — La nuit de Noël. — Promesse formelle de l'archiduc.

De retour d'un de ces nombreux voyages que tous deux affectionnaient tant, et où ils trouvaient l'un la satisfaction de son besoin d'idéal, l'autre de son besoin d'activité, l'archiduc Ferdinand-Maximilien et l'archiduchesse Charlotte, son épouse, se trouvaient à Miramar, dans cette splendide demeure que baignent les

flots bleus de l'Adriatique, lorsque, le 4 octobre 1861, un personnage, qu'on n'avait point coutume de voir en ces lieux, se présenta aux portes du château. Il venait, disait-il, au nom de l'empereur François-Joseph; il avait été chargé par lui d'une mission secrète, et demandait à être introduit auprès de Leurs Altesses...

Cet envoyé n'était autre que le comte de Rechberg, ministre des Affaires étrangères, qui arrivait de Vienne à l'instant. Reçu aussitôt, il s'acquitta de sa mission, laquelle consistait à informer confidentiellement le prince et la princesse des ouvertures que venait de faire au gouvernement autrichien l'empereur Napoléon III.

Celui-ci, décidé à provoquer une intervention européenne au Mexique, ne voulait point que l'action en fût éphémère. Pour qu'elle eût pleine efficacité, et que les résultats en fussent durables, il fallait qu'elle aboutît à constituer dans ce pays agité par les révolutions un ordre de choses stable qui permît enfin d'avoir avec lui des relations sûres et continues; et comme, dans cette pensée, il songeait déjà à y appuyer le rétablissement d'une monarchie, il voulait s'assurer par avance de l'assentiment d'un prince, auquel serait destiné ce rôle glorieux. Son choix s'était porté sur l'archiduc Ferdinand-Maximilien, dont il avait apprécié les aspirations généreuses et les idées vraiment libérales dans le gouvernement du royaume Lombard-Vénitien.

Le comte de Rechberg ajouta que François-Joseph, quelque sensible qu'il fût à la préférence donnée à sa

dynastie, entendait laisser à son frère pleine et entière liberté d'acceptation ou de refus...

L'archiduc ne fut pas aussi surpris qu'on pourrait le croire d'une telle ouverture. Il la pressentait et il l'attendait. Ce n'était point en effet la première fois qu'on agitait la question du rétablissement ou plutôt de l'établissement d'une monarchie au Mexique, — car ce pays, à part un empire de quelques jours, l'empire d'Iturbide, n'avait connu que des vice-rois, — ni la première fois que son nom était prononcé à ce sujet.

Ç'avait toujours été le rêve d'un parti au Mexique de prendre modèle, non point sur son puissant voisin, les États-Unis, mais sur les pays d'Europe où la forme monarchique était presque universellement conservée. Champion des idées cléricales, ce parti voyait dans la révolution et dans la forme républicaine, qui en est la conséquence, un état mauvais capable d'engendrer les pires misères, et l'expérience, que l'histoire du Mexique pouvait leur apporter, n'était guère faite pour détruire leurs répugnances à cet égard. Le promoteur de ce mouvement réactionnaire était le représentant d'une des familles les plus anciennes et les plus honorables du Mexique, M. Gutierrez de Estrada.

Ministre des Affaires étrangères, il avait, en juillet 1840, adressé au Président de la République, Bustamante, une lettre rendue publique, dans laquelle il proposait, comme solution aux crises incessantes qui désolaient la patrie, la constitution d'un gouvernement monarchique. Proscrit pour cette audace, il

s'était réfugié en Europe, plus convaincu que jamais de l'excellence de son idée.

Les destins changeants lui avaient ménagé une revanche. Le général Santa-Anna, arrivé à la présidence en 1854 et rallié à l'opinion de son compatriote, lui avait donné pleins pouvoirs « pour traiter auprès « des cours de Paris, Londres, Vienne et Madrid, de « l'établissement d'une monarchie au Mexique, sous « le sceptre d'un prince européen ». M. Gutierrez de Estrada s'était alors adressé au duc de Montpensier, mais celui-ci, bien qu'assuré de l'assentiment de la France, avait décliné toute proposition de ce genre.

Le président Miramon, successeur de Zuloaga en 1859, avait confirmé le mandat donné par Santa-Anna à M. Gutierrez de Estrada, et c'est à ce moment que Napoléon III, mis au courant de ces désirs politiques, recommanda pour la première fois à son attention l'archiduc Maximilien.

M. Gutierrez de Estrada avait accueilli avec d'autant plus d'enthousiasme la pensée de l'Empereur qu'il existait dans l'arsenal législatif du Mexique une vieille convention, connue sous le nom de « plan d'Iguala », et datant du mois de mai 1821, par laquelle il avait été décidé, sous l'impulsion d'Iturbide, qu'on adoptait le principe d'une monarchie constitutionnelle, et qu'on offrirait la couronne d'abord aux infants d'Espagne, frères de roi Ferdinand VII, et, en cas de refus de leur part, à l'archiduc Charles d'Autriche. C'était donc, en quelque sorte, faire revivre une ancienne tradition que de poser la candidature d'un autre archiduc. M. Gu-

tierrez de Estrada, dès ce moment, avait fait tendre tous ses efforts vers la réussite de ce projet.

Voilà, assurément, la révélation de souvenirs oubliés ou peu connus. L'opinion publique, qui s'emporte sur un nom ou sur une affirmation, a longtemps cru et croit peut-être encore que l'affaire mexicaine n'a été qu'une aventure, commencée pour des intérêts d'argent, continuée parce qu'on l'avait commencée, et terminée dans une catastrophe, juste châtiment des entreprises mal conçues et mal dirigées. On voit ici, au contraire, que son point de départ a eu des bases très sérieuses et que, si la fin en a été particulièrement malheureuse, tout n'était pas folie, incohérence ou cupidité dans les motifs qui ont amené notre intervention au Mexique.

L'empereur Napoléon III n'a point fait offrir la couronne du Mexique à l'archiduc Maximilien pour se débarrasser d'une conquête qu'il ne se serait pas soucié de garder. Non, il a repris, avec une pensée politique qui se développera dans le cours de ce récit sans ambiguïté et sans contestation possible, un projet ancien; il a eu pour l'appuyer dans cette voie des concours précieux. Est-ce que l'empereur François-Joseph se serait prêté, ne fût-ce que par une vaine démarche, à un essai qui n'eût été ni digne de sa Maison, ni digne de son frère? Est-ce qu'enfin l'archiduc Maximilien eût accueilli les ouvertures de Napoléon III, qui lui étaient transmises par le comte de Rechberg, s'il ne les avait jugées ni sérieuses ni honorables?

Bien loin de là, l'archiduc, flatté des propositions qui lui étaient adressées par un des souverains les plus puissants de l'Europe, ne refusa pas d'entrer dans ses vues et de répondre affirmativement, sous certaines conditions, à cette offre, conditionnelle elle-même, d'une couronne. Et afin qu'on ne puisse conserver aucun doute sur la vérité de ces faits, voici la copie d'une note qui fut rédigée quelques jours après, d'ordre de S. A. l'archiduc, par le baron de Pont, son secrétaire, note qui fut aussitôt communiquée à M. Gutierrez de Estrada, dont le rôle, considérable en cette affaire, se trouve ainsi clairement révélé :

Le 27 septembre 1861, l'agent du parti monarchique mexicain à Paris, M. Gutierrez de Estrada, déclara qu'il savait pertinemment que la France désirait voir un archiduc monter sur le trône du Mexique et croyait que l'Angleterre accepterait cette combinaison. Il demanda d'obtenir une assurance confidentielle que, si des propositions étaient faites à ce sujet par la France, qui serait disposée à en prendre l'initiative, elles ne seraient pas repoussées par l'Autriche. Il ajoutait qu'il attachait beaucoup de prix à être éclairé sans délai sur ce point qu'il mettait en corrélation avec l'expédition projetée.

A la suite de ces ouvertures, l'agent en question fut prévenu par une communication très confidentielle, en date du 7 octobre, que l'archiduc Maximilien, accédant à la proposition qui lui avait été faite par l'empereur, son auguste frère, ne refuserait pas de se rendre éventuellement aux désirs de la nation mexicaine, si celle-ci l'appelait au trône. « Il doit être bien entendu toutefois, était-il dit dans cette lettre, que pour être définitivement acceptées, de pareilles offres devraient être nécessairement faites dans des conditions propres à assurer un heureux succès, à garantir l'ave-

nir et à sauvegarder la dignité de S. A. I. et de son auguste Maison. Au nombre de ces conditions, il en est deux surtout qu'il est important d'établir d'avance. Ce sont : 1° l'appui non seulement moral mais matériel et efficace des deux grandes puissances[1]; 2° le vœu clairement prononcé du Mexique. »

Ces conditions étaient désignées expressément comme « première et indispensable base de tout plan sérieux, sur lequel on pourrait plus tard entrer en négociation. » Il en reste encore d'autres, ajoutait-on, « que nous nous réservons de poser dans le cas où le projet en question deviendrait, pour ainsi dire, d'une forme plus palpable ».

On terminait en annonçant que le gouvernement impérial ne prendrait aucune initiative dans cette question vis-à-vis de l'une ou de l'autre des deux grandes puissances maritimes et qu'il se tiendrait dans une attitude entièrement passive, jusqu'au jour où il lui serait fait une offre formelle basée sur les deux points qui viennent d'être indiqué. « Alors seulement on pourrait entrer dans l'examen approfondi d'un semblable projet et fixer les conditions dont l'empereur et S. A. I. feraient dépendre leur acceptation définitive. »

Dès le 9 octobre 1861, l'agent sus-mentionné doit avoir porté cette réponse à la connaissance de M. Thouvenel, ministre des Affaires étrangères. L'Empereur des Français paraît en avoir été informé le soir même, et ne tarda pas à faire une démarche personnelle, dans le but d'obtenir l'assentiment du gouvernement anglais à la combinaison dont il s'agit.

Dès que le gouvernement français eût connaissance de la réponse de l'archiduc, il pressa les négociations amena l'Angleterre et l'Espagne à signer la con-

vention qui réglait les conditions dans lesquelles l'intervention aurait lieu (31 octobre 1861). Puis, désireux de préparer la voie à la solution qu'il avait en vue, il s'adressa aux cabinets de Londres et de Madrid pour bien établir que, dans toute éventualité de rétablissement d'une monarchie au Mexique, c'était au pays même à décider la forme de la monarchie de son choix, comme à désigner le prince auquel il entendait confier ses destinées.

Il ajoutait que, pour sa part, il considérait cette éventualité avec un désintéressement complet, résolu qu'il était à refuser toute candidature pour un prince de la famille impériale. Et, se faisant un titre de cette générosité qui ne lui coûtait guère, il conviait les deux autres parties contractantes à faire une déclaration semblable, et ne doutait point d'ailleurs, disait-il, qu'elles ne fussent dans les mêmes dispositions.

Quant au choix de la dynastie, la France n'en avait aucune à proposer, mais dans le cas où il faudrait en désigner une, elle était prête à donner son adhésion à la candidature d'un archiduc d'Autriche. Et la dépêche, signée par M. Thouvenel, envisageant une hypothèse qu'on avait à peine posée au début, faisait valoir l'avantage de ce choix, qui écarterait toute rivalité entre les trois puissances, et conserverait entière son autorité à l'appui moral qu'elles avaient l'intention de donner à la nation mexicaine. Elles ne feraient en cela que tenir une conduite analogue à celle tenue par la France, l'Angleterre et la Russie, lors de l'expédition de Grèce.

Au fond, ces précautions diplomatiques étaient surtout dirigées contre l'Espagne. On n'oubliait pas que cette puissance avait longtemps occupé le Mexique, et comme elle n'en était point partie de son plein gré, il était à craindre qu'elle ne saisît ce prétexte de recouvrer sur le pays son ancienne domination. Le *plan d'Iguala* lui permettait de mettre en avant des prétentions que la diplomatie s'efforçait d'arrêter, sous couleur de désintéressement général.

Toutefois il était difficile à l'Espagne de les manifester trop ouvertement, d'autant que l'expédition n'était pas commencée et qu'il importait, pour que les trois puissances coopérassent à l'intervention, qu'aucune d'elles, se réservant la part du lion, n'eût découragé ses alliées en les réduisant à l'avance au rôle de Ratons destinés à tirer les marrons du feu.

La réponse de l'Espagne refléta ces deux sentiments.

Le chef du cabinet de Madrid, M. Calderon Collantes, la fit attendre jusqu'au 13 décembre. Sur le point en question, il disait que « si une des puis-« sances présentait un candidat, l'Espagne considére-« rait comme le plus conforme au droit, à la tra-« dition et à l'histoire, l'élection d'un prince de la « Maison de Bourbon ou intimement uni à elle ».

Mais ces réserves venaient trop tard et ne pouvaient avoir grande valeur, car elles étaient contraires aux termes de la convention du 31 octobre. Le ministre français, d'accord avec l'Angleterre, avait pris les devants, et le représentant de l'Espagne avait signé comme les autres. Or le traité disait que les trois

puissances qui « se trouvent placées par la conduite « arbitraire et vexatoire des autorités de la République « du Mexique, dans la nécessité d'exiger de ces auto- « rités une protection plus efficace pour les personnes « et les propriétés de leurs sujets, ainsi que l'exécution « des obligations contractées envers elles par la Ré- « publique du Mexique, se sont entendues pour con- « clure entre elles une convention dans le but de com- « biner leur action commune... Elles s'engagent à ne « rechercher pour elles-mêmes dans l'emploi des me- « sures coërcitives prévues par la présente convention « aucune acquisition de territoire ni aucun avantage « particulier et à n'exercer dans les affaires intérieu- « res du Mexique aucune influence de nature à porter « atteinte au droit de la nation mexicaine de choisir « et de constituer librement la forme de son gouver- « nement. »

Remettre au pays le soin d'exprimer sa volonté, c'était, dans la pensée de l'Empereur, assurer le succès de la candidature de son choix, car le pays voulait une monarchie et pour souverain un archiduc. Comment en aurait-il douté? Tout le monde autour de lui le disait, le répétait et même le croyait. Les réfugiés mexicains se montraient unanimes sur ce point, et il était d'autant plus naturel qu'ils témoignassent cette confiance que c'était leur plus sûre et leur meilleure chance de succès.

Aussi, lorsqu'ils apprirent et la signature de la convention de Londres et les démarches faites auprès de l'archiduc Maximilien, ainsi que la réponse de ce

prince, ils furent remplis de joie. Déjà ils entrevoyaient la fin de leur exil; ils auraient voulu hâter les événements, et, dans leur impatience, ils pressèrent M. Gutierrez de Estrada de revenir à la charge et d'obtenir de Maximilien une promesse d'acceptation formelle.

L'ancien président, le général Santa-Anna, de sa retraite, joignit ses instances à celles de ses compatriotes.

Saint-Thomas, 30 novembre 1861.

Mon cher Ami,

Les nouvelles que vous me donnez dans votre lettre du 31 octobre et que j'ai reçues par le dernier packet, m'ont causé une joie indicible, et elles ont une telle importance que si tout ce qu'elles m'annoncent réussit, notre patrie est sauvée de la ruine.

Plaise à Dieu que nos rêves se réalisent!

Le candidat dont vous me parlez, S. A. I. l'archiduc Maximilien est sans pareil.

Je m'empresse donc de lui donner mon adhésion. Faites-moi la grâce de le lui dire et d'en donner connaissance à nos amis, mais avec toute réserve, parce que vous savez qu'en politique il est des choses qu'on ne doit pas publier avant le moment opportun, à cause des préjudices qui pourraient résulter de la publicité.

... Persuadé que le moment d'agir est arrivé, je suis disposé à me rendre le plus tôt possible sur le sol de ma patrie, décidé à travailler de toutes mes forces jusqu'à la réalisation de cette affaire.

ANTONIO LOPEZ DE SANTA-ANNA.

Poussé par ce concours d'adhésions, muni de tous s vœux, M. Gutierrez de Estrada quitta Paris pour se

rendre à Trieste. Il y arriva le 19 décembre, et se présenta, sans perdre de temps, à Miramar; là, il plaça sous les yeux de Maximilien les témoignages nombreux du désir qu'éprouvaient ses compatriotes de lui voir donner aux propositions de la France une adhésion plus explicite et plus complète. Ni l'archiduc, ni surtout sa femme l'archiduchesse Charlotte n'étaient dépourvus d'ambition. La quasi-disgrâce dans laquelle Maximilien se trouvait vis-à-vis de son frère, depuis qu'il avait été relevé de ses fonctions de gouverneur général du royaume Lombard-Vénitien, avait excité plus qu'elle n'avait détruit chez lui les pensées de grandeur et de gloire.

Les voyages nombreux, la splendeur royale du château de Miramar, la grande situation de l'archiduc placé à la tête de la marine de l'Empire, l'affection des populations au milieu desquelles vivaient Leurs Altesses, tout cela ne suffisait point à leurs communes aspirations. La perspective de ceindre une couronne et de relever l'empire de Montézuma et d'Iturbide les séduisit aussitôt. L'enthousiasme, dont M. Gutierrez de Estrada était un reflet vivant, se communiqua à l'imagination du mari et de la femme. Ce rêve d'un empire qui parfois hantait le frère puîné de l'empereur François-Joseph et la fille du roi Léopold prenait corps. Pourquoi se dérober à la destinée?

Et l'empereur François-Joseph donnait à son frère toute liberté, et le roi Léopold conseillait à sa fille et à son gendre d'accepter la mission offerte sous l'égide de la France. Les flottes alliées, dont le pavillon allait

bientôt être planté sur les murs de Vera-Cruz, garantissaient que le pays rendu à lui-même pourrait exprimer sa volonté sans ambages. Maximilien ne résista point au courant qui l'entraînait, et, comme s'il eût voulu donner plus de solennité à son acquiescement, il choisit la nuit de Noël, associant ainsi à sa résolution le Dieu dont on célébrait la fête, pour donner au vénérable patriote mexicain l'assurance formelle que, si tel était le vœu de ses concitoyens, il accepterait la couronne du Mexique...

CHAPITRE II

Aux Tuileries. — « La solution des questions insolubles. » — L'Empereur. — L'Impératrice. — M. de Morny. — Le Mexique. — Révolutions et pronunciamientos. — Santa-Anna. — Alvarez. — Comonfort. — Juarez. — Miramon. — Les étrangers au Mexique. — M. de Gabriac. — M. Dubois de Saligny. — Griefs de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne et des États-Unis. — Sir Charles Wyke. — Incident du 14 août 1861. — Prétexte pour l'intervention. — Les États-Unis invités à s'y associer. — Propositions du cabinet de Washington. — Convention du 31 octobre 1861. — Lettre de M. Seward.

Un certain soir, en 1868 ou 1869, dans une réunion intime aux Tuileries, l'Empereur, l'Impératrice et quelques personnes de leur entourage immédiat jouaient aux « petits papiers ». Et le hasard ayant amené entre les mains de Napoléon III cette question : « Quelle est votre occupation favorite ? » on rapporte qu'il écrivit au-dessous : « Chercher la solution de problèmes insolubles. »

Vraie ou fausse, l'anecdote est, en tous cas, fort vraisemblable. La vie entière de Napoléon III peut presque se résumer dans ces quelques mots. N'est-ce

pas lui qui, dès sa jeunesse, s'affilia aux sociétés secrètes de l'Italie, tout prince qu'il fût? N'est-ce pas lui, le représentant de l'idée napoléonienne, c'est-à-dire du principe d'autorité, qui par deux fois essaya de renverser le régime établi, dans des tentatives qu'il a du reste condamnées depuis, et dont il n'a voulu se souvenir que pour offrir, en 1850, un poste élevé au fonctionnaire du gouvernement d'alors, qui l'avait arrêté à Boulogne?

— « Je ne vous demande que de me servir comme vous avez servi le roi Louis-Philippe, » lui dit-il...

N'est-ce pas lui qui, monté sur le trône, chercha à protéger les intérêts de la France en arrêtant l'essor de la Russie dans la mer Noire et dans la Méditerranée, sans vouloir cependant livrer cette mer à l'Angleterre?

N'est-ce pas lui qui combattit l'Autriche pour permettre à l'Italie de faire son unité, et qui empêchait cette même unité en maintenant les États de l'Église?

N'est-ce pas lui que nous verrons au Mexique entreprendre une expédition destinée à barrer la route aux États-Unis, sans pour cela vouloir entrer en guerre avec cette redoutable puissance?

N'est-ce pas lui, enfin, qui, dans les dernières années de son règne, essaiera d'unir au régime impérial le régime parlementaire, ouvrant lui-même une brèche dans la citadelle qu'il avait élevée, et d'où il avait, au moment de la crise de 1848, défendu la société contre ses pires ennemis?

L'insuccès dans lequel se terminèrent la plupart de ses entreprises et les douloureux événements au

milieu desquels sombra son trône, ont donné beau jeu à ses adversaires pour l'attaquer et au besoin le calomnier. C'est le sort commun réservé à ceux qui ne réussissent point, mais l'histoire ne se laisse pas prendre à ces déclamations partiales et passionnées, et le temps est venu d'en parler « sans haine ni sans crainte ».

D'autant que le caractère de l'Empereur est aujourd'hui plus connu, et que l'on peut juger l'homme tout entier et non point tel ou tel de ses actes.

Ce qui dominait chez Napoléon III, en dehors de sa haute intelligence et de sa grande bonté, c'était une façon de froideur à la fois sereine et grave, et qui se mêlait en lui à une opiniâtreté voisine parfois de l'entêtement. Ses contemporains, habitués à se payer de mots, n'ont voulu y voir qu'une sorte de fatalisme.

Ce jugement ne me paraît point exact. Un fataliste n'eût point passé son temps à chercher la solution de problèmes même insolubles; il l'eût attendue dans une quiétude orientale, d'autant qu'un trône, comme celui de France, est une situation commode pour attendre sans trop de déplaisir.

Au lieu de cette indifférence, Napoléon III a pensé, et il a agi. Est-ce là le rôle d'un fataliste? Et ne serait-il pas plus juste de voir en lui un optimiste, c'est-à-dire un homme qui concevait des pensées hautes et généreuses, et qui avait trop de foi dans les destinées de l'humanité pour douter jamais du succès final? Pour ma part, j'incline fort à le croire.

Sans approuver l'excessive flatterie d'Edmond About

qui lui dédiait son livre *Le Progrès*, comme *A l'auteur de tous les progrès*, je suis convaincu que jamais Napoléon III n'avait oublié cette phrase écrite dans sa jeunesse : « Suivez les idées de votre temps, elles vous « entraînent; combattez-les, elles vous renversent; « précédez-les, elles vous soutiennent. » Sa préoccupation constante fut de précéder les idées de son siècle; pourquoi, si son siècle en a eu de mauvaises, n'en rejeter que sur lui la faute? A part quelques rares hommes d'un génie supérieur, il est plus vrai de dire que le siècle influe sur l'homme et non l'homme sur le siècle.

Mais la vraie cause des insuccès est ailleurs. Les grands et vastes desseins sont accessibles à un nombre d'esprits forcément très restreint; et, comme il est impossible de mettre dans la confidence une nation tout entière, il faut, pour l'exécution et la réussite de ces desseins, ou posséder un pouvoir absolu ou inspirer une absolue confiance.

Le Comité de Salut public, par ses mesures impitoyables, a obtenu l'un; Napoléon Ier, par sa main de fer et l'ascendant de son génie, a conquis l'un et l'autre; et, quand nos soldats entraient à Mayence, à Milan, à Berlin ou à Vienne, ils ne trouvaient pas, affichées sur les murs de ces villes prises par eux, les protestations de leurs compatriotes. Nos ennemis du dehors n'avaient point alors d'amis chez nous.

La pensée qui a guidé Napoléon III dans l'affaire du Mexique était une pensée grande, généreuse et politique, et les documents inédits, que nous publierons

au fur et à mesure du récit des événements auxquels ils se rattachent, apporteront sur ce point des clartés qu'on ne pourrait méconnaître qu'à la condition de se fermer les yeux.

Frappé des immenses développements qu'avaient pris les États-Unis, depuis qu'avec l'aide des Français, ils avaient secoué le joug de l'Angleterre et conquis leur indépendance, l'Empereur prévoyait dans les destinées futures d'une nation qui n'avait point cent ans d'existence et qui déjà possédait la suprématie dans son continent, une menace et un péril pour l'ancien monde. Que deviendrait l'Europe, — et l'on peut dire aujourd'hui : que deviendra l'Europe? — si cette population de marchands, riche parce qu'elle travaille, forte parce qu'elle est riche, se sert de ses navires de guerre et de ses navires de commerce pour dominer le vieux continent et lui imposer les produits de son agriculture et de son industrie?

Cette question redoutable préoccupait l'Empereur.

A ce moment venait d'éclater une crise formidable dans cette nation sans cesse grandissante. Le Sud se battait contre le Nord : on se serait cru en Europe. Ne fallait-il pas profiter d'une telle occasion pour tendre la main au parti le plus faible, le soutenir dans la lutte et amener une scission définitive? L'instant était bien choisi, et le Mexique servait tout à la fois de prétexte pour intervenir et de pivot pour la combinaison à tenter. Si l'on pouvait former dans cette ancienne colonie espagnole un grand empire latin, n'arriverait-on pas ainsi à arrêter la marche envahis-

sante des États-Unis? Toutes les chances semblaient favorables.

Mais pour réussir il fallait faire immédiatement les sacrifices nécessaires. L'Empereur le voudrait-il? Le pourrait-il? Car le métier de conquérant est un métier difficile, et attaquer des villes fortifiées sans grosse artillerie, livrer cent combats sans troupes de rechange et de renfort, occuper un pays immense avec quelques bataillons, voilà qui est incontestablement, de tous les problèmes insolubles, le plus insoluble qui soit au monde...

A côté de l'Empereur, dominé par son idée et séduit par sa grandeur indiscutable, l'Impératrice, obéissant à d'autres mobiles, poussait également de toutes ses forces à l'expédition.

Elle recevait souvent aux Tuileries les Mexicains exilés qui lui peignaient, dans la douce langue de son enfance, leurs tristesses et les malheurs de leur patrie. Membres du parti clérical, ils identifiaient leur cause avec celle de la religion et du clergé, et ils contaient longuement à l'Impératrice les persécutions dont les catholiques étaient l'objet là-bas.

Il n'en avait pas fallu davantage pour que sa piété et sa compassion se laissassent séduire par ces lamentations de proscrits; aussi, quand, encouragés par cet accueil bienveillant, ceux-ci avaient fait entrevoir la possibilité d'un changement, grâce à l'appui de la France, ils avaient trouvé en elle une alliée convaincue et gagnée. Il serait glorieux, pensait-elle, pour la France, pour la nation qu'elle s'obstinait à regarder

comme la fille aînée de l'Église, de rétablir l'ordre au Mexique et d'y remettre toute chose en sa place.

Elle insistait auprès de l'Empereur pour qu'il se lançât au plus vite dans cette noble entreprise. De quoi s'agissait-il après tout? De renverser une faction qui opprimait le pays. Aux dires des exilés, il suffirait d'une promenade militaire. Comment refuser cette facile satisfaction aux sollicitations de ces malheureux?

Et les conseillers, d'ordinaire prudents, sceptiques et mieux avisés, qui ne manquaient pas aux Tuileries, ne s'opposaient point cette fois à ces rêves de l'Empereur, à ces désirs de l'Impératrice. M. de Morny approuvait l'intervention. Que dis-je? M. de Morny poussait à l'intervention.

Il n'y a plus à douter que M. de Morny n'ait eu un intérêt personnel dans l'affaire. On connaît l'histoire des bons Jecker, — on ne connaît même généralement que cela; — ce banquier suisse qui réclamait au gouvernement mexicain une somme des plus considérables avait su intéresser à sa réclamation l'homme d'État qui avait alors une si grande influence sur la politique du second Empire.

Mais là encore il faut ramener les choses à leurs proportions exactes et se bien garder, sous prétexte de n'être point dupe, de ne voir qu'un petit côté de la vérité grossi outre mesure. La vérité n'est la vérité qu'autant qu'on la voit tout entière; or, supposer qu'une spéculation fût la cause unique et première de l'intervention, c'est aller contre les données les

moins douteuses. M. de Morny lui-même n'aurait jamais eu la pensée de commencer une lointaine et incertaine expédition militaire pour quelques millions à recueillir hypothétiquement. Non, mais ce qu'il faut reconnaître, c'est que, l'expédition étant résolue pour les motifs que j'ai exposés en détail, il eut le tort d'y greffer cette spéculation accessoire.

Il en est souvent ainsi d'ailleurs, et ce n'est ni la première ni la dernière fois que de petits intérêts et de petits calculs se joignent aux grandes choses. Cette question d'argent vint se placer à côté, et profita moins de l'expédition qu'elle ne lui nuisit. Elle ne contribua pas peu à en amener l'échec, car elle la rendit impopulaire et accrut les difficultés auxquelles elle se heurta; mais il n'est pas téméraire de dire que sans elle les choses au fond n'eussent point été changées. La politique qui conduisait à l'intervention était pratiquée depuis longtemps déjà par M. de Gabriac, notre ministre plénipotentiaire, et M. Dubois de Saligny, nommé à sa place par l'influence de M. de Morny, n'avait qu'à suivre son prédécesseur dans la voie tracée.

Mais, avant de continuer le récit des événements, il importe de faire connaître ce qu'était le pays sur lequel, en Europe, on faisait tant de projets, et il sera bon de tracer un court historique des vicissitudes de son histoire intérieure, pour montrer quelle erreur fondamentale fit, dès le début, dévier notre politique, et compromit irrémédiablement les chances d'une expédition qui, même aux yeux de gens prudents, s'annonçait tout autrement.

Le Mexique est un magnifique territoire de 1 276 225 kilomètres carrés, s'étendant entre les deux Amériques, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, et renfermant alors, d'après le recensement de 1858, plus de huit millions d'habitants.

Cette population était loin d'être homogène : la plus grande partie, environ quatre millions et demi, était composée d'Indiens; les blancs, descendant des Européens, figuraient pour un million, le reste comprenait des métis ou mulâtres et quelques milliers de nègres. Les étrangers étaient, en 1858, au nombre de 9 234, dont 5 141 Espagnols, 2 048 Français, 615 Allemands et 444 Américains du Nord.

Le Mexique, conquis par Fernand Cortez, resta longtemps sous la domination de l'Espagne, mais à la fin du XVIIIe siècle, encouragé par l'exemple des États-Unis, il commença à secouer le joug qui pesait sur lui depuis plusieurs siècles et l'ère des révoltes, des pronunciamientos et des agitations de toutes sortes s'ouvrit pour lui.

L'Espagne, déchue de sa grandeur passée, dut se résigner à reconnaître l'indépendance de sa colonie révoltée, mais le peuple mexicain n'en fut pas plus heureux pour cela : il souffrit sous des maîtres indigènes, au lieu de souffrir sous des maîtres étrangers.

Le Mexique, en effet, venu à la liberté soudainement et sans transition, après de longs siècles d'oppression, n'avait point la maturité ni la sagesse nécessaires pour se donner une constitution et y reste

attaché[1]. Aussi les enfants du pays, se lançant dans l'application de théories nouvelles, ont-ils dépensé les quarante premières années de leur indépendance en tâtonnements stériles, en luttes ardentes et en dissensions intestines.

Dans cette société nouvelle, les deux principes qui divisent toute communauté politique, le principe rétrograde et le principe du progrès, sont entrés tout d'abord en conflit.

D'un côté se trouvait le clergé mexicain, riche à millions; il possédait le tiers de la fortune du pays. Il songea à se servir de cette puissance irrésistible, et, toutes les fois qu'il le pût, il acheta les chefs de l'armée, ceux qui détenaient la force, et s'empara du pouvoir. De là l'origine et la fréquence des pronunciamientos.

En 1856, la majeure partie de la nation essaya de secouer le joug de la domination cléricale, et chercha à imiter la France dans sa révolution de 1789. Le parti libéral mexicain pouvait en effet s'appeler le parti français; il puisait son instruction dans nos livres, ses institutions dans nos codes, et ses mœurs dans nos mœurs. Le parti clérical, au contraire, ne pardonnait point à la France d'avoir proclamé des principes qui font peu à peu le tour du monde, et le

1. Pour toute cette partie, consulter le Mémoire de M. J.-E. Schlœsing, qu'à cause de son étendue nous avons été obligé d'insérer à la fin du volume. Nous n'en donnons ici qu'un bref aperçu, mais nous conseillons vivement de le lire en entier : c'est un document d'une haute importance et qui a le mérite de faire admirablement connaître et comprendre la question mexicaine.

troublent dans la tranquille possession de ses biens immenses.

Une constitution fut enfin promulguée le 1er février 1857. Les Mexicains, persuadés que la substitution de la force au droit par l'usage des pronunciamientos, était la seule cause de leurs guerres civiles, résolurent d'extirper ce vice de leurs mœurs politiques, en enlevant au clergé les richesses dont il faisait un si mauvais usage. De là vinrent la désamortisation, puis la nationalisation des biens ecclésiastiques et la réforme de l'armée.

Le clergé ne se soumit point et résista par les moyens en son pouvoir, les pétitions, les protestations et les rébellions militaires. Le général Comonfort, président élu par le suffrage universel, ne se montra pas à la hauteur des circonstances et abandonna la Constitution, dans laquelle il puisait tout son droit. Sorte de centre gauche naïf, il crut sincèrement servir son pays et préparer la réconciliation des partis extrêmes en adoptant le *plan de Tacubaya* qui ajournait l'application de cette Constitution.

Il reconnut son erreur, mais trop tard; il donna sa démission. Le parti clérical avait profité de sa faiblesse, et le général Zuloaga, payé par lui, s'était emparé de Mexico...

La démission de Comonfort, d'après les prescriptions de cette Constitution de 1857, investissait de la présidence intérimaire don Benito Juarez, le président de la Cour suprême, élu également par le suffrage universel.

Juarez s'échappa de Mexico, et, fort de son principe, établit son gouvernement à Queretaro. Une armée se leva pour la défense de la Constitution. Soldats malheureux d'une cause juste, ses partisans subirent de terribles défaites à Salamanca, à Almalulco, à la Estancia. De Queretaro, Juarez dut s'enfuir à Guanajuato; de Guanajuato à Guadalajara; de Guadalajara à Colima, d'où il fut obligé de s'embarquer au Manzanillo; il traversa l'isthme de Panama, passa par la Havane, et vint se réfugier à Vera-Cruz.

Malgré ces revers, la cause de la légalité ne perdit aucun de ses fidèles, et le peuple, dès qu'il put manifester sa volonté, confirma le pouvoir à Juarez qui devint ainsi président définitif...

Pendant ce temps, que se passe-t-il dans la capitale avec le régime des pronunciamientos? C'est d'abord Zuloaga qui réunit quelques habitants sous le nom de Notables, et les charge de nommer un président. L'élu est naturellement Zuloaga.

Cet événement s'accomplit en 1858. L'année suivante, deux de ses généraux font un pronunciamiento et rejettent son pouvoir. Puis un troisième survient, Miramon, un cadet de vingt-cinq à vingt-six ans, qui, sous prétexte de rétablir Zuloaga, exige de lui l'apparence d'une retraite volontaire. Nouvelle assemblée de notables: naturellement encore, l'élu est cette fois Miramon. Retour offensif de Zuloaga : Miramon le combat ouvertement alors. Battu, celui-ci donne sa démission; mais bientôt il se ravise. Troisième assemblée de notables, qui lui rend son titre de président. Son

succès est éphémère. Mis en déroute à Calpulalpan, il s'enfuit et s'empresse de gagner l'Europe où, dit-on, il vint jouir en paix du fruit de ses économies...

La diplomatie française ne restait pas inactive au milieu de ces événements, et il faut le regretter. Le ministre de France, M. de Gabriac, y avait pris une grande part; c'est lui qui avait été le principal instigateur de la chute de Comonfort : « Sur lui, comme « le dit en termes formels le mémoire où nous avons « puisé cet exposé, retombe la responsabilité des trois « années de révolutions, du commencement de 1858 à « la fin de 1860, celle des excès commis par la réaction « et celle des représailles dont peuvent avoir usé les « partisans de la Constitution après leur triomphe. »

Quand M. de Gabriac fut rappelé en France, sur les plaintes réitérées de nos nationaux, on lui donna pour successeur M. Dubois de Saligny. Ce choix était malheureux. Il ne faut point entendre par là que ce ministre, nommé à l'instigation de M. de Morny et chargé particulièrement de soutenir les intérêts de son protecteur, et par suite du protégé de son protecteur, le banquier Jecker, ait obéi à des mobiles d'intérêt personnel. On l'en a accusé, mais sans preuves, et M. Dubois de Saligny ne s'est point enrichi au Mexique. Je veux dire seulement que M. Dubois de Saligny était un homme d'un caractère entier, violent et passionné, qui arrivait au Mexique avec des idées préconçues et qui devait continuer, en l'accentuant, la politique néfaste de M. de Gabriac.

Son devoir eût été d'étudier le pays, de se rensei-

gner sur place, auprès des résidants français, sur leurs aspirations et leurs désirs, puis, muni de ces renseignements, d'éclairer son gouvernement. S'il s'était livré tout d'abord à cette besogne, il eût été bien vite en situation d'avertir l'Empereur qu'on l'avait trompé sur le véritable état des esprits au Mexique, aussi bien que sur les dispositions des partis; il eût montré les tendances hostiles aux Français du parti clérical et l'accueil favorable que nous réservait le parti libéral. Il eût prémuni son gouvernement contre les dires des proscrits, et surtout contre leurs illusions. Il eût, en un mot, empêché la France de sembler prendre fait et cause pour le système des pronunciamientos contre le régime de la légalité.

Il ne le fit point parce qu'il ne comprit point ainsi sa mission. Il était parti de France avec la conviction que l'Empereur, l'Impératrice, M. de Morny et le gouvernement tout entier ne cherchaient qu'un prétexte à une occupation militaire du pays, et il a tendu ses efforts vers ce but unique. La preuve de cette disposition d'esprit chez lui se trouve dans ces paroles qu'il adressa, quelques mois plus tard, à M. Ernest Louet, payeur en chef du corps expéditionnaire :

— « Mon seul mérite est d'avoir deviné l'intention de l'Empereur d'intervenir au Mexique, et d'avoir rendu l'intervention nécessaire. »

Fort de cette conviction, notre ministre était à l'affût d'un prétexte quelconque, auquel on pût donner l'apparence d'une injure, et accrocher un motif valable de rupture violente...

Il était arrivé à Mexico, au moment où le président Juarez y rentrait en triomphateur (10 janvier 1861 Cette prise de possession de la capitale n'enlevait rien des difficultés auxquelles le gouvernement mexicain allait être exposé, et l'occasion attendue par notre ministre ne devait pas manquer de lui être offerte, au milieu du désarroi qui suivait ces années de crises et de luttes intérieures.

Le président Juarez, animé de bonnes intentions, avait signalé son retour à Mexico par des réformes, dont quelques-unes dignes d'approbation et empruntées à notre législation : il avait enlevé au mariage son caractère purement religieux en en faisant aussi un contrat civil ; il avait confié à un magistrat spécial la rédaction des actes de naissance, de mariage et de décès, précédemment livrée au seul clergé ; il avait proclamé la tolérance de tous les cultes, supprimé les ordres religieux, et confirmé, en la rendant définitive, la nationalisation des biens ecclésiastiques.

Mais les difficultés les plus grandes qui s'opposaient à l'établissement d'un ordre régulier ne pouvaient point se résoudre par des décrets : c'étaient celles qui provenaient de la pénurie absolue du Trésor public. Trois années de guerre civile, l'anarchie, les déprédations, le brigandage avaient ruiné l'État. Juarez essaya de conjurer le danger, en signant au mois de mars 1861, avec M. Dubois de Saligny une convention nouvelle pour le règlement des indemnités pécuniaires réclamées par les résidants français. Ce fut en vain, et, le 17 juillet, il dut faire voter par le Congrès

la suspension pendant deux années de tous les paiements stipulés par les conventions passées avec les puissances étrangères.

C'était là une mesure grave, une véritable banqueroute, un solennel manquement à la parole donnée, une violation évidente du droit des gens. Dès le lendemain, M. Dubois de Saligny, au nom de la France, et sir Charles Wyke, au nom de l'Angleterre, rompaient toutes relations avec le pouvoir mexicain, et en avisaient leurs gouvernements.

Quelque gravité que présentât ce vote du Congrès, il était difficile, pour une simple question d'intérêts, d'aller plus loin que la rupture des relations diplomatiques. Il ne pouvait venir à la pensée de personne qu'une nation européenne intervînt par les armes pour forcer un gouvernement étranger à rembourser l'argent emprunté à quelques-uns de ses nationaux. M. Dubois de Saligny le comprit et dut se résigner à attendre.

Il n'attendit pas longtemps. Un vulgaire incident lui apporta, quelques jours après, le prétexte tant désiré.

Le 14 août, la nouvelle parvint à Mexico d'une victoire remportée sur les troupes factieuses de Marquez, par l'armée du gouvernement sous les ordres de Gonzalès Ortega. Une démonstration populaire éclata aussitôt, et, au milieu de l'effervescence, des cris et du tumulte qui l'accompagnèrent, M. Dubois de Saligny prétendit que vers huit heures du soir un coup de feu avait été tiré sur lui d'une terrasse voisine, et qu'à dix heures un groupe de deux cents personnes environ,

portant des torches et précédé d'un corps de musique. s'était arrêté sous ses fenêtres et avait crié : « *A bas les Français!... A bas le Ministre de France!* »

A l'appui de ses dires, il représentait une balle ramassée sur sa terrasse. Mais cette balle avait un aplatissement irrégulier qui en avait tellement changé la forme qu'il y avait tout lieu de croire qu'elle avait frappé d'abord le mur du Théâtre-National, contigu à la Légation, et que c'est de là qu'elle était tombée sur la terrasse, sans avoir été dirigée contre notre représentant. Celui-ci déclarait lui-même n'avoir pas entendu le bruit de la détonation; il objectait, il est vrai, que ce coup avait été tiré pendant le bruit, causé par la sonnerie des cloches et le crépitement des fusées.

Le gouvernement mexicain comprit la portée de l'incident soulevé et chargea le juge au criminel Mariano Arrieta de l'enquête. La sentence rendue dans les formes les plus régulières et après un examen minutieux, loin de confirmer les dires de notre ministre, les réduisit à néant. Elle fut publiée avec les dépositions de seize témoins à l'appui.

Mais le cabinet de Paris, subissant l'influence de son agent, retint le prétexte comme suffisant pour combler la mesure des griefs accumulés contre le Mexique; il se mit aussitôt en rapports avec les cabinets de Londres et de Madrid, afin de négocier une intervention collective. Les États-Unis furent invités à s'y associer.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Seward, entrevit aussitôt les inconvénients qui pouvaient résulter pour les États-Unis d'une telle intervention. Il essay

de l'enrayer dès le début, et il travailla à une combinaison qui, peut-être avantageuse pour le Mexique, devait l'être certainement pour son propre pays. Elle consistait à faire payer par les États-Unis, pendant un certain temps, aux lieu et place de son voisin, les termes échus ou à échoir de ses diverses dettes contractées vis-à-vis des Anglais, des Français et des Espagnols, jusqu'à concurrence d'une somme de 45 millions de francs, en garantie de laquelle le gouvernement américain prendrait hypothèque sur le Domaine public, sur les mines de la Basse-Californie et des États-frontières du Nord, Sonora, Chihuahua et Tamaulipas (14 octobre 1861). C'était, sous l'apparence d'un secours bienveillant, le moyen d'acheter au rabais quelques beaux territoires : politique de comptoir dont le triomphe aurait pour but de donner le monde, non au plus fort, mais au plus riche...

Des négociations furent entamées sur ces bases à Mexico par M. Corwin, mais elles ne purent aboutir. Le Sénat américain lui-même les repoussa, et, pendant ce temps, les trois puissances, poursuivant leurs projets d'intervention, avaient signé à Londres la convention du 31 octobre, dont nous avons déjà parlé, et par laquelle elles s'engageaient à envoyer sur les côtes du Mexique des forces de terre et de mer combinées... « dont l'ensemble devra être suffisant pour pouvoir « saisir et occuper les différentes forteresses et posi-
ns militaires du littoral mexicain... »

s commandants des forces alliées seront, en outre, au-
s à accomplir les autres opérations qui seraient ju-

gées, sur les lieux, les plus propres à réaliser le but spécifié dans le préambule de la présente convention, et notamment à assurer la sécurité des résidants étrangers.

L'article 4 provoquait l'accession des États-Unis :

Les hautes parties contractantes, désirant, en outre, que les mesures qu'elles ont l'intention d'adopter n'aient pas un caractère exclusif, et sachant que le gouvernement des États-Unis a, de son côté, des réclamations à faire valoir, comme elles, contre la République mexicaine, conviennent qu'aussitôt après la signature de la présente convention il en sera communiqué une copie au gouvernement des États-Unis; que ce gouvernement sera invité à y accéder...

Cette communication n'eut point le succès qu'en espéraient les « hautes parties contractantes ». Elle n'obtint de M. Seward qu'une réponse où perçait le premier indice d'une hostilité tacite, mais profonde :

Les États-Unis ont un haut intérêt à ce que les souverains qui se sont engagés dans cette convention ne cherchent à obtenir aucun agrandissement de territoire... et ne veulent exercer aucune influence au détriment du droit qu'a le peuple mexicain de choisir et d'établir librement la forme de son gouvernement...

Le président a décidé, après mûres réflexions, que les États-Unis ne doivent pas avoir recours à des mesures coërcitives pour la satisfaction de leurs griefs, dans un moment où le gouvernement mexicain est profondément ébranlé, par suite de dissensions intérieures.

Malgré ce refus, qui était en même temps une critique très nette de leurs agissements et une menace suspendue sur leur intervention, les trois puissances alliées n'en continuèrent pas moins leurs préparatifs, et rien ne fut changé à leurs accords.

CHAPITRE III

Politique des trois alliées. — Lettre de lord John Russell. — Intervention armée. — Occupation de Vera-Cruz. — Ultimatum des plénipotentiaires français. — Rentrée au Mexique de MM. Almonte, Miramon, Haro y Tamaris et du P. Miranda. — Préliminaires de la Soledad (19 février 1862). — État des esprits au Mexique. — Envoi de renforts avec le général de Lorencez. — Complications. — Lettre du général Prim à Napoléon III. — Lettre de M. de la Fuente à M. Thouvenel. — Conférence du 9 avril. — Rupture de la triple alliance.

La convention du 31 octobre 1861 n'était précise ni dans ses termes, ni dans ses prévisions, ni dans ses conclusions. En somme, elle ne résolvait rien, et ne contenait aucun des motifs auxquels obéissait chacune des trois parties contractantes, pas plus qu'elle ne stipulait les moyens d'action ni les satisfactions à obtenir.

Si la diplomatie, en se tenant dans cette réserve exagérée, avait agi dans le but d'éviter une rupture avant tout accord, on ne saurait assez l'en blâmer, car s'il est mauvais de ne pas s'entendre avant d'entreprendre une chose, il est plus mauvais encore de rompre après

un commencement d'action. Si, au contraire, elle avait cru la convention un engagement suffisant en vue du but à atteindre, il n'y a qu'à regretter un tel aveuglement.

Les motifs, en effet, qui unissaient, ou qui du moins semblaient unir dans un effort commun, la France, l'Espagne et l'Angleterre, étaient la répression des outrages et des vexations subies sur le territoire mexicain par leurs nationaux. Mais ceci n'était guère qu'un prétexte. Napoléon III, on le sait, rêvait le relèvement d'un empire latin au sein de l'Amérique, ce qu'il regardait comme la grande pensée de son règne. Sa vive sympathie pour l'archiduc Maximilien, et le plaisir de faire, si l'on peut ainsi parler, d'amicales avances à ses ennemis de la veille, l'avaient poussé à mettre en avant une candidature qui s'était ainsi révélée beaucoup trop tôt.

L'Espagne, elle, ne songeait point à Maximilien, ou, si elle y songeait, c'était avec le dessein bien arrêté d'écarter cette candidature. Elle rêvait aussi d'un trône à relever, mais elle y voulait asseoir un prince de la dynastie des Bourbons.

L'Angleterre, — est-il besoin de le dire? — ne partageait ni les idées généreuses de la France et de l'Espagne, non plus que leurs illusions; elle n'envisageait que le côté pratique de l'expédition, l'occupation des ports et la mainmise sur les douanes. Comme un commerçant rangé, elle présentait sa facture et ne songeait qu'à s'en faire payer le montant.

On peut critiquer cette politique mesquine et uti-

litaire; il n'en est pas moins vrai qu'elle est sage et prudente, et qu'à défaut de côtés brillants elle offre des avantages précieux. Les événements devaient lui donner raison. Les hommes d'État anglais voyaient donc plus clair dans la situation que leurs collègues français et espagnols. Je n'en veux pour preuve que la dépêche suivante de lord John Russell à l'ambassadeur d'Angleterre auprès de la cour d'Autriche. Elle mérite d'être rapportée ici, car elle renferme une appréciation prophétique de la situation présente et future, appréciation aussi utile à faire entendre à Vienne qu'ailleurs.

J'ai reçu la dépêche de Votre Excellence au sujet du projet de placer l'archiduc Maximilien sur le trône du Mexique, et vous observez que ce projet a été imaginé par des réfugiés mexicains à Paris.

Cette sorte de gens est fameuse à cause de ses calculs sans fondements sur la force de ses partisans dans son pays natal, et par l'extravagance de ses espérances de secours.

Le gouvernement de Sa Majesté n'accordera aucun appui à un pareil projet. Il faudrait longtemps pour consolider un trône au Mexique, aussi bien que pour rendre le souverain indépendant de tout soutien étranger...

Si le soutien étranger venait à être retiré, le souverain pourrait être chassé par les républicains du Mexique. Cette position ne serait ni digne ni sûre.

Le propre des avertissements, comme le propre des conseils, est de ne servir à rien, sauf à la satisfaction de celui qui les donne. On considéra le cabinet anglais comme un allié jaloux et mécontent, et, bien que le refus qu'il faisait en termes fort nets de prêter son ap-

pui au projet de l'Empereur et de l'archiduc Maximilien eût une assez grande importance, on passa outre, et la campagne s'ouvrit.

Rendez-vous était donné dans la rade de la Havane aux forces alliées, dont le général Prim devait prendre le commandement en chef.

Les Anglais arrivèrent le 27 décembre 1861, en même temps que les Français. Leur flotte, commandée alors par le contre-amiral Milnes, auquel succéda bientôt le commodore Dunlop, n'amenait qu'un petit corps de débarquement de 800 hommes.

Le corps français, sous les ordres du contre-amiral Jurien de la Gravière, comptait 2 610 hommes.

Les Espagnols étaient les plus nombreux, et ils avaient devancé leurs alliés. L'amiral Rubalcoaba, avec 5 600 hommes, occupait déjà depuis le 17 décembre Vera-Cruz et le fort de Saint-Jean-d'Ulloa, dont il s'était emparé sans résistance. Le général Prim, avec 600 hommes, était resté à la Havane.

Dès les premiers jours de janvier, les trois flottes se mettaient en marche, et, le 8, se présentaient au mouillage de Vera-Cruz avec une force de 9 600 hommes, dont le débarquement commença dès le lendemain et s'effectua sans encombre.

C'était peu d'avoir pu débarquer et d'occuper ce port sans coup férir : le climat y est si malsain que la santé des troupes exigeait qu'on s'en éloignât sur-le-champ. Le littoral, en effet, est toujours infesté de fièvre jaune, et la bande de territoire d'une étendue d'au moins vingt lieues, qui va du rivage au torrent

du Chiquihuite et aux premiers contreforts de la chaîne du pic d'Orizaba, est connue sous le nom de *Terres chaudes*, comme le plus dangereux des séjours, même pour les indigènes, à plus forte raison pour les Européens, nouvellement arrivés. Aussi, le 11 janvier, les troupes alliées s'avancèrent-elles jusqu'à la Tejeria, petit village situé à 12 kilomètres à l'ouest de Vera-Cruz.

Pendant ce temps-là, les commissaires des trois puissances alliées tenaient leur première réunion officielle (13 janvier).

Le représentant de la France n'avait point perdu de temps, et sous l'influence de l'opinion préconçue qu'il avait apportée au Mexique et dont rien ne l'avait détourné, il avait rédigé un ultimatum, dans des termes tellement péremptoires et renfermant des exigences telles, qu'on ne pouvait vraiment en entendre la lecture sans se demander si on n'avait pas le désir de mettre le feu aux poudres et de pousser le Mexique à une lutte sans merci.

Il stipulait tout d'abord que le Mexique aurait à payer à la France une somme de douze millions de piastres (soixante millions de francs), à laquelle était évalué le montant des réclamations françaises pour les faits accomplis antérieurement au 31 juillet 1861 ; plus une somme, *qui serait fixée ultérieurement par les plénipotentiaires français*, représentant les réparations ' ies pour les faits accomplis depuis cette époque.

En outre le reliquat des sommes dues en vertu de convention de 1853, reliquat qui n'était point com-

pris dans l'article précédent, devait être payé aux ayants droit, conformément aux obligations stipulées dans la susdite convention.

Ce n'est pas tout. Après ces réclamations, dont le chiffre, fort différent du chiffre d'origine, était manifestement exagéré, venait un article qui n'aurait jamais dû figurer dans un pareil document :

Art. 3. — Le Mexique sera tenu à l'exécution pleine, loyale et immédiate du contrat conclu au mois de février 1859 entre le gouvernement américain et la maison Jecker.

Et comme garantie de l'exécution stricte de ces conditions, l'ultimatum imposait au Mexique l'obligation de consentir à l'occupation de Vera-Cruz, de Tampico et d'autres ports de la République.

Quelle pouvait être la pensée de M. Dubois de Saligny en présentant des demandes aussi extravagantes? Est-ce que la pénurie du trésor mexicain n'était pas connue de lui? Et par quel miracle espérait-il voir accepter ces propositions, lorsque, quelques mois auparavant, le gouvernement mexicain, après plusieurs tentatives d'arrangement, avait été contraint de suspendre le paiement de sommes infiniment moindres? C'était même pour ce motif que la rupture avait éclaté dans les relations diplomatiques des deux pays.

Cette situation n'était ignorée de personne, et on la connaissait par de petits faits qui la prouvaient avec une irréfutable éloquence. Pour n'en citer qu'un, il était avéré que lorsque Juarez avait voulu envoyer M. de

la Fuente en Europe, le départ de ce plénipotentiaire avait été retardée par la difficulté de se procurer la faible somme nécessaire pour subvenir aux dépenses de son voyage.

L'amiral Jurien de la Gravière donna lecture de cet ultimatum dans la réunion du 13 janvier. On devine l'effet qu'il produisit. Si la France exigeait de pareilles sommes, l'Angleterre et l'Espagne devaient élever leurs réclamations dans les mêmes données, et alors les demandes des alliés prenaient des proportions tellement fantastiques qu'elles en étaient ridicules; de plus, elles devenaient manifestement inacceptables pour le Mexique, et conséquemment susceptibles d'amener la guerre. Cette perspective n'entrait dans les plans ni des représentants de l'Espagne ni de ceux de l'Angleterre.

Ils protestèrent avec énergie. La discussion fut vive, et la confusion fut grande. Par bonheur, l'amiral Jurien de la Gravière, qui ne se départait jamais du calme et de la modération si nécessaires en ces circonstances délicates, parvint à apaiser un peu les esprits; l'ultimatum ne fut pas envoyé et l'on convint de se mettre en rapports avec le général Doblado, ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Juarez.

Sur ces entrefaites, tous les esprits exaltés, qui, pendant leur exil, avaient poussé à l'intervention, s'imaginant, avec cette facilité propre aux exilés, que l'apparition seule des forces alliées renverserait le gouvernement de leurs anciens ennemis, arrivaient au

Mexique, tout prêts à ressaisir le pouvoir. C'étaient le général Almonte, MM. Miramon, Haro y Tamaris, le P. Miranda, qui venaient se mettre sous la protection des étrangers.

La présence de ces membres les plus fougueux et les plus compromis du parti réactionnaire n'était bonne qu'à créer aux alliés de nouvelles difficultés; dans la période de négociations, où l'on se trouvait alors, elle offrait plus d'un danger. Comment en effet continuer à traiter avec le gouvernement du moment, quand on avait avec soi, sous sa protection, ceux qui se prétendaient le gouvernement de demain?

Leur arrivée était prématurée; en tout cas, elle était fort maladroite. Mais c'est le propre de ce parti de compter pour rien les embarras qu'il cause à ses meilleurs amis, et l'on en verra, dans la suite, bien d'autres preuves.

Et peut-être n'est-il pas inutile, ici, de faire, à propos de ce parti, une observation générale. Si nous lui donnons la dénomination de parti clérical, c'est non point parce que nous croyons le devoir qualifier ainsi, mais parce que tel était le nom qu'il prenait lui-même par opposition au parti libéral. Cette appellation toute politique montre que l'on aurait tort d'identifier ce parti avec la population catholique, de même que ce serait une erreur de confondre le clergé avec la religion. Le clergé, au Mexique, ne ressemblait en rien à notre clergé français, et c'est un devoir de justice pour nous de prémunir le lecteur dès le début sur ce point; ceux qui respectent le clergé français

ne sauraient par cela même accorder un semblable respect au clergé mexicain. Celui-ci, perverti par ses richesses, ambitieux et dissolu, rappelait trop notre clergé d'avant la Révolution.

Cependant Doblado, rusé comme un indien vicieux, s'était empressé d'accepter le rendez-vous donné par le général Prim. Cette démarche était déjà à elle seule une présomption que l'on reconnaîtrait le gouvernement juariste; il espérait obtenir plus encore des alliés, dans la position fausse où ils se trouvaient, et dont lui, Doblado, commençait à se douter.

Le 19 février, la rencontre projetée eut lieu à la Soledad, et c'est dans cette bourgade que furent signés les préliminaires devenus fameux sous le nom de *Convention de la Soledad.*

Cette convention reconnaissait en fait le gouvernement constitutionnel de Juarez. Les alliés se plaçaient sur le terrain des traités pour faire valoir leurs réclamations, et protestaient d'avance contre toute intention de porter atteinte à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité du territoire de la République. Des négociations plus complètes devaient s'ouvrir à Orizaba. Pendant leur durée, les forces alliées occuperaient Cordova, Orizaba et Tehuacan, en s'engageant toutefois à se retirer immédiatement en cas de rupture.

Les principales stipulations de cette convention, toutes contraires à la politique de la France, on le voit, étaient tellement dans la logique des choses qu'elles

furent signées par les commissaires français. Juarez les ratifia le 23 février.

Combien il eût été heureux pour tous, et surtout pour la France, que cette convention fût acceptée et respectée par les trois puissances alliées ! Elle correspondait à l'état d'esprit des Mexicains et elle préparait une solution pacifique et amiable aux difficultés pendantes.

Malgré le débarquement, malgré l'occupation militaire, l'attitude des uns et des autres n'avaient point pris encore un caractère tranché d'hostilité. Si les Espagnols avaient été mal accueillis, parce que leur présence avait réveillé les haines du passé, en revanche les Anglais et les Français, bien que venus les armes à la main, n'étaient pas considérés comme des ennemis. La convention de Londres avait jusqu'à présent plus étonné que froissé : on aurait compris à la rigueur que l'Europe intervînt, lors de la guerre civile, pendant les trois années de luttes et de pronunciamientos, pour rétablir la paix dans le pays; mais on ne s'expliquait guère comment, au contraire, les puissances européennes choisissaient précisément pour une intervention le moment où le droit venait de triompher, où le Mexique établissait définitivement et au prix d'énormes sacrifices le gouvernement le plus fort et le plus légal qu'il eût jamais eu depuis un demi-siècle !

Néanmoins on espérait que tout se bornerait à des démonstrations, et que l'Europe, satisfaite d'avoir montré ses soldats, n'ajouterait rien aux difficultés du moment, et se garderait surtout de s'engager dans une

guerre inutile et injuste, dès l'instant que le gouvernement mexicain reconnaissait vouloir discuter les griefs qu'on lui imputait, et témoignait de sa bonne volonté à accorder les réparations légitimes.

Par malheur, les mêmes illusions et les mêmes erreurs qui avaient poussé l'empereur Napoléon à envoyer l'amiral Jurien de la Gravière et un corps de débarquement, tandis qu'il faisait offrir la couronne future du Mexique à l'archiduc Maximilien, loin d'être combattues par notre ministre, étaient savamment entretenues par lui. Et le résultat de cette attitude fut que dès le mois de janvier, aussitôt qu'il apprit que les troupes espagnoles avaient devancé les troupes alliées à Vera-Cruz, Napoléon III, craignant de la part de l'Espagne, ou même de la part du général Prim, des prétentions à la couronne du Mexique, donna l'ordre d'envoyer des renforts. Le 6 mars, on apprit l'arrivée du général de brigade comte de Lorencez; le corps expéditionnaire, placé sous ses ordres, était accru de 4 500 hommes environ.

Cette augmentation des forces françaises eut pour premier résultat d'exciter la jalousie et la défiance des deux autres alliés, si bien qu'une entente étroite s'établit entre eux, au détriment de la France, qui se trouva dès lors isolée. On prêta de plus en plus à cette dernière puissance des visées particulières, tandis que l'Angleterre et l'Espagne prenaient la résolution de s'abstenir de toute ingérence dans la politique intérieure du Mexique.

Les avertissements ne manquèrent cependant point à l'Empereur ni à son gouvernement; mais le malheur

voulait qu'ils s'adressassent à un esprit prévenu, et qu'ils vinssent de personnes qu'on pouvait, non sans quelque apparence de raison, considérer sinon comme suspectes, du moins comme intéressées, directement ou indirectement, à diminuer notre action et à annihiler notre influence.

Il est certain qu'entre les dires de notre ministre et ceux du général Prim, par exemple, les premiers offraient, à première vue, plus de garantie; il est non moins certain que l'un se trompait dans son aveuglement passionné et ses idées préconçues, et que l'autre voyait juste. Mais à ce moment personne aux Tuileries n'était assez éclairé, ni assez désabusé pour prêter l'oreille aux sages conseils. Aussi, la remarquable lettre qu'à ce moment le général Prim, qui commandait encore en chef l'expédition, crut devoir adresser à l'Empereur resta-t-elle sans influence sur son esprit comme sur ses déterminations.

Bien qu'elle ait été publiée déjà, elle est d'une importance trop grande pour que nous ne la remettions point sous les yeux du lecteur. On y verra que la candidature de Maximilien était connue, et qu'elle ajoutait aux appréhensions que causaient alors l'arrivée des renforts sous les ordres du général de Lorencez et la divergence de vues qui s'accentuait entre les trois puissances alliées.

Orizaba, 17 mars 1862.

Sire,

Votre Majesté Impériale a daigné m'écrire une lettre autographe qui, à cause des paroles bienveillantes qu'elle con-

tient pour ma personne, sera un titre d'honneur pour ma postérité...

Sur le terrain des justes réclamations il ne peut y avoir de divergences entre les commissaires des puissances alliées, et il y en aura encore moins entre les chefs des troupes de Votre Majesté et celles de Sa Majesté Catholique. Mais l'arrivée à Vera-Cruz du général Almonte, de l'ancien ministre Haro, du Père Miranda et d'autres émigrés mexicains, mettant en avant l'idée de créer une monarchie en faveur du prince Maximilien d'Autriche, projet qui, à les entendre, doit être appuyé et soutenu par les forces de Votre Majesté Impériale, tend à créer une position difficile pour tous, et plus difficile et fâcheuse encore pour le général en chef des troupes espagnoles, qui, à teneur des instructions de son gouvernement, basées sur la convention de Londres, et presque les mêmes que celles données par le gouvernement de Votre Majesté à votre digne et noble vice-amiral la Gravière[1], se verrait dans le cas douloureux de ne pouvoir contribuer à la réalisation des vues de Votre Majesté Impériale, si ses vues sont réellement d'élever un trône dans ce pays pour y placer un archiduc d'Autriche.

J'ai de plus, Sire, la profonde conviction que, dans ce pays, les hommes à sentiments monarchiques sont très peu nombreux, et il est logique qu'il en soit ainsi, puisque ce pays n'a jamais connu la monarchie en la personne des monarques espagnols, mais seulement en celle des vice-rois, lesquels gouvernaient chacun selon son bon ou mauvais jugement et ses propres lumières, et tous suivant les coutumes et le mode de gouverner les peuples à cette époque déjà éloignée.

La monarchie, ensuite, n'a pas laissé dans ce pays les immenses intérêts d'une noblesse séculaire. comme cela a eu lieu en Europe, lorsque, sous l'impulsion des tempêtes

1. Le contre-amiral Jurien de la Gravière avait été promu vice-amiral lors de l'envoi du général de Lorencez.

révolutionnaires, les trônes se sont parfois écroulés; elle n'a pas laissé non plus des intérêts moraux, ni rien de ce qui peut faire désirer à la génération actuelle le rétablissement de la monarchie, qu'elle n'a point connue, et que rien ni personne ne lui a enseigné à désirer ni à vénérer. Le voisinage des États-Unis et le langage toujours sévère de ces républicains contre l'institution monarchique ont contribué pour beaucoup à créer ici une véritable haine contre la monarchie. En dépit du désordre et de l'agitation constante, l'établissement de la république, qui a eu lieu il y a plus de quarante ans, a créé des habitudes, des coutumes et même un certain langage républicain qu'il ne serait pas facile de détruire.

Pour ces raisons et pour d'autres, qui ne peuvent échapper à la haute pénétration de Votre Majesté Impériale, elle comprendra que l'immense généralité de l'opinion dans ce pays n'est pas et ne peut pas être monarchique. Si la logique ne suffisait pas à le démontrer, cela serait suffisamment prouvé par le fait que depuis deux mois que les drapeaux alliés flottent sur la place de Vera-Cruz et aujourd'hui que nous occupons les villes importantes de Cordoba, Orizaba et Tehuacan, dans lesquelles il n'est resté aucune force mexicaine ni d'autre autorité que l'autorité civile, ni les conservateurs, ni les partisans de la monarchie n'ont fait la moindre démonstration qui pût même faire voir aux alliés que ces partisans existent.

Loin de moi, Sire, de supposer même que la puissance de Votre Majesté Impériale ne soit pas suffisante pour élever au Mexique un trône pour la maison d'Autriche. Votre Majesté dirige les destinées d'une grande nation, riche en hommes intelligents et valeureux, riche en ressources, et qui manifeste son enthousiasme toutes les fois qu'il s'agit de seconder les vues de Votre Majesté Impériale. Il sera facile à Votre Majesté de conduire le prince Maximilien à la capitale et de le couronner roi; mais ce roi ne rencontrera dans le pays d'autre appui que celui des chefs conservateurs,

qui ne songeaient pas à établir la monarchie lorsqu'ils étaient au pouvoir, et qui y songent maintenant qu'ils sont dispersés, vaincus et émigrés.

Quelques hommes riches aussi admettront un monarque étranger qui arrivera soutenu par les soldats de Votre Majesté, mais ce monarque n'aura rien pour le soutenir le jour où cet appui viendra à lui manquer, et il tomberait du trône élevé par Votre Majesté comme tomberont d'autres puissants de la terre le jour où le manteau impérial de Votre Majesté cessera de les couvrir et de les défendre. Je sais bien que Votre Majesté Impériale, mue par son haut sentiment de justice, ne voudra pas forcer ce pays à changer d'institutions d'une manière aussi radicale, si le pays ne le désire et ne le demande pas lui-même. Mais les chefs du parti conservateur, débarqués à Vera-Cruz, disent qu'il suffira de consulter les classes élevées de la société, sans s'occuper des autres, et cela agite les esprits et inspire la crainte que l'on ne fasse violence à la volonté nationale.

La troupe anglaise, qui devait venir à Orizaba et qui avait déjà préparé ses moyens de transport, s'est rembarquée dès qu'elle a su qu'il arrivait un plus grand nombre de forces françaises que celui stipulé dans la convention. Votre Majesté appréciera l'importance de cette retraite.

Je demande mille pardons à Votre Majesté Impériale d'avoir osé soumettre à son attention une aussi longue lettre; mais j'ai cru que la véritable manière de répondre dignement aux bontés de Votre Majesté pour moi était de dire la vérité et toute la vérité sur l'état politique de ce pays tel que je le comprends. En le faisant, j'aurai non seulement rempli un devoir, mais obéi aussi au grand, noble et respectueux attachement que je ressens pour la personne de Votre Majesté Impériale.

Comte DE REUS, Général PRIM.

L'idée d'une instauration monarchique comptait en effet fort peu de partisans actifs au Mexique. La lettre

du général Prim contenait l'expression sincère de sa pensée, et sa pensée était d'accord avec les faits. Elle venait confirmer ce que le ministre plénipotentiaire du Mexique à Paris, M. de la Fuente, avait écrit à notre ministre des Affaires étrangères, M. Thouvenel, en lui demandant ses passeports :

Le Mexique n'est pas aussi faible que l'Espagne sous Napoléon Ier. Le Mexique pourra être conquis, mais non soumis ; et il ne sera pas conquis sans avoir donné des preuves du courage et des vertus qu'on lui nie. Après avoir secoué la domination monarchique de l'Espagne, domination séculaire et profondément enracinée, le Mexique, qui ne voulut même pas son libérateur pour roi, le Mexique, qui vient de sortir victorieux d'une révolution contre les restes d'une oligarchie qui pesait sur sa démocratie, n'acceptera jamais, à aucun prix, une monarchie étrangère. Cette monarchie, très difficile à créer, sera encore bien plus difficile à maintenir. Semblable entreprise, ruineuse et terrible pour nous, le sera encore davantage pour ses promoteurs. Le Mexique est faible, sans doute, en comparaison des puissances qui envahissent son sol, mais il possède la conscience de ses droits outragés, le patriotisme qui multipliera ses efforts et la haute conviction qu'en soutenant avec honneur cette lutte périlleuse, il lui sera donné de préserver le beau continent de Christophe Colomb du cataclysme dont on le menace.

Les avertissements, on le voit, ne manquèrent pas. Ils ne furent pas écoutés. L'Empereur avait donné sa confiance à M. Dubois de Saligny, et celui-ci démentait tout ce qui paraissait contraire à l'intervention et à ses chances de succès. Les affirmations de M. de la Fuente, par la situation même de leur auteur, étaient

naturellement suspectes. Celles du général Prim le devinrent également par le bruit habilement répandu que le général, marié à une riche Mexicaine, neveu par cette alliance du ministre des Finances de Juarez, avait pour lui-même les visées les plus ambitieuses et ne rêvait rien moins que de relever à son profit le trône du Mexique.

Le gouvernement français, sans hésitation, persévéra dans la voie où on l'avait engagé. Sur tous les points, il donna raison à son agent et désapprouva la conduite plus modérée et plus prudente de l'amiral Jurien de la Gravière. Les instructions qu'on lui envoya à ce sujet étaient d'une netteté et d'une précision, auxquelles on ne pouvait se méprendre. Elles achevèrent de tout brouiller. L'ultimatum, rédigé par notre ministre, avait soulevé des difficultés grandes entre les trois alliés; les Anglais avaient refusé d'y laisser donner suite, et les Espagnols s'étaient rangés du côté des Anglais. C'en était fait de la triple alliance. Il était désormais impossible, au milieu de telles divergences, de continuer une action commune...

La rupture officielle eut lieu le 9 avril, dans une conférence solennelle à laquelle assistèrent les commissaires des trois gouvernements.

Le prétexte invoqué pour amener la rupture désirée fut la présence du général Almonte, dont le comte de Reus et sir Ch. Wyke demandaient le rem-
quement immédiat, la considérant comme un
ıger pour l'intervention, dont elle faussait le carac-
.

L'amiral Jurien de la Gravière, docile aux ordres reçus, opposa un refus formel à cette demande.

Il stigmatisa le régime de terreur adopté par le gouvernement mexicain, et sir Ch. Wyke ayant émis l'opinion qu'il serait difficile de trouver des partisans de la monarchie, il répondit que, pour le moment, il n'était pas question de monarchie ; du reste, le sentiment de la majorité de la nation n'avait pu se faire connaître sous l'oppression du gouvernement actuel, et cette majorité sympathique à l'intervention des alliés, formée de gens éloignés des partis extrêmes et qui n'avaient pas les armes à la main, existait partout, dans les villes, dans les villages et dans les campagnes. Le gouvernement de l'Empereur avait, à cet égard, des informations certaines; son collègue et lui étaient donc résolus à marcher sur Mexico, où, ajouta M. de Saligny, les résidants français appelaient l'armée de tous leurs vœux. Le commodore Dunlop prétendit, au contraire, que ceux-ci verraient avec grand déplaisir l'arrivée de l'armée française dans la capitale.

Les commissaires anglais et espagnols blâmèrent vivement la résolution des commissaires français de faire rétrograder les troupes jusqu'à Paso-Ancho; puis ils déclarèrent « que leurs collègues, persistant à se refuser au rembar- « quement des exilés mexicains et à ne point vouloir prendre « part aux conférences qui devaient avoir lieu le 15 avril, ils « se retireraient avec leurs troupes du territoire mexicain. »

... Les commissaires alliés notifièrent au gouvernement mexicain et au général Zaragoza les résolutions prises dans la conférence, et les informèrent que l'armée française, se concentrant à Paso-Ancho, commencerait ses opérations aussitôt que les Espagnols, dans leur mouvement de retraite, auraient dépassé ses lignes, c'est-à-dire vers le 20 avril[1].

1. *Expédition du Mexique*, par G. Niox, pp. 125-127.

CHAPITRE IV

La guerre déclarée. — Le gouvernement de Juarez. — Les forces du Mexique. — Pronunciamiento du général Almonte. — Rupture de la convention de la Soledad. — Instructions données au général de Lorencez. — Ouverture des hostilités. — Marche sur Mexico. — Le 20 avril, entrée à Orizaba. — « *Les soldats mexicains aux soldats français.* » — Le 5 mai devant Puebla. — Attaque manquée. — Retraite sur Orizaba le 8 mai. — Rapport du général Zaragoza, défenseur de Puebla. — Mécontentement du général de Lorencez contre M. de Saligny. — Ordre du jour du commandant en chef. — Lettre de Zaragoza au général de Lorencez. — Réponse de ce général, 12 juin. — Combat du Cerro Borrego (13-14 juin). — Le capitaine Détrie. — Attaque d'Orizaba par Zaragoza. — Retraite de l'armée mexicaine sur Puebla. — Proclamation de Almonte (15 juin). — Le commandant Roze à Vera-Cruz.

La guerre était déclarée.

D'un côté, la France, alors à l'apogée de sa puissance, et dont l'armée, fière des lauriers de Sébastopol et de Solférino, semblait invincible, et en avait la conviction, ce qui doublait sa force ; de l'autre, le Mexique, et non point même le Mexique tout entier, puisqu'une partie de ses nationaux appelait de ses vœux l'intervention

et se préparait à l'aider par tous les moyens en son pouvoir ; n'était-ce point là une lutte dont il était aisé de prévoir l'issue ?

Oui, si les choses humaines se jugeaient aux apparences, et si la force matérielle était toujours et partout triomphante ici-bas. Il n'en est point ainsi, et si nous ne disons pas : par bonheur, c'est que la France devait, en cette circonstance, être la victime de cette loi. Puisse-t-elle, à son tour, en bénéficier quelque jour prochain !...

Juarez avait pour lui une force morale considérable : il était le gouvernement légal, et comme tel soutenu par le parti libéral, de beaucoup le plus nombreux ; la rupture de l'alliance européenne lui donnait une consécration nouvelle, et jetait du discrédit sur les prétentions de la France. En outre, il avait la ressource de pouvoir se maintenir en quelque partie de ce pays immense, dans un territoire impossible à occuper dans toute son étendue, et qui lui offrirait toujours des retraites inaccessibles, des abris sûrs qui lui permettraient de se dérober à ses vainqueurs et d'attendre des temps plus heureux.

Enfin il se sentait appuyé, soutenu par son grand voisin, les États-Unis, et, malgré la guerre de Sécession, il en pouvait espérer des secours directs ou indirects de bien des sortes.

Les Français, au contraire, combattaient à deux mille lieues de la mère patrie. La crainte de complications européennes et les discours violents des chefs de l'opposition devaient s'unir pour marchander les

renforts à envoyer dans ce pays lointain, alors que les pertes de la guerre, moindres encore que celles causées par un climat terrible, étaient pour le corps expéditionnaire une cause fatale et perpétuelle d'affaiblissement.

Mais, à ce début de l'intervention, ces réflexions, si elles étaient faites, restaient le monopole de quelques esprits sages, plus prudents, plus réfléchis que les autres. Presque personne ne doutait du succès de l'expédition, le général de Lorencez moins que M. Dubois de Saligny, et le gouvernement français moins que le général de Lorencez.

Le général Almonte, cause officielle de la rupture entre les trois alliés, était resté avec l'armée française. On obtint de lui, sans difficulté d'ailleurs, car jamais un général mexicain n'a refusé même l'apparence du pouvoir, qu'il se déclarât chef suprême intérimaire de la nation (17 avril).

Dans une proclamation qui portait, avec la sienne, la signature de quatre-vingt douze de ses concitoyens, il appela les Mexicains à la conciliation, les invitant à seconder l'intervention étrangère, qui devait rétablir l'ordre et la paix dans leur malheureux pays. Mais ce pronunciamiento, accompli à l'ombre du drapeau français, n'éveilla pas grand écho, et son peu de succès eût pu ouvrir les yeux de ceux qui croyaient encore aux complicités de l'intérieur.

Quoi qu'il en fût, il importait d'agir. La position du corps expéditionnaire devenait critique. La convention de la Soledad stipulait qu'en cas d'hostilités, les

Français rétrograderaient en deçà du Chiquihuite. Cette clause était funeste, car son exécution équivalait presque à un désastre. A ce moment, en effet, la mauvaise saison commençait : ramener les troupes dans les Terres chaudes, c'était s'exposer à voir fondre, en quelques jours, par les fièvres, la grande majorité de leurs effectifs.

Le général de Lorencez, envisageant cette éventualité terrible, prit hardiment la responsabilité d'une rupture. Plus par humanité que pour conserver des postes avantageux, il saisit un prétexte futile, maladroitement offert par le général Zaragoza, et dénonça la convention[1].

Cette violation de l'accord signé avec l'ennemi s'accomplissait le vendredi saint, à trois heures et demie. On ne saurait exprimer l'effet que produisit cette coïncidence sur l'esprit des troupes, et dont l'écho nous a été personnellement rapporté par ceux des nôtres qui faisaient alors partie du corps expéditionnaire.

Loin de la patrie, isolés dans un pays immense, au début d'une guerre dont ils ne comprenaient bien ni les origines ni les causes, nos soldats, comme tout homme en présence d'un péril inconnu, sentaient se raviver en eux les souvenirs de leur éducation chrétienne, et surtout ce qui en subsiste le plus tenacement, même parmi les incrédules avérés, les terreurs superstitieuses. Dès cet instant, ils furent convaincus que l'acte de leur commandant en chef leur porterait

1. *Expédition du Mexique*, par G. Niox, pp. 137 et suiv.

malheur, et ils n'augurèrent rien de bon de cette expédition, commencée par le reniement de la parole donnée. Les faits devaient confirmer ces pressentiments.

Le corps expéditionnaire se mit en marche (19 avril). Il se composait du 99e régiment de ligne, du 2e régiment de zouaves, du 1er bataillon de chasseurs à pied, du 3e régiment d'infanterie de marine, d'un bataillon de fusiliers marins, d'un escadron de chasseurs d'Afrique et de trois batteries d'artillerie.

Notre ministre avait si souvent dit et écrit qu'avec un bataillon de zouaves, il irait de Vera-Cruz jusqu'à Mexico que le général de Lorencez, qui avait pour instructions de ne traiter que dans la capitale, put se croire certain d'y arriver avec ce peu de forces. On lui affirmait en outre que les populations se soulèveraient à son approche, et que des chefs dissidents viendraient se joindre à lui avec plusieurs milliers d'hommes.

Il s'avançait donc avec prudence, mais avec confiance.

Le 20 avril, il rentra dans Orizaba. Il rencontra le général Prim, qui en sortait avec les dernières troupes espagnoles. Ce spectacle, venant après l'émotion produite la veille, ne fut pas sans causer aux soldats une vive impression...

Des obstacles sérieux n'allaient pas tarder à se dresser devant nos troupes. Déjà des indices se montraient des dispositions hostiles de la population mexicaine. Et pour en prendre un entre cent, je vais

citer quelques passages d'un appel des « soldats mexicains aux soldats français ». Ce factum, rédigé en français et imprimé à Mexico, portait la date du 14 avril. On le glissait dans les mains de nos soldats, sur l'esprit duquel il était destiné à agir. Il cherchait à séparer la cause des envahisseurs étrangers de celle des proscrits mexicains qui les avaient appelés et qui se faisaient leurs guides.

Ce document est presque ignoré, et cependant, par son style comme par les idées qu'il exprime, il mérite d'être reproduit, au moins en partie :

A vous, soldats de la France, à vous, enfants du peuple le plus sympathique du monde, de cette nation grande et civilisatrice, qui par son intelligence, son amour de la liberté et ses tendances humanitaires, a fait trembler en d'autres temps tous les despotes et toutes les monarchies de l'Europe; à vous, disons-nous, qui, par mille raisons, devriez être nos meilleurs amis, nous, les soldats du Mexique, nous venons, dans cet instant solennel qui doit précéder notre rencontre au champ d'honneur, vous expliquer comment vous avez été trompés et vous faire comprendre la justice d'une cause au nom de laquelle nous sommes obligés de repousser votre agression.

Ainsi débute ce manifeste. Puis il tonne contre « les « rapports visiblement partiaux et intéressés de MM. de « Gabriac et Saligny, Almonte et Pacheco... » « Oui, « nous le répétons sans crainte, depuis Clovis jusqu'à « Louis-Philippe, aucun de vos rois n'a été aussi indi- « gnement trompé que votre souverain actuel. » Sui une violente diatribe contre « un Mexicain infâme » Jean-N. Almonte, qui cherche le pouvoir pour alle

le déposer aux pieds de l'archiduc Maximilien; contre M. Dubois de Saligny, accusé de mentir à l'Empereur dans le but le plus misérable, « pour contenter l'avarice qui le domine ». Et le manifeste se termine par une fort belle rhétorique, où se trouve une invocation à M. de Lamartine, et qui se clôt sur cette phrase à effet :

Que ce soit donc comme victimes, que ce soit comme sacrificateurs, nous défendrons dignement, soyez persuadés, la terre trois fois sainte qui nous a donné le jour!

Cet appel n'était qu'un symptôme des dispositions du pays, sur lesquelles les diplomates s'étaient, comme cela d'ailleurs leur arrive quelquefois, trompés de la plus grossière façon. Déjà le général Santa-Anna, voyant passer les premiers effectifs de débarquement peu nombreux, dépourvus de moyens de transport, sans provisions, mal organisés, n'avait pu s'empêcher de témoigner son étonnement qu'on tentât, en pareil équipage, une expédition à l'intérieur : « Est-ce que « les Européens s'imaginent que les Mexicains sont « encore armés de flèches et de casse-têtes[1]? »

Pareil langage se trouvait dans la bouche de petites gens, plus au courant que notre ministre de la situation vraie, comme ce *mosso* de Vera-Cruz, qui disait à nos officiers :

— Croyez-moi, vous êtes trop peu nombreux pour marcher sur Mexico; vous courez risque de ne pas [illegible]ndre le but[2].

1. Niox, p. 62.
2. *Corps Lorencez devant Puebla*, par G. Bibesco, p. 29.

Ces petits faits étaient de graves indices. On n'en tint aucun compte.

Cependant la résistance s'organisait à peu près partout devant les Français. Le général Zaragoza, avec douze mille hommes, s'apprêtait à défendre vigoureusement Puebla, la ville la plus importante du pays, après Mexico, et située sur la route de Vera-Cruz à la capitale.

Il résolut même d'arrêter la marche de nos troupes avant qu'elles fussent en vue de Puebla; et, comme il connaissait admirablement le pays, il choisit, pour leur infliger une première défaite, une position admirable où tout se réunissait pour faciliter la défense : c'étaient les Cumbrès d'Alcutzingo. La route, en effet, forme en cet endroit trente-huit lacets, sur une côte taillée à pic et d'une hauteur d'environ 800 mètres.

Il s'y porta avec quatre mille hommes d'infanterie, deux cents cavaliers, et dix-huit pièces de montagne. Il se flattait d'écraser, de ce poste élevé, le faible corps français, et la chose ne paraissait point trop malaisée...

Dès qu'ils aperçoivent l'ennemi, les soldats mexicains, cachés dans les replis du terrain, rassurés par l'idée qu'ils sont inexpugnables, l'accueillent par un feu plongeant.

Les Français, comme dans le fond d'un entonnoir, se trouvent exposés de tous les côtés à la fusillade : la situation est grave. Il n'y a qu'un moyen d'en sortir, c'est de l'enlever de force.

C'est ce parti que prend résolument le général de Lorencez. L'entreprise est audacieuse, mais la bravoure de nos soldats, entraînés par leur chef, fera le reste.

Calme au milieu des projectiles auxquels le groupe de son état-major sert de point de mire, le général donne l'ordre aux chasseurs à pied de gravir sur la droite les pentes de la montagne, pendant que le 2e zouaves les escaladera sur la gauche, pour tourner la position, que le 99e de ligne et les fusiliers marins attaqueront de face aussitôt que la fusillade commencera à crépiter sur les hauteurs.

Il faut toute l'adresse, toute la valeur, toute l'énergie de nos soldats pour opérer cette ascension regardée presque comme impossible. Mais rien ne résiste à leur élan. A quatre heures de l'après-midi, l'ennemi est en pleine déroute, et, le soir, le général de Lorencez campe avec le 99e de ligne à Puente Colorado, au delà de ce passage qui aurait pu arrêter longtemps sa marche en avant.

Le lendemain matin (29 avril) il y fut rejoint par le courrier de France qui lui apportait sa nomination de général de division. Une bonne chance voulait qu'il reçût ainsi cette marque d'honneur sur le théâtre de ses premiers exploits et de son premier succès.

Elle ne venait point récompenser sa valeur, puisque le gouvernement la lui avait octroyée avant même le commencement des hostilités : c'était plutôt un témoignage de la satisfaction éprouvée par le cabinet de Paris au reçu de ses dépêches. Séduit par les dires de M. Dubois de Saligny, le général n'y parlait que de sa

confiance dans le triomphe de l'intervention et de la politique de la France, et l'on sait si ce langage était de nature à plaire aux Tuileries.

Le courrier apportait aussi d'autres dépêches conçues dans le même sens : on y désapprouvait formellement la convention de la Soledad, et un blâme était infligé à l'amiral Jurien de la Gravière. On lui retirait toute direction, en l'invitant à reprendre le commandement de la division navale, s'il ne préférait rentrer en France. Le vaillant marin se rangea à ce dernier parti, et, tristement, il regagna Vera-Cruz, où il s'embarqua. Pour le malheur de nos armes, l'influence de M. Dubois de Saligny l'emportait sur la modération et la prudente habileté de l'amiral.

Le succès remporté dans la première rencontre avec les troupes mexicaines grisa un peu le général de Lorencez. Il crut avoir brisé la seule résistance qu'on pût lui opposer, et, plein de confiance, il reprit sa marche. La Cañada, San-Agustin del Palmar, Quetcholac furent ses étapes les jours suivants[1]. Le 4 mai, il était à Amozoc, et le 5, à neuf heures du matin, il arrivait, en tête de sa colonne, devant Puebla, ayant à ses côtés M. Dubois de Saligny et le général Almonte.

L'instant était solennel, car on allait enfin être renseigné sur les véritables dispositions du pays.

1. L'itinéraire d'Orizaba à Puebla avait été préparé par les soins du général de Lorencez avec une remarquable précision. Toutes les particularités de la route s'y trouvent signalées. Nous aurions voulu reproduire ce document, intéressant pour les militaires surtout, mais nous avons dû y renoncer de crainte de grossir démesurément ce volume

Notre ministre pas plus que le chef suprême intérimaire de la nation ne manifestaient le moindre doute. Le général Marquez et de nombreux dissidents ne tarderaient pas à venir nous apporter une adhésion armée; quant à la ville de Puebla, les sympathies de ses habitants nous étaient acquises, on se disposait à nous en ouvrir les portes.

M. Dubois de Saligny et le général Almonte l'affirmaient encore au général de Lorencez, lorsque, de la terrasse du couvent, situé à droite de la ville sur la hauteur du Cerro de Guadalupe, des coups de feu éclatent et trois boulets viennent tomber à quelques mètres seulement de notre avant-garde.

Cette fois, le doute se dissipe, et il n'y a plus à se méprendre ni sur les dires de notre ministre ni sur les sentiments des habitants de Puebla. Il est certain qu'ils s'apprêtent à opposer une vigoureuse résistance aux troupes françaises et c'est, non point avec des bouquets de fleurs, comme on le leur a tant de fois répété, mais avec des balles et des boulets que l'on se prépare à les recevoir.

Le contraste de cet accueil avec ce qu'on attend cause un étonnement, une surprise aussi pénibles que profonds. L'aventure devient tragique.

Eh bien, soit! se dit la petite armée tout entière, puisqu'il faut se battre, battons-nous. Et chacun de prendre ses dispositions en vue du combat.

Une reconnaissance rapidement faite détermine le général à attaquer immédiatement ce couvent de Guadalupe, transformé en forteresse, et qui domine

la ville d'environ 60 mètres. Toutefois une heure de repos est donnée aux troupes pour faire le café ; l'artillerie, sans tarder, s'établit en batterie, en avant d'un ravin, sur la droite de la route, à peu de distance de la ferme de Rementeria, qui est occupée aussitôt par le service de l'ambulance.

Quelques instants avant midi, le feu est ouvert, et pendant une heure nos obus bien dirigés éclatent au-dessus des tours de l'église du couvent, et produisent de sérieux ravages parmi ses défenseurs. L'artillerie reçoit alors l'ordre de se rapprocher : elle s'avance à 2000 mètres des murailles à battre en brèche ; mais des accidents de terrain enlèvent à son tir la précision qu'il avait jusque-là.

Les munitions s'épuisent sans grand effet ; le général de Lorencez se décide à un coup d'audace. Deux colonnes, composées de zouaves et de chasseurs à pied, sont lancées à l'assaut de la forteresse, sous une fusillade des plus nourries, qui n'arrête en rien leur élan. Les murailles sont bientôt escaladées : nos trois couleurs flottent un instant sur le rebord des remparts.

Mais celui qui les a plantées là tombe dans le fossé ; l'église du couvent est transformée en un inexpugnable réduit devant lequel se brise la valeur de nos soldats. Frappés à bout portant, ils sont pris à revers par les batteries du fort Loreto et par deux régiments d'infanterie mexicaine. La réserve, composée de marins, arrive en vain à leur secours ; elle subit à son tour des pertes importantes. La lutte se poursuit néanmoins, quand un orage épouvantable éclate au même

instant, et rend plus périlleuse et plus mauvaise la situation; les assaillants glissent sur le terrain détrempé par la pluie. La position devient intenable. L'attaque est manquée, et, devant le nombre des défenseurs, enhardis par leur succès, la continuer ce serait folie : on n'arriverait qu'à la changer en désastre.

Le commandant en chef le comprend : il se résigne à faire sonner la retraite. Le colonel Gambier, avec un grand sang-froid, en dirige les mouvements. A quatre heures du soir, nos troupes redescendent les pentes de Guadalupe, dans un ordre admirable. C'est un échec, mais un échec glorieux : 465 hommes sont restés sur le champ de bataille.

Avant la nuit, toutes les tentes sont dressées, en vue de Puebla, autour de l'énorme convoi de vivres et de bagages, que l'armée est forcée de traîner avec elle.

Ceux qui ont bivouaqué là n'oublieront jamais ce qu'eut d'amertume cette nuit de deuil silencieux dans le camp, pendant que les oreilles étaient frappées des cris de réjouissance qui venaient de l'intérieur de la ville, mêlés aux refrains de notre *Marseillaise*, refrains répétés par les musiques mexicaines, fêtant un triomphe inespéré! Pendant trois jours la colonne française resta là, fièrement, comme pour défier toute attaque, et les Mexicains, que leurs murailles seules avaient pu protéger, ne firent aucune sortie. Avec quelle ardeur la petite armée souhaitait de se voir assaillie par ses vainqueurs de la veille, et quelle revanche elle eût prise dans un combat en rase campagne!

Déçue dans cet espoir, elle dut se résigner à lever le camp. Le 8 mai, à quatre heures du soir, elle commença son mouvement de retour vers Orizaba, où elle rentra le 18 et s'établit, en attendant les renforts et le matériel de la guerre reconnus désormais nécessaires.

Ce même jour, elle eut une légère compensation à son échec du 5 mai. Le général Tapia crut pouvoir attaquer un bataillon du 99e de ligne, qui formait l'arrière-garde de la colonne, sous les ordres du commandant Lefebvre. L'engagement fut de courte durée, mais les Mexicains n'eurent guère à s'en louer, car on leur tua ou blessa 200 hommes, et on leur fit 1 200 prisonniers. Ce combat, dit de la Barranca Seca, rendit aux troupes françaises quelque confiance, en même temps qu'elle apprenait aux ennemis qu'il ne faisait pas bon les attaquer quand on n'avait pour soi ni l'avantage excessif du nombre ni la protection des remparts.

On a vivement critiqué la manière dont le général de Lorencez conduisit l'attaque de Puebla. Il n'entre pas dans le cadre de ce récit d'aborder ces points de stratégie rétrospective, pour lesquels la compétence, d'ailleurs, ferait défaut à l'auteur. Je me bornerai à citer, à titre de document curieux et surtout mal connu, car je ne sache pas qu'il ait encore été publié sans suppression, le rapport envoyé par le général Zaragoza, le triomphateur du 5 mai, au ministre de la guerre, touchant l'affaire de ce jour.

Puebla, 9 mai 1862.

Citoyen Ministre,

Après ma retraite des Cumbres, j'arrivai à Puebla le 3 d ce mois, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'annonce

L'ennemi me suivait à la distance d'une petite journée, et ayant laissé à mon arrière-garde la seconde brigade de cavalerie composée d'un peu plus de 300 hommes, afin qu'elle l'inquiétât le plus possible, je gagnai Puebla. Je donnai immédiatement l'ordre de mettre en bon état de défense les mamelons de Guadalupe et Loreto, et je fis achever les fortifications de la place qui, jusqu'à ce moment, avaient été négligées.

Le 4, à la pointe du jour, j'envoyai le distingué général D. Michel Negrete occuper les hauteurs de Loreto et de Guadalupe avec la 2e division sous ses ordres, forte de 1200 hommes et prête au combat; et ces positions furent armées de deux batteries de bataille et de montagne. Dans cette même journée du 4, je formai des brigades Berriozabal, Diaz et Lamadrid trois colonnes d'attaque composées : la 1re de 1082 hommes, la 2e de 1000 et la 3e de 1020, le tout d'infanterie, et de plus une colonne de cavalerie de 550 chevaux, commandée par le général Antonio Alvarez, auquel j'assignai une batterie de bataille. Ces forces demeurèrent rangées sur la place de San-José jusqu'à midi, heure à laquelle elles furent consignées dans leurs casernes. L'ennemi coucha à Amozoc.

A cinq heures du matin de la mémorable journée du 5 mai, les forces que je viens de désigner s'avançaient sur la ligne de bataille que j'avais arrêtée et que vous verrez indiquée sur le croquis ci-joint. J'ordonnai alors au colonel Zéphirin Rodriguez, commandant supérieur de l'artillerie, de rester dans la place, à la disposition du général Santiago Tapia, commandant militaire de l'État.

A dix heures du matin, l'ennemi se trouva en vue. Après avoir pris le temps strictement nécessaire pour établir son camp, il détacha ses colonnes d'attaque, l'une composée d'environ 4000 hommes avec deux batteries, lancée contre le mamelon Guadalupe, et une autre petite de 1000 hommes menant notre front. Cette attaque, que je n'avais pas prévue, car que je connaisse l'audace de l'armée française, m'obli-

gea à changer mon plan de manœuvres et à former un plan de défense. J'ordonnai en conséquence à la brigade Berriozabal d'aller au pas de course renforcer Loreto et Guadalupe, et au régiment de carabiniers à cheval d'occuper la gauche de ces deux mamelons, afin de pouvoir charger dans un moment opportun. Peu après, je détachai le bataillon la Réforme de la brigade Lamadrid et l'envoyai secourir les mamelons qui se trouvaient à chaque instant plus compromis. J'ordonnai encore au bataillon de sapeurs de la même brigade d'aller occuper au plus vite le faubourg situé à la base du mamelon, et il atteignit cette position si à propos qu'il empêcha, par un combat presque corps à corps, le passage d'une colonne qui se dirigeait par là vers la hauteur. Les Français firent trois charges vigoureuses, et aux trois fois ils furent repoussés avec bravoure et dignité; la cavalerie, postée à la gauche de Loreto, saisissant le premier instant favorable, chargea vaillamment, ce qui empêcha l'organisation d'une nouvelle charge (de la part de l'ennemi).

Pendant que le combat du mamelon était le plus engagé, un autre non moins acharné avait lieu dans la plaine de droite qui formait mon front.

Le général Diaz, avec deux régiments de sa brigade, un de celle Lamadrid, le reste de la brigade Alvarez et deux pièces de combat, arrêta et repoussa la colonne ennemie qui, elle aussi, marchait avec beaucoup d'élan sur nos positions. Elle se replia alors sur la ferme de San-José, comme l'avaient fait ceux des siens qui venaient d'être chassés du mamelon et qui, déjà reformés, se préparaient uniquement à la défense en pratiquant des meurtrières dans les murs. Mais je ne pouvais les attaquer, car bien que mis en déroute, ils avaient une force numérique supérieure à la mienne[1], j'ordonnai donc au général Diaz, qui les pour-

1. Cette assertion est inexacte : les Mexicains étaient 120 les Français 6000 seulement.

suivait avec élan et bravoure, de faire halte, et je me bornai à conserver une position menaçante.

Les deux forces belligérantes demeurèrent en vue jusqu'à sept heures du soir, moment où nos ennemis se retirèrent dans leur camp de l'hacienda de los Alamos (les Peupliers); et peu après nous rentrâmes dans notre ligne.

La nuit fut employée à lever le camp, où l'on ramassa beaucoup de morts et de blessés appartenant à l'ennemi, et cette opération dura encore tout le jour suivant. Bien que je ne puisse préciser exactement les pertes (de l'ennemi), j'assure qu'elles dépassèrent 1000 hommes tués ou blessés[1], et 8 à 12 prisonniers.

Je crois inutile de vous signaler la belle conduite de mes vaillants compagnons d'armes; le fait glorieux qui vient de se passer prouve assez leur courage et leur entrain pour suffire à les recommander par lui-même.

L'armée française s'est battue avec beaucoup de bravoure; son général en chef a fait preuve d'incapacité dans l'attaque.

Les armes nationales, citoyen Ministre, se sont couvertes de gloire, et j'en félicite, par votre digne intermédiaire, le premier Magistrat de la République. A cet effet, je peux affirmer avec orgueil que l'armée mexicaine n'a pas une seule fois tourné le dos à l'ennemi durant la longue lutte qu'elle a eu à soutenir.

Je dois vous dire en terminant qu'en même temps que je préparais la défense de l'honneur national, il me fallut envoyer les brigades O'Horan et Carbajal combattre les factieux (Marquez et consorts) qui se trouvaient en nombre considérable à Attixio et Matamoros. Cette circonstance a sauvé peut-être l'ennemi étranger d'une déroute complète et a privé le petit corps de l'armée d'Orient d'une victoire qui aurait immortalisé son nom.

Je joins à mon rapport sur la glorieuse journée du 5 mai,

1. Zaragoza fait plus que doubler le chiffre réel.

les communications respectives des chefs de corps qui y ont pris part.

Liberté et Réforme.

I. ZARAGOZA.

Quartier général à Puebla, le 9 mai 1862.

L'enivrement d'un triomphe inespéré se trahit naïvement dans le rapport de Zaragoza. Dans sa joie, il double le chiffre de l'armée française et celui de ses pertes, tout en diminuant le chiffre de sa propre armée. Erreurs naturelles et même excusables : il s'attendait si peu à vaincre, et on s'y attendait si peu autour de lui qu'il va jusqu'à « affirmer avec orgueil « que l'armée mexicaine n'a pas une seule fois tourné « le dos à l'ennemi ». On sent qu'il en est encore aussi surpris que joyeux.

Il calomniait l'armée mexicaine. Les soldats mexicains ne sont pas lâches : il suffit qu'ils soient bien conduits et bien dirigés, et alors ils ne manquent ni de courage ni de valeur. Ils devaient le montrer en plus d'une rencontre dans les années qui suivirent.

Le jugement que porte Zaragoza sur le général de Lorencez est sévère ; peut-être est-il juste. En tous cas, il n'a pas la portée qu'on pourrait croire. Supposons que le commandant en chef ait pris de meilleures dispositions, supposons qu'il ait réussi dans son attaque et qu'il se soit de vive force emparé de Puebla. La situation est-elle bien meilleure ? A part le prestige des armes qui aurait grandi au lieu d'être affaibli, on est bien obligé de reconnaître que non. Que serait-devenu, le petit corps expéditionnaire, perdu dans

cette grande ville, éloigné d'Orizaba, plus éloigné encore de Vera-Cruz et impuissant, avec le peu d'hommes qui le composent, à maintenir ses relations avec la flotte? Les troupes mexicaines, ralliées à quelque distance, renforcées par les divers corps des généraux libéraux, seraient revenues harceler les vainqueurs d'un jour, et tôt ou tard auraient eu raison d'une poignée d'hommes isolée en pays ennemi.

Il n'y avait plus d'illusions à se faire. Si les troupes françaises n'étaient destinées qu'à servir d'épouvantail aux partisans du gouvernement juariste, et si leur marche jusqu'à Mexico devait rencontrer l'adhésion presque unanime des populations, elles étaient suffisamment nombreuses pour cet office. C'est sur cette donnée que le gouvernement français avait tablé, et c'est avec cette conviction que le général de Lorencez avait marché en avant. Du moment qu'on rencontrait des résistances, il ne s'agissait plus d'une démonstration militaire, mais d'une véritable campagne, et dès lors ce n'était point avec sept mille soldats, en tout et pour tout, qu'on pouvait espérer battre des forces capables de s'élever à plus de soixante mille hommes et soumettre un pays d'une étendue cinq ou six fois supérieure à celle de la France.

La vérité éclatait brusquement et les illusions s'en allaient du cœur des plus confiants. Le gouvernement français n'avait jamais su la vérité, ou du moins n'avait pas voulu la voir, ajoutant plus de foi aux dires de son ministre qu'à ceux du général Prim, de l'amiral Jurien de la Gravière et des quelques es-

prits plus rassis qui cherchèrent à l'éclairer. De son côté, le général de Lorencez avait été encore plus grandement trompé par M. Dubois de Saligny, et l'erreur portait non point seulement sur l'esprit des populations, mais aussi sur la valeur de l'armée mexicaine. Ses espérances, tombant de plus haut, parce qu'il s'était bercé le plus vite et le plus complètement de l'idée d'être « le maître du Mexique », le plongèrent dans une vive irritation, et, dès le lendemain de sa rentrée à Orizaba, il tint à s'en expliquer avec son corps d'armée, dans l'ordre du jour qu'il lui adressa :

Votre marche sur Mexico a été arrêtée par des obstacles matériels auxquels vous deviez être loin de vous attendre, d'après les renseignements qui nous avaient été donnés ; on nous avait cent fois répété que la ville de Puebla vous appelait de tous ses vœux, et que la population se presserait sur vos pas pour vous couvrir de fleurs.

C'est avec la confiance inspirée par ces assurances trompeuses que nous nous sommes présentés devant Puebla. Cette ville était hérissée de barricades et dominée par une forteresse où les moyens de défense avaient été accumulés. Notre artillerie de campagne était insuffisante pour faire brèche aux murailles ; mais confiants dans votre intrépidité, vous vous êtes, sans hésitation, précipités sur les fortifications défendues par de l'artillerie et par un triple étage de mousqueterie...

Soldats et marins, vous avez, le 5 mai, fait preuve d'un courage héroïque...

Le quartier général était à peine réinstallé dans Orizaba, que les Mexicains, malgré leur échec de la Barranca Seca, se résolurent à attaquer les Français, espérant les en déloger et avoir ainsi raison des en-

vahisseurs avant qu'ils aient pu recevoir des renforts.

Le général Zaragoza, dont la division avait pris le titre pompeux d'armée d'Orient, arriva le 12 juin à Tecamalucan, distant d'Orizaba d'environ 16 kilomètres. S'imaginant le général de Lorencez et les soldats sous ses ordres complètement démoralisés par l'insuccès de l'expédition, et sachant les dissentiments qui avaient éclaté entre lui et M. Dubois de Saligny, il l'invita à évacuer le pays en lui proposant une capitulation :

J'ai des données pour croire que vous et les chefs et officiers de la division de votre commandement avez envoyé à l'Empereur une protestation contre la conduite du ministre Saligny, qui vous a entraînés, en vous trompant, dans une expédition contre un peuple qui jusqu'alors avait été le meilleur ami du peuple français. Cette circonstance et la connaissance de la situation difficile dans laquelle se trouve l'armée française, ainsi que le désir de lui procurer une retraite honorable me décident à vous proposer une capitulation dont la base principale sera l'évacuation du territoire de la République dans un temps convenu.

Je pense que mon gouvernement ne réprouvera pas ce nouvel appel à la paix, car, sans dépasser mes attributions, je puis éviter l'effusion du sang des enfants de deux nations que l'erreur et l'intrigue ont seules pu faire considérer comme ennemis, et cette pensée a été celle du cabinet constitutionnel depuis le commencement de l'invasion.

Si l'on n'accepte pas cette offre, faite à la partie des Français qui viennent de bonne foi, j'aurai rempli mon dernier devoir au point de vue de l'humanité, et je procéderai à l'accomplissement des ordres que j'ai reçus, la responsabilité de ce qui pourra survenir pesant dès lors uniquement sur ceux qui se seront obstinés dans une entreprise condamnée par la raison et la justice.

IGNACIO ZARAGOZA.

Quel que fût le mécontentement du général de Lorencez contre M. Dubois de Saligny, il n'en laissa rien voir et remit au parlementaire, qui lui avait apporté la lettre du général mexicain, ces quelques lignes en réponse :

Le général commandant en chef les troupes françaises au Mexique n'étant pas revêtu des pouvoirs politiques par son gouvernement qui les a tous conférés à M. de Saligny, il lui est impossible d'entrer dans la voie des négociations qui lui est proposée par M. le général Zaragoza. Le ministre de France a seul qualité pour recevoir des ouvertures de cette nature.

Le général comte DE LORENCEZ.

Orizaba, le 12 juin 1862.

Menacée par des forces supérieures, la garnison d'Orizaba prépara sa résistance en formant, à l'aide de fossés et de barricades, un réduit au centre de la ville, en protégeant les portes d'entrée par des tranchées. On ne négligea qu'une chose, ce fut d'occuper le sommet du Cerro Borrego, mamelon d'une hauteur d'environ 300 mètres qui domine la ville, et dont la pente est à ce point verticale qu'on avait pu la croire inaccessible pour l'ennemi comme pour les Français. Les contreforts de ce Cerro étaient tellement boisés qu'ils paraissaient impénétrables.

Cependant les troupes mexicaines du général Ortega réussirent à s'y frayer un passage. Grande fut la surprise, lorsque leur présence fut dénoncée, dans l soirée du 13 juin, par une reconnaissance opérée a nord de la ville par le général allié Taboada. Ce po

vait être un danger considérable pour l'armée française : le général de Lorencez résolut, coûte que coûte, d'y obvier, et pour cela donna immédiatement l'ordre de faire occuper le Borrego.

Une compagnie du 99e de ligne fut désignée pour ce hardi coup de main. Elle était commandée par un officier du premier mérite, fait capitaine quelques jours auparavant, au combat de la Barranca Seca, M. Détrie.

Nous ne pouvons mieux faire que de lui donner la parole ici, et son rapport est une page d'une simplicité éloquente qui ne fait que mieux ressortir la bravoure et le sang-froid du chef et des soldats. On les appréciera mieux en sachant par avance que l'effectif total de la compagnie ne dépassait point 80 hommes.

Mon commandant, j'ai l'honneur de vous adresser un rapport détaillé sur le combat qui s'est livré pendant la nuit du 13 au 14 juin 1862, sous les murs de la ville d'Orizaba.

Conformément aux ordres que j'avais reçus d'aller occuper la position qui se trouve sur la montagne située sur la droite de la porte de Puebla, je partis d'Orizaba à minuit avec la 3e compagnie que j'ai l'honneur de commander; comme cette position pouvait être alors occupée par l'ennemi et sentant, du reste, toute l'importance de la mission qui m'était confiée, je pris les dispositions suivantes :

Lorsque je fus au pied de la montagne, je me fis précéder par deux hommes seulement, et je fis suivre ma compagnie sur un rang, en exigeant, toutefois, le plus grand silence.

·rivé à 30 mètres environ du point dominant, je remplaces deux éclaireurs par quatre hommes commandés par ·ourrier. Ils avaient pour mission de marcher déployés, ·cés autant que le terrain pouvait le permettre, de se

tenir prêts à toutes éventualités et surtout de s'arrêter à quelques mètres du sommet pour reprendre haleine et conserver toute leur vigueur, afin de mener à bonne fin le rude coup de main que je méditais, et par la promptitude éviter une partie du feu de l'ennemi.

La nuit était sombre et permettait à peine de distinguer un homme à une distance de 3 mètres. Mes tirailleurs purent arriver sur le plateau sans être aperçus, et comme j'y arrivais moi-même avec quelques hommes de la droite de ma compagnie, le fourrier me fit savoir que l'on entendait du bruit dans un fourré, et me fit demander s'il fallait faire feu ; ne supposant pas la position occupée par l'ennemi, je défendis de tirer, pensant tout bonnement que certains habitants d'Orizaba avaient fui et s'étaient retirés dans la montagne. Mais à peine avaient-ils fait quelques pas qu'ils reçurent une forte décharge par laquelle heureusement personne ne fut atteint.

Alors ils se précipitent vivement sur l'ennemi, arrivent sur la crête et engagent le combat.

Voyant la position occupée par mes tirailleurs, je fis mettre les sacs à terre et je me lançai en avant avec le sergent-major Gat et les quelques hommes de la droite de ma compagnie, les autres n'étant pas encore arrivés. Je me trouvai en face d'un ennemi très nombreux, cherchant à reprendre au fourrier Cros une pièce de canon qu'il avait prise avec ses quatre hommes, et sur lesquels trois venaient d'être blessés. Je le mets en fuite, et quelques hommes de la gauche m'ayant rejoint, je pus commander : « En avant ! A la baïonnette ! » L'ennemi, d'abord démoralisé par une attaque aussi brusque, veut reprendre l'offensive avec des forces très nombreuses, mais Sombret arrive avec les hommes qui ont pu suivre. Voyant alors à peu près mon monde réuni, je me lance de nouveau sur l'ennemi et, bien qu'il défende sa position pied à pied, je le fais reculer en le poussant près d'une heure, sans qu'il puisse m'arrêter un instant.

Arrivé au pied de la deuxième montagne et voyant les forces de l'ennemi augmenter au lieu de diminuer, n'ayant plus que quelques hommes sous la main (M. Sombret, le sergent-major, le fourrier, les deux sergents étant blessés), je n'osai pousser plus loin de peur que l'ennemi ne s'aperçût de la faiblesse de mon effectif et qu'il me tournât.

Alors, je fis embusquer les hommes restés disponibles, leur recommandant de tenir la position et de ne reculer sous aucun prétexte; je pensais bien que le feu avait été entendu et que je ne pouvais tarder à recevoir du renfort. Je restai dans cette position pendant une heure et demie. A trois heures et demie la 2e est arrivée et quand je me vis en force, je pris les dispositions suivantes afin de finir et de culbuter définitivement l'ennemi.

Je pris dans la 2e le fourrier et le sergent, chacun d'eux commandait dix hommes et devait marcher à quelques mètres au-dessous de la crête supérieure, l'un à droite, l'autre à gauche, de manière à déloger l'ennemi toujours embusqué devant nous, engageant le feu avec lui. La 3e et la 2e étant disposées, je commandai : « En avant! A la baïonnette! » L'ennemi ne put résister à une pareille attaque; deux fois repoussé, il revient à la charge, se rallie et nous reçoit par un feu terrible; mais le voyant culbuté partout, j'engage les hommes à courir dessus à la baïonnette, sans tirailler. Mais à l'instant même je reçus une blessure qui ne me permit pas d'aller plus loin. Néanmoins j'étais sûr que la position était à nous...

Comme commentaire, nous n'ajouterons que ceci, c'est que la 2e compagnie comptait 70 hommes environ qui, joints aux 80 de la 3e, formaient un effectif total de 150 hommes. Les Mexicains, occupant le Cerro Borrego, étaient plus de 2000.

L'héroïque action du capitaine Détrie eut le lendemain une grande importance.

Le 14, au matin, Zaragoza, comptant sur l'appui d'Ortega, ouvre le feu sur la partie ouest d'Orizaba. Mais c'est du Cerro Borrego qu'on riposte : Ortega en a donc été délogé? Les boulets viennent en effet des obusiers dont Détrie s'est emparé la nuit précédente et dont il dirige les coups contre les troupes de Zaragoza. C'est de cette désagréable façon que celui-ci apprend notre succès de la veille, petite revanche à l'attaque de Guadalupe.

Déçue dans l'espoir de nous surprendre, « l'armée d'Orient » ne songe plus qu'à la retraite. Elle décampe la nuit suivante et reprend la route de Puebla où, à son tour, elle s occupe de se fortifier sérieusement, prévoyant bien que les Français, qui en connaissent le chemin, y reviendront quelque jour.

Le 15 juin, le général Almonte, resté avec le corps expéditionnaire, crut devoir souligner la défaite des généraux juaristes et faire un nouvel appel au pays. Il adressa à ses concitoyens une proclamation dont les termes enflés et redondants paraîtraient fort exagérés, si l'on ne se rappelait qu'elle était écrite en espagnol pour d'anciens sujets espagnols :

D. Juan N. Almonte, chef suprême de la Nation, à ses concitoyens.

Mexicains,

Deux grands événements ont eu lieu dans la journée d'hier, aux abords de cette ville. L'armée de Juarez, commandée par les chefs démagogues les plus célèbres p leurs crimes contre la société, s'est présentée la menac la bouche. et a eu l'impudence d'envoyer une sommati

arrogante au courageux et chevaleresque commandant en chef des forces françaises. La déroute la plus complète infligée par 150 soldats du 99e sous les ordres de l'intrépide et honorable capitaine Détrie, à 4000 hommes de la fameuse division de Zacatecas, a été la réponse que l'armée de l'Empereur des Français a donnée à ces hordes de vandales, qui la croyaient intimidée. Zaragoza, profitant de l'obscurité de la nuit, a furtivement levé son camp, qu'il avait osé asseoir en face du nôtre, avec le plus arrogant aspect d'hostilité, et aujourd'hui se retire en désordre et précipitamment, poursuivi de près par la cavalerie nationale, et va repasser pour la quatrième fois, avec autant de honte que les précédentes, les Cumbres d'Acultzingo. Les généraux et chefs libéralistes : Gonzales Ortega, le héros de Calpulalpan, Alatorre, Pedraza, Colombres, Alcocer et plusieurs autres, ont trouvé leur humble tombeau sur le mamelon de Borrego.

Cette ville, qui, pleine de confiance dans la valeur et l'enthousiasme de l'armée franco-mexicaine qui la garde, a été témoin de la lutte, a pu se convaincre de l'impuissance de ceux qui, dans leur férocité, avaient cru, avec la promesse du pillage de la ville, donner à leurs troupes le courage que ne saurait leur inspirer la cause impie qu'ils défendent.

Mexicains,

Le même sort qu'a subi la prétendue illustre et héroïque division de Zacatecas, et qu'avaient auparavant éprouvé à Acultzingo et Barranca Seca, les hordes de Zaragoza et Doblado, est celui qui les attend toutes les fois qu'elles oseront faire face à l'invincible armée française et à l'enthousiaste armée nationale; car celles-ci défendent la cause de l'indépendance et de la nationalité mexicaine, et les autres, celle de la barbarie et du pillage. — Mettez donc toute votre confiance dans l'armée franco-mexicaine et dans votre compatriote

JUAN N. ALMONTE.

Orizaba, le 15 juin 1862.

Cet appel ne produisit aucun effet, et la situation restait des plus graves.

Sans la belle et énergique conduite du capitaine de vaisseau Roze, qui commandait à Vera-Cruz, peut-être eussions-nous perdu ce port, et par là tout moyen de communication avec la France. Faisant face à toutes les difficultés, cet officier sut maintenir la petite troupe restée sous ses ordres, malgré les mauvaises nouvelles qui abattaient son courage, malgré les fièvres qui la décimaient. Bien plus, il s'efforça de préparer un convoi de vivres, venant ainsi, malgré sa propre détresse, au secours de l'armée.

Il ne fut pas le seul à donner les preuves d'une bravoure et d'un dévouement d'autant plus grands qu'ils s'exerçaient sur un théâtre moins brillant, et nous nous réservons de revenir un jour sur le rôle important et admirable de la marine pendant toute l'expédition.

A Orizaba, où le général Douay était arrivé dans la première quinzaine de juin, avec trois cents hommes de renfort, juste à temps pour coopérer à la défense de la ville, une certaine sécurité était rendue aux troupes par la retraite de Zaragoza; mais il était fort difficile de se ravitailler, et pour comble de malheur la pénurie d'argent était grande. De plus, Marquez, qui, avec ses soldats, avait enfin rejoint notre armée, ne prétendait point donner un appui désintéressé. Et c'était un crève-cœur pour le payeur en chef d'avoir à tisfaire aux exigences de ces gens, plus bandits que s dats, alors que les nôtres enduraient mille souffran

Je puis, sur ce point encore comme sur tant d'autres, donner une preuve de cet état de choses, grâce à un document inédit qui jette sur l'histoire de cette période un jour douloureux. C'est une lettre du général de Lorencez à M. Ernest Louet, au sujet du fameux Marquez.

Orizaba, le 21 juin 1862.

Monsieur le payeur,

Je vous ai fait demander si vous étiez en mesure de me procurer 4000 piastres. Il ne s'agit point ici d'obliger ou de désobliger des personnes qui pourraient ne point vous être sympathiques. Je vous engage à mettre toute question personnelle de côté, ainsi que je le fais moi-même. Il s'agit de solder la partie de l'armée de Marquez chargée de protéger nos convois, et je vous dis simplement que, si vous ne pouvez pas me procurer 4000 piastres, l'existence de l'armée pourra se trouver compromise.

Recevez... etc.

Général comte DE LORENCEZ.

Enfin, on vint à bout de toutes ces difficultés, chacun donnant l'exemple de l'abnégation et du devoir.

Le général de Lorencez, plus libre dans ses mouvements, échelonna ses troupes à Cordova, au Chiquihuite, à la Soledad et à Vera-Cruz pour assurer la sécurité des convois. Puis, confiant dans le courage de ses soldats, qui ne se démentait point, en dépit des privations, des tristesses de la situation, et de l'insalubrité du climat, il attendit les nouvelles d'Europe.

CHAPITRE V

Émotion en France au reçu des nouvelles du Mexique. — L'Empereur au général de Lorencez. — Lettre confidentielle du ministre de la guerre. — Le général Forey, commandant en chef du corps expéditionnaire. — Ordre du jour du 20 octobre 1862. — Départ du général de Lorencez. — Regrets de l'armée. — Dissolution du gouvernement provisoire du général Almonte. — Proclamation du général Forey. — Instructions secrètes données par l'Empereur au nouveau commandant en chef. — — Ligne politique. — Établissement d'un gouvernement stable. — République ou monarchie.

Lorsqu'on apprit l'échec des troupes françaises devant Puebla, l'étonnement fut considérable en Europe, l'émotion fut profonde en France. Sans réfléchir au petit nombre de nos soldats, et aux difficultés de toutes sortes d'une expédition aussi lointaine, on restait stupéfait de trouver une telle résistance chez un peuple qu'on se plaisait à considérer comme sans force et sans armée, comme une peuplade manquant de cohésion plutôt que comme une nation organisée. Depuis, l'Europe a eu d'autres surprises de ce genre, et elle s'est un peu faite à l'idée qu'on trouvait des hommes

partout, au Tonkin comme à Massaouah, à Kartoum comme à Zanzibar.

La France, qui, dans la grande majorité de ses habitants, avait vu avec peine le gouvernement impérial se lancer dans une aventure périlleuse et surtout insuffisamment justifiée à ses yeux, la France tressaillit tout entière et, voyant que l'honneur était engagé, qu'il fallait, pour son bon renom, venger l'échec infligé à son drapeau, elle ne marchanda ni les hommes ni l'argent.

Quelques voix discordantes se firent entendre au Corps législatif et dans la presse, mais ce serait montrer une bien grande naïveté que de les attribuer à une perspicacité plus profonde : ceux qui s'élevèrent contre l'extension donnée à l'expédition, et dont les discours servirent surtout à encourager la résistance de nos ennemis, ne le firent point parce qu'ils avaient plus de clairvoyance, mais simplement parce qu'ils étaient alors dans l'opposition. Et la preuve en est manifeste : vingt ans plus tard, les situations étan changées, dans des circonstances identiques, les rôles changèrent aussi.

L'Empereur avait résolu de porter à trente mille hommes l'effectif du corps expéditionnaire. Le général de Lorencez, nouvellement promu divisionnaire, ne pouvait recevoir le commandement en chef de la nouvelle armée. En outre, on n'était guère satisfait de lui Paris; on le blâmait surtout de son animosité contre . Dubois de Saligny, dont l'influence restait encore épondérante, en dépit de la mauvaise tournure qu'a-

vaient prise les événements, et en dépit des démentis patents infligés par les faits à ses prévisions optimistes.

Désireux de sauvegarder le prestige du commandement aux yeux des soldats, l'Empereur adressa au général de Lorencez une lettre qui fut mise à l'ordre du jour du corps expéditionnaire :

Paris, 15 juin 1862.

Mon cher général,

J'ai appris avec plaisir le brillant fait d'armes des Cumbres, et avec peine la non-réussite de l'attaque de Puebla.

C'est le fait de la guerre de voir quelques revers obscurcir d'éclatants succès; mais que cela ne vous décourage pas : l'honneur du pays est engagé et vous serez soutenu par tous les renforts dont vous aurez besoin.

Exprimez aux troupes sous vos ordres toute ma satisfaction pour leur courage et leur persévérance à supporter les fatigues et les privations; plus elles sont loin, plus ma sollicitude se porte sur elles.

J'ai approuvé votre conduite, quoiqu'elle semble n'avoir pas été comprise de tout le monde.

Vous avez bien fait de protéger le général Almonte; étant en guerre avec le gouvernement actuel du Mexique, tous ceux qui voudront se réfugier sous notre drapeau auront le même droit à notre protection; mais elle ne doit en rien influencer notre politique à venir. Il est contre mes intérêts, mon origine et mes principes, d'imposer un gouvernement quelconque au peuple mexicain.

Qu'il choisisse en toute liberté la forme qui lui convient, je ne lui demande que la sincérité dans ses relations extérieures, et je ne désire qu'une chose, c'est le bonheur et l'indépendance de ce beau pays sous un gouvernement stable et régulier.

Sur ce, je vous renouvelle l'assurance de mes sentiments

NAPOLÉON.

Mais à côté de cette lettre, destinée à la publicité, le courrier en apportait une autre, bien différente, du ministre de la Guerre :

Mon cher général,

Je reçois à l'instant un ordre de l'Empereur qui m'impose l'obligation de vous adresser les observations qui suivent :

L'Empereur admire le courage déployé par les soldats dans l'attaque contre Puebla ; mais Sa Majesté n'a pas trouvé opportune cette attaque; l'artillerie ne devait pas se mettre en batterie contre des fortifications à la distance de 2500 mètres.

L'Empereur vous recommande de conserver de bonnes relations avec M. de Saligny, qui est son représentant à Mexico, aussi bien qu'avec M. le général Almonte, et les autres chefs mexicains qui viennent à nous.

Le général Forey va bientôt prendre le commandement général; jusque-là ne faites qu'organiser la résistance et vos approvisionnements.

Le courrier va partir; je ne puis que vous renouveler, mon cher général, l'assurance de mes sentiments affectueux.

Marechal RANDON.

En même temps on rappelait le colonel Letellier-Valazé, chef d'état-major, qui se montrait particulièrement agressif contre notre ministre plénipotentiaire, ce qui avait bien pu renouveler le souvenir des attaques auxquelles il s'était livré autrefois contre le Prince-Président, alors qu'il était l'aide de camp du général Changarnier.

Le général de Lorencez se montra très froissé de ces procédés et de ces reproches, et très blessé aussi des correspondances reproduites dans les journaux de France, où sa conduite était l'objet de violentes cri-

tiques; persuadé, à tort ou à raison, que la principale et la plus hostile de ces correspondances provenait du général Félix Douay, arrivé de France le 16 mai, pour remplir les fonctions de commandant en second, il ne crut pas devoir revenir sur la demande qu'il avait faite de rentrer en France dès l'arrivée du général en chef.

Il refusa le commandement d'une division qui lui avait été réservé dans les cadres du nouveau corps d'armée. Il avait hâte de se rendre auprès de l'Empereur pour se justifier de sa conduite, et surtout pour combattre l'influence de M. Dubois de Saligny.

Sa réelle bravoure, la dignité de son caractère et ses vertus militaires lui avaient valu les sympathies de l'armée entière. Son antagonisme avec notre ministre, et sa résolution de ne pas lui céder ne firent que les accroître. Il profita du droit qu'il avait d'adresser la parole aux troupes qu'il quittait pour exprimer librement l'amertume qu'il ressentait.

Soldats et marins,

L'Empereur a décidé que le corps expéditionnaire du Mexique serait porté à 25 000 hommes et il en a donné le commandement à M. le général Forey, grand-croix de la Légion d'honneur et sénateur.

Soldats et marins,

Je vous fais mes adieux. Jusqu'à la fin de ma vie, je penserai avec orgueil aux jours de péril et de gloire que nous avons traversés lorsque je vous commandais en chef. Un jour l'histoire dira comment, après la retraite des Anglais, des Espagnols et la défection des chefs de la partie de la nation mexicaine qui avait demandé l'intervention fran

çaise, un petit corps d'armée de 6000 hommes a su se maintenir intrépide et fier au cœur d'un État immense, à 2500 lieues de son pays. L'histoire dira qu'une armée française semble être venue au Mexique pour donner au Nouveau Monde le spectacle de tous les courages et de toutes les vertus guerrières.

Déjà le mépris public a fait justice de la bassesse des sentiments de nos détracteurs. Avant peu, croyez-le bien, d'impudents mensonges seront dévoilés et l'armée du Mexique aura reçu une complète satisfaction.

D'ici à peu de temps, lorsque je serai descendu sur le sol de la patrie, on se pressera sur mes pas pour s'informer de vous : je répondrai qu'on se prépare à bien vous recevoir et à vous honorer à votre retour, car, au Mexique comme en Crimée, en Italie et en Afrique, vous avez été les vaillants soldats et les dignes enfants de la France.

Adieu, soldats et marins; mes vœux vous suivront et j'emporte votre souvenir dans mon cœur.

Le général de division,
Comte DE LORENCEZ.

Orizaba, le 20 octobre 1862.

Le 25 octobre, il remit le commandement au général Forey, et, quand il partit le 10 novembre, il fut l'objet d'une touchante manifestation : la plus grande partie des officiers de l'armée tint à l'accompagner à cheval jusqu'à deux lieues de la ville.

Le nouveau commandant était arrivé à Vera-Cruz depuis plusieurs mois déjà. Il y avait débarqué à la fin de juillet, mais soit que les communications avec Orizaba lui parussent peu sûres, soit qu'il tint à surveiller de ses propres yeux le débarquement des troupes et du matériel de renfort, il resta dans ce port, et il y fit rester ses troupes, jusqu'à ce qu'on

eût réuni une quantité suffisante de vivres et de nombreux moyens de transport. On ne semblait pas se préoccuper des ravages considérables que faisait le climat parmi les nouveaux arrivants. On perdit en outre de la sorte un temps précieux. Mais on obéissait ainsi à un penchant naturel de l'esprit humain : après une campagne hardie et aventureuse jusqu'à la folie, on se livrait à un excès de prudence.

Le premier acte politique du général Forey avait été de désavouer publiquement le gouvernement qui s'était constitué sans le concours de la nation. Il avait invité le général Almonte à dissoudre le ministère dont il s'était entouré, à s'abstenir de promulguer aucune loi ou aucun décret, et à abandonner le titre de chef suprême de la nation, dont il s'était investi de sa propre autorité. Cette mesure avait reçu l'approbation générale au Mexique comme en Europe.

Puis il avait adressé cette proclamation au peuple mexicain :

Mexicains !

L'empereur Napoléon, en me confiant le commandement de la nouvelle armée qui va bientôt me suivre, m'a chargé de vous faire connaître ses véritables intentions.

Lorsqu'il y a quelques mois, l'Espagne, l'Angleterre et la France, subissant les mêmes nécessités, ont été amenées à se réunir pour la même cause, le gouvernement de l'Empereur n'envoya qu'un petit nombre de soldats, laissant à la nation la plus outragée[1] la direction principale dans le redressement des griefs communs. Mais, par une fatali-

1. L'Espagne.

difficile à prévoir, les rôles ont été intervertis et la France est demeurée seule à défendre ce qu'elle croyait l'intérêt de tous. Cette nouvelle situation ne l'a pas fait reculer.

Convaincu de la justice de ses réclamations, forte de ses intentions favorables à la régénération du Mexique, elle a persévéré et persévère plus que jamais dans le but qu'elle s'est proposé. Ce n'est pas au peuple mexicain que je viens faire la guerre, mais à une poignée d'hommes sans scrupule et sans conscience, qui ont foulé aux pieds le droit des gens, gouvernant par une terreur sanguinaire et, pour se soutenir, n'ont pas honte de vendre par lambeaux à l'étranger le territoire de leur pays.

On a cherché à soulever contre nous le sentiment national, en voulant faire croire que nous arrivions pour imposer à notre gré un gouvernement au pays ; loin de là, le peuple mexicain, affranchi par nos armes, sera entièrement libre de choisir le gouvernement qui lui conviendra : j'ai mission expresse de le lui déclarer.

Les hommes courageux qui sont venus se joindre à nous méritent notre protection spéciale, mais, au nom de l'Empereur, je fais appel, sans distinction de partis, à tous ceux qui veulent l'indépendance de leur patrie et l'intégrité de son territoire. Il n'entre pas dans la politique de la France de se mêler, pour un avantage personnel, des querelles intestines des nations étrangères; mais lorsque, par des raisons légitimes, elle est forcée d'intervenir, elle le fait toujours dans l'intérêt du pays où son action s'exerce.

Souvenez-vous que partout où flotte son drapeau, en Amérique comme en Europe, il représente la cause des peuples et de la civilisation.

Le général de division, sénateur, commandant en chef le corps expéditionnaire du Mexique,

FOREY.

Vera-Cruz, le 22 septembre 1862.

Quels étaient maintenant les projets du nouveau commandant en chef et quelles instructions avait-il reçues de son gouvernement? Ses deux prédécesseurs, l'amiral Jurien de la Gravière et le général de Lorencez, avaient été désavoués : le général Forey devait donc agir d'une façon différente.

L'Empereur, avant son départ, lui avait envoyé de Fontainebleau une note datée du 3 juillet 1862 et contenant l'expression de sa pensée.

Il n'entre pas dans mes habitudes, disait l'Empereur, de rappeler les événements passés pour critiquer ce qui n'a pas réussi.

Si je commence par y faire allusion, c'est que l'exemple des fautes commises empêchera d'y retomber à l'avenir et qu'il est de mon droit comme de mon devoir de distribuer, suivant ma conviction, le blâme ou l'éloge.

Comme M. de Saligny est le seul qui connaisse bien le pays, et qui soit au fait des griefs à redresser, il est important, indispensable même que le général en chef entre en relation intime avec lui et profite de ses avis et de son expérience... En effet, c'est par des tiraillements et des querelles d'amour-propre que tout a été, dès le commencement, compromis au Mexique. Je n'en veux plus, ils nuisent trop à la réussite des plus grands projets. La réponse, que je ne veux pas qualifier, du général de Lorencez, à la sommation insolente de Zaragoza, a produit un déplorable effet, de même que la constatation par l'ennemi des dissentiments qui règnent entre l'état-major (dont le chef était M. le colonel Valazé), M. de Saligny et le général Almonte.

Voici maintenant la ligne de conduite à suivre par le général en chef :

1° Faire à son arrivée une proclamation dont les idées principales lui seront indiquées;

2° Accueillir avec la plus grande bienveillance le général Almonte et tous les Mexicains qui s'offriront à lui;

3° N'épouser la querelle d'aucun parti. Déclarer que tout est provisoire tant que la nation mexicaine ne se sera pas prononcée. Montrer une grande déférence pour la religion, mais rassurer en même temps les détenteurs des biens nationaux;

4° Nourrir, solder et armer, suivant ses moyens, les troupes mexicaines auxiliaires; leur faire jouer le rôle principal dans les combats;

5° Maintenir parmi nos troupes comme parmi les auxiliaires, la plus sévère discipline. Réprimander rigoureusement tout acte, tout propos blessant pour les Mexicains, car il ne faut pas oublier leur caractère et il importe au succès de l'entreprise de se concilier avant tout l'esprit des populations.

Parvenu à Mexico, il est à *désirer* que le général Almonte et les personnes notables de toute nuance, qui auront embrassé notre cause, convoquent, suivant les lois mexicaines, une assemblée qui décidera de la forme du gouvernement et des destinées du Mexique.

Il aidera le nouveau pouvoir à introduire dans l'administration et surtout dans les finances cette régularité dont la France offre le meilleur modèle. Dans ce but, on enverra au gouvernement mexicain des hommes capables de seconder sa nouvelle organisation.

Le but à atteindre n'est pas d'imposer aux Mexicains une forme de gouvernement qui serait antipathique, mais de seconder dans leurs efforts pour établir, selon leur volonté, un gouvernement qui ait des chances de stabilité et puisse garantir à la France le redressement des griefs dont elle a à se plaindre.

Il va sans dire que si les Mexicains préfèrent une monarchie, il est de l'intérêt de la France de les appuyer dans cette voie, et, en ce cas, le général pourrait indiquer l'archiduc Maximilien comme le candidat de la France.

Il ne manquera pas de gens qui vous demanderont pour-

quoi nous allons dépenser des hommes et de l'argent pour mettre un prince autrichien sur un trône.

Dans l'état actuel de la civilisation du monde, la prospérité de l'Amérique n'est pas indifférente à l'Europe, car elle alimente notre industrie et fait vivre notre commerce. Nous avons intérêt à ce que la République des États-Unis soit puissante et prospère, mais nous n'en avons aucun à ce qu'elle s'empare de tout le golfe du Mexique, domine de là les Antilles et l'Amérique du Sud, et soit la seule dispensatrice des produits du Nouveau Monde. Maîtresse du Mexique, et par conséquent de l'Amérique Centrale et du passage entre les deux mers, il n'y aurait plus désormais d'autre puissance en Amérique que celle des États-Unis.

Si, au contraire, le Mexique conquiert son indépendance et maintient l'intégrité de son territoire, si un gouvernement stable s'y constitue par les armes de la France, nous aurons posé une digue infranchissable aux empiètements des États-Unis, nous aurons maintenu l'indépendance de nos colonies des Antilles et de celles de l'Espagne, nous aurons établi notre influence bienfaisante au centre de l'Amérique, et cette influence rayonnera au nord comme au midi, créera des débouchés immenses à notre commerce et procurera les matières indispensables à notre industrie.

Quant au prince qui pourrait monter sur le trône du Mexique, il sera toujours forcé d'agir selon les intérêts de la France, non par reconnaissance seulement, mais surtout parce que ceux de son nouveau pays seront d'accord avec les nôtres, et qu'il ne pourra même se soutenir que par notre influence.

Ainsi donc aujourd'hui notre honneur militaire engagé, l'exigence de notre politique, l'intérêt de notre industrie et de notre commerce, tout nous fait un devoir de marcher sur Mexico, d'y planter hardiment notre drapeau, d'y établir soit une monarchie, si elle n'est pas incompatible avec le sentiment national du pays, soit tout au moins un gouvernement qui promette quelque stabilité.

Sous le rapport militaire, je n'ai pas besoin de rappeler au général en chef que plus une expédition est lointaine, plus elle doit être conduite avec un mélange bien calculé d'audace et de prudence, c'est-à-dire que partout où l'on n'a pas à lutter contre des obstacles matériels, on peut hasarder des coups de main et que partout, au contraire, où se rencontrent des fortifications, il faut agir avec la circonspection la plus grande. Un coup de canon au Mexique est cent fois plus précieux qu'en France. Ce que je blâme absolument dans la dernière affaire de Puebla, c'est d'avoir épuisé mille coups de canon dans une position et à une distance où l'artillerie ne pouvait produire aucun effet.

La gloire d'un général ne consiste pas seulement dans le succès, mais dans les moyens employés pour l'obtenir. Plus il ménage la vie de ses soldats, plus il tournera les obstacles au lieu de les aborder de front, plus il saura par ses manœuvres diviser les forces de l'ennemi et par cela même accroître ses propres chances, plus il fera preuve de qualités supérieures, et plus il justifiera la confiance placée en lui.

Je recommande au général en chef de n'avoir qu'une seule ligne d'opération. S'il croit utile de déblayer la route de Jalapa, je ne le ferais, à sa place, qu'après être arrivé à Puebla. Car alors, maître de Vera-Cruz, d'Orizaba et de Puebla, je séjournerais dans cette dernière ville et j'enverrais de là une colonne sur Jalapa, ce qui ouvrirait alors les deux grandes routes qui conduisent à Vera-Cruz.

Cependant, si, d'après des renseignements, cette colonne risquait d'être arrêtée par le fort de Perote, il faudrait bien se garder de faire une expédition inutile et négliger la route de Jalapa, qui, plus tard, s'ouvrirait d'elle-même.

Pour s'emparer de Puebla, je crois parfaitement inutile de faire le siège de Guadalupe et de Lorette, l'attaque par Carmen a toujours réussi pendant les guerres civiles, et une attaque de barricades sera beaucoup moins meurtrière que les sièges des mamelons ci-dessus mentionnés. Toutefois,

même dans cette attaque, quelques travaux de siège ne seront peut-être pas inutiles et l'emploi des gabions farcis peut mettre les troupes les plus exposées au moins à l'abri de la fusillade.

Une fois Puebla en notre pouvoir, cette ville doit devenir notre grand dépôt et le centre des approvisionnements où l'on établira des hôpitaux. Il serait très essentiel d'établir un chemin de fer de la Vera-Cruz jusqu'au pied des montagnes et je me suis adressé au consul de France à New-York pour savoir à quelles conditions un entrepreneur américain pourrait l'établir...

Et le lendemain, 4 juillet, l'Empereur complétait ses instructions :

Il faut que vos actes soient d'accord avec les principes consignés dans votre proclamation. Or, j'ai déclaré vouloir que le peuple mexicain choisisse son gouvernement, mais comment cette déclaration peut-elle se concilier avec les décrets d'Almonte qui s'institue chef suprême de la nation? D'un autre côté, j'apprends qu'il y a à la Vera-Cruz un gouvernement nommé par Almonte...

Tout cela est une cause de faiblesse et d'anarchie. Partout où flotte notre drapeau, vous devez être le maître absolu...

On a vu comment le général Forey avait exécuté cette partie des instructions en désavouant le gouvernement d'Almonte à Vera-Cruz même, avant d'avoir pris des mains du général de Lorencez le commandement en chef.

La mesure était prudente, indispensable. C'eût été une trop flagrante contradiction que de dire aux Mexicains : Choisissez votre gouvernement, et en même temps de combattre Juarez et de leur imposer Almonte.

La plus grosse difficulté ne venait donc pas de là, mais bien du maintien de M. Dubois de Saligny. Celui-ci, par un concours extraordinaire d'heureuses chances, avait vu sa faveur grandir au milieu des disgrâces des chefs militaires. Rien de ce qu'il avait annoncé ne s'était réalisé, et cependant il était encore considéré aux Tuileries comme l'homme de la situation, comme le seul conseiller éclairé, le seul dont on dût suivre les inspirations.

L'Empereur ne disait-il pas au général Forey : « J'ignore si le caractère privé de M. de Saligny laisse à désirer; j'ignore quelles intempérances de langage on peut lui reprocher; mais ce que je sais et ce que je déclare hautement, c'est que depuis le commencement de l'expédition du Mexique, ses dépêches ont toujours été marquées au coin du bon sens, de la fermeté, et de la dignité de la France, et je ne doute pas que si ses avis avaient été suivis, notre drapeau ne flottât aujourd'hui à Mexico. On dit qu'il a trompé le gouvernement sur le véritable état de choses au Mexique; il m'a au contraire, j'aime à le reconnaître, toujours dit la vérité... »

Et l'Empereur, par une suite de raisonnements spécieux, qui lui avaient été apparemment suggérés par notre ministre lui-même ou par ses puissants protecteurs, cherchait à prouver que le seul coupable était le général de Lorencez, dont il ne méconnaissait ıs la bravoure, mais dont il niait l'habileté et même. capacité. Il maintenait M. Dubois de Saligny auprès ı général Forey, « dans la position d'un chef de

mission dont les pouvoirs se trouveraient momentanément subordonnés à ceux d'un ambassadeur extraordinaire [1] ».

Fatales illusions qui subsistaient en dépit de tout! M. Dubois de Saligny, qui était surtout dangereux parce qu'il était convaincu, et qui s'était, avec une entière bonne foi, mais avec un complet aveuglement, lancé, à la suite de M. de Gabriac, dans une voie néfaste pour la France, y persévérait avec d'autant plus d'énergie qu'il croyait davantage plaire à l'Empereur, dont il recevait les encouragements. Il resta l'homme prépondérant dans les conseils du nouveau commandant en chef. La vérité ne devait se faire jour que plus tard, — trop tard!

1, Extrait de la lettre du 1er novembre 1862.

CHAPITRE VI

Faits de guerre. — Expédition sur Jalapa, Tehuacan et Tampico (décembre). — Le 22 février 1865, Forey quitte Orizaba et marche sur Puebla. — Composition du corps expéditionnaire. — Investissement de Puebla (16 mars). — Proclamation de Juarez. — Siège de Puebla. — Le général Bazaine. — Combat de San-Lorenzo. — Reddition de la place (17 mai). — Lettre de Gonzalès Ortega au général Forey. — Entrée solennelle des Français (19 mai).

Les renforts annoncés d'Europe étaient arrivés peu à peu. Le général Forey, établi à Orizaba depuis le 20 octobre, songea à commencer les opérations militaires.

Il ne partagea pas la manière de voir de l'Empereur et crut qu'il lui était nécessaire de se dégager sur les deux côtés, avant de s'introduire plus avant dans l'intérieur des terres.

D'une part, il chargea le général de Bertier de se diriger sur Jalapa et de dégager cette seconde voie de communication avec Vera-Cruz, ce qui fut rapidement et heureusement exécuté; d'autre part, il lança une colonne composée du 1er régiment de zouaves, d'une

batterie d'artillerie, et de deux escadrons de chasseurs d'Afrique, sous le commandement du colonel Brincourt, pour aller, avec l'intendant et le payeur en chef, faire une expédition de ravitaillement jusqu'à Tehuacan.

Pendant ce temps, le vice-amiral Jurien de la Gravière, qui n'était resté à Paris que le temps nécessaire pour se disculper auprès de l'Empereur, et qui y avait pleinement réussi, était revenu prendre le poste périlleux et difficile de commandant de l'escadre française; son premier acte avait été de se transporter, à bord du vaisseau cuirassé *la Normandie*, plus au nord, sur la côte, où il avait occupé le port de Tampico. Malheureusement la fièvre jaune avait sévi avec tant de violence contre le corps de débarquement, qu'il avait dû renoncer à y maintenir une garnison.

Le général Forey ne perdait pas de vue que tant que les Français ne seraient pas entrés en vainqueurs à Puebla, leur prestige serait nul et leur situation très précaire. Il organisa tout pour marcher sur cette place, mais il le fit avec une lenteur et une prudence aussi exagérées qu'avaient pu l'être l'entrain et la hardiesse de son prédécesseur.

Il avait lancé le général Douay en avant. Celui-ci, suivant la même route que le corps Lorencez, arriva devant les Cumbres d'Alcutzingo; mais les Mexicains, qui en avaient été si facilement délogés, n'avaient point osé cette fois y essayer une résistance, et le passage fut franchi sans encombre. Le général Douay s'avança alors jusqu'à Quetcholac.

Informé du succès de cette marche, le commandant en chef ordonna à son second divisionnaire, le général Bazaine, qui se trouvait encore à Vera-Cruz, de rejoindre la brigade Bertier à Jalapa, et de s'avancer ensuite vers le plateau d'Anahuac, ce qu'il fit, après avoir occupé le fort de Perote.

Enfin, le général Forey, croyant le moment venu, se décida à se mettre en mouvement. Il adressa aux troupes une proclamation où il excitait leur ardeur par la nécessité de venger l'échec du 5 mai, et, avec le gros de l'armée, il sortit d'Orizaba pour marcher sur Puebla. C'était le 22 février 1863.

Le corps expéditionnaire se composait alors de 30 600 hommes et disposait de 1 500 chevaux et de 52 pièces d'artillerie, dont 12 de siège et 2 mortiers; chacune de ces pièces étaient approvisionnées de 300 coups.

Voici le tableau de l'état-major général et des corps de troupes composant les divisions :

Commandant en chef : le général de division FOREY.
Chef d'état-major général : le général D'AUVERGNE.
Commandant de l'artillerie : le général DE LAUMIÈRE.
Commandant du génie : le général VIALLA.
Chef des services administratifs : l'intendant WOLF.
Payeur en chef : Ernest LOUET.
Commandant du train des équipages : le colonel HUGUENEY.

1re Division commandée par le général BAZAINE.

18e bataillon de chasseurs à pied 1er bataillon de zouaves. 81e régiment de ligne.	Brigade commandée par le général NEIGRE.

20e bataillon de chasseurs à pied 3e régiment de zouaves. 95e régiment de ligne.	Brigade commandée par le général DE CASTAGNY.

2e *Division commandée par le général F. DOUAY.*

1er bataillon de chasseurs à pied. 2e régiment de zouaves. 99e régiment de ligne.	Brigade commandée par le général LHÉRILLER.
7e bataillon de chasseurs à pied. 51e régiment de ligne. 62e régiment de ligne.	Brigade commandée par le général DE BERTIER.

Deux batteries d'artillerie;
Une compagnie du génie.
Réserve d'artillerie composée de quatre batteries, dont une de siège.

Troupes séparées : Le 3e régimentd'infanterie de marine;
Un bataillon de fusiliers marins;
Un bataillon du génie colonial;
Une brigade de cavalerie, commandée par le général DE MIRANDOL, et composée de six escadrons de chasseurs d'Afrique et de deux escadrons du 12e régiment de chasseurs.

Les renforts envoyés pendant le siège, le 7e régiment de ligne et la légion étrangère, formèrent une brigade de réserve sous les ordres du général de Maussion.

L'effectif fut ainsi porté à environ 35 000 hommes. Les contingents mexicains de Marquez, Taboada, La Llave, etc., employés comme auxiliaires, ne s'élevaient pas au delà de 3 000 hommes.

En apprenant l'approche de l'armée française, Juarez vint à Puebla, et le 2 mars, lança cette proclama-

tion, destinée à enflammer le courage des défenseurs de la ville :

Soldats!

L'ennemi va enfin abandonner dans peu de jours l'inaction à laquelle vous aviez condamné son arrogance. Il va satisfaire à votre désir le plus impatient en se rapprochant de cette ville qui porte un nom si glorieux pour vous et si poignant pour les envahisseurs de la patrie.

Ainsi l'empereur Napoléon III persiste à faire éprouver les horreurs de la guerre à un peuple qui a toujours prodigué aux Français ses faveurs et ses marques de sympathie.

La conscience de toutes les nations civilisées a condamné sévèrement cette invasion en raison de ses misérables prétextes et de ses tendances plus misérables encore.

Le gouvernement de l'Empereur ne nous demande pas une justice que nous ne lui avons jamais refusée. Ce à quo il aspire en réalité, c'est à nous humilier et à détruire une république libre et populaire dans laquelle les classes privilégiées ont été complètement effacées.

Soldats!

Sur vos braves poitrines plus que sur les forts qui entourent cette ville, la République voit écrites ses plus belles espérances. La patrie vous a appelés ici pour combattre les premiers, pour défendre votre honneur, votre indépendance et vos nobles destinées, pour montrer une fois de plus à vos injustes et perfides envahisseurs que le Mexique est grand, libre et digne de l'être, quoique prétende une poignée d'hommes illusionnés, d'agioteurs et de traîtres.

Soldats!

A travers vos dangers vous allez conquérir une gloire impérissable. Pour repousser les orgueilleux soldats de la France, vous n'avez qu'à prendre exemple sur vos exploits

du 5 mai. Le Mexique, le continent américain et les hommes libres de toutes les nations espèrent en vous, parce que vous allez défendre leur cause, la cause de la liberté, de l'humanité et de la civilisation. Allez donc prendre vos postes et soyez sûrs que le gouvernement national vous aidera de tous ses efforts et récompensera dignement vos services.

Soldats! Vive le Mexique! Vive l'armée d'Orient!

BENITO JUAREZ.

Puebla de Zaragoza, le 2 mars 1863.

Puis, pour encourager encore ses soldats, il appela à son secours l'éloquence de MM. Ernest Picard et Jules Favre, et fit répandre et afficher partout dans la ville les discours de ces deux Français. Cela fait, Juarez, apprenant l'arrivée de notre armée, se hâta de rentrer à Mexico.

Le 16 mars, en effet, les premières colonnes françaises arrivaient sous les murs de Puebla. Nos soldats n'avaient point les mêmes illusions que l'année d'avant, ni cette folle hardiesse poussée jusqu'à la témérité, mais la confiance dans le succès n'était pas moins grande, et elle était justifiée par la composition de l'armée : le nombre n'y faisait plus défaut, et la qualité n'était pas moindre. Le 99e de ligne et le 1er régiment de zouaves, qui avaient combattu au premier siège, brûlaient de prendre leur revanche.

Bientôt l'investissement commença.

Les Mexicains, eux aussi, avaient mis à profit le temps écoulé. Ils avaient complété la défense extérieure de la ville, par la construction de fortifications

qui se reliaient entre elles; puis, profitant de la disposition des maisons groupées en îlots que séparent des rues à angles droits, ils avaient fait de tous ces îlots ou cadres autant de citadelles. La garnison, composée de 22 000 hommes, était commandée par le général Ortega remplaçant le vainqueur du 5 mai, le général Zaragoza, qui était mort au mois de septembre 1862. Elle était animée de dispositions belliqueuses et elle espérait sinon triompher de l'armée française, du moins lui résister vaillamment et longuement, assez pour laisser au gouvernement le soin de préparer, dans de bonnes conditions, la défense de Mexico.

Le général Forey, toujours prudent, ne pensa point à tenter un coup de main sur une place aussi bien gardée, et il se résolut à un siège régulier.

Le fort San-Xavier fut le premier qu'on attaqua. Au centre s'élevait une gigantesque construction, le Pénitencier militaire, plus solide qu'une citadelle. Dès le 23 mars, dans la soirée, le génie, sous les ordres du capitaine Barillon, ouvrit une tranchée qui permit à l'artillerie de s'installer et de le battre en brèche, pendant les journées du 27 et du 28.

Les boulets y causèrent de tels ravages, que, le 29, sur les ruines amoncelées, on tenta l'assaut. Le général Bazaine entraîna sa division et emporta la position. En vain l'ennemi essaya-t-il de la reprendre, en vain continua-t-il, jusqu'au milieu de la nuit, une violente canonnade : malgré ces retours offensifs, malgré cette grêle de boulets et de mitraille, elle nous resta définitivement.

Ce premier succès était de nature à en amener d'autres plus décisifs, et on eût pu, ce soir-là, profitant de la démoralisation causée chez l'ennemi par sa défaite, lancer hardiment des colonnes d'attaque et pénétrer jusqu'au réduit fortifié qui formait le centre de la ville. Les assiégés s'y attendaient et se considéraient déjà comme perdus. On n'osa point.

Le lendemain, notre excès de prudence leur avait rendu confiance, et ils se disposèrent à organiser la guerre des cadres de maisons en fortifiant tous ceux qui nous faisaient face. Au lieu d'un succès décisif, nous n'avions guère obtenu d'autre avantage que rapprocher notre ligne d'investissement.

Cette guerre était éminemment favorable aux Mexicains qui, comme les Chinois et les autres peuples moins avancés en civilisation, sont surtout braves lorsqu'ils se sentent à l'abri. Par contre, elle était très meurtrière pour les Français. Chaque cadre de maisons formait comme une citadelle à part, qu'on ne pouvait attaquer que de près et conséquemment en sacrifiant beaucoup de monde. Lorsque le canon avait fait une brèche dans l'épaisseur des constructions, les troupes s'élançaient dès que le passage était accessible, mais là encore elles se heurtaient à des épaulements ou à des bastions pratiqués dans la muraille suivante, et d'où l'on tirait avec acharnement sur elles. Souvent on devait faire jouer la mine pour venir à bout de la résistance.

Et quand la position était conquise, il fallait recommencer aussitôt la même opération pour un autre cadre.

Nous avions perdu le général de Laumière, blessé mortellement à l'assaut du 29 mars. Un des plus braves et des plus brillants officiers de l'armée, le commandant Capitan, chef d'état-major de la division Douay, était atteint d'une balle dans une tournée d'avant-postes et expirait le 11 avril.

Ernest Louet, le payeur en chef, avait reçu un des derniers billets qu'il ait écrit et l'avait précieusement conservé, en souvenir de ce loyal et vaillant ami.

C'est une feuille de papier pliée en deux, sur laquelle se trouve la mention : *Corps expéditionnaire du Mexique. — État-major* — frappée avec un timbre humide.

Dimanche.

Cher ami,

Vers deux heures nous attaquons un nouveau cadre. Le général Douay ne vous enverra donc sa correspondance que dans la soirée, et il vous prie de la faire partir quelle que soit l'heure à laquelle elle vous parviendra.

Mille amitiés.

CAPITAN.

La suscription porte en travers les mots : *Très urgent.* Nous reproduisons ce billet ici, bien que peu important en lui-même, parce que le calme presque indifférent qu'il montre chez le commandant Capitan à la veille d'une action meurtrière, s'éclaire et se grandit au souvenir de sa fin tragique et prématurée.

La prise de l'église de San-Marco et l'attaque du couvent de Santa-Inès furent de terribles journées, et, en présence des pertes causées à notre armée, on dut s'arrêter dans le plan primitivement adopté de con-

quérir tous les cadres de maisons, les uns après les autres.

Cependant, à la fin d'avril, après une expédition de ravitaillement conduite jusqu'à Atlixco par le colonel Brincourt, le général Forey, ennuyé de la longueur du siège, se décida à reprendre les travaux d'attaque, mais cette fois, il les dirigea à l'extérieur de la ville, contre les forts de Carmen et de Totimehuacan.

Pendant que s'accomplissaient ces événements, Juarez, dont le gouvernement siégeait toujours à Mexico, s'était préoccupé de venir au secours de Puebla, et, à cet effet, il était parvenu à constituer une armée de neuf à dix mille hommes, dont il avait confié le commandement à un ancien rival, aujourd'hui rallié, l'ex-président Comonfort.

Celui-ci se mit en campagne; son plan était de ravitailler tout d'abord la place assiégée, afin de se donner le temps d'étudier le moyen de la secourir plus efficacement. Le 5 mai, jour anniversaire de notre échec, il essaya de faire pénétrer dans Puebla un convoi de vivres. L'opération échoua.

Dès le lendemain, Comonfort résolut de tenter un effort plus décisif, et le 6 mai, au soir, il concentrait son corps d'armée autour du village de San-Lorenzo, sur un large mamelon, à 7 kilomètres au nord-ouest de Puebla. Puis il y établissait son artillerie en batteries, derrière les fortifications en terre, élevées à la hâte.

La présence de cette armée devenait un danger pour les assiégeants, assiégés à leur tour sur ce point.

C'est à ce moment que nous voyons apparaître, en pleine lumière, pour la première fois dans cette guerre du Mexique, un homme dont le nom, tour à tour glorifié et haï, a acquis une célébrité universelle.

Historien de la guerre du Mexique, nous n'avons point à parler de ce qui s'est passé postérieurement à cette guerre, et nous ne sortirons pas du cadre que nous nous sommes tracé. La conduite du général Bazaine, en 1870, n'a aucun rapport avec les faits que nous racontons, et, quant à l'opinion qui s'est montrée hostile à son égard lors de son retour du Mexique, nous n'entendons l'approuver ni la contredire dès à présent. Le récit impartial des faits mettra, nous l'espérons, le lecteur à même de juger impartialement ce qu'il en doit penser.

Quelle que doive être la décision à venir, nous n'en avons pas moins le devoir de faire connaître ce qu'était alors le général Bazaine. On l'a trop oublié depuis.

Le général Bazaine avait les plus magnifiques états de service. Parti comme simple soldat, engagé volontaire, le 28 mars 1831, il avait conquis un à un tous ses grades par sa bravoure et son mérite. Général de division depuis Sébastopol, il avait commandé la 3e division du 1er corps d'armée, pendant la campagne d'Italie, et il avait été blessé au combat de Melegnano. L'Empereur, à ce moment, l'avait fait grand officier de la Légion d'honneur.

Aussitôt l'échec de Puebla connu aux Tuileries, il fut désigné un des premiers pour commander une

division au Mexique. Parti de Toulon le 23 août 1862, il arriva à Vera-Cruz le 16 octobre.

On a vu la mission dont l'avait chargé le commandant en chef, lors de l'ouverture de la campagne, et comment il avait rejoint le gros de l'armée, après l'avoir heureusement accomplie.

De son poste d'investissement, le général Bazaine était, par ses émissaires, tenu au courant de tous les mouvements de Comonfort. Dès qu'il le sut établi à San-Lorenzo, il conçut le hardi projet d'enlever par surprise cette position. Dans la journée du 7, on le vit, à deux reprises, venir au quartier général du commandant en chef pour en obtenir l'autorisation. La sûreté de son coup d'œil militaire et les ressources de son esprit eurent raison des hésitations du général Forey[1]. Sa bravoure fit le reste.

Quatre bataillons d'infanterie, trois escadrons de cavalerie et deux batteries d'artillerie, désignés pour cette importante opération, allèrent camper dans l'après-midi en arrière du grand quartier général, au delà du rio d'Atoyac; puis, à une heure du matin, l'expédition commença.

Parlant très correctement l'espagnol, le général Bazaine se mit en tête de la colonne et trompa l'attention des avant-postes ennemis, en répondant lui-même à leur *Quien vive?* — «*El primero regimento de Guadalaxara.*»

1. Quelques personnes attribuent au général Forey l'initiative de ce projet. Mais les souvenirs d'Ernest Louet qui, par sa position officielle, était à même de bien voir et de bien entendre, sont trop précis et trop nets pour que nous n'adoptions pas son opinion.

A l'aube, ses troupes, qui s'étaient avancées dans le plus grand silence, n'étaient plus qu'à un kilomètre de San-Lorenzo. Les Mexicains, surpris de ce voisinage auquel ils étaient loin de s'attendre, ouvrirent alors le feu de toutes leurs batteries; mais l'élan des assaillants n'en fut ni arrêté, ni même ralenti. Un combat acharné s'engagea à l'entrée du village, s'y poursuivit de rue en rue pendant deux heures, et finalement donna la victoire aux Français.

Mille prisonniers, huit pièces de canon, trois drapeaux et le convoi qu'on destinait aux assiégés restèrent au pouvoir de nos troupes. L'armée de Comonfort, vaincue et débandée, disparaissait, avant midi, dans la direction de Mexico, et le lendemain, le général Bazaine revenait, aux acclamations de l'armée, prendre son poste dans la ligne d'investissement.

Cette glorieuse journée du 8 mai, en même temps qu'elle relevait les espérances de nos troupes, quelque peu découragées par la guerre si périlleuse et si longue des cadres de maisons, ôta à la garnison de Puebla tout espoir d'être délivrée. Elle pressentit qu'elle serait bientôt contrainte à capituler, et elle s'y prépara.

L'énergique activité du général Bazaine précipita l'heure de ce dénouement. Le 12, au soir, il ouvrit la première tranchée devant le fort de Totimehuacan. Dans les journées du 15 et du 16, l'artillerie démonta toutes les pièces de ce fort, détruisit leurs embrasures, et avertit ainsi les Mexicains de l'imminence d'un nouvel assaut.

Malgré les hommes qui lui restaient, malgré les forts qui tenaient encore, le général Ortega, en dépit de son énergie très réelle, comprit que toute résistance était désormais impossible. Il prit résolument son parti d'une situation qu'il n'était plus en son pouvoir de changer. Dans la nuit du 16 au 17, il fit enclouer les canons de la place et briser les armes.

A quatre heures du matin, des explosions successives éveillèrent l'attention des assiégeants : les poudrières et les magasins de munitions venaient de sauter, et le pavillon parlementaire apparut sur les tours de la cathédrale.

La lettre suivante fut apportée au général Forey

Puebla, 17 mai, 4 heures du matin.

Général,

Ne pouvant continuer à défendre cette place par suite du manque de vivres et de munitions, j'ai dissous l'armée dont j'avais le commandement, et j'ai fait détruire toutes nos armes, y compris l'artillerie. En conséquence, la ville est à votre disposition.

Vous pouvez l'occuper dès à présent et prendre, si vous le jugez convenable, les mesures que la prudence pourra vous suggérer pour prévenir les malheurs qui pourraient être la conséquence d'une opération violente. Les généraux et officiers de mon armée sont réunis au Palais du Gouvernement et se constituent, ainsi que moi, prisonniers de guerre.

Recevez, etc.

GONZALÈS ORTEGA.

L'armée mexicaine avait vaillamment fait son devoir, et son chef s'était dignement conduit. La défense de

Puebla était un nouveau démenti donné aux folles espérances du début. On était loin du bataillon de zouaves prétendu suffisant pour se rendre maître du Mexique.

Les résultats de la reddition, tant moraux que matériels, furent considérables. L'échec du 5 mai 1862 était glorieusement vengé; l'armée d'Ortega n'existait plus. Douze cents officiers, dont vingt-six généraux, refusèrent de signer l'engagement qui leur fut proposé de ne plus servir contre nous dans la guerre actuelle, et préférèrent être embarqués pour la Martinique ou pour la France. Mais beaucoup d'entre eux, parmi lesquels Ortega, Porfirio Diaz, Negrete, etc., s'évadèrent pendant le trajet sur Vera-Cruz.

Les soldats, au nombre de onze mille environ, pour la plupart indiens insouciants, habitués à se laisser conduire, acceptèrent d'être versés dans le corps auxiliaire de Marquez, et changèrent ainsi de parti pour ne pas changer d'existence.

Le 19 mai, le général Forey fit une entrée solennelle dans Puebla et assista à un *Te Deum* chanté sous les voûtes de la cathédrale.

Cette journée eut un grand retentissement à l'étranger aussi bien qu'au Mexique.

Pourquoi faut-il que dès le lendemain des mesures impolitiques aient commencé à en atténuer les effets?

CHAPITRE VII

Réorganisation financière. — Illusions du gouvernement impérial. — M. Budin. — Décrets du 21 mai. — Effets déplorables de ces décrets. — Juarez quitte Mexico. — Ordre du général Forey au général Bazaine pour l'occupation de Mexico. — Le général Salas. — Entrée des Français dans Mexico (5 juin). — Proclamation du général Forey (12 juin). — Organisation des pouvoirs publics. — Décret du 16 juin. — Lettre confidentielle de l'Empereur du 1er novembre 1862. — Décret du 18 juin. — Nomination des membres de la Junte supérieure de gouvernement. — Triumvirat : le général Almonte, Mgr Labastida, le général Salas. — Suppléants. — Réunion des notables. — Vote de cette assemblée. — Adoption de la forme monarchique. — Remerciements à l'Empereur des Français. — La Régence. — Nouvelles de France. — Le général Forey élevé à la dignité de maréchal. — Rappel de M. de Saligny. — Lettre de l'Empereur au général Bazaine (30 juillet 1863).

L'Empereur n'apprit l'entrée des troupes françaises dans Puebla que le 10 juin. Le 12, il adressa ses félicitations au commandant en chef. Convaincu que le pays presque entier, délivré maintenant de la peur que lui causaient Juarez et son armée, allait acclamer l'intervention et se prononcer pour le rétablissement

d'une monarchie, Napoléon III insistait pour laisser la parole aux Mexicains et il entrevoyait déjà les résultats les plus brillants :

Notre but, vous le savez, n'est pas d'imposer aux Mexicains un gouvernement contre leur gré, ni de faire servir nos succès au triomphe d'un parti quelconque.

Je désire que le Mexique renaisse à une vie nouvelle et que, bientôt régénéré par un gouvernement fondé sur la volonté nationale, sur les principes d'ordre et de progrès, sur le respect du droit des gens, il reconnaisse, par des relations amicales, devoir à la France son repos et sa prospérité.

Il importait également de ne pas perdre de vue le premier prétexte invoqué pour l'intervention : les indemnités à payer à nos nationaux. De plus, à ces indemnités étaient venues s'ajouter les sommes énormes dépensées pour l'expédition. Le gouvernement qui avait demandé ces crédits, aussi bien que le Corps législatif qui les avait votés, comptait sur la richesse qu'il est d'usage d'attribuer aux pays lointains pour en obtenir le remboursement avec usure. Il semble si simple à nos sociétés régulièrement organisées d'établir l'ordre chez toutes les nations, et par l'ordre d'arriver à leur donner une admirable prospérité, que personne ne doutait que promptement le Mexique ne trouvât dans les revenus plus élevés de ses douanes les millions nécessaires pour acquitter sa dette envers la France.

Cette pensée, l'Empereur l'avait au plus haut point. Et la preuve nous en est facile à donner. Elle résulte

des lettres et instructions envoyées au général Forey, et dont nous reproduisons quelques passages d'après la copie même qui en a été faite par ordre de ce général et dont l'authenticité est affirmée par cette note, écrite de la main de Bazaine sur la dernière page du recueil :

Ces extraits m'ont été donnés par M. le maréchal Forey lorsqu'il me remit le commandement en chef le 1er octobre 1863.

Maréchal BAZAINE.

Dès le 30 janvier 1863, Napoléon III écrivait au général Forey :

Quand vous serez à Mexico, une des premières questions sera de rétablir l'ordre dans les finances, car cela nous permettra, sans surcharger le pays, de nous payer nos indemnités. D'après les renseignements que j'ai, les revenus ordinaires au Mexique, en temps ordinaire, sont de cinquante millions de piastres, soit 250 millions de francs, et comme l'administration du Mexique peut amplement être payée avec 20 millions de piastres ou 100 millions de francs, il y aurait donc tous les ans une réserve de 150 millions de francs avec lesquels il sera possible non seulement de nous payer les frais de guerre, mais encore de faire les bases d'un emprunt qui pourra aider à la régénération du pays...

Le 14 février il disait encore :

Il sera essentiel de bien organiser la perception des douanes qui est le principal revenu du pays...

Est-il besoin de dire que la réalité contredisait toutes ces espérances? Les renseignements envoyés à l'Empereur ressemblaient assez à ceux qu'on trouve

dans les prospectus de sociétés financières en formation. On prend, pour base des calculs, des données vraisemblables, possibles même, mais hypothétiques, et, en présentant savamment les chiffres, on arrive à des résultats merveilleux. Il est certain qu'un pays, cinq fois grand comme la France, renfermant de nombreuses mines d'or et d'argent dans son sol, jouissant sur une partie de son étendue d'un climat réputé favorable, offrant par ses ports de l'océan Pacifique et par ceux de l'océan Atlantique des débouchés excellents aussi favorables à l'importation qu'à l'exportation, et par là capables d'alimenter un commerce actif, il est certain qu'un pays, dans ces conditions, pouvait donner facilement un revenu de 250 millions de francs.

Il est certain d'autre part que le Mexique n'avait pas les charges des nations européennes, que les nécessités de bon voisinage forcent à entretenir des armées considérables et à se ruiner dans des travaux de défense incessamment renouvelés. Avec 100 millions de francs, l'administration pouvait être largement payée, et jamais elle n'a coûté une somme auss forte. Mais l'illusion consistait à croire que ces résultats pouvaient être acquis en quelques mois, et surtout qu'ils pouvaient être acquis par ce fait seul que l'armée française occuperait Puebla et Mexico!

Sur ce point encore, il faut en revenir à la même constatation, que notre gouvernement n'était pas mieux renseigné au point de vue économique qu'au point de vue politique.

Le service de trésorerie de l'armée était entre les mains du payeur en chef; on ne pouvait, sans inconvénient, le distraire de ses importantes fonctions pour lui confier la mission de travailler à la réorganisation des finances mexicaines. L'Empereur avait envoyé au commandant en chef, sous le titre de commissaire extraordinaire, chargé de le seconder dans cette mission, un receveur général des finances de la Savoie, M. Budin.

Celui-ci, ancien sous-officier dans l'armée d'Afrique, était entré dans le service de la Trésorerie où il avait fait une rapide carrière. Mais ses qualités de bon comptable n'étaient point suffisantes pour la besogne dont il était chargé. Étranger aux études comme aux principes de l'économie politique, il n'avait en outre aucune connaissance du pays. Dès l'entrée dans Puebla, il proposa deux mesures financières aussi funestes l'une que l'autre, et le malheur voulut que le général Forey les approuvât.

Le 21 mai parurent deux décrets (dont le gouvernement français ordonna du reste la suppression dès qu'il en eut connaissance), qui avaient pour objet : le premier, d'interdire l'exportation non seulement des barres d'or et d'argent, mais encore des espèces monnayées, c'est-à-dire du numéraire; le second, d'ordonner le séquestre de tous les biens des personnes ayant combattu ou combattant l'intervention française.

C'était bouleverser à la fois toutes les situations de famille au dedans, et toutes les relations commerciales

au dehors[1]. Ces deux décrets nous firent le plus grand tort : était-ce là notre esprit de civilisation, et ne venions-nous au Mexique que pour y établir une domination digne des temps barbares?

Cependant Juarez ne se sentait plus en sûreté à Mexico. L'armée française s'avançait vers la capitale. On agita la question de savoir si on essaierait une défense quelconque, mais on y renonça bientôt. Toutefois Juarez, après avoir clos la session du Congrès, adressa à la nation une proclamation dans laquelle il jurait de continuer la guerre et de ne prêter l'oreille à aucune proposition contraire à l'indépendance et à l'honneur de la République. Immédiatement après il quitta Mexico, et se dirigea sur San-Luis de Potosi, avec les troupes dont il disposait encore.

Abandonnée de toute force publique, cette grande ville de plus de deux cent mille habitants se trouvait dans une situation périlleuse. Les consuls de toutes les nations cherchèrent à armer les sujets étrangers, afin de créer une garde qui assurât la tranquillité de la ville; malgré leurs efforts, ils ne purent réunir que sept cents hommes. C'était insuffisant.

Aussi, le 4 juin, apprenant que le général Bazaine s'avançait sur Mexico, ils lui adressèrent une lettre collective pour le supplier « de vouloir bien hâter l'occupation de la capitale ». Cette lettre, dont nous

1. Le 15 août 1863, le commandant en chef n'avait pas encore reçu l'ordre de rapporter ce décret, et la *Gazette officielle* publiait une liste de 67 maisons ainsi confisquées dans Mexico au préjudice de 38 propriétaires absents.

possédons l'original, porte onze signatures, parmi lesquelles se trouvent celles des consuls généraux d'Angleterre, d'Espagne, des États-Unis, de Danemark, de Belgique, de Suisse, etc.

Dès le 31 mai, ils avaient déjà prévenu le général Forey, et lui avaient envoyé la même requête, tout en insistant pour que le corps auxiliaire de Marquez n'entrât dans la ville que lorsque les troupes françaises y seraient déjà.

Le général en chef, en réponse à cette demande, nomma le lieutenant-colonel de Potier, du 95e de ligne, commandant de la place de Mexico, avec ordre de s'y rendre au plus vite. Cet officier partit aussitôt en avant avec une colonne de cavalerie. Il était accompagné du payeur en chef, chargé des négociations financières destinées à assurer la solde de l'armée. Tous deux entrèrent les premiers dans Mexico, le 5 juin, avec leur faible escorte, que suivait le 1er bataillon de chasseurs à pied.

Ils trouvèrent la ville dans le plus grand calme. Malgré les appréhensions des consuls, l'ordre n'avait pas été troublé. Le vieux général Salas exerçait les fonctions de gouvernement provisoire, et c'est avec lui qu'ils s'entendirent aussitôt pour régler la réception qui devait être faite à l'armée française.

Le programme en avait été arrêté par le commandant en chef lui-même, qui avait donné à ce sujet ses instructions au général Bazaine :

Je ferai mon entrée dans Mexico le 10... J'arriverai par la route du Peñon, et je m'arrêterai d'abord à la gar-

rita de San-Lazaro, où je ferai une grande halte d'une heure. A dix heures, les troupes prendront les armes pour entrer en ville...

Il ajoutait à cet ordre un post-scriptum de sa main :

P.-S. — Je tiens essentiellement à ce que l'on chante un *Te Deum* dans la cathédrale, auquel j'assisterai avec tous les officiers à mon arrivée...

Le corps de Taboada de la Pena et une batterie venant de Puebla pour Marquez formeront l'avant-garde après-demain et traverseront la ville... [1].

Le général Forey était revenu sur sa première décision. Rassuré par les rapports reçus au sujet de l'attitude si calme de la ville, il avait pensé qu'on ne pouvait exclure complètement du cortège triomphal les alliés qui avaient combattu avec nous.

L'entrée solennelle était donc fixée au 10 juin. Un banquier, M. Martin Daran, avança quarante mille francs pour payer les arcs de triomphe, les guirlandes et les grands mâts qu'on devait dresser sur le parcours de la colonie française.

Il s'agissait de frapper les yeux et l'imagination des habitants de Mexico : la chose était facile. L'élément indien, qui forme le fond de la population, est prêt à toutes les soumissions : la longue habitude qu'il a contractée de courber le dos sous le talon d'un maître les lui rend faciles et naturelles ; il ne demande en retour qu'un peu de tranquillité et l'on fait son bon-

1. Ces citations sont copiées textuellement sur les originaux qui font partie de la collection Bazaine cédée à Ernest Louet.

heur avec quelques fêtes. Le spectacle que l'on lui offrit était éminemment propre à l'éblouir.

Toute l'armée, en tenue de campagne, défila à travers Mexico dans un ordre magnifique. Ces soldats, à l'allure martiale et dégagée, marchant avec un ensemble inconnu aux troupes indigènes, frappèrent d'une admiration d'autant plus grande la population mexicaine qu'ils possédaient, outre le prestige du vainqueur, cette auréole de gloire qui, partout alors, dans ces temps encore heureux pour la patrie française, précédait, accompagnait et suivait le drapeau aux trois couleurs!

Le général Salas présenta solennellement les clefs de la ville au chef de l'armée française, et cette cérémonie qui eût ailleurs ravivé le deuil et la tristesse chez les vaincus, n'excita que leur enthousiasme. De toutes parts éclatèrent les acclamations, et le général Forey, qui les vit bruyantes et nombreuses et qui les crut durables et sincères, rêva, lui aussi, d'un lendemain sans nuages et d'un avenir sans troubles.

Tout ému de cette belle journée, il envoya à l'Empereur une dépêche dithyrambique, dont les termes dépassaient de beaucoup la portée de l'événement, mais qui était le reflet de la satisfaction que lui avait causée l'enthousiasme des populations, enthousiasme qu'il avait le tort de juger en le comparant à celui des populations européennes. Puis, le surlendemain, il adressa aux Mexicains une longue proclamation où, après avoir rappelé les phases malheureuses de la

question militaire, il posait la question politique en ces termes :

La solution, Mexicains, dépendra de vous. Soyez unis dans les sentiments de fraternité, de concorde, de véritable patriotisme; que tous les honnêtes gens, les citoyens modérés de toutes les opinions se confondent en un seul parti, celui de l'ordre; n'ayez pas pour but mesquin et peu digne de vous la victoire d'un parti sur un autre; voyez les choses de plus haut, abandonnez ces dénominations de libéraux, de réactionnaires qui ne font qu'engendrer la haine, que perpétuer l'esprit de vengeance, qu'exciter enfin toutes les mauvaises passions du cœur humain. Proposez-vous avant tout d'être Mexicains et de vous constituer en une nation unie, forte, par conséquent grande, parce que vous avez tous les éléments nécessaires pour cela.

C'est à quoi nous venons vous aider, et nous arriverons ensemble à créer un ordre de choses durable, si, comprenant les vrais intérêts de votre pays, vous entrez résolument dans les intentions de l'Empereur, que je suis chargé de vous exposer.

Ainsi, à l'avenir, il ne sera plus exigé aucune contribution forcée, ni réquisition de quelque nature et sous quelque prétexte que ce soit; il ne sera commis aucune exaction sans que leurs auteurs soient punis.

Les propriétés des citoyens, ainsi que leurs personnes, seront placées sous la sauvegarde des lois et des mandataires du gouvernement.

Les propriétaires de biens nationaux, qui ont été acquis régulièrement et conformément à la loi, ne seront nullement inquiétés et resteront en possession de ces biens; les ventes frauduleuses seules pourront être l'objet d'une revision.

La presse sera libre, mais réglementée d'après le système des avertissements établi en France; deux avertissements entraîneront la suppression du journal.

L'armée sera soumise à une loi de recrutement modéré qui mettra fin à cette odieuse habitude de prendre de force et d'arracher à leur famille les Indiens et les laboureurs...

Les impôts seront réglés comme dans les pays civilisés, de manière que les charges pèsent sur tous les citoyens, proportionnellement à leur fortune...

La religion catholique sera protégée, et les évêques seront rappelés dans leurs diocèses. Je crois que l'Empereur verrait avec plaisir qu'il fût possible au gouvernement de proclamer la liberté des cultes, ce grand principe des sociétés modernes.

Des mesures énergiques seront prises pour réprimer le brigandage, cette plaie du Mexique, qui en fait un pays à part dans le monde et paralyse tout commerce, toute entreprise d'utilité publique ou privée, qui, pour prospérer, a besoin de sécurité.

Les tribunaux seront organisés de manière que la justice soit rendue avec intégrité et qu'elle ne soit plus le prix du plus offrant et dernier enchérisseur.

Tels sont les principes essentiels sur lesquels s'appuiera le gouvernement à établir. Ce sont ceux des peuples de l'Europe qui se distinguent entre tous...

J'invoque le concours de toutes les intelligences, je demande aux partis de désarmer et d'employer désormais leurs forces, non à détruire, mais à fonder. Je proclame l'oubli du passé, une amnistie complète pour tous ceux qui se rallieront de bonne foi au gouvernement que la nation librement consultée se donnera.

Mais je déclarerai ennemis de leur pays ceux qui se montreront sourds à ma voix conciliatrice, et je les poursuivrai partout où ils se réfugieront.

Dès le 16 juin, avec une hâte extraordinaire et plus nuisible que profitable, « le général de division, sénateur, commandant en chef l'expédition française,

considérant qu'il était urgent d'organiser les pouvoirs publics qui devaient remplacer l'intervention dans la direction des affaires du Mexique », signait d'après le rapport du ministre de l'Empereur, M. Dubois de Saligny, un décret ainsi conçu qui fut affiché sur les murs de la capitale :

Article premier. — Un décret spécial désignera, sur la présentation du ministre de l'Empereur, trente-cinq citoyens mexicains qui formeront une junte supérieure de gouvernement.

Art. 2. — Cette junte supérieure se réunira dans le local qui lui sera assigné, deux jours après la publication du décret de sa nomination...

Art. 6. — La junte supérieure procédera à la nomination de trois citoyens mexicains qui seront chargés du pouvoir exécutif et de deux suppléants pour ces hautes fonctions...

Art. 10. — La junte supérieure s'adjoindra pour former l'assemblée des notables deux cent quinze membres, pris parmi les citoyens mexicains, sans distinction de rang ni de classe.

Art. 11. — Pour faire partie de l'assemblée des notables, il faudra être âgé de vingt-cinq ans au moins et n'être frappé d'aucune incapacité politique ou civile...

Art. 14. — L'assemblée des notables s'occupera, avant toute autre question, de la forme du gouvernement définitif du Mexique. Le vote sur cette question devra réunir au moins les deux tiers des suffrages exprimés.

Art. 15. — Dans le cas où cette majorité des deux tiers ne serait pas acquise après trois jours de scrutin, le pouvoir exécutif prononcera la dissolution de l'assemblée des notables et la junte supérieure procédera sans délai à la formation d'une nouvelle assemblée. Les membres de l'assemblée précédente pourront être réélus...

Art. 17. — La première session sera de cinq jours : elle pourra être prorogée par le pouvoir exécutif...

Ce décret était une faute immense. Il était difficile de se montrer plus maladroit, de compromettre davantage la cause qu'on entendait servir. Il était difficile de méconnaître plus complètement les intentions de l'Empereur, de travestir plus directement ses instructions.

Et cependant ce n'était pas faute de les connaître. Il semble que l'Empereur se fût défié de la précipitation du général en chef et de son ministre, car il avait pris soin, à maintes reprises, de tracer le plan qu'il entendait voir suivre au Mexique, quant à la question politique.

Le 1er novembre 1862, il écrivait au général Forey[1] :

J'appréhende toutes les difficultés politiques que vous trouverez en arrivant à Mexico... Il m'est bien difficile d'ici de vous tracer une ligne de conduite bien arrêtée, mais voici les idées générales que je crois les plus pratiques : une fois maître du pays, il faudra que vous nommiez vous-même un gouvernement provisoire composé des hommes les plus recommandables et les plus dévoués à notre cause. Ce gouvernement devra vous aider à rétablir partout l'ordre et la régularité. Je vous envoie un Inspecteur général des Finances[2].

1. Cette citation et celles qui suivent sont empruntées à la copie des instructions de l'Empereur, laissée par le général Forey au général Bazaine dont nous avons déjà parlé page 114.

2. Cet inspecteur général était M. Villet, aujourd'hui conseiller maître à la Cour des Comptes. Tombé malade pendant la traversée, les médecins le firent débarquer à la Martinique pour revenir en France. Il fut remplacé dans sa mission au Mexique par

Je tiendrais beaucoup à ce qu'Almonte fît partie de ce gouvernement provisoire. *L'ordre une fois établi, je crois qu'il faudrait, avant de réunir une Chambre quelconque, faire voter tout le peuple mexicain sur la question de savoir, par* OUI *ou par* NON, *au moyen du suffrage universel, s'il veut une République ou une Monarchie.* Il ne faudrait jamais accepter la proposition d'un vote quelconque avant que nous ne soyons à Mexico et que vous ayez vous-même établi un gouvernement de votre choix, car sans cela nous risquerions d'être dupe de quelque escamotage...

Il revenait sur cette idée le 17 décembre 1862 :

La seule politique à suivre est de marcher sur Mexico, d'y installer un gouvernement des hommes les plus honorables que vous choisirez vous-même, et ensuite, *de faire voter par le suffrage universel, le peuple mexicain, sur la forme du gouvernement à établir.*

Le 14 février 1863, il reprenait son idée, en y ajoutant à peine un léger correctif :

Il faut qu'à Mexico vous soyez le maître sans en avoir l'air; il faut vous créer vous-même un gouvernement provisoire dans lequel Almonte pourra trouver sa place au milieu d'hommes énergiques et probes. Une fois la tranquillité rétablie, il faudra cousulter la nation, soit par une espèce de suffrage universel, soit en faisant nommer un congrès par ces moyens révolutionnaires dont le Mexique a la tradition et l'habitude...

l'inspecteur ordinaire qui l'accompagnait, M. Jacquême, aujourd'hui devenu inspecteur général, dont la perspicacité financière et les hautes capacités ne furent pas assez utilisées par le général en chef ou par M. Budin. Il était du petit nombre de ceux qui avaient le courage de dire toute leur pensée et cela suffit pour qu'on le tînt à l'écart. (Note d'Ernest Louet.)

Plus tard, le 14 avril 1863, il traçait à grands traits au commandant en chef la conduite générale à suivre. Après lui avoir conseillé « d'agir avec promptitude et énergie », afin de « frapper l'imagination des Mexicains par des coups redoublés, car l'échec de Puebla et les neuf mois de temporisation nous ont fait perdre beaucoup de notre prestige », il lui dictait les principales déclarations de son manifeste, et ajoutait : « Lorsque « ces mesures, et d'autres semblables, auront pu être « prises, et *qu'on aura répandu dans le pays mes inten-* « *tions et fait connaître le but de l'intervention, on pourra* « *alors consulter la Nation* de la manière que vous ju- « gerez la plus convenable. »

Issu du suffrage universel, Napoléon III se montrait ici fidèle à son origine, en recommandant d'en appeler au suffrage universel. S'il ajoutait un correctif en disant « une espèce de suffrage universel », il y avait là, non point un abandon du principe, mais une concession faite à des impossibilités matérielles. Les registres de l'état civil étaient fort mal tenus au Mexique, par conséquent, des difficultés insurmontables s'opposaient à ce que l'on fabriquât une liste générale des électeurs. En outre, une partie du pays était encore soustraite à l'occupation. Mais l'Empereur répète sans cesse le mot de Nation : c'était donc la nation qu'il fallait consulter et non point seulement quelques notabilités choisies uniquement dans la capitale.

De plus, la pensée de l'Empereur était bien claire : il ne voulait pas de précipitation, pas de vote « escamoté » à quelques individualités, groupées sous un

nom pompeux, et réunis à la hâte en quelques jours. Il tenait à ce qu'un gouvernement provisoire commençât par rendre au peuple mexicain l'apparence de son autonomie et de la liberté; puis, à l'abri de cet ordre de choses, on devait faire peu à peu pénétrer dans le pays entier ses intentions, c'est-à-dire son désir de voir la nation mexicaine recouvrer son indépendance sous un gouvernement qu'elle choisirait elle-même.

Mais les longues temporisations avaient sans doute donné au général en chef aussi bien qu'à notre ministre plénipotentiaire le désir d'en finir et de paraître triompher entièrement sans plus attendre. Un second décret, affiché le 18 juin sur les murs de Mexico, nommait membres de la junte supérieure de gouvernement :

MM. Pavon (Ignacio), ancien président de la Cour suprême, sous les présidences de Santa-Anna et de Miramon;
Dias de Bonilla (Manuel), ancien ministre de Santa-Anna et de Miramon;
Arrillaga (Basilio), prêtre de l'Ordre des Jésuites;
Larès (Theodosio), ancien ministre de Miramon;
Miranda (Xavier), prêtre, ancien ministre de Miramon;
Aguilar y Marocho, ancien ministre de Santa-Anna;
Andrade (Jose-Maria);
Arriola (Jose), prêtre;
Arroga (Jose), secrétaire général des Affaires étrangères, sous Miramon;
Castillo y Lanzas, ministre de Miramon;
Cervantès (Miguel), général;
Amable (Jose);
Arrango y Escandon;
Blanco (Santiago), général, ministre de la guerre, sous Santa-Anna;

MM. Crispin del Castillo;
Marin (Théophile), ministre de Miramon;
Miranda (Manuel), négociant espagnol;
Montoya, général.
Maldonado (Juan), ministre des Finances, sous Miramon;
Dominguez (Mariano), ancien directeur des Douanes;
Mangino (Fernando), représentant du Mexique en France, sous Santa-Anna;
Moran (Antonio), ancien directeur au Ministère de la Justice, sous Miramon;
Mora y Willamil, général;
Montjardin;
Muñoz y Muñoz;
Ortigoza (Jose-Lopez);
Rojas (Gerardo);
Sepulveda (Ignacio), ancien juge;
Sollano (Jose), prêtre;
Tejada (Manuel);
Tovar (Urbano), secrétaire du Trésor, sous Miramon;
Vergara (Pablo);
Woll (Adrien), Français, fait général mexicain par Santa-Anna;
Velasquez de Léon (Joaquin), ingénieur des mines;
Ximenez (Manuel), médecin.

Tous appartenaient au parti qui avait combattu Juarez; tous, à l'exception d'un seul, habitaient Mexico et ne représentaient par conséquent que la capitale.

Réunis, pour la première fois, le 21 juin, ils constituèrent comme gouvernement provisoire un triumvirat composé de :

M. le général Almonte;
Mgr Labastida, archevêque de Mexico;
M. le général Salas.

Les deux suppléants, désignés conformément au décret, furent :

Mgr Ormeachea, évêque de Tulancingo, et M. Pavon.

Le général Almonte devenait, par son rang d'élection, président du nouveau gouvernement.

Depuis quinze mois déjà, il occupait la scène politique. Arrivé à Vera-Cruz à la suite des premières troupes françaises, il s'était, ainsi qu'on l'a vu, proclamé, dès le début, chef suprême de la nation. Dépouillé de cette fonction, d'ailleurs purement nominale, par le général Forey, il attendait son heure, comptant sur les sympathies qu'il avait laissées aux Tuileries, et sur les événements qui devaient, tôt ou tard, lui donner un rôle prépondérant dans les affaires de son pays.

Né en 1809, Juan-Nepomucène Almonte passait pour être le fils de l'abbé Morelos, l'un des promoteurs de l'Indépendance mexicaine. Celui-ci emmenait l'enfant avec lui pendant l'insurrection, et l'envoyait en lieu de sûreté *à la montagne* (*al monte*) lorsqu'il avait à combattre; de là lui serait venu son nom. Son père l'avait doté, dès son enfance, du grade de colonel, ainsi qu'un héritier de race royale.

Almonte apparaît pour la première fois sur la scène politique pendant la révolution de 1828, lorsque Santa-Anna et Guerrero se soulevèrent contre le président élu, Pedraza. Guerrero, proclamé président, nomma le jeune Almonte secrétaire d'ambassade à Londres. Il y resta quatre années.

Rentré au Mexique, il fit, en 1836, la campagne du Texas, comme aide de camp du général Santa-Anna.

En 1839, Bustamante le nomma ministre de la Guerre.

Santa-Anna, devenu président, l'envoya comme ministre du Mexique aux États-Unis. Paredès, qui n'occupa le pouvoir que quelques mois, le nomma en la même qualité à Paris ; mais, au lieu de se rendre à son poste, Almonte s'arrêta à la Havane, pour conspirer avec Santa-Anna le renversement de Paredès. La révolte de Guadalajara leur permit à tous deux de rentrer au Mexique, et Santa-Anna le prit pour son ministre de la Guerre. Néanmoins, lors des hostilités contre les États-Unis, Almonte se lia avec Juarez et les députés progressistes, qui furent les plus vifs adversaires de Santa-Anna.

Après la paix, il se porta candidat à la présidence. Battu par le général Arista (1850), il se tint quelques années à l'écart. Miramon, nommé président en 1859, le nomma ministre auprès de la France et de l'Espagne. C'est alors qu'il signa à Paris avec M. Mon, ambassadeur d'Espagne, le règlement de toutes les difficultés pendantes, — et qu'il trouva à la cour de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie l'accueil bienveillant et sympathique, d'où devaient sortir les projets d'intervention française et de rétablissement de la monarchie.

D'un caractère doux, de manières affables et distinguées, ambitieux, très intelligent, et sachant dissimuler avec une habileté extrême, Almonte était expert

en intrigues politiques : il ne se piquait point de fidélité exagérée.

Tel était l'homme qui prenait la responsabilité du pouvoir, comme il avait pris celle d'appeler les étrangers dans son pays.

Après lui venait l'archevêque de Mexico. Mgr Labastida, dont on disposait sans son assentiment, puisqu'il habitait Rome depuis trois années, était un prêtre jeune actif, insinuant, d'une volonté tenace, et inféodé par sa position et ses idées au parti clérical intransigeant.

Quant au troisième membre du triumvirat, le général Salas, doyen des généraux mexicains, c'était une vieillard de soixante-douze ans. Président intérimaire de la République pendant un mois en 1846, il n'apportait au gouvernement d'autre force que son honorabilité, et il ne pouvait donner que sa signature.

Mgr Ormeacha remplaça Mgr Labastida jusqu'à son retour.

Le 29 juin, la Junte supérieure nomma deux cent quinze notables, qu'elle s'adjoignit aussitôt pour former l'assemblée, à laquelle était remis le droit de décider du gouvernement à donner au Mexique. Tous étaient naturellement choisis parmi les partisans de l'intervention, dans le parti réactionnaire. Ce semblant de congrès, qui ne représentait en réalité que le général Almonte et M. Dubois de Saligny, se réunit au Palais national le 8 juillet, et, après avoir décerné la présidence à M. Teodosio Larès, se forma en comité secret pour délibérer. L'appel nominal constata la présence de 231 membres.

Le 10 juillet, à midi, s'ouvrit la seconde séance publique. M. Aguilar donna lecture d'un rapport qui, après avoir établi que le système républicain avait été la cause de tous les maux dont souffrait le Mexique, présentait la monarchie comme seule capable de les réparer, et de réfréner la démagogie. Il se terminait par les propositions suivantes :

Article premier. — La nation adopte pour forme de gouvernement la monarchie tempérée, héréditaire sous un prince catholique.

Art. 2. — Le souverain prendra le titre d'Empereur du Mexique.

Art. 3. — La couronne impériale du Mexique est offerte à S. A. I. le prince Ferdinand-Maximilien, archiduc d'Autriche, pour lui et ses descendants.

Art. 4. — Dans le cas où, par des circonstances qu'on ne peut prévoir, l'archiduc Ferdinand-Maximilien ne prendrait pas possession du trône qui lui est offert, la nation mexicaine s'en remet à la bienveillance de S. M. l'Empereur Napoléon III pour qu'il désigne un autre prince catholique à qui la couronne sera offerte.

Mis aux voix, ces articles furent successivement adoptés, le premier par 229 voix contre 2, le second et le troisième à l'unanimité, le quatrième par 222 voix contre 9.

Il faut avouer que ce dernier article dépassait en maladresse tout ce qui avait été fait jusqu'ici. Comment ne comprit-on ce qu'il y avait de honteux pour une nation qu'on disait indépendante de s'en remettre à la volonté d'un souverain étranger, et, d'autre part, ce qu'il y avait de particulièrement désagréable pour

Napoléon III de lui donner ainsi, vis-à-vis du Mexique, l'apparence d'un maître qui veut exercer une tutelle absolue, alors qu'il la repousse de toutes ses forces?

Après cet acte de servilisme, l'assemblée fit un acte de courtoisie : elle vota des remerciements à l'Empereur des Français pour la protection accordée par lui à la nation mexicaine. Elle eût dû s'en tenir là.

La séance était à peine terminée que la nouvelle des résolutions votées se répandait par la ville. Et aussitôt les rues de Mexico s'emplissent de bruit, de tumulte. La population, joyeuse de tout changement, n'ayant aucune raison de regretter le passé, n'en ayant point encore de redouter le présent, se livre à des démonstrations bruyantes qu'on peut interpréter comme une adhésion spontanée. Le gouvernement provisoire saisit cette occasion, et fait publier immédiatement la proclamation de l'Empire.

Le lendemain, il entre en fonctions, et son premier soin est de faire chanter un *Te Deum* dans la cathédrale. C'est par là, paraît-il, que débutent tous les gouvernements.

Le général Forey croyait avoir merveilleusement accompli sa mission, et M. Dubois de Saligny se flattait d'être enfin arrivé au but, en faisant proclamer l'empire de Maximilien, suivant les ordres de Napoléon III, mais c'était leur tour d'être le jouet d'illusions : le réveil ne se fit point attendre.

Les rapports détaillés sur la prise de Puebla étaient arrivés en France dans les derniers jours de juin, en même temps que le télégraphe de New-York y trans-

mettait la nouvelle de l'entrée de nos troupes dans Mexico. Succès tardifs, trop péniblement et trop chèrement achetés pour faire oublier les échecs subis et les inquiétudes éprouvées.

Sans doute, l'Empereur, harcelé sans relâche par l'opposition, luttant contre les impressions défavorables de presque tout le pays contraire à la guerre, apprit avec bonheur des résultats qui arrêtaient pour quelque temps les clameurs hostiles. Ce n'était point ce qu'il avait rêvé : ce n'était point ce qu'on lui avait promis. Aussi, après avoir sacrifié à M. Dubois de Saligny et l'amiral Jurien de la Gravière et le général de Lorencez, reconnut-il enfin l'erreur dans laquelle on l'avait fait tomber.

Il ne s'était pas rendu tout de suite, et, dans sa confiance absolue aux dires de notre ministre, il avait cherché mille explications spécieuses pour les faits qui sans cesse venaient la battre en brèche. Cependant il ne pouvait méconnaître la sincérité de l'amiral Jurien de la Gravière, et déjà il lui rendait justice en le nommant son aide de camp, et en le maintenant à la tête de l'escadre française. Puis, plus tard, lorsqu'il apprit, non pas l'échec du 5 mai, qu'il attribua à la seule maladresse du général de Lorencez, mais les difficultés de toutes sortes rencontrées par nos armes' sa foi en M. Dubois de Saligny commença à faiblir. Quand enfin il vit que, malgré les 36 000 hommes envoyés au Mexique, les populations, loin de se soulever, loin de nous acclamer, se préparaient à une résistance sérieuse ; que le second siège de Puebla se

poursuivait long et meurtrier, et qu'il fallait plus d'une année à une véritable armée française, non pas même pour soumettre tout le pays, mais pour s'emparer de deux grandes villes, il comprit combien il avait été trompé par ceux en qui il avait placé sa confiance. Cette fois, la preuve était faite : il ordonna le rappel immédiat de M. Dubois de Saligny.

Cette disgrâce punissait l'homme, mais elle ne réparait rien, par malheur. Quant au général Forey, il n'avait satisfait qu'à demi Napoléon III. On lui avait tout accordé, les hommes, le matériel, l'argent, et il avait perdu de longs mois dans l'inaction ; puis, devant Puebla, il avait montré peu de coup d'œil militaire et peu de décision. Sans le général Bazaine, le siège se fût peut-être éternisé dans cette guerre des cadres qui causait tant de pertes sans procurer grand résultat. Lui aussi fut rappelé, mais sa bravoure, son patriotisme, les services rendus par lui le protégèrent contre une disgrâce ouverte ; l'Empereur l'éleva à la dignité de maréchal, et trouva dans cette haute récompense un prétexte honorable à lui retirer son commandement.

C'est avec bonheur, lui écrivait-il le 16 juillet 1863, que j'ai appris l'entrée de mes troupes à Mexico, et maintenant je pense que la résistance ne sera plus sérieuse. Quand ma lettre vous parviendra, il y aura trois mois que Mexico est en notre pouvoir, je considère donc comme terminée l'expédition militaire.

Dans cette circonstance, je crois inutile que vous prolongiez votre séjour au Mexique.

Un maréchal de France est un trop gros personnage pour

le laisser se débattre dans des intrigues et des détails d'administration.

Je vous autorise donc, dès que vous le jugerez convenable, de déléguer tous vos pouvoirs au général Bazaine, et de revenir en France jouir de vos succès et de la gloire légitime que vous avez acquise.

Saligny doit être, je pense, déjà parti; s'il ne l'était pas, vous l'amèneriez avec vous. J'enverrai d'ici un ministre plénipotentiaire...

Il ne faudrait pas prendre dans leur sens rigoureux tous les termes de cette lettre, et croire que l'Empereur conservait encore des illusions sur sa conquête. Non, il avait hâte de voir rentrer en France le maréchal Forey, dont il redoutait la faiblesse en matière politique, et pour ne pas lui donner des raisons de rester, il se plaisait à répéter après lui que l'expédition militaire était terminée.

Il savait bien que l'entrée à Mexico ne nous donnerait pas tout le pays; il le prévoyait dans une lettre du 14 avril 1863, où l'on trouve ce passage : « Dès que vous serez à Mexico, ayez des colonnes mobiles de quinze cents à deux mille hommes, dont la moitié pourrait être composée de Mexicains, pour occuper Morelia, Guadalajara et San-Luis. Il faudrait occuper les ports de la côte, comme Tampico et surtout Matamoros, qui peut nous mettre en relation avec l'Amérique du Sud... » Il ne rappela pas un seul bataillon...

Il comptait sur l'énergie et l'habileté du nouveau commandant en chef, le général Bazaine, et il avait hâte de lui voir prendre en mains la direction militaire et politique.

Lorsqu'il apprit la singulière façon dont on avait réuni un congrès, le vote de ce congrès et la composition du gouvernement provisoire, ses appréhensions augmentèrent. Il n'est pas téméraire de penser qu'à ce moment, il aurait bien voulu avoir en face de lui, au Mexique, un gouvernement quelconque, autre que celui de Juarez avec lequel on avait refusé d'entrer en relations avant la guerre et avec lequel on ne pouvait traiter après la victoire, pour terminer une entreprise qui n'avait offert ni les facilités promises ni donné les avantages espérés.

Malheureusement les choses n'étaient plus entières, et il fallait continuer à marcher dans la voie où le vote du congrès nous avait engagés. Toutefois l'Empereur ne le considéra pas comme un vote définitif; tout au plus consentit-il à le regarder comme une indication. On verra dans sa lettre du 12 septembre ce qu'il en disait : « La nomination hâtive (de l'archiduc « Maximilien) a eu le grand tort de ne pas paraître, en « Europe, l'expression légitime des vœux du pays. »

Dès le 30 juillet, de Vichy, il exposait avec la plus complète franchise sa pensée au nouveau commandant en chef.

Cette lettre est la première de la série de correspondances confidentielles que l'Empereur adressa au général Bazaine. Comme toutes celles que nous reproduisons dans la suite de ce récit, elle est inédite : nous la copions sur l'original même. Ces documents sont d'une importance capitale, car ils n'ont point les inconvénients des pièces officielles où la

vérité est toujours plus ou moins déguisée, ils en ont les avantages en ce sens que leur authenticité ne saurait être mise en doute. Par là, nous avons l'inestimable avantage de pouvoir donner au lecteur la pensée *vraie* de l'Empereur, comme, grâce au même procédé, nous donnerons aussi celle du ministre de la Guerre, et des divers personnages mêlés à la question du Mexique.

Voici cette première lettre :

Vichy, 30 juillet 1863.

Mon cher général,

Par le dernier courrier, j'ai donné l'ordre au maréchal Forey de rentrer en France, dans la pensée que celui qui avait dirigé les opérations militaires jusqu'ici ne devait pas présider à l'organisation du pays.

Je vous ai investi de la double autorité militaire et diplomatique, persuadé que vous avez tout ce qu'il faut pour mener à bien une entreprise à la réussite de laquelle vous avez eu une grande part.

Le maréchal Forey vous aura communiqué, je pense, mes instructions; elles consistent à appeler à soi les hommes honorables de tous les partis, *établir un gouvernement provisoire qui consulterait la nation sur la forme du gouvernement définitif, protéger l'établissement d'une monarchie, si cela est d'accord avec le vœu du plus grand nombre.*

Organiser le pays militairement et sous le rapport financier et administratif. Ne point faire de réaction. Ne point revenir sur la vente des biens du clergé. Enfin tâcher de pacifier le pays, en employant surtout des troupes mexicaines dans ce but. J'ai déploré les arrêtés de Forey au sujet de la confiscation des biens des hommes hostiles, et *j'ai peur que le triumvirat nommé à Mexico ne soit trop réactionnaire.*

A cette distance il est bien difficile de donner des instruc-

tions précises, car c'est sur les lieux seuls qu'on peut juger de l'état des choses. Je me borne donc à vous dire que je vous laisse libre d'agir comme vous l'entendrez le mieux pour établir au Mexique un gouvernement stable qui régénère ce beau pays.

Recevez, mon cher général, l'assurance de mon amitié.

NAPOLÉON.

Le général Bazaine, malgré les ordres de l'Empereur, ne devait pas prendre tout de suite la direction des affaires. Le maréchal Forey, qui ne comprenait point les motifs de son rappel, et M. Dubois de Saligny, qui s'expliquait mal les raisons de la mesure prise contre lui, n'étaient nullement pressés de partir, et ils retardèrent en effet leur départ plusieurs mois encore, sous divers prétextes.

Pendant ce temps, une députation nommée par le Congrès se rendait en Europe, auprès de l'archiduc Maximilien, pour lui faire part du « *vœu de la nation* » tandis que le gouvernement provisoire, de concert avec les Français, s'efforçait de préparer les voies à une restauration monarchique. Il s'était intitulé « *Régence de l'Empire* » et prétendait gouverner au nom de *Maximilien Ier, empereur du Mexique.*

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉGENCE

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉGENCE

CHAPITRE PREMIER

Délégation envoyée à Miramar. — M. Gutierrez de Estrada. — L'archiduc Ferdinand-Maximilien. — Sa naissance au château de Schœnbrunn (6 juillet 1832). — Son enfance. — Sa vocation pour la marine. — Lieutenant de vaisseau. — Ses voyages. — Amiral et commandant en chef de la marine militaire. — Trieste. — Pola. — Projet de réorganisation des services et chantiers de la marine. — Voyage à Jérusalem. — En Égypte. — Naples et Toulon. — Paris. — Bruxelles. — Le roi Léopold. — La princesse Charlotte. — Annonce officielle de son mariage avec l'archiduc Maximilien (8 novembre 1856). — Le royaume Lombard-Vénitien. — Maximilien nommé gouverneur. — Mariage de l'archiduc avec la princesse Charlotte (27 juillet 1857). — Attentat d'Orsini. — M. de Cavour. — Entrevue de Plombières. — Incident du 1er janvier 1859. — L'archiduc relevé de ses fonctions. — Déclaration de guerre. — Maximilien grand amiral et chef suprême de la marine impériale. — Magenta. — Solférino. — Paix de Villafranca. — Disgrâce de Maximilien — Excursions maritimes. — *La Fan taisie.* — Voyage au Brésil. — Madère. — Miramar. — Travaux et écrits sur la marine. — La couronne du Mexique.

Il ne suffisait pas de proclamer l'empire ; il fallait encore s'assurer du consentement de l'empereur.

Une délégation choisie parmi les membres de l'as-

semblée des notables fut chargée de se rendre à Miramar pour offrir définitivement la couronne à l'archiduc Maximilien. Elle se composait de trois anciens ministres, MM. Velasquez de Léon, Ignacio Aguilar, Xavier Miranda, du général Woll, de MM. Suarez Peredo, Landa, Escandon et Iglesias. Ils devaient passer à Paris et là s'adjoindre M. Gutierrez de Estrada, le doyen du parti manarchique, dont les efforts étaient ainsi couronnés de succès, et M. Hidalgo, ancien chargé d'affaires du Mexique à Rome.

Les délégués quittèrent Mexico, le 18 août 1863...

Le prince, duquel ils attendaient, sinon la régénération de leur pays, du moins sa pacification définitive sous un gouvernement régulier, semblait admirablement apte au rôle difficile et glorieux qu'on lui destinait. Il avait en maintes circonstances donné des preuves de son caractère élevé, de ses idées larges et généreuses, de son libéralisme éclairé. Si les princes sur le trône étaient toujours ce qu'ils ont fait espérer avant d'y monter, Maximilien promettait au Mexique un souverain accompli.

Il était né le 6 juillet 1832, dans le château de Schœnbrunn, au moment même où un autre prince, écrasé sous un nom, sous un titre qui semblaient alors une singulière ironie, fils de France ravi par l'Autriche, plus haï pour son père qu'aimé pour sa mère, premier et dernier rejeton direct d'une race qui, toute vaincue qu'elle fût, causait encore un inconscie ' effroi, au moment où le roi de Rome s'éteignait vingt et un ans, victime d'un mal inconnu.

Malgré cette tombe, qui de si près côtoyait le berceau du nouveau-né, ses parents, qui ne croyaient point aux présages et qui ignoraient l'avenir, se réjouirent de cette naissance : c'était un second fils que l'archiduchesse Sophie venait de donner à son époux, l'archiduc François-Charles. L'enfant était le frère de François-Joseph, qui devait prendre la couronne impériale en 1848, au milieu des circonstances les plus difficiles, et opposer aux malheurs publics et privés, qui l'ont assailli et qui l'assaillent encore, une noble constance et une admirable résignation.

Frêle, délicat, Maximilien, sans les soins attentifs de sa mère, n'aurait peut-être pas vécu. Grâce à elle, sa constitution finit par triompher de sa faiblesse, et l'enfant se métamorphosa en un homme robuste, capable de supporter toutes les fatigues. Il n'oublia jamais ce qu'il devait à celle qui l'avait fait, pour ainsi dire, deux fois son fils, et quand, pendant les journées orageuses de 1848, les cris de mort, préludes de violences plus terribles, poursuivaient l'archiduchesse Sophie, on pouvait voir Maximilien faire à sa mère, avec son frère aîné François-Joseph, un rempart de son corps.

Ce furent de sombres jours pour la Maison d'Autriche, que ces jours où le vieil Empire passa des mains de l'empereur Ferdinand dans celles de François-Joseph. Maximilien n'avait que seize ans, mais il assista avec ses frères au grand conseil tenu le 2 décembre 1848, dans la salle du Couronnement où devait s'accomplir cette imposante cérémonie. Ame fière et tendre, quelle fût son émotion quand il entendit le prince de

Schwarzenberg lire à haute voix l'acte par lequel l'archiduc François-Joseph était déclaré majeur ; l'acte de renonciation au trône, signé par l'archiduc François-Charles, son père ; enfin l'acte d'abdication de Ferdinand en faveur de son neveu, et qu'il assista à la proclamation du nouvel empereur, sous le titre de François-Joseph Ier !

Chacun, à l'exception des deux empereurs, apposa ensuite sa signature sur le procès-verbal qui constatait ce changement de règne. Ici se place un incident bien significatif : M. de Hubner venait de signer le dernier, et exprimait l'intention de conserver la plume qui avait servi dans cette solennelle circonstance, lorsque Maximilien, dont les yeux rouges de larmes trahissaient les sentiments intimes, s'élance vers lui, et lui prend la plume des mains, en disant : « J'ai plus « de droits que vous, monsieur de Hubner, à la gar- « der comme une relique de famille. » Elle se trouve encore aujourd'hui parmi les souvenirs historiques entassés dans le palais de Miramar...

Ce jeune prince, que les siens appelaient l'*observateur attentif*, se montra le frère le plus dévoué tout le temps que l'empereur eut à lutter par les armes pour maintenir l'intégrité de ses États. Quand l'ordre fut rétabli, il songea à se rendre utile ; obéissant au goût très vif qui le portait vers la marine, il sollicita et obtint l'autorisation de faire son premier voyage. Il visita ainsi Athènes, Smyrne, et revint plus épris que jamais de la mer. Dès le 26 octobre 1850, il annonça publiquement sa résolution d'entrer dans la marine autri-

chienne, et prit l'uniforme de lieutenant de vaisseau.

L'année suivante, il put naviguer vraiment. La frégate la *Novara,* dont le nom se trouve, comme par une fatalité, associé à toutes les phases joyeuses ou lugubres de son existence, fut le premier bâtiment sur lequel il s'embarqua en qualité d'officier, et où il se fit un honneur d'accomplir tous les devoirs de sa fonction.

Ces premières navigations, en 1852 et en 1853, ne furent guère que des voyages d'agrément. Il en profita pour voir Messine, Naples, l'île d'Elbe, la Corse, Gibraltar, Lisbonne, Tanger et Alger ; il fit aussi une croisière sur les côtes de Dalmatie.

Enfin, le moment arriva où sa vocation reçut une satisfaction complète. Le commandement supérieur de la marine autrichienne était confié depuis plusieurs années à un général d'artillerie, le comte François de Wimpfen. L'empereur céda aux sollicitations de son frère : deux décrets appelèrent le général de Wimpfen au commandement du 1er corps d'armée, et nommèrent l'archiduc Ferdinand-Maximilien amiral et commandant en chef de la marine militaire. Ces décrets étaient datés du 10 septembre 1854 ; un mois après, le prince venait prendre à Trieste possession des hautes fonctions qui lui étaient confiées.

Il entendait faire, non le prince, mais le marin.

Avec une ardeur infatigable, il voulut présider à tout, examiner tout par lui-même. La marine autrichienne, sous la direction d'un général d'artillerie, existait à peine : peu de matelots, peu de navires, point de port. Il se rendit à Pola, et là, il traça lui-même le

plan des chantiers de construction qu'il rêvait d'élever au fond de cette rade magnifique pour en faire le grand port militaire de l'Autriche ; il indiquait aux alentours les points à fortifier pour le rendre inabordable aux flottes ennemies.

Puis il présenta à son frère, qui y donna son approbation, un volumineux projet de réorganisation des services de la marine. Entre temps il reprenait la mer. L'Orient l'attirait : en juin 1855, il se dirigea du côté de la Terre Sainte. Il se passa, dans ce voyage, un fait digne d'être relaté.

C'était dans la petite rade de Kaïffa, au pied du mont Carmel : le prince eut envie de visiter le couvent de Franciscains élevé en cet endroit, et se fit annoncer au supérieur. Depuis sept cents ans, les couleurs françaises flottent au-dessus de tous les couvents de la Terre Sainte. Le prince aperçut notre pavillon au moment où il se disposait à monter au Carmel ; il envoya aussitôt un de ses officiers demander qu'à son arrivée le couvent arborât les couleurs autrichiennes. Il ne doutait point qu'on ne s'empressât d'accéder à son désir. Mais le supérieur fit répondre que, si honoré qu'il fût de la visite de l'archiduc, cette marque d'honneur ne pouvait le rendre ingrat vis-à-vis de la France, protectrice des chrétiens d'Orient, et il refusa de changer son pavillon.

Un prince allemand recevrait-il aujourd'hui la même réponse?

L'archiduc ne comprit pas le sentiment de gratitude si naturel chez ces religieux ignorants de la politique, et repartit sans monter au couvent.

Il visita la Terre Sainte, Jérusalem, Damiette, traversa l'isthme de Suez dont un hardi Français préparait alors le percement, et parcourut toute la haute Égypte. Ces pays, où les Pharaons ont laissé de si gigantesques monuments, souvenirs toujours vivants de leurs races détruites, firent une profonde impression sur son esprit. Il emporta de là tout ce qu'il put trouver de vases, de bas-reliefs, de pierres hiéroglyphiques, de momies et de sarcophages; mais ce qu'il ne put emporter, ce sont ces massifs de lauriers-roses et ces forêts de palmiers qui font l'éternelle parure des bords du Nil, et qui le plongeaient dans une admiration sans fin. Quel spectacle lui furent les ruines de Thèbes aux cent portes! Il ne pouvait se décider à quitter cette terre de merveilles.

Il dut se résigner pourtant à reprendre son voyage. Il regagna Alexandrie, et de là cingla vers Naples, puis vers Toulon. Dès qu'il fût dans ce port, l'empereur Napoléon III l'invita à venir à Paris ; mais il ne se rendit pas à l'appel, cette année-là. Il n'osa point faire cette démarche sans l'assentiment de son frère.

Il l'obtint l'année suivante. Le voyage à Paris n'était peut-être qu'un prétexte pour en motiver un autre, car il était déjà question pour lui d'un mariage avec la princesse Charlotte, fille du roi des Belges, et il tenait à passer à Bruxelles, afin de voir par lui-même celle qu'on lui destinait pour femme.

Depuis la Restauration, aucun prince de la maison d'Autriche n'était venu en France. Napoléon III reçut l'archiduc avec une bonne grâce parfaite, et témoigna

de la vive satisfaction qu'il avait à le voir. La population de Paris fut pleine de sympathique déférence pour ce grand jeune homme élancé, aux cheveux blonds, aux allures à la fois princières et familières, à la distinction charmante, qu'elle rencontrait souvent, curieux d'observer et de voir, et si reconnaissable malgré son incognito. Le prince, quelque peu imbu de préjugés, qui s'expliquent assez chez un petit-neveu de Marie-Antoinette, remarqua, non sans étonnement, cette attitude d'une population jadis si cruelle.

Quelques jours après, il était à Bruxelles.

Le roi Léopold avait accueilli avec beaucoup d'empressement l'idée de marier sa fille au frère de l'empereur d'Autriche : aussi accourut-il, du château de Laeken, pour recevoir l'archiduc avec le cérémonial usité pour les souverains. La jeune princesse l'accompagnait. Et l'entrevue qui suivit fit plus pour l'union projetée que les négociations des diplomates.

Mariage princier, mariage d'amour : que de fois ces deux noms, loin de se trouver accouplés, ont été opposés l'un à l'autre ! Ici rien de semblable : le jeune prince se laissa charmer par les grâces de la princesse plus jeune encore que lui, et, sur son visage aux traits fins, aux regards profonds, il crut voir le reflet d'une âme candide et bonne, comme lui enthousiaste, comme lui éprise des grandes choses ; et, dans les journées qui suivirent, alors que l'intimité patriarcale du château de Laeken remplaçait heureusement les cérémonies officielles, il rêva de faire d'un mariage princier un mariage d'amour.

De son côté, la princesse Charlotte, fière peut-être de se sentir choisie pour elle-même, heureuse de songer qu'un tel mariage la mettrait sur la première marche du trône [1], accueillit avec bonheur cette brillante perspective.

La diplomatie n'avait plus qu'à régler une union consentie et désirée par les seuls intéressés.

Bientôt les journaux officiels annoncèrent comme décidé le mariage de l'archiduc Ferdinand-Maximilien avec la princesse Charlotte-Marie-Amélie-Clémentine-Léopoldine, fille de Léopold Ier, roi des Belges (8 novembre 1856). Il fut convenu toutefois que cette union ne serait consacrée que quelques mois plus tard, lorsque la fiancée, née le 7 juillet 1840, aurait atteint l'âge de dix-sept ans révolus.

Pendant les préparatifs de ce mariage, les événements suivaient leur cours, pleins de sombres prévisions pour l'Autriche.

Les traités de 1815 avaient pu lui donner le royaume Lombard-Vénitien, mais non point faire que les populations de ces belles provinces oubliassent la patrie de leur choix, et acceptassent, sans espoir de libération, la soumission à leur puissante voisine.

L'empereur François-Joseph, préoccupé de ces sentiments hostiles, avait entrepris de réconcilier les Italiens avec la couronne d'Autriche. Dans ce but, il

1. L'empereur François-Joseph n'avait point encore d'héritier mâle. Depuis la mort de l'archiduc Rodolphe, Maximilien, s'il avait vécu, serait aujourd'hui le successeur désigné de la couronne impériale d'Autriche.

tint à séjourner en Vénétie et en Lombardie pendant l'hiver 1856-1857 ; puis, sentant le besoin d'un aide, dans cette tâche difficile, il ne crut point en trouver un meilleur que l'archiduc Maximilien, et, dans une lettre datée de Milan, il le nomma gouverneur général du royaume Lombard-Vénitien (28 février 1857).

Si quelqu'un pouvait assumer une telle entreprise avec chance de succès, c'était assurément le prince qu'on avait choisi. Des mesures sages, des concessions habiles signalèrent les premiers jours de son gouvernement, et firent bien augurer de son administration. Mais le Piémont, qui surveillait avec un soin jaloux l'état des esprits dans ces provinces qu'il regardait toujours comme siennes, comprit bien vite quel tort faisait à sa cause la politique libérale du nouveau gouverneur. Il avait alors à sa tête un ministre d'une intelligence hors ligne, d'une finesse extraordinaire, et qui, supérieur de beaucoup à M. de Bismark qui, lui, eut à sa disposition des forces énormes pour l'accomplissement de son œuvre, sut arriver à la délivrance de son pays et à l'unité de l'Italie sans argent, sans armées, et donna une telle impulsion à sa politique que, même après sa mort, les résultats les plus heureux pour sa patrie sortirent des événements les plus néfastes en apparence. Que fut devenue la Prusse battue à Sadowa ou à Metz? L'Italie, elle, a grandi par ses défaites !

M. de Cavour avait eu la suprême adresse d'intéresser à ses projets un des plus puissants souverains de l'Europe.

Un soir, après un dîner aux Tuileries, Napoléon III, cédant aux séductions de la parole artificieuse et habile du ministre piémontais, s'était laissé aller à lui dire :

— Que peut-on faire pour l'Italie?

— La question est trop grave et vient de trop haut, répliqua le ministre, pour que je ne demande point à Votre Majesté la permission de ne lui donner ma réponse que par écrit.

— Eh bien! je l'attendrai, dit l'Empereur.

Ceci se passait en 1855. Au mois de janvier 1856, Napoléon III reçut un long mémoire peignant la déplorable situation de la Péninsule italienne. M. de Cavour s'emparait petit à petit de la volonté de son grand allié.

Fort de l'appui tacite du gouvernement français, il ne craignit pas de rompre les relations diplomatiques avec l'Autriche, dès qu'il vit les effets du régime nouveau institué par l'archiduc Maximilien. La décision ne manquait pas d'audace. Un événement qui eût pu tout perdre sauva tout. Ce sont de ces chances étonnantes que la Fortune met quelquefois au service des habiles!

Dans la nuit du 14 janvier 1858, les cours européennes apprenaient avec stupeur qu'un attentat venait d'être commis à Paris par quatre Italiens contre la personne de l'Empereur des Français. Orsini, Pierri, Gomez et Rudio, membres de ces sociétés secrètes qui conspiraient depuis trente ans pour l'indépendance de l'Italie, avaient tenté d'assassiner Napoléon III.

Il n'entre pas dans le cadre de ce récit d'étudier ni

d'approfondir les causes de la guerre d'Italie. Il suffit de savoir que cet attentat enflamma toutes les imaginations. Les lettres d'Orsini, dans lesquelles il désavouait son forfait et suppliait Napoléon III de donner à l'Italie son secours tout-puissant, produisirent un effet immense, et eurent dans l'Europe entière un retentissement profond, précurseur de graves complications. C'était l'agitation avant la tempête.

Malgré ces terribles symptômes, Maximilien ne se décourageait pas et ne se laissait point détourner de la tâche entreprise. Son mariage était maintenant un fait accompli; le 27 juillet 1857, il avait épousé la princesse Charlotte et le couple princier était venu s'installer au centre de ce royaume Lombard-Vénitien, objet de l'attention du monde entier.

M. de Cavour poursuivait toujours ses desseins. Au mois de juillet 1858, il vint passer quarante-huit heures à Plombières; il y vit l'Empereur et il en obtint une promesse formelle de secours.

C'est dans cette entrevue que furent stipulés, verbalement il est vrai, mais avec toute la précision d'une convention écrite, le mariage du prince Napoléon avec la princesse Clotilde, l'appui armé de la France contre une attaque de l'Autriche, la constitution, dans l'Italie du Nord, d'un royaume d'environ douze millions d'habitants au profit de Victor-Emmanuel, et enfin la cession de la Savoie et du comté de Nice à la France. La date seule restait à fixer, et l'empereur Napoléon s'en était réservé le choix avec un de ces sourires qui signifiaient qu'elle ne se ferait pas longtemps attendre. M. de

Cavour savait d'ailleurs mieux que personne le moyen de précipiter les événements.

On connaît l'incident du 1er janvier 1859. Pendant la réception du corps diplomatique aux Tuileries, l'Empereur, s'adressant à l'ambassadeur d'Autriche, M. de Hubner, lui dit :

« Je regrette que nos relations avec votre gouverne-
« ment ne soient pas aussi bonnes que par le passé ; mais
« je vous prie de dire à votre souverain que mes senti-
« ments personnels à son égard ne sont pas changés. »

L'archiduc Maximilien resta pétrifié en recevant la dépêche qui contenait ces paroles ; puis, la montrant au docteur Illeck et au baron de Pont, qui se trouvaient alors près de lui, il leur prédit clairement la guerre dont elles n'étaient que le prélude. Dès le 3 janvier, il envoya l'archiduchesse sa femme au château de Miramar, superbe résidence qui venait enfin d'être terminée, et il resta seul sur la brèche, décidé à lutter jusqu'au bout pour l'honneur de son nom et la gloire de la Maison d'Autriche.

Mais sa douceur, son libéralisme, son désir de conciliation ne faisaient point l'affaire du parti militaire, alors prépondérant dans les conseils du souverain. Celui-ci se décida, sur les instances du comte Buol, à retirer à l'archiduc son gouvernement général. Le 21 avril, dans la soirée, Maximilien recevait au château de Monza la lettre suivante :

Mon cher frère, archiduc Ferdinand-Maximilien,

L'attitude calme que manifeste la population de mon royaume Lombard-Vénitien, au milieu de l'agitation provo

quée par des influences extérieures, et l'obéissance pleine de zèle, avec laquelle on s'est conformé, même dans ces derniers temps, aux mesures légales de mon gouvernement et on a satisfait aux exigences que les circonstances m'ont obligé d'imposer à mes sujets, me donne la confiance que, dans les événements si graves qui se préparent, ils sauront aussi rester dans l'ordre et la légalité et ne se laisseront pas ébranler dans leur fidélité à leur maître légitime par les excitations et les promesses illusoires des fauteurs de désordres.

Je reconnais en même temps, dans cette attitude des provinces lombardo-vénitiennes, la preuve que vous avez rempli à mon entière satisfaction la mission dont je vous avais chargé en vous plaçant à la tête de l'administration de ce pays. Mais les circonstances m'ayant imposé le devoir de prendre des mesures extraordinaires pour la défense de ma couronne et le maintien de l'ordre et de la sûreté intérieure, j'ai dû réunir, pour cela, dans une seule main l'autorité civile et militaire suprême dans le royaume Lombard-Vénitien, et je me suis décidé à vous relever, jusqu'à nouvel ordre, des fonctions de gouverneur général, que vous avez remplies avec le plus grand dévouement, la plus grande prudence, et de confier ces fonctions, en ce qui concerne l'administration civile, au feld-zeugmestre comte Giulay, comme chef du commandement général du pays.

FRANÇOIS-JOSEPH.

Vienne, le 20 avril 1859.

Donnant l'exemple de l'obéissance la plus absolue, dès le lendemain Maximilien quitta la Lombardie. Il reprit son titre de grand amiral et de chef suprême de la marine impériale.

Quelques jours après, la guerre était déclarée, et les armées entraient en campagne (26-28 avril).

Les événements qui suivirent sont connus : Magenta, Solférino, et la campagne terminée par la paix de Villafranca.

Les désastres avaient jeté le désarroi dans le gouvernement autrichien : le souverain seul les subit avec grandeur d'âme. Les événements avaient trop vite donné raison aux craintes de Maximilien ; le parti militaire, irrité de sa défaite, se vengea sur lui en le représentant comme ayant donné, par sa bienveillance et sa faiblesse, un encouragement à la révolution et au parti italien. Méconnu, calomnié, le prince s'isola dans son commandement maritime ; il s'abstint de se montrer à Vienne, attendant du temps seul la justice à laquelle il croyait avoir droit.

Il revint à ses premières amours : il entreprit sur les côtes une série d'excursions, et l'archiduchesse Charlotte, qui l'accompagna, en a laissé le récit charmant dans un petit livre intitulé : *Voyages à bord de « la Fantaisie »*, du nom de la frégate sur laquelle ils naviguaient.

La liberté dont jouissait désormais Maximilien ramena bientôt sa pensée vers un projet de grand voyage qu'il avait conçu dès sa première jeunesse et que les circonstances politiques avaient contrecarré jusqu'alors. Il eût fait volontiers le tour du monde. Il se contenta de préparer une expédition scientifique au Brésil : son intention était d'y passer l'hiver avec l'archiduchesse Charlotte.

Le 10 novembre, accompagné de M. de Tegethoff, du docteur Illek, et de Mlle Beauvais, ancienne insti-

tutrice de la princesse, ils partirent sur la frégate l'*Élisabeth*.

La mer était démontée et jusqu'à Messine la traversée fut affreuse. Ils arrivèrent à Madère le 6 décembre. C'est dans la capitale de cette île, à Funchal, que Maximilien écrivit ces lignes mélancoliques :

J'ai éprouvé le besoin de chercher sur les flots de l'Océan ce repos que l'Europe, agitée convulsivement, ne peut procurer à mon âme troublée; pourtant une profonde tristesse s'est emparée de moi lorsqu'en revoyant Madère, j'ai comparé le passé avec le présent. Il y a sept ans, je m'éveillais, pour ainsi dire, à la vie, et je marchais allègrement vers l'avenir ; aujourd'hui je ressens déjà la fatigue; mes épaules ne sont plus libres et légères comme autrefois ; elles ont à porter le fardeau d'un passé douloureux.

Éprouvée par le mauvais temps, l'archiduchesse ne continua pas le voyage. D'ailleurs la fièvre jaune sévissait à Rio-de-Janeiro: Maximilien laissa sa femme à Funchal, et se dirigea seul sur le Brésil.

Reçu comme un parent à la cour de l'empereur don Pedro, il y séjourna jusqu'au 5 février, au milieu de fêtes continuelles, et recherché par tous ceux qui pouvaient se recommander auprès de lui du titre d'Allemands. L'impression que lui causèrent ses compatriotes ne fut guère bonne, et il est piquant de reproduire ici le jugement qu'il portait sur eux :

Quand on parcourt le globe, on s'aperçoit avec douleur du peu de considération dont jouit notre race. Elle manque de tout ce qui sert à fonder une grande politique ; aussi joue-t-elle partout un rôle singulièrement médiocre. Elle

s'abaisse au rôle de servante de toutes les autres races, ou de marchepied pour les plus habiles. Les Allemands ne domineront pas la destinée tant qu'ils se borneront au rôle de philosophes, tant qu'ils fatigueront leur esprit de théories inapplicables, tant qu'ils berceront leur cœur dans une sentimentalité maladive, au lieu de l'enflammer de fierté et d'enthousiasme.

Il reprit à Funchal l'archiduchesse, et le 25 mars tous deux débarquaient à Raguse.

Quelques jours après, ils rentraient à Miramar. Maximilien avait fait de son cabinet de travail la copie exacte de sa cabine à bord de la *Novara;* il entassa dans la bibliothèque tous les souvenirs recueillis par lui dans le cours de ses voyages.

Il s'adonna, pendant ces années, plus particulièrement à ses études sur les choses de la mer.

Pendant l'automne 1860, il écrivit sa brochure : *De la Marine autrichienne, par un marin autrichien;* puis, effrayé des progrès croissants et des envahissements du Piémont, il poussa un cri d'alarme dans une autre brochure intitulée : *Note sur l'état des forces navales de la France, l'alliée du Piémont.* « Napoléon, y disait-il, « se sert de Victor-Emmanuel pour ses fins; Victor-« Emmanuel se sert de Garibaldi; Garibaldi, de la Ré-« volution dans les pays du Danube et des Balkans; « ainsi de suite. Qui peut dire jusqu'où s'étendra la « flamme d'un incendie qui s'allume?... »

Puis il dicte à Kundrat, son valet de chambre, ses souvenirs de voyage au delà de la ligne et à travers le Brésil. Il rédige un *Projet de réorganisation de la*

marine autrichienne; il demande la création d'un *Budget extraordinaire de la marine de Guerre.* La Presse et les Chambres combattent ses projets : il reprend la plume et lance une nouvelle brochure aux hommes du Parlement ; son activité, son insistance énergique finissent par triompher, et le gouvernement se décide à entrer dans les vues de l'archiduc.

C'est à ce moment que, l'intervention française au Mexique étant résolue dans la pensée de l'empereur Napoléon III, la démarche dont le récit se trouve au début de ce volume, eut lieu à Miramar (4 octobre 1861).

Pris tous deux du désir de régner, l'archiduc et l'archiduchesse, qui avaient favorablement accueilli les premières ouvertures faites, avaient suivi avec une anxiété profonde les événements diplomatiques et militaires pendant les commencements de notre intervention. Ils savaient le succès de nos armes, ils venaient d'apprendre le vote de l'assemblée des notables, l'envoi de la délégation...

Ils étaient prêts à la recevoir, prêts à se donner au Mexique qu'ils croyaient prêt à se donner à eux.

CHAPITRE II

Arrivée des délégués mexicains à Miramar. — Discours de M. Gutierrez de Estrada. — Réponse de l'archiduc. — Le gouvernement français doit préparer les voies à l'établissement de la monarchie au Mexique. — Le nouveau commandant en chef. — Lettre de l'Empereur au général Bazaine (12 septembre 1863). — Organisation financière. — Lettre du 29 septembre. — Extrait d'une correspondance anonyme. — Le général Félix Douay. — État des esprits au Mexique. — Le maréchal Forey remet le commandement (30 septembre). — Proclamation du général Bazaine aux Mexicains. — La chanson du départ : *Partira-t-il? Partira-t-il pas?*

Les délégués apportaient avec eux le procès-verbal de l'assemblée des notables du 10 juillet, les actes d'adhésion à l'empire des villes de Puebla, Toluca, Orizaba, Cordova, Vera-Cruz et de trente-sept villages des environs de ces grands centres.

C'était là, en somme, de bien minces résultats après tant d'efforts et une si longue campagne. On était loin du *vœu national* que l'archiduc Maximilien avait mis comme condition indispensable à son acceptation. Mais notre ministre, pressé de triompher, et surtout

d'obtenir les apparences du triomphe, avait imposé au général Almonte une précipitation fâcheuse plus faite pour compromettre les intérêts de la France et de Maximilien que pour les servir. Il est vrai qu'on ne présentait ces adhésions que comme un commencement, comme un échantillon du vote du pays.

La députation mexicaine arriva le 1er octobre à Trieste, où elle fut reçue à l'Hôtel de Ville. Le lendemain son président, M. Gutierrez de Estrada, prit les ordres de l'archiduc, et le 3 octobre 1863, presque jour pour jour, deux ans après les premières ouvertures transmises par le comte de Rechberg, elle fut reçue au château de Miramar, à une heure de l'après-midi, dans le grand salon bleu du rez-de-chaussée.

M. Gutierrez de Estrada adressa à l'archiduc Maximilien un long discours, dont voici quelques passages :

Prince,

A peine rendue à la liberté par la puissante main d'un monarque magnanime, la nation mexicaine nous a envoyés vers Votre Altesse Impériale, objet aujourd'hui de ses vœux les plus purs, comme aussi de ses plus chères espérances.

Nous ne nous appesantirons pas sur les longues tribulations que le Mexique a souffertes; cruelles infortunes connues de tous, et qui ont fini par en faire un théâtre de désolation et de ruine!...

Interprètes des aspirations et des intimes souhaits de la patrie, nous venons, en son nom, vous offrir, Monseigneur, la couronne du Mexique, qu'un décret solennel de l'assemblée des notables, déjà consacré par l'adhésion de tant de provinces, et qui le sera bientôt, tout l'annonce, par la nation entière, vous décerne librement et spontanément...

L'entreprise est grande, mais plus grande encore est notre confiance dans la Providence; elle doit l'être en voyant ce dont nous venons d'être témoins à Mexico et ce qui se passe à Miramar dans ce glorieux jour!

Après cette allocution dite en français, Ferdinand-Maximilien répondit, en se servant de la même langue:

Messieurs,

Je suis vivement touché du vœu émis par l'assemblée des notables à Mexico, dans la séance du 10 juillet, et que vous êtes chargés de me communiquer.

Il est flatteur pour notre Maison que les regards de vos compatriotes se soient tournés vers la famille de Charles-Quint, dès que le mot de *monarchie* a été prononcé dans votre pays.

Quelque noble que soit la tâche d'assurer l'indépendance et la prospérité du Mexique, sous l'égide d'institutions à la fois stables et libres, je n'en reconnais pas moins, en complet accord avec S. M. l'Empereur des Français, dont la glorieuse initiative a rendu possible la régénération de votre belle patrie, que la monarchie ne saurait y être rétablie sur une base légitime et parfaitement solide que si la nation tout entière, exprimant librement sa volonté, vient ratifier le vœu de la capitale. C'est donc du résultat des votes de la généralité du pays que je dois faire dépendre, en premier lieu, l'acceptation du trône qui m'est offert.

D'un autre côté, comprenant les devoirs sacrés d'un souverain, il faut que j'exige, en faveur de l'empire qu'il s'agit de reconstituer, les garanties indispensables pour le mettre à l'abri des dangers qui menaceraient son intégrité et son indépendance.

Dans le cas où ces gages d'un avenir assuré seraient obtenus, et où le choix du noble peuple mexicain, pris dans son ensemble, se porterait sur moi, fort de l'assentiment

de l'auguste chef de ma famille, et confiant dans l'appui du Tout-Puissant, je serais prêt à accepter la couronne.

Si la Providence m'appelait à la haute mission civilisatrice attachée à cette couronne, je vous déclare, dès à présent, Messieurs, ma ferme résolution de suivre le salutaire exemple de l'Empereur, mon frère, en ouvrant au pays, par un régime constitutionnel, la large voie du progrès, basé sur l'ordre et la morale, et de sceller par mon serment, aussitôt que le vaste territoire sera pacifié, le pacte fondamental avec la nation. C'est seulement ainsi que pourrait être inaugurée une politique nouvelle et vraiment nationale, où les divers partis, oubliant leurs anciens ressentiments, travailleraient en commun à rendre au Mexique la place éminente qui lui semble destinée parmi les peuples, sous un gouvernement ayant pour principe de faire prévaloir l'équité dans la justice.

Veuillez, Messieurs, rendre compte à vos concitoyens des déterminations que je viens de vous énoncer en toute franchise, et provoquer les mesures nécessaires pour consulter la nation sur le gouvernement qu'elle entend se donner.

Cette réponse ne fut point sans causer une assez vive déception : ce n'était pas tout à fait celle qu'attendait la délégation. L'archiduc, en effet, tout en traçant de son gouvernement futur un programme fort libéral et de nature à satisfaire les aspirations légitimes des Mexicains, réservait très nettement son acceptation. Il ne voulait pas d'une instauration obtenue par surprise, et il ne pouvait considérer comme sérieuses les adhésions de quelques villes au pouvoir de l'armée française. Il ne se dérobait point toutefois, mais il jugeait sage d'attendre que des manifestations plus nombreuses, plus imposantes, et peut-être aussi

plus spontanées, dissipassent les derniers doutes sur l'accueil que sa candidature au trône rencontrait dans la masse du pays.

Son langage était en même temps, à l'égard de la France, une mise en demeure de continuer l'expédition et de « pacifier le vaste territoire » du Mexique.

Mais le mot de pacification n'était ici qu'un euphémisme pour dire conquête. Il fallait conquérir tout le Mexique. La question était de savoir si, ce résultat obtenu, la volonté populaire, sur laquelle reposaient toutes les espérances de ces conquérants malgré eux, se manifesterait suffisamment énergique; car l'Empereur ne méconnaissait point cette grande vérité historique que son cousin, le prince Napoléon, devait, quelques années plus tard, résumer dans ce mot trivial, brutal et saisissant :

— « On peut tout faire avec des baïonnettes, excepté « s'asseoir dessus. »

La force peut édifier des empires, mais non les faire durer.

Quoi qu'il en fût, la situation commandait de nouveaux efforts, de nouveaux sacrifices. L'Empereur s'y résolut, mais ce ne fut pas sans de vives appréhensions qu'il envisagea cette nécessité, car, par une série de mauvaises chances, ses desseins primitifs se trouvaient, à cette heure, impossibles à réaliser.

Lorsqu'il avait commencé l'expédition, on ne saurait trop le répéter en présence de l'erreur persistante du public, il n'avait eu en vue que l'établissement d'une digue destinée à contenir à jamais les États-Unis et à

leur disputer l'hégémonie sur le reste de l'Amérique.

Pour atteindre ce but, il comptait trouver deux points d'appui : le Sud, alors en pleine guerre avec le Nord, et la volonté même du Mexique de constituer un gouvernement régulier sous un prince européen.

La première erreur, dans laquelle des rapports inexacts, sinon mensongers, le firent tomber, fut de croire à cet état de l'opinion au Mexique; et la seconde, qui découlait de la première, fut de n'y envoyer qu'une poignée d'hommes. Notre échec et le temps qu'il fallut perdre avant que nos soldats entrassent en vainqueurs à Puebla et à Mexico changèrent toutes les bases du problème. L'Empereur avait cru pouvoir compter sur le vœu du Mexique : ce vœu nous était hostile. Il avait cru pareillement pouvoir compter sur le Sud : le Sud était battu, et notre intervention se trouvait présentement en butte à des difficultés intérieures et à des difficultés extérieures.

Quel parti prendre? Le plus sage eût été assurément de reconnaître son erreur et de faire ce qu'on fit trois ans plus tard : renoncer à une tâche impossible et évacuer le pays. Oui, mais pour cela il eût fallu une sagesse qui semble inconnue des politiques, lesquels sont des joueurs à leur façon. Or quel joueur se retire devant la déveine? Plus elle persiste, plus il se croit proche d'un retour de fortune, et plus il s'entête.

Puis, il faut bien le dire, les dépêches dithyrambiques du maréchal Forey, l'optimisme avec lequel il croyait juger les événements et les esprits, alors que

c'était son œuvre qu'il jugeait, tout cela permettait à l'Empereur de penser que l'ère des grandes difficultés était close, et qu'on approchait d'un dénouement qui, pour n'être pas celui qu'il avait d'abord entrevu et cherché, n'en serait pas moins une solution satisfaisante, moins humiliante qu'une évacuation pure et simple.

Enfin, convaincu que ceux qu'il avait chargés de l'éclairer l'avaient trompé, persuadé que les généraux à qui il avait confié la direction militaire n'avaient pas été plus heureux, sinon plus capables que les agents à qui avait été remise la direction politique, il se flattait, en changeant le personnel, d'améliorer de beaucoup la situation. Déjà il reprenait confiance en pensant que le nouveau commandant en chef était le général Bazaine qui, jusqu'à ce jour, avait montré tant de bravoure et d'intelligence. Il espérait que celui-là, du moins, lui dirait la vérité et le tirerait un peu de ses perplexités en même temps qu'il prendrait d'une main ferme la direction des affaires.

La preuve de cet état d'esprit de l'Empereur nous est facile à fournir : elle est contenue dans la lettre confidentielle qu'il écrivit au général le 12 septembre :

Biarritz, 12 septembre 1863.

Mon cher Général,

Les nouvelles que je reçois de Mexico sont tellement contradictoires qu'il m'est difficile de savoir ce qui s'y passe. Je me bornerai donc aujourd'hui à vous rappeler les principes sur lesquels doit reposer notre intervention. Notre but principal est de pacifier et d'organiser le Mexique en

faisant appel à tous les hommes de bonne volonté, sans se laisser aller à des mesures réactionnaires.

Le programme publié par le général Forey doit être votre règle de conduite et il est important de tenir à ce qu'il soit fidèlement exécuté. Quoiqu'il y ait un gouvernement provisoire, mesure indispensable (afin d'éloigner la pensée que je voulais garder le Mexique), le général français a le devoir de tout empêcher ou de tout décider par son influence. Je ne puis admettre qu'ayant fait la conquête du Mexique, nous demeurions témoins impassibles de mesures arbitraires et opposées à la civilisation moderne. Je compte donc sur vous, Général, pour diriger le gouvernement provisoire dans la voie de la fermeté sans doute, mais aussi de la justice et de la conciliation.

Il est essentiel que l'élection de l'archiduc Maximilien soit ratifiée par le plus grand nombre possible de Mexicains, car la nomination hâtive qu'on a faite a eu le grand tort de ne pas paraître, en Europe, l'expression légitime des vœux du pays. La grande difficulté consiste surtout, je le sais, à ramener le calme dans le pays. A cet effet, il faut apporter tous vos soins à réorganiser l'armée mexicaine et à gagner la sympathie des Indiens qui forment la grande majorité de la population. Je serai bien aise, Général, de recevoir directement vos impressions et vos idées sur l'avenir du pays comme sur les moyens de consolider notre œuvre. J'espère qu'à l'aide des troupes mexicaines vous avez assez de forces militaires françaises à votre disposition. S'il en était autrement, dites-le-moi avec franchise.

Nous nous occupons ici activement de mesures financières propres à développer les ressources du pays. Dès que le nouveau gouvernement aura quelque apparence de stabilité, un grand emprunt sera facile.

Prenez confidentiellement des renseignements sur les mines de la Sonora et dites-moi si plus tard l'occupation en serait possible.

Assurez l'armée, Général, de toute ma satisfaction de sa

conduite, et recevez pour vous l'assurance de mon estime et de mon amitié.

NAPOLÉON.

Comme j'ai ici beaucoup d'amitié pour la famille Errazu, je vous recommande particulièrement, quand vous en trouverez l'occasion, leurs parents qui sont au Mexique.

On retrouve dans cette lettre un écho de cette pensée de l'Empereur qu'on pourrait obtenir le remboursement des frais de l'expédition à l'aide d'un grand emprunt que contracterait le Mexique. On a vu, à cet égard, quelles étaient ses illusions : il ne paraît pas que M. Budin, à qui incombait précisément le soin de réorganiser financièrement le pays, ait rien fait pour éclairer son gouvernement. On peut juger combien les chiffres donnés par l'Empereur dans sa lettre du 30 janvier 1863 au général Forey étaient en dehors de la vérité, par ce fait que la meilleure année financière de l'empereur Maximilien, quand le pays tout entier, avec tous ses ports, était occupé de Guaymas à Vera-Cruz, ne produira que 110 millions de francs, alors que Napoléon III estimait, au bas mot, à 100 millions les frais de l'administration mexicaine, en temps normal.

Tout en conservant des illusions sur ce point, il avait éprouvé trop de mécomptes pour ne point chercher à acquérir la vérité sur une situation qui faisait l'objet de ses préoccupations constantes. Les lettres particulières venues du Mexique étaient très recherchées par le gouvernement français. Il en résultait qu'entre les rapports officiels, presque toujours opti-

mistes, et les nouvelles privées, plus sincères, et par conséquent moins favorables, il y avait de notables divergences; c'est ce que l'Empereur appelle des « nouvelles tellement contradictoires... »

Voici une de ces lettres, également inédite, datée de Mexico, le 26 juillet 1863, et que le ministre de la Guerre renvoya au général Bazaine en lui demandant de vouloir bien lui dire ce qu'il en pensait :

Mon cher Édouard,

La correspondance du packet de Saint-Nazaire est en retard comme d'habitude, et ne vous parviendra sans doute qu'avec celle du packet anglais. Les retards sont pénibles, et je le regrette aujourd'hui, d'autant plus que ta lettre doit nécessairement me parler de l'effet qu'aura produit à Paris et sur toi-même la prise de Puebla, car je sais que cette nouvelle est parvenue en France le 10 juin, le jour même de l'entrée à Mexico du général Forey.

Nous étions tous heureux ce jour-là, mais ici nous l'étions davantage, car le plaisir que vous aviez à Paris devait être troublé par la pensée de ce qui restait encore à faire, ce qui se trouvait accompli pour nous par l'entrée de nos soldats à Mexico. Je t'ai raconté, quoique d'une façon bien sommaire et bien incomplète, tout ce qui s'était passé ici jusqu'au 14 juillet, date de ma dernière lettre qui se terminait par l'annonce de l'un des événements les plus importants dus à l'intervention : la proclamation de l'Empire et le choix de l'archiduc Maximilien comme empereur.

Depuis cette époque, les événements qui s'étaient alors précipités, ont repris un cours plus tranquille et surtout plus dans les allures habituelles du pays.

En dehors des mouvements militaires dont tu as déjà connaissance, les forces françaises n'ont guère opéré que dans les environs de Mexico, et par petits détachements à

la poursuite de quelques guérillas ou bandes de voleurs. Les opérations sur l'intérieur sont indubitablement remises à la fin des pluies dont l'abondance les rendrait pleines d'obstacles et de difficultés, si ce n'est impossibles...

Dans l'organisation gouvernementale, je ne vois pas ce qui existe avec plaisir, et crains que l'on ne fasse fausse route. Maximilien élu, en attendant qu'il accepte et qu'il vienne, il a été établi une régence de l'Empire, composée du triumvirat déjà existant, c'est-à-dire qu'il n'y a rien de changé. Les Mexicains sont à la tête du gouvernement, à la tête des administrations, à la tête de l'armée. L'intervention ne fait donc que *presenciar*, en se réservant la faculté de réprimer, mais en laissant aux Mexicains, pour les affaires de leur pays, une initiative dont ils font un triste usage.

Au lieu de s'occuper de l'intérêt général et de travailler à un rapprochement, à une fusion indispensable pour le rétablissement de l'ordre et de la paix, les gens qui sont au pouvoir, le parti réactionnaire ou clérical, n'y admet que les siens, ne travaille que pour lui et ne cherche qu'à récupérer son ancienne prépondérance et sa domination. Ce n'est guère aider l'intervention dans son but, ni faire les affaires du futur empereur, car loin de trouver à son arrivée un pays en voie de pacification, il n'aura sous les yeux que des haines plus ardentes que par le passé.

Je ne sais si cet état de choses durera longtemps; mais ce que je vois, c'est que le général Forey a déjà été obligé d'avoir recours à la répression, en forçant la régence à rappeler deux ordonnances qu'elle avait émises il y a quelques jours : la première, sur la suspension du travail et des bâtisses élevées sur l'emplacement des couvents devenus propriétés particulières; la seconde, sur l'empêchement du travail le dimanche sans la permission du curé.

Ce ne serait pas le moyen d'arriver à bien dans ce pays que de laisser s'y implanter de nouveau l'intolérance religieuse; il faut au contraire une tolérance énorme, car sans

elle son unique chance de salut et de prospérité dans l'avenir, l'émigration européenne, lui échappe.

Il ne faut pas que l'on s'y trompe : les races qui peuplent le Mexique sont incapables de marcher seules, et il leur faut la prépondérance de l'élément européen : c'est une condition *sine qua non*, et l'essai qui se fait en ce moment de les laisser se gouverner par eux-mêmes, ne sera qu'une preuve de plus de leur incapacité gouvernementale.

Ces symptômes fâcheux, apportés en Europe par des voix indépendantes et non officielles, étaient pour l'Empereur un continuel sujet de préoccupation. Aussi, à chaque courrier, éprouvait-il le besoin d'écrire au commandant en chef (qui, d'ailleurs, comme on le verra plus tard, ne l'était point encore de fait).

C'est de Biarritz encore qu'il envoya au général Bazaine une nouvelle lettre confidentielle, dans laquelle il revenait sur les idées émises dans celle du 12 septembre, et il insistait sur la pensée d'un emprunt.

Biarritz, 29 septembre 1863.

Mon cher Général,

Je vous écris de nouveau aujourd'hui pour vous répéter en quelque sorte ce que je vous ai dit dans ma dernière lettre. Pacifier le pays en tâchant d'appeler à soi tous les hommes importants des divers partis; empêcher la réaction en faisant sentir que c'est toujours l'épée de la France qui commande; organiser une petite armée mexicaine (j'ai lu avec peine dans un journal le nom de Garde impériale mexicaine, ce serait une sottise). Tel doit être le but de vos efforts.

Je vous envoie ce passage d'une lettre venue du Mexique, et qui reflète, je crois, assez bien l'esprit de l'armée.

Une des questions les plus importantes est de réaliser un

emprunt; et pour écarter les intrigants, il est de toute nécessité que le gouvernement provisoire charge quelqu'un de ses pleins pouvoirs. J'ai jeté les yeux sur M. Arrangoiz, homme très honorable, deux fois ministre des Finances à Mexico, et actuellement auprès de l'archiduc : faites donc en sorte qu'on le charge de négocier un emprunt en Europe, sous la surveillance et avec l'autorisation du gouvernement français.

Pour diminuer nos dépenses, j'ai songé à réaliser une idée qui vient de vous. Elle consisterait à céder pour dix ans la légion étrangère au nouvel empereur du Mexique. En attendant, je voudrais adopter les mesures suivantes sur lesquelles je vais m'entendre avec le ministre de la Guerre, qui vous en écrira officiellement.

Ces mesures consisteraient à :

1° Déclarer que la légion étrangère restera dix ans au Mexique;

2° Composer les cadres d'officiers et sous-officiers français qui consentiraient à rester dix ans au Mexique sans perdre leur qualité de Français et leur grade dans l'armée;

3° Avec les cadres existants de la légion étrangère former deux régiments en donnant de l'avancement à tous les officiers et sous-officiers qui le méritent;

4° Compléter l'effectif avec les meilleurs soldats indiens qu'on habillerait immédiatement et qu'on formerait à notre discipline. Ces deux régiments pourrait s'élever à un effectif de 4 à 5000 hommes, qu'augmenteraient encore au besoin des enrôlements venus d'Europe : ils formeraient ainsi un noyau important pour l'armée du nouvel empereur.

Je vais examiner si je peux vous envoyer un nouveau régiment de France pour remplacer la légion étrangère que vous appelleriez alors dans l'intérieur, car je la crois maintenant dans les Terres chaudes.

Recevez, mon cher Général, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

L'extrait qui accompagnait cette lettre n'avait pas moins de dix-huit pages du format épistolaire ordinaire; c'est un morceau vraiment piquant et écrit avec un tour caustique et fort irrévérencieux. On l'attribue au général Félix Douay, dont la correspondance privée était souvent mise sous les yeux de l'Empereur. Napoléon III, en effet, appréciait tout particulièrement le caractère et les capacités militaires de cet officier supérieur, dont il fit un de ses aides de camp après la campagne du Mexique[1].

La lettre est datée de Mexico, 26 juillet 1863.

... Pour vous faire bien comprendre la politique que nous suivons, je détache d'un journal l'ordonnance du préfet de police sur la défense de travailler le dimanche. Cette ordonnance, publiée dans le journal du 20, a été affichée dès le 16 courant. Comme pendant à ladite ordonnance, il y en a une autre qui ordonne de se mettre à genoux lorsque l'on rencontre le Saint-Sacrement et de rester dans cette position jusqu'à ce qu'il ait disparu, et que l'on n'entende plus le bruit de la clochette qui l'accompagne.

Lors de leur arrivée au pouvoir, les libéraux avaient aboli cette cérémonie stupide et ridicule, qui consiste à aller porter le Saint-Sacrement à un malade avec une escorte de soldats, et un bruit de cloche capable de faire mourir le patient, avant qu'il ait eu le temps d'avaler son sauveur. Cette cérémonie a été rétablie sous nos auspices; comme vous le voyez, on est loin de la liberté des cultes.

1. Bazaine se trompait, et nous nous sommes trompé avec lui, en attribuant cette lettre au général Félix Douay. Elle est du lieutenant-colonel H. Loizillon, qui l'avait adressée à Mme Cornu, filleule de Napoléon III. (Consulter à ce sujet l'ouvrage intitulé : *Lettres sur l'Expédition du Mexique*, du lieutenant-colonel Loizillon, p. 97 et suiv.)

Ces deux ordonnances n'ont pas besoin de commentaires ; elles ne prouvent que trop les prétentions du clergé et la marche qu'il suit pour regagner son ancienne influence.

Il y a quinze jours, les prêtres ont visité les maisons appartenant autrefois au clergé, et qui ont été vendues comme propriétés nationales ; ils ont engagé les locataires à ne pas payer leurs loyers aux propriétaires actuels, parce que, disaient-ils, on allait revenir sur ces ventes qui ont été faites sous l'inspiration de Satan, et qu'ils seraient obligés de payer une seconde fois au clergé, le seul, le vrai propriétaire de ces immeubles.

Comme vous le voyez, nous sommes en pleine réaction et cela n'étonne personne ; car, avec la composition du gouvernement provisoire, il ne pouvait en être autrement. M. Almonte est un réactionnaire de peu de valeur, dit-on ; le général Salas est une vieille momie ; il ne reste que l'évêque (Ormeachea), le représentant de l'archevêque ; c'est un homme vigoureux qui a de suite mis le pied sur les deux autres et qui dirige tout. Nous, nous laissons faire et nous regardons faire, comme si cela ne nous intéressait nullement.

Les réactionnaires se méfient néanmoins, car ils sentent bien que lorsque l'Empereur saura d'une manière formelle la marche que l'on suit, les affaires changeront de face ; aussi se dépêchent-ils à élever leur édifice. Quant aux libéraux, ils nous rendent responsables de tout : ils disent avec raison que nous, qui nous posons en libéraux, nous n'aurions d'abord pas dû composer le gouvernement provisoire comme nous l'avons fait. Cependant ils comprennent jusqu'à un certain point que nous ayons eu la main forcée, puisque tous les libéraux se tiennent à l'écart ; mais ils nous reprochent de ne pas tenir en tutelle ce gouvernement que nous avons créé. Nous sommes, disent-ils, responsables de ses actes ; ils ajoutent qu'il est peut-être nécessaire de donner au Mexique une dictature, mais qu'au moins cette dictature devrait agir dans le sens libéral et non dans le

sens rétrograde. Ils ne nous pardonnent pas de vouloir rétablir chez eux ce que nous avons aboli chez nous. Ceux qui raisonnent sont convaincus que telles ne sont pas les intentions de l'Empereur et de la France, mais pour eux le fait est là : ils font retomber toutes les fautes commises sur M. de Saligny, contre lequel il y a un mépris et un acharnement général ; il court sur son compte les bruits les plus outrageants que je ne vous rapporterai pas. Ce sont peut-être des calomnies, mais elles sont tellement accréditées que les réactionnaires mêmes n'osent pas les démentir.

Depuis l'arrivée du courrier, on dit qu'il est rappelé, mais que le général en chef l'a retenu de sa propre autorité, et a écrit à l'Empereur pour le supplier de laisser M. de Saligny au Mexique, parce que c'est le seul homme comprenant la situation et capable d'édifier l'empire...

Il est très facile de décréter un empire comme nous l'avons fait, mais organiser un empire est autre chose. Depuis que nous sommes ici qu'avons-nous organisé ? Rien. Le général en chef le sait mieux que personne, lui qui ne s'occupe de rien et qui devrait s'occuper de tout. Il sent bien le gâchis dans lequel nous pataugeons, et ce qui lui importe le plus c'est d'avoir son bâton de maréchal et de rentrer en France recueillir ses lauriers.

Quant à Maximilien et à Saligny, ils se débrouilleront comme ils le pourront. Cela lui est bien égal. C'est la ligne de conduite qu'il a tenue depuis qu'il est au Mexique : ne pas se compromettre et se décharger sur les autres...

Si, en raison du brigandage, l'organisation de l'armée marche en première ligne, l'organisation de la justice, des finances et des diverses branches de l'administration a aussi besoin d'être poussée vigoureusement ; c'est M. Budin, commissaire extraordinaire des finances, délégué par l'Empereur, qui en est chargé. Il vient de réorganiser la justice, mais pour cela il n'a pas eu beaucoup de peine, car il l'a rétablie telle qu'elle était au grand mécontentement des Mexicains... Quant aux finances, M. le commissaire extraor-

dinaire, prenant en considération l'embarras du gouvernement des Trois, vient de faire contracter un emprunt *d'un million de piastres* sous la garantie de la France.

En somme, les affaires du Mexique sont plus embrouillées maintenant qu'elles ne l'étaient avant notre arrivée; aussi nous ne nous faisons pas illusion sur notre rentrée en France. Nous ne pouvons pas abandonner le Mexique dans l'état où nous l'avons mis, surtout si l'Empereur veut continuer sa politique à l'égard des États-Unis. Avec notre incurie, avec la ligne politique d'intérieur que nous suivons, nous nous mettons de plus en plus tout le monde à dos. Si nous continuons, quelle triste tâche nous donnons à ce pauvre Maximilien et quelle désillusion nous lui préparons !

Lorsqu'il débarquera à Vera-Cruz et qu'il verra que tout son empire se compose de la route de Vera-Cruz à Mexico, route pendant laquelle il devra se faire escorter fortement pour ne pas être enlevé; lorsqu'il ne trouvera dans sa capitale ni finances, ni justice, ni armée, mais le brigandage organisé, les partis se tiraillant et se déchirant : à quel saint peut-il se vouer ?

Avec les idées peu avancées de son pays, il se jettera naturellement dans les bras de M. de Saligny, de Marquez et de la réaction. Alors tout est perdu sans ressources ; la France y épuisera son armée et son trésor, sans réussir à asseoir Maximilien sur le trône.

Le seul remède à cet état de choses serait que l'Empereur sût combien sa politique, ses idées et celles de la France sont mal interprétées ici. Il remplacerait alors M. de Saligny par un homme probe, considéré, ami du devoir, qui ferait les affaires du pays avant les siennes; il rappellerait le général Forey en le nommant maréchal et laisserait le commandement du corps d'occupation au général Bazaine.

Le général Bazaine est un homme d'une grande intelligence; très fin, très habile, sachant tourner les obstacles lorsqu'il ne peut les renverser, mais arrivant à son but. Comme il jouit d'une grande considération et qu'il a le

sentiment de sa valeur, ce serait le meilleur guide à donner à Maximilien, d'autant plus qu'il connaît parfaitement l'esprit du Mexique...

Par son influence et par la force des choses, il dirigerait Maximilien dans le sens libéral. Le parti libéral, le seul vivace, le seul ayant l'avenir devant lui, ici comme partout, donnerait vite son concours, et alors le brigandage serait bientôt exterminé...

Si Maximilien est bien dirigé, s'il comprend sa position, il peut faire du Mexique, en moins de dix ans, un pays riche, capable de nous payer les frais de la guerre, et pouvant se passer de notre concours; non seulement il pourra résister aux Américains, mais absorber le Guatemala qui, voyant les bienfaits d'un gouvernement fort, solide, honnête et progressiste, n'hésitera pas à changer sa liberté anarchique pour de tels bienfaits...

A propos de ce document, Bazaine a ajouté cette réflexion : « Le passage relatif à M. le général Forey « n'est pas de toute justice, mais il a été écrit sous le « ressentiment qu'éprouvait l'officier général écrivain, « à propos de l'insuccès de l'attaque dirigée par lui sur « le cadre n° 52 (couvent de Santa-Inès, 25 avril 1863), « lors du siège de Puebla...). »

La situation était peinte, dans cette correspondance, sous des couleurs malheureusement trop vraies; l'Empereur le sentait bien et l'on voit qu'il s'en ouvrait au général Bazaine avec une grande franchise. Mais les choses étaient plus compliquées et plus difficiles encore que le souverain ne se l'imaginait, car tandis qu'il correspondait ainsi avec le général Bazaine, celui-ci, bien que nommé commandant en chef, n'en exerçait nullement les fonctions, le maré-

chal Forey ne pouvant se décider à quitter le Mexique et à remettre la direction de l'armée et des affaires à son successeur. Il croyait la paix faite, la guerre terminée, et, contrairement à l'opinion du correspondant anonyme citée plus haut, il eût été heureux, ayant reçu son bâton de maréchal, de cueillir ses lauriers quelque temps encore au Mexique.

Ces retards étaient préjudiciables. Il importait au plus vite qu'une direction nouvelle succédât à l'ancienne, et que le maréchal Forey aussi bien que M. Dubois de Saligny s'éloignassent définitivement.

C'est l'opinion qu'exprimait le général Bazaine, répondant à l'Empereur :

Sire,

La lettre de Votre Majesté, en date du 30 juillet ne m'est parvenue que le 1er septembre. Les instructions de l'Empereur seront suivies aussi exactement que possible, mais la situation politique n'est plus, à mon avis, aussi simple qu'à mon arrivée dans la capitale. La régence agit comme un pouvoir définitivement constitué, prend l'initiative en bon nombre de mesures politiques, sous des influences ou des souvenirs du passé, de sorte que les hommes honorables du parti libéral modéré, et il y en a, restent à l'écart des affaires.

Les craintes exprimées par Votre Majesté sur la ligne de conduite suivie par le triumvirat devenu régence sont fondées et je crois qu'il est à regretter que l'on se soit autant pressé de se priver de l'élasticité d'un gouvernement provisoire qui, recevant notre impulsion basée sur les instructions de Votre Majesté, aurait permis d'organiser l'administration, mais surtout les finances, avec une plus grande latitude et sans résistance passive. D'un autre côté, l'organisation du gouvernement de la régence a créé des dépenses

considérables qui ne sont pas en rapport avec les revenus actuels du pays, mais il fallait satisfaire ses partisans.

Pendant cette période transitoire, les colonnes franco-mexicaines se seraient montrées dans les capitales des États de Michoacan, Queretaro, San-Luis, Guanajuato, Guadalajara, etc., la plus grande partie du pays conquise et pacifiée, le gouvernement de Juarez en fuite vers le Nord et le Pacifique. Ces résultats obtenus facilement en trois mois auraient permis de fonder sur des bases plus larges la monarchie mexicaine, la mettant à l'abri de la critique des partis, surtout en Europe.

Nous pouvions entreprendre ces promenades militaires à la fin de juin ou juillet, et même en août, car les pluies commencent plus tard dans les États du Nord. Cette année par exception, sans doute, on se plaint de la sécheresse dans cette zone où les récoltes sont presque nulles, mais les routes sont restées bonnes.

Je fais des démarches auprès du général Almonte pour obtenir le retrait du décret sur le séquestre; il est bien évident que cette mesure impolitique, quand on veut fonder par la conciliation, a mis nos ennemis à l'aise pour agir par représailles, et ils l'ont fait immédiatement en décrétant la confiscation, la vente des biens confisqués aux partisans de l'intervention, et si elle ne peut se réaliser, le partage entre les Indiens, afin de les intéresser à la guerre sociale qu'ils veulent organiser.

Quant à la question du clergé, le général Almonte désirerait attendre l'arrivée de Mgr La Bastida, persuadé qu'il est que ce prélat doit être muni des instructions du Saint-Père et de l'archiduc Maximilien à cet égard. C'est encore une cause d'inquiétude dans la population et de trouble dans les affaires commerciales, car les détenteurs, sous cette menace de revision, ne peuvent les aliéner, de sorte que ces immeubles, au lieu de vivifier le crédit, sont pour ainsi dire dlus de mainmorte que quand ils étaient au clergé. Je ferai pour la solution de cette question, si importante à tous les

points de vue, ce qui sera possible, mais elle a été mal engagée dès le principe.

M. le commissaire extraordinaire des finances répond par ce courrier à S. E. le Ministre, à sa dépêche du 6 juillet, concernant le séquestre, l'interdiction de l'exportation des piastres, les douanes maritimes, etc. Il est bien évident que nous devons profiter de notre séjour au Mexique pour faciliter notre commerce, le rendre, pour ainsi dire, maître du marché; mais M. Budin fait observer qu'il ne peut tarir des sources certaines, sans en avoir d'autres; c'est vrai pour le moment, mais quand le commerce aura repris son courant vers l'intérieur, j'espère que la progression ascendante des affaires compensera la diminution des tarifs.

Le comte de Saligny est mécontent de son rappel et semble en douter; il m'a dit que son intention était de rester en congé à Mexico, parce qu'il a un mariage en vue.

Le maréchal Forey doit distribuer des croix de la Légion d'honneur à des officiers de l'armée mexicaine : cette glorieuse récompense me semble prématurée, car cette armée s'organise seulement; son personnel est peu connu; on peut être trompé sur les individualités et produire un effet contraire à celui que l'on désirait obtenir. L'opinion de notre armée est contraire jusqu'à présent à cet acte.

Je supplie Votre Majesté de vouloir bien me donner des instructions à cet égard pour l'avenir.

J'espère que l'Empereur ne verra dans mes appréciations que le désir de faire réussir sa politique toute de conciliation et de générosité pour fonder dans ce pays déchiré par la guerre civile, un gouvernement stable, et protecteur de nos intérêts. L'avenir nous dira si on a appliqué judicieusement au début les instructions de Votre Majesté. Quoi qu'il arrive, l'Empereur peut compter que je ferai tout ce qui dépendra de moi pour mener à bonne fin cette glorieuse entreprise.

Je suis, avec le plus profond respect, etc.

Général BAZAINE.

Le même courrier portait au ministre les renseignements qu'il avait demandés, principalement en ce qui concernait le général Woll, Français d'origine, au service du Mexique depuis la chute du premier Empire. « M. le général Woll a effectivement une cer-
« taine influence auprès du nouveau gouvernement de
« Mexico, et ses avis ou propositions concernant l'ar-
« mée mexicaine seront pris en considération ; mais
« je ne le crois pas à hauteur de la mission qu'il veut
« bien se donner, si cette organisation doit être toute
« radicale, ce qui devrait être... »

Le général Bazaine voulait en effet faire supprimer la *leva*, moyen barbare de recruter des soldats qui consistait à enlever des Indiens, des paysans et à les enrôler de force, et la remplacer par une loi de recrutement. L'idée était bonne, mais comment la réaliser? Ce n'était pas le gouvernement de la régence qui possédait l'autorité nécessaire pour prendre ces graves décisions.

Cependant le temps s'écoulait, et le maréchal Forey commençait à comprendre qu'il ne pouvait indéfiniment retarder son départ. Le 30 septembre, il se résigna à remettre au général Bazaine le commandement de l'armée, et le même jour, il adressa au corps expéditionnaire un ordre général, dans lequel, après avoir remercié les troupes dont la vaillance lui avait valu son bâton de maréchal, il parlait ainsi de son successeur :

Je n'ai pas besoin de vous faire son éloge ; vous savez aussi bien que moi tout ce qu'il vaut, et, pour ne parler que de

ses services au Mexique, souvenez-vous de San-Lorenzo où, à la tête de quelques bataillons, il a détruit tout un corps d'armée dont les débris ne se croyant pas en sûreté derrière les fortifications de la capitale, se sont enfuis jusqu'aux frontières des États-Unis d'Amérique.

Rappelez-vous encore que la prise du fort San-Xavier a commencé le siège de Puebla et que celle du fort Totimehuacan l'a terminé, et que c'est sous son intelligente et vigoureuse direction que ces deux faits d'armes ont été accomplis.

Alors vous serez fiers d'avoir un tel chef à votre tête; si vous avez de nouveaux combats à livrer, vous serez certains de la victoire, et votre ancien général en chef applaudira de loin à vos succès...

Le maréchal Forey n'était, en parlant ainsi, que l'écho de toute l'armée. L'élévation du général Bazaine au commandement suprême reçut une approbation unanime, qui alla même jusqu'à se changer en enthousiasme lorsque, dans le premier dîner qui lui fut offert par le gouvernement provisoire, on l'entendit porter un toast en espagnol, et rappeler la part de chacun dans les succès obtenus.

Il adressa à la nation mexicaine la proclamation suivante :

Mexicains,

En prenant le commandement de l'armée, je dois vous faire connaître que cette mutation de chef n'implique pas un changement de politique.

Ma mission est de veiller à la sincère application du manifeste en date du 12 juin 1863, contenant les principes essentiels sur lesquels doit s'appuyer le gouvernement provisoire, dans la direction des affaires politiques.

Ces principes généreux de notre époque émanent des instructions de l'Empereur et prouvent combien notre souverain porte un bienveillant intérêt à la régénération de votre belle patrie.

Ayez donc confiance dans l'avenir. Que tous les Mexicains laissent de côté tout esprit de parti; qu'ils s'unissent pour fonder un régime stable, en rapport avec les idées du siècle que le drapeau français protège partout où flottent ses glorieuses couleurs.

BAZAINE.

Pourquoi faut-il que la pensée, en face de ces commencements heureux, ne puisse s'y fixer? Pourquoi faut-il qu'elle se porte à quelques années plus tard, et compare mélancoliquement ces joies du début aux tristesses de la fin? C'était, paraît-il, le destin de Bazaine d'exciter ces enthousiasmes, bientôt effacés par les cris de colère et de haine. Qui ne se souvient du Mexique? Qui ne se souvient de 1870?...

Le maréchal Forey et M. Dubois de Saligny eux-mêmes avaient été les victimes de ces dispositions changeantes des esprits. L'annonce de leur départ avait causé des transports de joie, et leurs lenteurs à quitter le Mexique excitaient la verve railleuse du corps expéditionnaire.

Et dans ce temps, où tout finissait encore par des chansons, — fort mauvaises, pour la plupart, — on ne se fit pas faute de chansonner les rappelés qui ne voulaient point s'en aller. Celle qui courut l'armée à ce moment était intitulée :

« *PARTIRA-T-IL? PARTIRA-T-IL PAS?* »

et devait se chanter sur l'air de « l'*Écu de France* ». Elle

n'a pas moins de onze couplets, dont deux suffiront amplement à en donner une idée au lecteur :

... Plus rapide que l'éclair
Un bruit circule en ville :
La joie, la gaîté sont dans l'air :
On s'aborde, on babille.
Soldats et pékins
Se serrent la main
En disant : « Quelle chance ! »
Tout bas on redit :
« Forey, Saligny
« Sont rappelés en France !... »

MORALE ET CONCLUSION.

L'auteur répondra simplement
Que si l'homme propose
C'est ici fort heureusement
L'Empereur qui dispose.
Partez, mes amis,
Rentrez au pays,
Après un bon voyage
Un petit effort,
Et surtout au port
Faites un bon naufrage.

C'était, on le voit, surtout méchant comme poésie.

CHAPITRE III

Mesures d'administration. — Police. — Les biens du clergé. — *Pagarès.* — Décrets impolitiques rapportés. — Note de la régence dans la *Gazette officielle.* — Lettre de Maximilien au général Almonte. — L'Empereur au général Bazaine (15 octobre 1863). — Jules Favre. — Instructions du maréchal Randon (25 octobre). — Chemin de fer de Vera-Cruz à la Soledad.

Avant de songer à étendre l'influence française dans le pays, et d'envoyer à cet effet des colonnes mobiles sur différents points à l'intérieur, le nouveau commandant en chef songea à assurer la sécurité de la capitale. Il organisa une police militaire provisoire, sous la dénomination de *compagnie de sûreté.* Forte de 200 hommes, elle rendit, dès le principe, de très bons services, et permit à M. Budin de présenter son projet d'organisation d'une police municipale comme en France.

Projet excellent en théorie, mais qui, comme tant d'autres conceptions européennes, ne devait jamais être mis en pratique. On ne trouva point un personnel suffisant offrant les garanties nécessaires, et la *com-*

pagnie de sûreté continua son service de vigilance, au grand contentement de toutes les classes de la population de Mexico, qu'elle protégeait contre les haines de parti.

Diverses autres mesures montrèrent qu'une main plus ferme tenait la direction des affaires. Ainsi l'état civil qui, du jour de notre entrée à Mexico, était retourné au clergé, sans que personne y prît garde, fut rendu à des fonctionnaires laïques. Des instructions sévères furent données pour respecter le droit des gens et de la correspondance privée.

Des travaux de défense mirent la capitale à couvert de toute tentative ennemie; des ateliers de réparations pour l'armement furent installés à la citadelle, et rendirent de grands services, pendant tout le temps de l'occupation.

D'autres difficultés surgissaient chaque jour, suites des querelles religieuses passées. Avec un peu de fermeté, le général Bazaine pacifia ces ferments de division.

Les biens du clergé nationalisés avaient été vendus pour la plupart, et leur prix représenté par des traites ou *pagarès*. Ces traites étaient arrivées à leurs échéances, mais les détenteurs éprouvaient toutes sortes de difficultés à en obtenir le paiement. Les débiteurs refusaient de rien verser, invoquant comme prétexte à leur refus que les tribunaux du pays avaient reçu l'ordre de ne pas connaître des actions qui seraient portées à ce sujet devant eux. Les locataires des immeubles n'acquittaient point leurs loyers, de

peur d'avoir à payer une seconde fois entre les mains des anciens propriétaires. Enfin la régence, mise en demeure de rapporter le décret qui frappait de séquestre les biens de certaines catégories de personnes, ne l'avait fait qu'en rééditant d'anciennes lois, plus impolitiques, plus iniques encore que le séquestre et dont le plus sûr effet devait être de raviver ou d'exaspérer les haines des partis.

Le général Bazaine traita le gouvernement provisoire comme un enfant en tutelle. Il se rendit à sa séance du 20 octobre, et, sans se laisser émouvoir par l'opposition de l'archevêque de Mexico, récemment revenu d'Europe, qui mettait sans cesse en avant soit le Saint-Père, soit l'empereur Napoléon III et les ministres français, il l'obligea à rapporter tous ces décrets, et à suivre désormais une ligne de conduite plus libérale.

Puis, sur son invitation expresse, une note, émanant du gouvernement de la régence, fut insérée en tête de la *Gazette officielle*. Elle démentait tous les bruits répandus sur les biens nationalisés, et rappelait que cette question importante devait être réservée à la haute sagesse de l'empereur Maximilien.

« Le manifeste du général en chef, disait-elle en ter-
« minant, doit être et sera la règle du gouvernement
« de la nation, qui doit trop à la magnanimité de l'em-
« pereur Napoléon III pour s'écarter de ses instruc-
« tions. Or ce manifeste dit que les ventes régulières
« seront confirmées et que les transactions fraudu-
« leuses seules pourront être sujettes à revision. Quoi

« qu'il advienne, les intérêts engagés peuvent se ras-
« surer. »

Cette attitude énergique eut, comme il arrive toujours en ce cas, le meilleur effet. Le calme revint dans les esprits et l'on attendit sans trop d'impatience et d'agitation la solution des questions pendantes.

Vers cette époque, le courrier d'Europe apporta au général Almonte une lettre de l'archiduc Maximilien. Ce prince, écrivant quelques jours après la réception de la délégation mexicaine à Miramar, le 3 octobre, *déclarait accepter* en principe la couronne, mais *demandait que la nation fût consultée*, et priait le général président de la régence de le tenir au courant de ce qui serait fait à cet égard. Ce fut une diversion heureuse, qui, pour l'instant, ramena les pensées de tous vers ce projet d'empire qui avait, même aux yeux des indifférents, le charme de l'inconnu et l'attrait de la nouveauté.

Le même courrier apportait au général Bazaine une courte lettre de l'Empereur, inédite comme toute sa correspondance confidentielle, et qui mérite assurément de n'être point passée sous silence, car elle touche à un point douloureux de notre histoire : le rôle joué par l'opposition, et spécialement par Jules Favre, vis-à-vis du corps expéditionnaire.

Paris, 15 octobre 1863.

Mon cher général,

Comme je vous ai écrit longuement par le dernier courrier et que le ministre de la Guerre vous écrit aujourd'hui dans le même sens, je n'ai rien de nouveau à vous dire, si

ce n'est qu'il m'est revenu qu'on a *trouvé la preuve*, sur des registres de banquiers à Mexico, que Juarez avait envoyé une somme d'argent à Jules Favre pour défendre sa cause à Paris. Si cela est vrai, il faudrait m'envoyer les preuves authentiques; j'y ajouterais beaucoup d'importance.

L'idée de mettre beaucoup d'Indiens dans la légion étrangère, comme soldats, portera, je crois, ses fruits.

Croyez à mon amitié.

NAPOLÉON.

Cette lettre était un écho de l'indignation éprouvée par l'armée française entière apprenant le parti que tiraient Juarez et son gouvernement des discours de Jules Favre au Corps législatif. Il est indiscutable, en fait, que, s'ils n'ont aidé en rien à la solution des difficultés que rencontrait la France, s'ils n'ont rien pu empêcher, ils ont servi nos ennemis et augmenté les obstacles que nous avons trouvés au Mexique.

Que des soldats indignés de cette attitude d'un député français l'aient attribuée au plus vil intérêt, cela se comprend; qu'ils aient été jusqu'à dire que les preuves en existaient, c'est encore dans la logique de ces sortes d'accusations, rumeurs vagues qui se répètent et se propagent dans la foule, sans que personne cherche à les contrôler. Mais il est curieux que l'Empereur partageant cette croyance ait cru pouvoir saisir les *preuves authentiques* d'un pareil fait. Eût-il été vrai, il est infiniment probable qu'aucun banquier n'en eût laissé des traces dans ses livres, et, dans le cas contraire, qu'il se fût énergiquement refusé à livrer ces livres à l'examen des autorités françaises.

Le général Bazaine comprit vite qu'une démarche

quelconque de sa part n'aboutirait, en tout état de chose, qu'à un scandale inutile; il s'abstint en cette affaire, et fit sagement.

Personnellement, il ne croyait pas à la vénalité de Jules Favre, et il faut avouer que ce brillant orateur a, depuis, donné assez de preuves de l'inintelligence et de la maladresse aussi bien que de la sincérité de son patriotisme pour qu'on le puisse croire capable de faire à son pays beaucoup de mal sans en avoir conscience, à plus forte raison, sans être guidé par un mauvais sentiment et une pensée sordide.

Le maréchal Randon, ministre de la Guerre, était plus pratique dans ses correspondances de la même date. Très préoccupé du temps perdu par l'inaction du maréchal Forey, inquiet des dépenses toujours croissantes, et qu'il jugeait excessives, il écrivit le 30 septembre, au général Bazaine, qui, comme on se le rappelle, n'avait point encore reçu le commandement effectif du corps expéditionnaire :

... Je regrette cette résolution du maréchal parce qu'elle ne peut que répandre le doute et l'irrésolution dans le pays et parmi les populations qui avant tout ont besoin de sentir la main qui les gouverne. Je comprends que ceux qui nous sont hostiles peuvent chercher à tirer parti de cette fluctuation, surtout quand une presse imprudente, pour ne rien dire de plus, peut se permettre d'élever sur un piédestal un ministre plénipotentaire que son gouvernement rappelle, et sans doute pour de bonnes raisons.

J'ai vu aujourd'hui M. de Montholon[1] qui se dispose à se

1. M. de Montholon venait d'être nommé en remplacement de M. Dubois de Saligny.

mettre en route le 15 ou le 23 du mois d'octobre. Je le voudrais déjà auprès de vous, et je suis certain qu'entre vous deux, les choses marcheront bien. Je vois déjà avec grande satisfaction que vous pensez, avec l'effectif du corps que vous commandez, pouvoir faire face aux éventualités qui peuvent se présenter, que vous saurez tirer parti des différents éléments qui sont dans votre main.

Je ne saurais vous dissimuler que je ne trouve pas que votre intendant ait su mettre à profit les ressources en tout genre que le pays lui offrait, pour assurer les différents services qui dépendaient de lui. Il a bien plutôt cherché dans les coffres du Trésor à faire vivre l'armée, que par une vigilante et intelligente sollicitude à mettre de l'économie dans les dépenses : *celles-ci sont excessives et dépassent toutes les prévisions.*

Ce ne sera pas un des moindres services que vous rendrez en modifiant ces habitudes fâcheuses à tous les points de vue.

De même que l'Empereur correspondait directement et confidentiellement avec le commandant en chef, de même le ministre de la Guerre entretenait avec lui une correspondance qu'on pourrait appeler privée, si elle ne se rapportait point à une question d'intérêt public; mais, au milieu des circonstances si difficiles où l'on se trouvait, il semblait parfois nécessaire au maréchal Randon de communiquer au général Bazaine sa pensée tout entière, sans la faire passer par les bureaux du ministère. De là, à côté des lettres dont copie restait dans les archives de la Guerre, d'autres lettres qui, écrites de la main du maréchal, traduisaient ses opinions et ses appréhensions avec plus de netteté et de franchise. Nous les possédons aussi, et ce sont

ces documents, dont l'importance n'échappera à personne, que nous reproduisons de préférence.

Dans une de ces missives, datée du 15 octobre, le ministre revenait sur ce sujet des dépenses exagérées qui lui tenait fort au cœur, et il ajoutait des conseils excellents sur les devoirs des chefs d'armée, conseils applicables en tout temps.

Il est bien important, autant pour nos finances que pour la satisfaction de l'opinion publique en France, qu'il soit apporté plus d'économie dans les dépenses qu'occasionne notre occupation. On s'est trop accoutumé à la pensée que le gouvernement mexicain devait solder un jour les dépenses que la guerre a occasionnées et l'on a trop perdu de vue que c'est le trésor français qui, en dernière analyse, fait les avances.

Je reconnais volontiers qu'il y a des natures de dépenses qui sont spéciales au pays; mais je ne suis pas moins convaincu qu'il y en a d'autres que l'on pourrait modérer. Entre autres choses, je ne peux comprendre que le casernement des troupes ou leur logement devienne pour nous une source de dépenses...

... La solde, tant ordinaire qu'extraordinaire, a subi des augmentations considérables; cela constitue une dépense de plusieurs millions pour lesquels aucun crédit n'est ouvert. On a fait valoir tantôt la rareté des approvisionnements et des vivres, tantôt le siège de Puebla qui augmentait les difficultés; mais ce temps-là n'est plus, et je n'ai pas entendu dire que l'on songeât à rentrer dans les règles tracées pour les troupes en campagne; il est indispensable que l'on se préoccupe très sérieusement de revenir aux tarifs réguliers.

Les devoirs d'un commandant en chef, vous le savez, ne consistent pas seulement à bien conduire ses troupes un jour de bataille, mais à empêcher les gaspillages et les

profusions qui sont parfaitement indépendantes des soins bien entendus que réclament les besoins et la bonne administration d'une armée, surtout quand elle a si peu mis à profit, jusqu'à ce jour, les ressources que présente le pays.

Je ne peux rien vous dire de plus que ce que vous apprendront les journaux sur la mission que la députation mexicaine a eu à remplir auprès de l'archiduc; mais il est évident que la pacification du Mexique contribuera puissamment à la solution de toutes les questions pendantes.

Dans sa correspondance officielle, vers la même époque, le ministre se préoccupait de la construction d'un chemin de fer qui, partant de Vera-Cruz, traverserait les Terres chaudes jusqu'à la Soledad et pourrait être continué jusqu'au Chiquihuite, pour soustraire plus rapidement nos troupes, lors de leur arrivée et de leur départ, aux funestes influences de la fièvre jaune et des autres maladies qui exercent leurs ravages dans cette contrée pendant la plus grande partie de l'année.

Le gouvernement français promit des subventions, et, sous la direction d'un ingénieur français, M. Sansac, les travaux furent poussés avec rapidité. La solde des ouvriers seule s'éleva à 120 000 francs par mois.

En même temps, on établissait des ligne télégraphiques, et l'on s'occupait de la confection ou de la réfection des voies de grande communication.

On travaille activement au chemin de fer de la Soledad, écrivait le 8 octobre le général Bazaine à l'Empereur, et j vais renforcer les ateliers en y faisant descendre de Puebla les sept cents prisonniers qui y sont restés.

J'ai donné des ordres pour que le télégraphe soit étab

immédiatement de Vera-Cruz à la Soledad, Orizaba et Puebla. Je fais préparer le matériel nécessaire à la ligne de Mexico à Queretaro, et on l'installera quand je me porterai en avant. Les avances sont faites par les finances mexicaines aux adjudicataires de ces lignes qui, jusqu'à présent, n'ont pu les exécuter faute de fonds et de sécurité.

CHAPITRE IV

Préparatifs militaires. — A la poursuite de Doblado. — Le général de Castagny. — Étape de 10 à 15 lieues par jour. — Aguas-Calientes. — San-Juan de Lagos. — Zacatecas. — Zamora. — Émissaire de Juarez. — Réponse du général Bazaine (10 décembre 1863). — Entrée des Français dans Guadalajara (5 janvier 1864). — Santa-Anna. — Refus du général en chef de le laisser rentrer au Mexique.

L'œuvre d'organisation et d'administration commençait. Malheureusement elle ne pouvait s'accomplir que dans la partie du pays occupée par les troupes françaises. C'était peu, en comparaison de ce qui restait à soumettre. Or la pacification ne pouvait être assurée qu'autant qu'elle serait complète et générale; il fallait donc songer à étendre l'action de nos armes dans toute l'étendue du territoire.

Le général Bazaine, avant de se mettre en campagne, informa l'Empereur des dispositions prises (8 octobre 1863):

Je tirerai le meilleur parti possible des troupes mexicaines, mais elles n'ont pas encore la force morale, la confiance en

elles-mêmes nécessaires pour être lancées seules dans l'intérieur, tant que l'ennemi sera assez fortement organisé pour leur inspirer des doutes sur le résultat définitif des opérations. D'un autre côté, les populations préfèrent nous voir les premiers pour faire leur adhésion à l'intervention et à la politique qu'elle représente. Voici comme je compte opérer : échelonner ou réunir suivant les circonstances les troupes françaises sur la ligne d'opérations, employer les troupes mexicaines sur les lignes adjacentes. Comme conséquence du même principe, je fais armer avant tout les populations qui entourent nos centres d'occupation dans un rayon de 16 à 20 kilomètres, parce qu'étant toujours certaines d'être appuyées par nos soldats, elles se défendront. Dans le cas contraire, elles livrent leurs armes ou succombent.

J'ai l'intention d'opérer sur deux colonnes françaises, flanquées à droite par la division Mejia, à gauche par la division Marquez. Les deux colonnes centrales suivraient, l'une la route de Mexico à Queretaro passant par Tepeji, San-Juan del Rio, etc. ; l'autre, de Toluca à Queretaro, passant par Ixtlahuaca et Amealco. La division Marquez pourrait s'étendre vers Maravatio et menacer Morella où, dit-on, il n'y aurait que 500 cavaliers ; mais il est probable que les troupes régulières évacueront ces villes quand elles verront notre mouvement prononcé sur Queretaro. Cet ordre de marche aura l'avantage, sans s'écarter du principe : se diviser pour vivre, se réunir pour combattre, de pouvoir manœuvrer l'aile droite ou l'aile gauche en avant, selon les circonstances, et menacer les flancs des positions que l'ennemi aurait fortifiées. J'irai très probablement avec la colonne de Toluca, afin de bien diriger Marquez, et de frapper un coup de massue, si j'en trouve l'occasion. M. le général Douay suivrait la route de Mexico à Tepeji avec la division Mejia, et je réglerai ma marche de façon à rester en communication avec lui.

Le mouvement commençait : voici ce que le général

en chef écrivait à l'Empereur le 10 novembre :

Les opérations militaires sur Queretaro et Morelia sont commencées; les têtes de colonnes mexicaines sont près de San-Juan del Rio et de Maravatio; derrière elles sont échelonnées les troupes françaises. J'espère être à San-Miguel-Allende, point de concentration des colonnes, vers la fin de ce mois. Selon les forces ennemies que j'aurai devant moi, je marcherai sur Guanajuato, poussant le général Mejia dans la direction de San-Luis de la Paz, zone où il a toujours combattu et qu'il assure lui être dévouée, afin de faire prononcer les populations, pendant que j'organiserai l'État de Guanajuato. Peu de jours après, je dirigerai une expédition sur San-Luis de Potosi, si le gouvernement de Juarez tient bon, et si notre voisinage n'entraîne pas cet État à se prononcer contre lui; je compte y installer le général Mejia comme commandant militaire.

Quant au général Marquez, dès qu'il aura terminé la pacification de l'État de Morelia dont il s'emparera sous notre égide, il laissera une forte garnison dans cette ville, et viendra s'établir à Guanajuato avec le reste de sa division, pensant lui confier le commandement de cet État. Une division française ayant sa base à Queretaro, ses forces mobiles à San-Miguel-Allende et Dolorès-Hidalgo, appuyant l'un ou l'autre de ces généraux mexicains selon les circonstances...

... Pour attirer notre attention vers le sud, et détourner nos opérations de l'intérieur, l'ennemi a réuni 4 000 hommes de troupes régulières dans l'État de Guerrero, sous le commandement de Porfirio Diaz, qui, après avoir pris la petite ville de Tasco, a cerné dans Iguala le général Vicario qui, malgré mes instructions, s'est entêté à y rester, au lieu de revenir sur Cuernavaca dont il était le commandant militaire.

J'ai dirigé vers cette ville des troupes mexicaines pour tâcher de venir en aide à Vicario, malgré sa faute d'avoir voulu faire plus qu'il ne pouvait (il est de l'État de Guerrero), au lieu d'avoir su attendre le moment opportun et surtout

d'obéir ; il a beaucoup d'influence dans le pays et peut, dit-on, disposer à un moment donné de 1 500 volontaires.

J'ai suspendu l'absurde organisation du 1er régiment de cavalerie de la garde impériale qui avait été tacitement autorisé par le maréchal Forey...

Mais le général n'avait pas que des soucis militaires. A Mexico, de soi-disant amis de l'intervention se montraient plus dangereux que bien des ennemis ; aussi éprouve-t-il le besoin de revenir sur les difficultés intérieures qu'il a éprouvées, et dont il n'est sorti qu'en agissant avec énergie :

Je continue à faire tous mes efforts pour pacifier les esprits par la conciliation, et j'ai des promesses d'hommes influents du parti libéral modéré, que quand je serai dans l'intérieur leur parti se décidera, mais que pour le présent ils ne peuvent rien, la régence étant un obstacle à tout arrangement.

Ces jours derniers, il m'a fallu faire des représentations très sévères au gouvernement provisoire parce qu'il ne faisait pas exécuter loyalement le manifeste du 12 juin, principalement en ce qui concerne les biens nationalisés, la confiscation, la levée du séquestre, qu'il avait remplacé à mon insu par d'anciennes lois tirées de leur arsenal législatif, plus iniques encore que le séquestre et qui pouvaient raviver toutes les haines des partis. J'ai donc exigé le retrait immédiat de tous ces décrets, et une conduite plus franche et moins réactionnaire dans l'administration des affaires du pays. On m'a promis de rentrer dans la voie tracée par Votre Majesté, mais j'y tiendrai la main, et, s'il le faut, je mettrai ce débile et rancunier pouvoir en tutelle. M. le général Almonte semble toujours bien disposé, mais il manque d'énergie politique, et se prend trop au sérieux comme président de la régence.

La situation générale n'est cependant pas mauvaise; on a confiance dans la politique libérale de Votre Majesté, dans le résultat satisfaisant des opérations prochaines, et j'espère qu'à la fin de l'année un grand pas aura été fait vers la pacification du pays.

Le gouvernement français appréciait les talents et l'activité du général Bazaine, et naturellement en attendait beaucoup.

Le ministre de la Guerre lui témoignait sa confiance en lui écrivant le 15 novembre 1863 :

J'ai vu avec plaisir que vous aviez pris le commandement du corps d'armée, et que vous avez pris immédiatement vos dispositions pour entrer en campagne. Il y a eu beaucoup de temps perdu, et je désire fort que nous puissions le réparer, car il est évident que notre influence politique, au Mexique, dépend essentiellement du prestige militaire que nous devons y conserver. Je ne m'étendrai pas plus longuement sur les inconvénients de tous genres qui ont dû nécessairement être la suite de cette immobilité, qui a duré plus de trois mois et qui a permis non seulement à Juarez de recruter de nouvelles troupes, mais encore qui a dû faire douter de nos résolutions d'étendre notre action sur les provinces qui n'avaient pas encore reconnu le principe de notre intervention. Le mal est fait : il s'agit maintenant de réparer le temps perdu aussi *promptement* et aussi *complètement* que vous le pourrez.

... Dans vos précédentes dépêches, vous m'entretenez du déplorable effet qu'avaient produit deux décrets émanés de la régence, et qui avaient dû nécessairement recevoir l'approbation du commandant en chef : l'un des décrets interdisait la sortie du numéraire; l'autre frappait de séquestre les biens de certaines catégories de personnes. Le premier de ces décrets a été, je crois, rapporté; mais le

second, plus important au point de vue politique, aurait été maintenu sur des observations que vous auriez soumises [1], au moins à titre provisoire, malgré les injonctions formelles que le gouvernement de l'Empereur avait faites. Je vous prie de me donner des renseignements à ce sujet.

De toutes parts, il arrive des renseignements sur l'impopularité des actes de la régence à Mexico. On s'étonne que l'action du commandant en chef ait à ce point laissé flotter les rênes de ce gouvernement provisoire et n'ait pas conservé l'autorité suffisante pour s'opposer à des mesures qui ne sont pas en harmonie avec les déclarations qui, à diverses reprises, ont été proclamées par l'Empereur lui-même...

... Les généraux de Mirandol, Brémond d'Ars et Jolivet sont arrivés par le dernier paquebot. Je regrette que vous n'ayez pas conservé le dernier, et je crains que l'autorisation que je vous avais donnée dans mes précédentes dépêches de garder auprès de vous les officiers généraux dernièrement nommés, qui pourraient au Mexique vous rendre des services, ne soit arrivée que tardivement.

On continue à raconter beaucoup de choses fâcheuses sur le compte de M. de Saligny. J'aime à croire que vous aurez mis à exécution les prescriptions que, par ordre de l'Empereur, je vous ai adressées à ce sujet, et qu'à l'heure qu'il est, il aura quitté le Mexique.

Je ne sais plus où vous en êtes en ce qui concerne les décorations à distribuer, mais ce que je puis vous dire, c'est qu'il est à désirer que la profusion qui en a été faite prenne un terme, car vous ne sauriez plus comment récompenser les services exceptionnellement rendus...

Mais au moment où ce courrier partait d'Europe, le général Bazaine, décidé à réparer le temps perdu,

1. « C'était au contraire contre le séquestre que ces observations étaient faites. » (Annotation du maréchal Bazaine.)

sortait de Mexico (18 novembre), avec une colonne de cavalerie légère, et se dirigeait sur Guanajuato, où les dissidents, lui disait-on, avaient réuni leurs principaux moyens de résistance.

Le 24, il était à Maravatio, et, le 27, il rejoignait à Acambaro sa 1re division commandée par le général de Castagny. Quelques jours après, il retrouvait à San-Miguel-Allende la division Douay, et la lançait en avant-garde sur Guanajuato, où elle entrait le 8 décembre, accueillie par l'enthousiasme des habitants, tandis qu'il continuait sa route à l'ouest, vers Salamanca, dans l'espoir d'atteindre le général Doblado, lequel venait de lancer uue proclamation pour « stimuler le sentiment national et faire un appel aux « armes ». En annonçant cette nouvelle à son ministre, le général Bazaine ajoutait : « Nous n'avons plus qu'à « souhaiter qu'il tienne sa promesse, car un succès « militaire bien complet avancerait la solution politique. » (Lettre du 17 novembre 1863.)

Rarement, général d'armée déploya une plus grande activité. Les étapes sont de dix et parfois de quinze lieues par jour. Il passe par Silao, Piedra-Gorda, Léon et le 15 décembre il arrive à Lagos d'où Doblado est parti la veille. Le 24, il est à Aguas-Calientes, le 29 à San-Juan de Lagos, où, rejoint par le courrier d'Europe, il reçoit la lettre du maréchal Randon, en date du 15 novembre. Il y répond aussitôt :

Je reçois à l'instant votre lettre du 15 novembre. Mes dépêches précédentes doivent avoir mis Votre Excellence au courant des mesures que j'ai prises pour ramener la ré-

gence aux instructions de l'Empereur. Ce pouvoir, encore bien débile, a toujours besoin d'être stimulé, et je viens de nouveau d'adresser à M. le général Almonte des observations sur le manque de zèle et de dévouement de la plus grande partie des employés, qui ne voient dans les emplois qu'ils obtiennent, qu'une réparation accordée à leur vicissitude politique...

Il joint à sa lettre un long rapport sur les résultats de l'expédition, et reprend sa marche en avant.

Il avait laissé à Aguas-Calientes le général de Castagny avec l'ordre de se diriger au nord sur Zacatecas, dont il fallait occuper et protéger les mines; le général Mejia était à San-Luis de Potosi avec une division mexicaine, et venait d'y repousser une attaque du général juariste Negrete. Enfin le général Douay, parvenu à Zamora, formait la gauche de la base d'opérations du commandant en chef, appuyé par la division mexicaine de Marquez à Morelia. Des colonnes de cavalerie auxiliaire reliaient entre eux ces différents groupes et maintenaient leurs communications en cas d'attaque.

Ces mesures de prudence ne ralentissaient pas la marche de nos troupes, et le général Bazaine entra sans coup férir dans Guadalajara, le 5 janvier 1864.

La rapidité de cette marche et ces succès avaient, dès le début, tellement déconcerté les dissidents que M. Lerdo de Tejada, le principal ministre de Juarez, avait eu l'idée d'envoyer auprès de lui un émissaire, M. Saborio, de San-Luis de Potosi, pour chercher à entrer en arrangements (décembre 1863).

Le général ne perdit pas son temps en discussion. Il reçut l'envoyé, qui lui remit une lettre de M. Lerdo de Tejada, et il y fit, séance tenante, cette réponse aussi ferme que nette :

... M. Lerdo de Tejada parle de règlements à intervenir entre le gouvernement libéral et moi. Il ne saurait être question ni de traités ni de règlements, mais seulement d'*adhésion pure et simple* à l'intervention qui aujourd'hui constitue le Parti national, et chacun est admis à y prendre sa place, quelle que soit son opinion, quels que soient ses antécédents. Le passé de personne ne sera recherché ; le talent et les lumières de tous seront utilisés dans l'intérêt du pays.

Tel est, Monsieur, le programme loyal de l'intervention ; il n'a rien de menaçant. Loin de là, car il émane d'une idée généreuse dont la nation mexicaine ressentira bientôt, nous l'espérons, tous les heureux et salutaires effets.

Général BAZAINE.

La réponse ne manquait pas d'habileté, et l'allusion aux « talents et aux lumières de tous » appelés à être « utilisés dans l'intérêt du pays » était un appât jeté à l'ambition de ceux qui, plus préoccupés d'eux-mêmes que de leur parti, pouvaient avoir des velléités de se tourner vers le plus fort.

D'un autre côté, certaines adhésions arrivaient, mais toutes n'étaient point acceptables également. Ainsi le général Santa-Anna, ancien président de la République mexicaine, et qui avait toujours conservé l'espoir de jouer un grand rôle dans son pays, venait de s'adresser au ministre des Affaires étrangères, à Paris, afin d'obtenir l'autorisation de rentrer au Mexique.

Le commandant en chef fut consulté à ce sujet. Mis en défiance par ce qu'il voyait contre tout ce qui avait été proscrit ou s'était exilé, éclairé de plus sur le caractère de l'ancien président et sur ses intrigues, il fit connaître au gouvernement français que, si une démarche était faite directement auprès de lui, il n'autoriserait ce retour sur le sol mexicain que sous certaines conditions, et qu'il devait par suite laisser au général Santa-Anna l'initiative d'une demande qui lui paraissait singulièrement suspecte.

Le général ne se faisait point illusion sur les fautes commises au début, ni sur l'erreur fondamentale qui, dès les premiers jours, avait compromis le succès de l'intervention ; aussi ne se souciait-il guère de trouver de nouveaux adversaires dans de prétendus nouveaux adhérents. Volontiers il eût répété la parole connue :

— Mon Dieu, gardez-moi de mes amis ; je me charge de mes ennemis !

Les faits ne devaient point tarder à montrer combien sa conduite était prudente et sage.

CHAPITRE V

Mort de Mme Bazaine. — Correspondance de l'Empereur (1er et 16 novembre 1863). — Négociations avec les généraux dissidents. — Instructions contraires du 16 mai 1863. — Doblado. — Rapport de police sur Doblado. — Lettres de l'Empereur du 28 novembre et du 16 décembre 1863.— Les mines de la Sonora. — Le comte de Raousset-Boulbon.— La maison Jecker et Cie.

Mme Bazaine était restée en France. Elle mourut subitement vers cette époque... La nouvelle en parvint au général pendant son expédition dans le Nord. Sa douleur fut d'abord très vive, mais un courrier suivant lui ayant apporté des détails sur les causes de cette mort, elle changea d'objet...

Cet événement purement privé ne rentre point dans notre domaine d'historien de l'expédition; aussi ne l'aurions-nous même point mentionné, si, d'une part, il n'en était question dans les documents inédits que nous avons à citer, et si, d'autre part, il ne devait pas avoir une certaine influence sur les affaires du Mexique, puisqu'il permit au commandant en chef de se marier avec une Mexicaine...

La lettre confidentielle de Napoléon III que lui porta le courrier du 1er novembre, contenait l'expression de la sympathie du souverain pour le général en présence du malheur qui le frappait et sur lequel on ne savait encore rien; elle renfermait aussi des conseils et des aperçus aussi sages que justes :

Saint-Cloud, le 1er novembre 1863.

Mon cher Général,

Je voudrais aujourd'hui ne pas vous parler d'affaires, car je suis profondément attristé en pensant à la douleur que vous devez éprouver de la perte irréparable que vous avez faite. Si une sympathie bien vive pouvait être une consolation dans ces cruels moments, vous la trouveriez dans la part que l'Impératrice et moi prenons à votre juste douleur; mais, dans la position où vous êtes, je crois qu'il n'y a que le sentiment du devoir qui puisse adoucir votre chagrin.

Je vais aussi brièvement que possible vous indiquer les points qui attirent mon attention : 1° Tachez, comme le dit le correspondant du *Times*, de Mexico, d'organiser une cavalerie légère comme l'a fait la Compagnie des mines du *Real del Monte*. Elle a, en effet, offert un dollar par jour à tout homme qui se présenterait bien armé et bien monté, et elle a formé ainsi un corps de 170 hommes, qui assure ses convois. On pourrait peut-être agir de même et avoir ainsi une cavalerie auxiliaire utile.

2° Il serait bien important de n'occuper, à l'est, que Vera-Cruz, Jalapa, Cordova, et de former un corps mexicain qui occuperait les Terres chaudes; car nous ne pouvons pas laisser longtemps les Européens en proie aux maladies de ce climat, et il faut bien que les Mexicains défendent eux-mêmes leur propre pays.

3° J'espère qu'au moment où vous recevrez ma lettre, vous aurez déjà occupé les villes importantes qu'il vous reste à con-

quérir; cependant je crains que vous n'ayez pas assez de troupes pour aller jusqu'à San-Luis de Potosi. Le maréchal Forey me demandait toujours des armes pour armer les Indiens. Vous avez dû recevoir dix mille fusils et mille carabines.

Je déplore les croix que Forey a données aux Mexicains; il ne faut leur en donner que pour des actions d'éclat bien constatées.

Je suis enchanté que vous ayez fait rapporter le décret sur la confiscation. Il faut s'en tenir, en fait de politique, à la première proclamation de Forey, arrivant à Mexico.

On a dû vous écrire pour ordonner à Saligny de revenir en France, de gré ou de force, quand même il aurait donné sa démission.

Le maréchal Forey n'a, depuis le commencement de la campagne, proposé aucun général de brigade pour général de division. N'y aurait-il donc aucun de vos généraux dignes d'avancement?

Je compte sur vous, Général, pour amener à bien les affaires du Mexique, quoique je comprenne la difficulté de la tâche, surtout après les fautes que l'on a commises.

Surmontez, mon cher Général, la douleur que vous devez éprouver en pensant à la France, et comptez sur ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Le 16 novembre, toujours préoccupé d'arriver au plus vite à la pacification, c'est-à-dire à l'établissement de l'empire de Maximilien qui dégagerait la responsabilité de la France, l'Empereur, dans un court billet, signalait au commandant en chef diverses tentatives à faire pour détacher de Juarez certains de ses généraux :

Palais de Compiègne, 15 novembre 1863.

Mon cher Général, je n'ai, par ce courrier, aucuns nouveaux détails à vous transmettre, et d'ailleurs le ministre

de la Guerre vous donne des instructions précises. Seulement j'insisterai sur ce point essentiel que je vous recommande. Faites en sorte, autant qu'il dépendra de vous, de décider les généraux Doblado et Comonfort à se réunir à notre cause. Ce serait, vous le comprenez, un des meilleurs moyens d'amener une solution définitive. Croyez, mon cher Général, à ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Voici la preuve incontestable que c'est par ordre de l'Empereur que furent entamées ces négociations avec plusieurs généraux juaristes. Quoique menées aussi discrètement que possible et par des intermédiaires bien choisis, elles finirent par être soupçonnées de l'armée, qui ne se fit pas faute de les blâmer et d'en rejeter la responsabilité unique sur le commandant en chef. A la suite d'une campagne longue et pénible, les esprits ont une tendance à s'aigrir, à critiquer, à envier, et l'on ne voyait pas sans jalousie les avances faites à des ennemis, qui eussent ainsi trouvé dans leur défection non seulement leur pardon, mais même des récompenses et des faveurs.

L'armée se trompait : le général Bazaine, dont le devoir était d'obéir, ne faisait donc en cette circonstance que suivre les ordres de l'Empereur.

Il faut, à cette occasion, noter le changement qui s'était opéré dans l'esprit de Napoléon III : au commencement de la seconde campagne, dans ses instructions secrètes au général Forey, que celui-ci avait transmises à son successeur, il exprimait une volonté diamétralement contraire : « Il faut se méfier de Do-« blado, écrivait-il le 30 novembre 1862. Je ne fais que

« vous réitérer les recommandations de ne pas traiter « avec les hommes du gouvernement actuel, et sur- « tout avec Doblado qui est, à ce qu'on dit, l'homme « le plus fourbe et le moins consciencieux. » (Lettre du 16 mai 1863.)

Mais le temps avait marché, et, devant la nécessité d'arriver à une prompte solution des difficultés pendantes, il était de bonne politique de ne point se piquer d'une rigueur exagérée et de se plier aux événements, plutôt que de s'entêter à attendre qu'ils se pliassent à nos désirs.

Quant à la pensée d'acheter la défection d'un chef militaire, elle n'avait rien que de très naturel au Mexique, où les consciences, plus encore que les services, ne demandent qu'à être payées. En ce qui concerne particulièrement Doblado, ses antécédents permettaient amplement de lui adresser une telle proposition.

Le général Bazaine se fit donner des renseignements sur le personnage. Bien que trop longue pour être reproduite en entier, cette notice est assez intéressante pour qu'on en tire quelques extraits. Elle est intitulée : « Biographie de M. Manuel Doblado » et débute ainsi :

M. Manuel Doblado naquit au village de San-Pedro Piedra Gorda, de parents pauvres; on lui fit avoir une bourse au collège de la Purisima. Là, il commença ses études pour entrer dans le barreau. Plusieurs personnes respectables le protégèrent pour qu'il pût finir ses études, surtout le L° don Lorenzo Arellano qui rendit à Doblado de grands services. Au collège, il commença à se faire remarquer par ses instincts turbulents, mais, comme nous le verrons plus loin,

toute son ambition se résumait à commander le département, peu lui importait sous quel système...

Ses premiers actes politiques le présentent comme réactionnaire et clérical : « Dans le plan qu'il signa à Ganajuato, le 17 juin 1848, il existe un article ainsi conçu :

Art. 6. — On respectera religieusement les biens et les privilèges du vénérable clergé, et l'armée sera considérée avec toute la sollicitude que méritent les défenseurs d'un peuple libre.

Dans son pronunciamiento du 6 décembre 1855, il dit encore :

Sous prétexte de réformer le clergé, on veut introduire dans la République le culte protestant, d'autant plus dangereux qu'on nous le présente travesti et qu'il rompt le lien religieux, le seul capable de neutraliser les principes d'anarchie qui pullulent de tous côtés.

Ces paroles étaient belles : la conviction qui les dictait était de faible constitution. Un an n'était point écoulé que Doblado sanctionnait la *désamortisation* des biens du clergé. Puis il jura la Constitution de 1857, « malgré qu'elle était remplie de principes dissolvants. « Doblado était devenu un *puro*, mais *rouge*; il proscri- « vait et fusillait ceux qui l'année précédente avaient « été ses amis ».

Il eut la chance qu'on ne lui appliqua point semblable traitement.

En 1859, il conspire et est incarcéré à Mexico, le général Roblès Pezuela le fait mettre en liberté. Il

court à Vera-Cruz, d'où Juarez l'expulse. Il passe aux États-Unis.

En 1860, il revient dans son pays, se déclare gouverneur de Guanajuato, et il en exerce avec fruit les prérogatives. Il s'empare d'une *conduite* d'argent qu'on envoyait à Tampico.

En 1861, les lois de la Réforme sont mises en vigueur à Guanajuato, c'est-à-dire qu'on dilapide quatre ou cinq millions de piastres, produit des ventes des biens du clergé. Doblado possède plusieurs propriétés venant de ces biens.

Ces souvenirs n'empêchent nullement Juarez de l'appeler au ministère en 1862; il lui donne même le poste de chef de son cabinet. Doblado édicte alors « la « loi de *conspiradores* dans laquelle est déclarée traître « à la patrie toute personne qui protégera l'interven- « tion ». Et comme la reconnaissance ne le gêne point, il fait ou laisse assassiner son libérateur Roblès Pezuela (21 mars 1862). Il dilapide les biens de *beneficencia*.

Nous devons ajouter, poursuit la notice, que dans la dernière période de la domination des démagogues et selon les listes publiées, Doblado est celui qui a fait exécuter le plus d'officiers réactionnaires; nous ne ferons mention que des principaux dont nous nous rappelons : à Penzamo, à Villavicencio, Taboada père; à San-Luis Potosi, Luna, Yanez, et deux officiers au fort de Granaditas; plusieurs officiers de Marquez, à San-Jose de Iturbide. Le commandant Ybarguren à Celaya; le colonel Cagigas, et enfin cinquante personnes, officiers et soldats, furent fusillés dans le Monte de las Cruces, par son lieutenant Francisco Alcade. Doblado occupait alors le ministère.

Tel était un des hommes que les nécessités de la politique nous poussaient à attacher à notre cause. Il était certes capable de trahir son parti, mais il était incapable d'en servir loyalement aucun. La note, que le maréchal Bazaine a ajoutée au rapport ci-dessus mentionné, résume le rôle de Doblado : « Ses relations « avec l'intervention ont toujours été entachées de du- « plicité, et il n'a fait que du mal à son pays; mais, « par compensation, beaucoup de bien à ses intérêts « personnels. »

Ce désir de rattacher à la cause de l'intervention des gens suspects à tant d'égards provenait de la hâte qu'avait l'Empereur de mettre fin à une situation fausse.

Si l'on ne regarde que les souffrances physiques, il est certain que le sort du souverain, qui de sa volonté propre amène la guerre, est infiniment préférable à celui des pauvres diables qui vont risquer leur vie pour une œuvre qu'ils ne comprennent souvent pas. L'Empereur, aux Tuileries, à Biarritz, à Vichy ou à Compiègne, ne souffrait évidemment, ni de la fièvre jaune, ni des maladies propres aux climats chauds, pas plus qu'il n'était exposé aux coups de feu qui tuaient les Laumière, les Capitan et ces petits soldats inconnus, victimes obscures du devoir accompli. Mais si l'on songe aux souffrances morales, quelle torture ce devait être pour Napoléon III ? En dehors de cette pitié humaine qui l'apitoyait sur le sort des Français envoyés au Mexique, quelle était sa tristesse de sentir tant d'existences sacrifiées inutilement; de voir la

pensée maîtresse qui l'avait poussé dans cette expédition, méconnue, raillée, blâmée parce qu'elle n'avait pas réussi ; d'avoir la conviction que les choses n'avaient pris cette mauvaise tournure que parce qu'il avait été mal servi, mal secondé, et qu'il eût suffi pour éviter tant de maux d'un ministre plus clairvoyant et moins passionné que M. Dubois de Saligny, et d'un chef plus prudent que le général de Lorencez, plus actif et plus politique que le général Forey !

Et tandis que l'opposition, ne voyant que l'Empereur là où était la France pourtant, continuait ses attaques sans trêve ni merci, Napoléon, sous son air impassible et froid, cachait les bouillonnements d'une impatience qui ne pouvait éclater au jour.

La pensée toujours tournée vers le Mexique, il se reprenait à espérer une amélioration dans l'état de nos affaires depuis que le général Bazaine avait pris le commandement des mains du maréchal Forey. Il avait été tout heureux d'apprendre que ce changement était enfin un fait accompli, et, comme il ne pouvait laisser passer un courrier sans écrire, n'eût-il aucune instruction nouvelle à donner, il répétait au nouveau chef ses encouragements, ses conseils, et le stimulait par l'expression réitérée de sa confiance grandissante. C'est ainsi qu'il lui adressa ce petit billet par le courrier du commencement de décembre :

Compiègne, 28 novembre 1863.

Mon cher Général,

A propos de la légion étrangère, je vous répète combien je tiens à élargir ses cadres avec des officiers de bonne vo-

lonté et en cherchant des soldats parmi les Indiens. Il me tarde bien d'avoir de vos nouvelles. J'ai complètement confiance en vous ; ainsi faites tout ce que vous jugerez utile : je vous approuverai toujours.

Croyez à mon amitié.

NAPOLÉON.

On le voit clairement par ces documents confidentiels si précieux, les projets de l'Empereur étaient sages et très réalisables. Dans ce billet, il touchait un mot de la légion étrangère : il comprenait en effet que, pour rappeler nos troupes, il fallait que le nouveau gouvernement eût une force organisée à sa disposition. Or Marquez, avec ses soldats, n'était qu'un corps irrégulier, sur la fidélité duquel on ne pouvait guère plus compter que sur sa solidité au feu, et, malgré les tentatives faites, il y avait peu à espérer la formation d'une véritable armée mexicaine. Un noyau sûr et solide était nécessaire : ce noyau, on le trouverait dans une légion étrangère, se recrutant parmi les Indiens, et possédant des cadres formés d'officiers et de sous-officiers français ou européens. C'est sur ce point que revient l'Empereur dans sa lettre suivante :

Compiègne, 16 décembre 1863.

Mon cher Général,

J'ai reçu votre lettre du 10 novembre et je vois avec plaisir que vous allez vous mettre en route pour pacifier le reste du pays. Je vous recommande bien de nouveau de fixer toute votre attention sur la légion étrangère, afin de la porter successivement à un chiffre très élevé en prenant des Indiens comme soldats et en ne formant les cadres que d'officiers et sous-officiers français de bonne volonté. Vous

pourrez ainsi donner de l'avancement à des officiers et sous-officiers méritants. Cette organisation, si elle réussit, pourra former un noyau pour l'armée mexicaine, et, si vous pouviez créer quelques compagnies d'Indiens des Terres chaudes, elles pourraient occuper les endroits moins sains. Il va sans dire que les Indiens devraient entrer d'abord comme soldats, que l'avancement ne leur serait pas interdit, et qu'ils pourraient arriver, comme les indigènes dans les régiments de turcos, aux grades inférieurs.

J'ai lu le rapport de l'ingénieur Laur sur les mines de la Sonora. Il s'est formé ici une compagnie qui offrirait de grands avantages au gouvernement français et même au gouvernement mexicain, car elle se chargerait de former un petit corps de troupe et de faire tous les travaux à ses frais, promettant de donner au gouvernement français une partie des produits sur lesquels le gouvernement mexicain prélèverait un impôt.

L'établissement d'une colonie européenne dans la Sonora formerait bientôt une barrière contre les envahissements des États-Unis; et je sais déjà qu'un grand nombre d'Américains du Sud viendraient s'y établir. Il s'agit donc d'obtenir du gouvernement provisoire mexicain la concession au gouvernement français de toutes les mines exploitées de la Sonora, ou plutôt, comme on le dit en espagnol, *non encore dénoncées*. On règlerait plus tard quelles sommes on diminuerait sur le remboursement des frais de guerre, comme compensation de cette concession. Tâchez d'obtenir cela le plus tôt possible.

Si les membres du gouvernement provisoire ne marchent pas, il faudrait pourtant tâcher d'avoir à côté du général Almonte deux hommes énergiques et intelligents.

Recevez, mon cher Général, l'assurance de mon amitié.

NAPOLÉON.

Grâce à cette lettre, nous savons maintenant quand

et comment le gouvernement français parla pour la première fois de conquête ou d'occupation de la Sonora, dont les mines d'or et d'argent, depuis quelques années, attiraient l'attention de l'Europe et éveillaient les convoitises de hardis aventuriers.

Qui ne connaît le nom du comte de Raousset-Boulbon, de ce Français devenu légendaire, qui, dans une existence courte mais agitée, débuta par gaspiller l'or qu'il possédait, chercha ensuite à s'emparer de l'or qu'il ne possédait pas, et ne réussit d'ailleurs que dans la première de ces opérations?

Beau, brave et prodigue comme un gentilhomme ruiné, il songea que le Nouveau Monde offrait des trésors inépuisables aux vaincus de la vie, à la condition de les aller prendre. Il se rendit au Mexique dans le commencement de l'année 1852. Il sut intéresser à sa cause de puissantes influences, et se faire concéder par le gouvernement, sous la présidence d'Arista, l'exploitation des mines de l'Arizona, situées au nord de la Sonora.

Cette concession, plus profitable assurément à ceux qui l'accordaient qu'à celui qui la recevait, n'avait vraiment de valeur qu'à Mexico, car il fallut à Raousset-Boulbon une petite armée pour essayer de s'en servir.

A la fin de l'année, il avait réuni trois cents hommes ; il les avait organisés militairement et il s'était procuré quatre pièces d'artillerie. Avec cette troupe, il partit de San-Francisco, débarqua à Guaymas, marcha sur Hermosillo et s'en empara. Mais les difficultés commencèrent bientôt pour lui : il ne put se main-

tenir dans sa conquête. Il traita alors avec le général Gandara, qui commandait l'État, et il lui livra son artillerie et ses armes, moyennant vingt mille piastres qui lui servirent à ramener ses troupes en Californie. Il promit en outre, a-t-on affirmé depuis, de ne pas recommencer sa tentative.

Quoi qu'il en fût de cette promesse, donnée ou non donnée, Raousset-Boulbon ne résista pas au désir de revoir encore ces mines merveilleuses qu'on disait si riches. Avec un millier d'hommes, parmi lesquels se trouvaient la plupart de ceux qui l'avaient accompagné en 1852, il débarqua de nouveau à Guaymas, en juin 1854.

On ne lui offrit point de piastres, cette fois, mais du plomb, pour le faire partir. Le gouverneur de la Sonora, le général Yanez, marcha contre lui. Raousset-Boulbon, malade, épuisé, essaya de résister : il fut battu le 13 juillet et dut se rendre à discrétion avec sept cents hommes.

Le gouvernement mexicain donna l'ordre de les passer tous par les armes. Cette tuerie n'eut pas lieu ; le chef seul paya de sa tête son imprudence. Condamné par une façon de conseil de guerre, Raousset-Boulbon mourut en brave qu'il était, comme un beau joueur qui a perdu la partie...

Son aventure avait indiqué la route ; sa mort n'arrêta personne. Seulement, ceux qui s'engagèrent après lui s'y prirent d'autre sorte : ce n'était plus un gentilhomme, c'étaient des financiers.

La maison de banque Jecker et Cie, dont le non

n'a été que trop prononcé déjà, par deux contrats passés avec le gouvernement mexicain, le 19 décembre 1856, obtint l'autorisation de reconnaître tous les terrains vagues de la Sonora ainsi que de la basse Californie, de les délimiter et d'en lever les plans. Cette opération devait être faite à ses frais dans le délai de trois ans, sous la condition que la maison Jecker garderait un tiers des terrains vagues qu'elle découvrirait, tandis que les deux autres tiers deviendraient la propriété du gouvernement mexicain.

Des commissions scientifiques composées d'ingénieurs américains, parmi lesquels M. Th.-P. Hone, de géographes, de géologues et de dessinateurs, se mirent aussitôt à l'œuvre, et reconnurent toutes les côtes et îles de la Sonora, depuis le Rio Colorado qui est sa limite au nord jusqu'au Rio Fuerte qui la sépare au sud de l'État de Sinaloa. Mais, brusquement, le 17 mai 1859, un ordre du gouverneur de Pesqueira interrompit toutes leurs opérations par un arrêté d'expulsion qui ne leur donnait que quarante jours pour quitter le territoire.

Les commissions n'avaient pu lever les plans que sur une étendue relativement restreinte : sept millions d'hectares sur les vingt-six millions que contient approximativement la Sonora.

Cette mesure arbitraire et contraire au traité donna lieu à une protestation déposée chez le consul de France à Guaymas. Aussi, dès que la Sonora eut reconnu le gouvernement de l'intervention et fait acte d'adhésion à l'acte des notables de Mexico, la maison

Jecker proposa à la France de lui céder tous ses droits et actions résultant des contrats du 19 décembre 1856 contre une somme de deux millions de piastres (soit environ 10 600 000 francs), qui lui serait payée à Paris, moitié au bout de six mois, moitié au bout d'un an, ou bien au comptant en rentes sur l'État français aux cours du jour.

Il s'agissait en outre de coloniser les deux provinces de la Sonora et de la Basse-Californie, et d'y établir au profit de la France un droit, non pas de *possession*, mais d'*exploitation* des mines, dont la plupart étaient intactes. Aujourd'hui encore, le minerai s'y rencontre plus près de la surface que partout ailleurs, et les dépôts d'or en paillettes ou en grains (dits *placers*) y sont les plus considérables que l'on connaisse.

L'exploitation de ces gisements demandait donc peu de capitaux; on était assuré de trouver dans le voisinage de la Haute-Californie tous les ouvriers nécessaires; le climat y est salubre et les terres d'une grande fécondité. On comprend l'intérêt qui existait à s'emparer de ces concessions, et il était naturel qu'une compagnie se formât à cet effet; mais n'était-ce pas, de la part de l'Empereur, montrer trop de précipitation que de vouloir obtenir cette concession d'un gouvernement provisoire, intérimaire, sans consistance, et, pour tout dire, sous notre complète dépendance? Lui-même dépassa ses pouvoirs le jour où il donna son adhésion à cette aliénation d'une partie du territoire de l'empire mexicain; il eût dû attendre l'arrivée du futur empereur.

Il est vrai qu'en ce moment tout n'allait pas pour le mieux en Europe, et que la confiance du gouvernement français dans l'acceptation de l'archiduc Maximilien était alors quelque peu ébranlée. Il semblait qu'il eût hâte de s'assurer quelque avantage qui compensât un peu les sacrifices énormes auxquels il se trouvait entraîné par un concours contraire de circonstances.

CHAPITRE VI

Lettre du général Fleury (12 décembre 1863). — Doutes sur l'acceptation définitive de Maximilien. — Adhésion des populations. — Faiblesse des autorités. — Le général Bazaine à l'Empereur (27 décembre 1863). — Difficultés relatives aux biens du clergé. — Complicité de la magistrature. — Désaccord entre les membres du triumvirat. — Protestation de Mgr Labastida. — Émotion profonde. — Protestation des membres du Tribunal suprême. — Proclamation des généraux Almonte et Salas. — Décret du 2 janvier 1864. — Menées clandestines du clergé. — Attitude énergique du général Neigre, commandant supérieur de Mexico. — Réponse de Mgr Labastida. — Difficultés causées à la régence par le clergé.

On ignorait encore à Paris les succès du général Bazaine et sa marche hardie à travers le Mexique. D'autre part, l'insistance de Maximilien à demander l'adhésion du pays entier à sa candidature faisait naître des doutes sur son acceptation définitive. A mesure que le temps s'écoulait, cette opinion prenait plus de force, et l'on en trouve une preuve irrécusable dans une lettre particulière adressée le 12 décembre 1863 au général Bazaine par le général Fleury, aide de camp et premier écuyer de l'Empereur.

La lettre, écrite sous la dictée du général, avait pour objet de recommander tout particulièrement à l'attention du commandant en chef un jeune capitaine d'artillerie, dont le général Fleury, avec sa perspicacité habituelle et sa connaissance approfondie des hommes, avait discerné la valeur et présagé l'avenir. Il est inutile de le nommer ici, mais nous pouvons bien dire qu'il n'a pas démenti ces espérances favorables, puisqu'il est aujourd'hui à la tête d'un des corps d'armée les plus importants.

La recommandation faite, le général Fleury prenait la plume lui-même et causait à cœur ouvert avec le général Bazaine, dans un long post-scriptum :

Mon cher Général,

Excusez-moi de faire appel à votre bienveillance en faveur d'un officier que je connais sous d'excellents rapports, et qui me paraît digne de tout votre intérêt.

Je suis en route en ce moment pour Copenhague. N'ayant pas le temps de vous écrire une lettre qui ne fût pas une lettre de recommandation banale, j'ai eu recours à mon aide de camp. Vous ne devez pas moins penser avec quelle sollicitude je suis la marche des événements auxquels vous présidez, et combien je m'associe au concert d'éloges que le Mexique nous renvoie sur votre compte, depuis que vous tenez ses destinées dans vos mains habiles.

Mon avis personnel est que l'archiduc Maximilien finira par ne pas se décider, — que le gouvernement réactionnaire du maréchal Forey n'est pas viable, — qu'il est antipathique aux Mexicains comme à la politique française et que, dans cette occurrence, le plus heureux pour nous serait de fonder un autre gouvernement plus dans le *sentiment libéral* du pays ; de créer un dictateur quelconque, un Co-

monfort ou autre, pour opposer à Juarez, et enfin, dès que cela sera possible, de revenir en France avec notre armée. Voilà brutalement mon opinion et elle est celle de beaucoup d'autres hommes du gouvernement.

A vous de tout cœur,

Général FLEURY.

Nous demandons pardon au lecteur d'insister ainsi sur la plupart des documents que nous mettons sous ses yeux; mais ils sont d'une telle importance que nous manquerions à notre devoir d'historien en ne le faisant point. Or, ces confidences du général Fleury témoignent du secret désir de ceux qui entouraient l'Empereur, et, étant donnée la confiance dont jouissait l'aide de camp préféré de Napoléon III, l'on y doit voir également un reflet de la pensée impériale. C'est une nouvelle preuve à l'appui de ce que nous avons dit, en divers endroits de cet ouvrage, que l'Empereur, désillusionné maintenant, se fût contenté d'un « Comonfort ou autre », qui lui eût permis du moins de retirer promptement ses troupes avec une apparence de satisfaction. Le rêve d'un grand empire latin était déjà loin.

Cependant, et par un retour assez fréquent des choses d'ici-bas, alors qu'à Paris on jugeait en noir la situation au Mexique, tandis qu'auparavant il en était tout autrement, les résultats de l'intervention française devenaient de jour en jour plus satisfaisants.

La campagne du général Bazaine avait eu plein succès, et Juarez qui, depuis six mois, se croyait en sûreté à San-Luis de Potosi, évacuait cette place le

18 décembre et se retirait à Durango, dans le Nord-Ouest, à 880 kilomètres de Mexico. Comonfort, dans lequel le général Fleury voyait un nouveau président possible, était tué dans une rencontre, par le commandant Aguirre, de la division Mejia. Partout, sur le passage de l'armée, les populations faisaient adhésion au vote des notables de Mexico en faveur de l'archiduc. Malheureusement, elles n'osaient désigner elles-mêmes leurs autorités municipales, par crainte de représailles juaristes, et laissaient à nos généraux le soin de les désigner d'office.

C'était là le côté faible du mouvement : l'énergie manquait. Les villes qui demandaient des armes pour se défendre demandaient en même temps une garnison française, ce qu'il était impossible d'accorder à toutes.

Le gouvernement provisoire, de son côté, ne secondait nullement le général en chef dans sa résolution de constituer l'administration avec tous les éléments honnêtes et intelligents qui s'offraient. Il ne nommait que des réactionnaires peu capables ou âgés, et refusait tous ceux qui avaient fait partie de la précédente administration. L'esprit de parti créait ainsi partout des difficultés, et ravivait des inimitiés si préjudiciables à la pacification, but de tous nos efforts.

Le commandant en chef signalait cette situation à l'Empereur. Dans sa pensée, il ne voyait guère que l'acceptation définitive de l'archiduc qui fût capable de la modifier.

J'ai fait, dans la limite du possible, écrivait-il de Lagos, le 27 décembre, tout ce que j'ai pu pour amener le général

Doblado à notre cause, selon les instructions de Votre Majesté; mais il voulait avoir une entrevue dans le genre de celle de la Soledad, et j'ai préféré lui donner la chasse. Il est aujourd'hui dans la Sierra de Nochistlan (entre Guadalaxara et Zacatecas), cherchant, assure-t-on, à gagner un port du Pacifique, pour sauver la caisse qui contiendrait un million de piastres; cela me semble beaucoup. Il est possible que cette somme soit destinée à entretenir la guerre civile; cependant j'en doute, à cause de l'insuccès de l'appel aux armes que le général Doblado a lancé avant de quitter l'État de Guanajuato.

A Mexico, Almonte essayait bien de se maintenir dans la politique tracée par le manifeste du général Forey, mais les difficultés surgissaient chaque jour autour de lui. Profitant de l'incertitude du lendemain, de l'indécision qui régnait dans les esprits, la cour suprême de justice écartait toutes les affaires relatives à la vente des biens du clergé, refusait de confirmer les lois ou décrets qui s'y appliquaient et de prononcer la moindre condamnation contre ceux qui n'acquittaient point les *pagares* à leur échéance.

A deux reprises, le gouvernement avait dû intervenir, par des communiqués insérés dans la *Gazette officielle*, les 24 octobre et 15 novembre, pour rappeler aux juges comme aux justiciables, que les tribunaux étaient dans l'obligation de connaître de toutes les affaires qui leur étaient déférées pour les propriétés ou les locations des biens nationalisés. En vain, il avait déclaré de nouveau que les ventes régulières seraient confirmées et que les transactions frauduleuses seules pourraient être sujettes à revision; il se heur-

tait à une force d'inertie invincible et les intéressés ne pouvaient obtenir aucun jugement.

Le haut clergé, dont les conciliabules se tenaient ouvertement à l'archevêché, encourageait les résistances de la magistrature, comme si elles pouvaient aboutir à lui faire rendre ses biens. Quant à Mgr Labastida, il avait courageusement attendu le départ du général Bazaine pour se séparer de ses deux collègues du gouvernement et leur faire une opposition acharnée. Ceux-ci, furieux d'uue telle attitude, avaient riposté en déclarant qu'ils ne le considéraient plus comme faisant partie de la régence de l'empire.

La querelle ainsi envenimée, Mgr Labastida avait appelé à son aide les archevêques de Michoacan et de Guadalaxara, les évêques de Oaxaca, San-Luis de Potosi, Léon, Tamaulipas et Tulanc ingo, et cette façon de sy node adressa aux généraux Almonte et Salas (26 décemb re 1863) une protestation qui contenait ces pas sages :

... Attendu que personne, ni gouvernement quelconque ne tient autorité pour s'emparer des biens de l'Église et que, pour la même raison, les décrets, avis et circulaires, expédiés par ordre de Vos Excellences, comportant un but attentatoire et tyrannique contre la propriété sacrée, sont sujets à la censure de l'Église et spécialement à l'excommunication majeure décrétée (*fulminada*) par le concile de Trente dans le chapitre II de la 22e section de la Réforme. En conséquence sont compris dans cette peine canonique non seulement les auteurs et exécuteurs des décrets et circulaires précités, mais encore tous ceux qui, par un moyen quelconque, ont coopéré à leur accomplissement.

Attendu que le changement politique qui s'est opéré au

Mexique à la suite de l'intervention ne peut, en aucune façon, changer les obligations et les responsabilités morales et canoniques, et que pour la même raison nos protestations, conservant leur vigueur, nos circulaires et dispositions diocésaines, expédiées contre la constitution et les lois de la Réforme sont applicables aux circulaires de Vos Excellences précitées et à celles qui seraient rendues dans le même but;

Ceux qui ont encouru la censure canonique, pour exécution de la loi du 25 juin 1856 et des décrets publiés à Vera-Cruz par Juarez en 1859, et depuis à Mexico, et des communiqués et circulaires expédiés par ordre de Vos Excellences; les auteurs, exécuteurs, coopérateurs du dépouillement de l'Église en ses propriétés, maisons, rentes, possessions, actions, droits ou simples objets contenus dans ceux-ci, sont absolument obligés à la restitution et à la réparation du scandale, et ne pourront être absous, pas même à l'article de la mort, s'ils n'ont accompli les préceptes de l'Église rappelés dans nos circulaires et décrets diocésains.

Partout où ce document fut connu l'émotion fut profonde, et on le comprend de reste : c'était ni plus ni moins, de la part d'une partie du clergé, l'excommunication du gouvernement de la régence ainsi que de tous ses fonctionnaires.

On se demande à la suite de quelle aberration d'esprit tous ces archevêques et évêques pouvaient se méprendre au point de croire leur attitude, nous ne disons pas loyale ou correcte ou même habile, mais simplement opportune. Était-ce au moment où le parti clérical, revenu au pouvoir grâce à l'intervention française, cherchait à établir un ordre de choses régulier, qu'il fallait l'ébranler, le discréditer et par contre

rendre au parti juariste toute la force qu'on enlevait au général Almonte?

Était-ce le moment, lorsque notre armée guerroyait contre les Doblado et autres chefs hostiles, de jeter, sur nos derrières, la perturbation dans les affaires et les divisions dans les esprits? Fallait-il donc, alors que le sort de l'intervention restait encore incertain, alors que de nouvelles difficultés pouvaient amener un refus définitif de la part de l'archiduc Maximilien, achever de ruiner une situation assez compromise déjà? Évidemment, ce n'était ni patriotique, ni sage, ni politique; ce n'était rien de tout cela, et c'était autre chose, car quel spectacle étrange que celui donné par ces évêques, mettant tant d'âpreté au service de leurs intérêts et recourant aux armes spirituelles pour reprendre leurs « propriétés, maisons, rentes, possessions, ac-« tions, droits ou simples objets contenus dans ceux-« ci »! L'inventaire était complet.

Le 31 décembre, les membres de la Cour suprême, entraînés par un si bel exemple, ne craignirent pas, eux aussi, de se mettre en rébellion contre le gouvernement, en lui adressant une protestation contre les décrets et circulaires publiés au sujet des biens du clergé.

Émus de cette opposition aussi intempestive que maladroite, mais résolus à parler ferme cette fois, car ils parlaient au nom des intérêts généraux contre des intérêts particuliers, les généraux Almonte et Salas firent afficher la proclamation suivante dans la capitale:

Après avoir épuisé tous les moyens de persuasion à l'égard de ces magistrats d'une époque dont le retour est

impossible ; persuadés que le salut du pays est dans l'adoption des mesures libérales qui nous sont indiquées par la nation généreuse qui nous prodigue son sang et son or, sans autre ambition que celle de nous élever à la hauteur des peuples civilisés, nous avons dû nous résigner au pénible devoir d'écarter des fonctions publiques les magistrats de la Cour suprême qui nous ont refusé leur concours. Mexicains, restez calmes et soyez sans inquiétude. Les régents, investis de l'autorité, d'accord avec les chefs de l'intervention, veillent sur vos intérêts. Le cours de la justice ne sera pas un instant interrompu.

En effet, par un décret du 2 janvier 1864, tous les magistrats de la Cour suprême avaient été révoqués et remplacés sur-le-champ.

L'énergie au service d'une cause juste produit un effet immédiat : l'opinion publique approuva hautement la conduite des généraux Almonte et Salas. Par contre, Mgr Labastida, qui était entré si légèrement en campagne, se crut menacé de représailles sévères et jugea prudent de se cacher... Mais on voulait bien le tancer et non le persécuter. Aucune mesure de rigueur ne fut prise ni contre lui ni contre les membres du clergé.

Mansuétude peut-être excessive, car, loin de les calmer, elle les enhardit dans leur rébellion. Ils firent imprimer clandestinement une proclamation au peuple mexicain, qui fut, pendant la nuit, glissée sous les portes des principales maisons de Mexico.

On porta quelques exemplaires de ces écrits au général Neigre, commandant supérieur de Mexico. Il n'hésita pas à s'adresser à l'inspirateur de toute cette

agitation, Mgr Labastida, et il le mit poliment mais fermement en demeure de renoncer dorénavant à de tels agissements :

Mexico, 16 janvier 1864.

Monseigneur,

On vient de porter à ma connaissance un fait d'une extrême gravité : j'ai entre les mains des écrits incendiaires que l'on glisse sous les portes de certaines maisons et qu'on distribue clandestinement dans le public. Les auteurs de ce coupable manifeste s'adressent à de vils intérêts matériels que répudie notre sainte religion, et font appel aux plus détestables passions contre l'armée de S. M. l'Empereur, qui vient arracher le Mexique au désordre, protéger les pasteurs des âmes et rendre la liberté à leur saint ministère; ils oublient que ces prélats dont ils prétendent se faire les organes et qu'ils représentent comme humiliés et abandonnés, n'ont jamais été entourés de plus de respect et de vénération.

Je suis persuadé, Monseigneur, que vous ignorez ces manœuvres criminelles; je viens vous les signaler et vous adresser une prière dans l'intérêt de l'ordre public et de ces esprits égarés.

Puisque c'est au nom de la religion, dont nous sommes les fils aînés, au nom des prélats que nous couvrons de nos respects, qu'un parti s'agite pour troubler le repos public, dites à ce parti, Monseigneur, que nous surveillons ses menées, que les armes de la France maintiendront la tranquillité, et que, s'il nous répugne toujours d'employer des moyens de répression, nous saurons cependant, si les circonstances nous en font un devoir, faire rentrer dans l'ombre, d'où ils sortent pour lancer leurs diatribes, les véritables ennemis du Mexique.

Veuillez leur dire cela, Monseigneur, et s'ils s'arrêtent devant votre parole évangélique, vous aurez rendu un grand service au pays; à défaut de leur reconnaissance, vous aurez la nôtre.

Cette lettre était conforme aux instructions données à diverses reprises par l'Empereur, notamment à celles formulées dans sa note du 3 juillet 1862 au général Forey :

Montrer une grande déférence pour la religion, mais rassurer en même temps les détenteurs des biens nationaux;

ans sa lettre du 14 avril 1863 :

Il faudra tranquilliser les acquéreurs de biens nationaux, ceux-là surtout qui ont légitimement acquis les propriétés ecclésiastiques régulièrement mises en vente... Déclarer que le gouvernement provisoire protégera le culte catholique; rappeler les évêques, mais cependant établir, en principe, la liberté des cultes; faire assister une partie des troupes le dimanche à la messe.

Il eût été ridicule, en effet, de la part des Français, de ne pas agir au Mexique d'après les principes appliqués en France sur ces matières. Quelques fanatiques seuls pouvaient le trouver mauvais.

Par malheur, Mgr Labastida était de ceux là, et il fit à la lettre du général Neigre cette réponse insolente :

Général,

En réponse à votre lettre du 16 de ce mois, j'ai l'honneur d'affirmer à Votre Excellence que je n'ai jamais eu et n'ai encore, à cette heure, aucune connaissance des écrits incendiaires qu'Elle me dit avoir été distribués dans la ville; il serait indispensable que je les lise pour pouvoir en parler; Votre Excellence me sera donc très agréable si Elle veut bien m'en envoyer un exemplaire.

Ma lettre se terminerait là, si Votre Excellence n'avait

formulé contre le clergé mexicain certaines assertions autres que les écrits précités et dont je suis dans la nécessité de rectifier l'inexactitude.

C'est un fait prouvé et de notoriété publique que nous avons tous protesté contre ces deux individus qui ont la prétention de former un gouvernement, et contre les circulaires du 9 novembre et du 15 décembre de l'année passée, et nous déclarons catégoriquement que l'Église souffre aujourd'hui les mêmes attaques contre ses immunités et ses droits qu'au temps du gouvernement de Juarez, que jamais elle ne s'est vue persécutée avec autant d'acharnement et que la situation qui nous est faite est pire que celle de ce temps-là.

Il semble à Votre Excellence que, dans l'exercice de leur saint ministère, les pasteurs des âmes jouissent de la plus grande protection et de la liberté la plus complète, que jamais ils n'ont été entourés de plus de respect et de vénération.

Que Votre Excellence remarque que les deux documents (notre protestation et votre lettre) contiennent, en ce qui concerne la situation de l'Église et de ses pasteurs, deux propositions contradictoires, et que des deux, l'une est nécessairement vraie et l'autre nécessairement fausse.

Selon l'exposition des faits et les déductions de la logique, il en résulterait que nous autres, prélats mexicains, nous nous trouvons, selon l'assertion de Votre Excellence, dans l'alternative de nier nos écrits ou de les rétracter.

Nous ne nous rétracterons pas, parce que nous avons parlé selon la vérité, réclamé selon la justice, agi selon le droit, et nous avons la conviction qu'on nous a mis dans la triste nécessité d'agir ainsi.

Par ce que me dit Votre Excellence, je vois qu'elle est mal informée sur la situation de l'Église mexicaine; je suis persuadé que si elle avait mieux connu les faits, les intérêts et les mobiles qui ont fixé notre conduite, Votre Excellence nous eût rendu justice et se serait fait une autre opinion.

On reste confondu devant un tel langage. Il était d'autant plus déplacé que Mgr Labastida avait été reçu à Miramar avant de revenir au Mexique, qu'il s'était entretenu avec l'archiduc des intérêts du clergé mexicain, et qu'il ne pouvait ignorer que, le 10 octobre 1863, Maximilien avait donné au conseil de régence, dont il faisait partie, l'ordre de ne rien décider touchant les biens ecclésiastiques avant son arrivée au Mexique.

Comment ceux-là mêmes qui avaient le plus vivement désiré, sollicité et préparé l'acceptation de Maximilien suscitaient-ils tant de difficultés à son futur gouvernement? Comment l'archevêque de Mexico, primat du Mexique, osait-il prendre la triste responsabilité d'accentuer la rupture avec le seul pouvoir dont le clergé pût attendre appui et protection? Ce serait là une question insoluble si, en d'autres temps et en d'autres pays, on n'avait vu les fanatiques de ce genre agir de la sorte, fatiguer leurs amis de leurs exigences impossibles et les perdre sûrement en se perdant eux-mêmes.

Qu'a gagné le parti clérical à l'échec de l'empire mexicain?

Il n'a recouvré ni ses maisons, ni ses rentes, mais il a amené le triomphe de Juarez et la consolidation de la République.

CHAPITRE VII

Le général Bazaine rentre à Mexico (4 février). — La résistance armée. — Porfirio Diaz dans l'État d'Oaxaca. — Uraga dans l'État de Colima. — Ortega dans les États de Durango et de Sinaloa. — Bons effets de la présence du général Bazaine à Mexico. — Scission du haut clergé. — M. de Montholon. — Convention avec le gouvernement mexicain. — Cession des mines de la Sonora à la France. — L'amiral Bouet-Willaumez et la division navale du Pacifique. — Le port de Guaymas. — L'amiral Bosse à Vera-Cruz. — Matamoros. — Le commandant Cloué. — Circulaire du général Bazaine. — Situation meilleure. — Annonce de l'arrivée de Maximilien (30 janvier 1864). — Lettres de l'archiduc au général Almonte (26 décembre 1863, 10 janvier 1864). — La délégation mexicaine aux Tuileries (22 octobre 1863). — Napoléon III au général Bazaine (15 février 1864). — Votes publics en faveur de l'Empire. — Débats dans les Chambres françaises. — Santa-Anna sort de sa retraite. — Acte d'adhésion imposé à lui et à son fils. — Sa duplicité. — Mesures énergiques du commandant en chef. — Santa-Anna se plaint à Napoléon III. — Réponse de l'Empereur.

La veille de son départ pour le Nord, le 17 novembre 1863, le général Bazaine, dans une lettre au ministre de la Guerre, parlait ainsi de Mgr Labastida : « Le gouvernement provisoire est divisé par suite de

« l'opposition systématique faite par l'archevêque à « toutes les mesures prises pour calmer les passions « politiques et arriver à la conciliation. J'ai ramené « M. le général Almonte dans une voie plus libérale, « je le soutiens, et nous arriverons à écarter le prélat « qui se rend impossible. Ce désaccord n'influence en « rien l'esprit de la majorité de la population, mais « au contraire ramène au gouvernement quelques li- « béraux qui se tenaient à l'écart. »

Ces appréciations optimistes ne s'étaient point réalisées, on l'a vu, et l'opposition systématique de l'archevêque s'était changée en une guerre déclarée, non pas seulement « contre ces deux individus qui ont la « prétention de former un gouvernement », comme il disait dans son langage dédaigneux, mais contre la représentation du futur empereur Maximilien et contre l'intervention.

Le général Bazaine, recevant ces nouvelles à son quartier général, comprit que sa présence était nécessaire à Mexico. Renonçant à continuer sa course dans le Nord, il redescendit rapidement, par Salamanca et Queretaro, faisant des étapes de 15 à 18 lieues par jour. Il rentra à Mexico dans la soirée du 4 février.

Il avait lieu d'être satisfait des résultats obtenus par ses troupes.

En effet, Juarez avait jugé bon de se transporter de Durango à Monterey et de se rapprocher ainsi de la frontière des États-Unis qui devenait sa dernière base d'opérations; comme suprême ressource, autour de

lui, il n'avait plus que les 3 000 hommes dont disposait Doblado dans l'État de Nuevo-Léon.

En dehors de cette troupe, les forces ennemies étaient réduites à trois groupes : le général Porfirio Diaz tenait l'État d'Oaxaca avec 4 000 hommes environ, le général Uraga était à la tête de 5 000 hommes dans l'État de Colima, et Ortega, l'ancien défenseur de Puebla, occupait les États de Durango et de Sinaloa avec un corps d'armée de 4 000 hommes.

Quelques bandes de cavaliers pouvaient se montrer encore dans l'intérieur des points occupés par l'armée française, mais c'était plutôt en pillards qu'en ennemis qu'ils opéraient, et ils disparaissaient promptement dans les parties accidentées du pays dès qu'une de nos colonnes leur donnait la chasse.

La situation militaire s'était donc considérablement améliorée.

Le retour du commandant en chef dans Mexico produisit des effets également bons. Au lieu du gouvernement faible et sans prestige de la régence, le haut clergé allait avoi[illegible] de lui un homme énergique, un général victo[illegible] il comprit que la rébellion devenait dangereuse, et, avec un esprit de soumission qui eut le tort de se montrer un peu tardivement, il tenta de se rapprocher du gouvernement. L'archevêque de Guadalajara, les évêques de San-Luis et de Puebla donnèrent les premiers un exemple qui fut généralement suivi, et Mgr Labastida se trouva bientôt presque seul dans son opposition.

M. Dubois de Saligny s'était enfin résigné à obéir

aux ordres de l'Empereur, et il s'était embarqué le 3 janvier à Vera-Cruz. Son successeur, M. de Montholon, avait présenté ses lettres de créance au gouvernement mexicain le 17 janvier. Il importait de profiter de ce changement de ministre pour régler certaines questions. M. de Montholon, en effet, avait reçu des instructions spéciales pour s'entendre avec la régence au sujet du remboursement des frais de guerre, qui s'élevaient déjà pour les années 1862 et 1863 à la somme de 210 millions. C'était notre droit évidemment, et il ne fut pas contesté : le malheur voulut que la convention signée à ce sujet demeurât lettre morte, faute de fonds.

Le général Bazaine, par la même occasion, songea à satisfaire les désirs de l'Empereur à l'égard des mines de la Sonora. Des correspondances venues de Guaymas annonçaient l'arrivée dans cette ville de compagnies américaines, formées d'aventuriers et de mineurs auxquels Juarez aurait donné des concessions. Le général en chef saisit ce prétexte, et mit en demeure le gouvernement mexicain de concéder à la France les mines de la Sonora. On ajouta à la convention un article ainsi concu : « Comme garantie de la « bonne exécution de la présente convention, et en « témoignage de gratitude pour le gouvernement de « l'Empereur des Français, le gouvernement mexicain « concède au gouvernement français la faculté d'ex- « ploiter toutes les mines de l'État de la Sonora qui « se trouveraient actuellement non exploitées ou non « dénoncées, et lui reconnaît pour lui ou pour les com-

« pagnies concessionnaires le droit d'entretenir, dans « l'État de Sonora, des troupes chargées de la garde « de ces mines. »

Le général en chef écrivit immédiatement au contre-amiral Bouet-Willaumez, qui commandait la division navale du Pacifique, de surveiller spécialement le port de Guaymas, et en même temps de lui envoyer les renseignements les plus exacts, soit par Sân-Blas et Guadalajara, soit par l'isthme de Panama, sur l'état de la Sonora et des centres miniers d'Urès et d'Arispe, voisins de la frontière des États-Unis.

Le rôle de la marine, dans l'expédition du Mexique, était considérable.

La vie tout entière du pays est pour ainsi dire dans ses ports, dont les douanes sont les plus sûres et les plus constantes sources de revenus. Nos marins firent preuve d'un grand zèle et d'un admirable dévouement: toujours sur la brèche, ils se montrèrent d'excellents auxiliaires, malgré les horreurs d'un climat terrible qui causait parmi nos équipages les plus affreux ravages.

Du côté de l'Atlantique, le seul port de communication avec l'Europe, Vera-Cruz, était bien gardé. L'amiral Bosse séjournait presque toujours avec plusieurs bâtiments, en rade de Sacrificios. Un peu plus au nord, Tampico avait reçu, en novembre 1863, une garnison française, qui y avait débarqué sur des chaloupes, et y tenait vaillamment, malgré les maladies et les morts. L'exportation de l'argent monnayé se faisait principalement par ce port, et il avait paru né-

cessaire de l'occuper pour mettre la main sur le produit de ses douanes.

Matamoros, à l'extrême nord du Mexique, sur le grand fleuve du Rio Bravo, restait encore port libre. Le général Bazaine songeait à le faire occuper, malgré la difficulté du débarquement pendant les mois d'hiver où, d'octobre à mars, les eaux sont violemment refoulées par les vents du nord. L'amiral Bosse dut se borner à surveiller ces parages pour empêcher la contrebande de guerre. C'était par Matamoros que les confédérés du Sud recevaient leurs chargements d'armes; aussi la tâche de nos croiseurs devenait d'autant plus délicate qu'il était difficile de savoir si les armes qui entraient dans le Rio Bravo étaient destinées aux Mexicains ou aux Sudistes.

A l'extrême Sud, le Yucatan, en état d'insurrection depuis près de trente années, cherchait à profiter des troubles pour assurer son indépendance. Le commandant Cloué vint, en janvier 1864, s'embosser, avec le *Magellan,* devant Campêche. Cette ville était en rivalité avec Mérida, où se trouvait le général Navarrete. Celui-ci offrit son concours au commandant qui accepta, et, devant ces forces réunies, Campêche ouvrit ses portes. Le résultat de cette tentative hardie fut la soumission du Yucatan, et de la petite armée de Navarrete, qui reconnurent le gouvernement d'Almonte et le vote de l'assemblée des notables de Mexico.

Grâce à la bravoure de nos soldats et de nos marins, grâce à l'intelligence et à l'énergie de leurs chefs, i

était relativement aisé de soumettre le pays; mais les difficultés commençaient dès qu'il s'agissait de régulariser, d'administrer la conquête. Le général Bazaine avait été à même de constater, dans sa campagne du Nord, combien les fonctionnaires mexicains étaient au-dessous de leur tâche. Dès sa rentrée à Mexico, il se résolut à les placer sous la surveillance directe des généraux et commandants supérieurs français.

Le commandant supérieur, écrivait-il à chacun de ses délégués territoriaux, a une mission de surveillance à exercer sur l'autorité administrative; elle consiste à se tenir au courant des actes du préfet politique, des magistrats, des agents financiers, sans s'immiscer dans les affaires dont la direction est confiée à chacun de ses fonctionnaires, et à les diriger par ses conseils.

Relisez le manifeste du 12 juin 1863 et pénétrez-vous de ce document. Rien n'est changé aujourd'hui au programme de l'Empereur à cette époque. Si le préfet politique commet des fautes qui engagent notre politique, il est de votre devoir de lui signaler le danger, de l'inviter même à suspendre une mesure si elle peut compromettre la situation, en le prévenant que vous m'en référez. Dans ce cas, vous me ferez parvenir, sans retard, vos explications détaillées, afin que je puisse provoquer de suite l'intervention du gouvernement mexicain.

Le clergé a besoin d'être surveillé, mais en joignant la prudence à la fermeté : je me réserve de prononcer sur toutes les questions qui le concernent; il vous suffira donc de me rendre compte de tout ce que vous aurez appris. Signalez-moi sans hésitation les juges qui dérogeraient aux principes posés sur la nationalisation des biens ecclésiastiques.

Lorsque les membres du clergé vous demanderont de mettre à leur disposition les séminaires et autres établisse-

ments moraux, examinez attentivement s'il vous est possible de les satisfaire sans porter préjudice à l'installation des troupes et aux besoins généraux des services. Je vous autorise alors à opérer la remise de ces établissements, mais en faisant bien ressortir que vous en accordez provisoirement la jouissance, et non la restitution qui ne saurait être possible à aucun titre. Il est bien entendu que cette mise en jouissance ne pourra s'appliquer qu'aux établissements qui n'ont pas été adjugés ou vendus et qui sont restés propriétés de l'État.

Vous m'adresserez mensuellement, à la date du 1er de chaque mois, un rapport succinct sur chacun des services administratif et politique.

Ces instructions avaient l'avantage de laisser la question des biens du clergé à la décision de l'empereur Maximilien, tout en limitant, dans la mesure du possible, les conflits à redouter.

Le moment approchait où la situation de la France au Mexique allait cesser d'être ambiguë, et où une solution allait intervenir. Il était temps d'ailleurs.

L'opinion, dont le général Fleury s'était fait l'écho, à l'égard des dispositions de l'archiduc, ne devait point être confirmée par les faits.

M. Gutierrez de Estrada, le grand promoteur de cette candidature, n'avait jamais désespéré du succès final.

Sur ce point, il ne saurait y avoir de doute, grâce au document que nous possédons : une lettre écrite par lui à un membre du Parlement anglais, le 30 décembre 1863, et qui était parvenue, d'une singulière façon, au général en chef. C'était le colonel Jeannin-

gros, commandant supérieur de Vera-Cruz, qui avait pu s'en procurer le double, — par quel moyen, il ne le dit pas, — et qui, le 6 février, l'avait adressé au général Bazaine.

Dans cette lettre, M. Gutierrez de Estrada exposait les motifs de sa confiance :

L'archiduc, quoi qu'on en dise, n'a rien changé à ses dispositions ni rien révoqué. Loin de là, vous pouvez tenir pour certain qu'il partira dans le courant du mois de mars prochain, époque à laquelle on pourra connaître en Europe le résultat du vote *général* (mais non universel) de la nation, seule condition qu'il mette aujourd'hui à son départ et dont l'accomplissement est pour nous un fait complètement assuré.

Il est à remarquer, en effet, et ceci nous tranquillise entièrement, que la question du Mexique est tout à fait en dehors du mouvement politique général de l'Europe. C'est une affaire suivie exclusivement entre l'empereur Napoléon et l'archiduc, avec l'approbation de l'empereur son frère comme chef de la famille, mais sans la moindre immixtion du gouvernement autrichien.

Cette situation, favorable à l'Autriche en tant qu'elle met la Vénétie ou toute autre compensation hors de cause, a aussi un résultat favorable à la question mexicaine en la laissant isolée et sur son terrain spécial; la France se trouvant au Mexique déjà, et n'ayant devant elle d'autre solution que le trône de l'archiduc, qu'il y ait en Europe guerre ou non.

Le bâtiment autrichien qui portera ce prince au Mexique ne sera arrêté ni par l'Angleterre, qui sera vraisemblablement l'alliée de l'Autriche dans les complications prévues, ni par la France, qui l'y conduit.

Il me semble que les illusions n'ont aucune part à ces appréciations toutes pratiques...

Fort de sa conviction dans l'assentiment du prince, il envoyait de Paris le télégramme suivant :

S. A. I. l'archiduc Ferdinand-Maximilien d'Autriche a définitivement pris la résolution de s'embarquer pour le Mexique dans le courant du mois de mars prochain.

La *Gazette officielle* de Mexico reproduisit ce télégramme le 30 janvier. Le général Bazaine était donc instruit des projets de l'archiduc : c'est ce qui explique la petite note qu'il traça sur la lettre du colonel Jeanningros : « *Accuser réception en remerciant. N'ap-* « *prend rien de plus que ce que le général savait déjà.* « 13 *fév.* »

Quelques jours plus tard, le 16 février, le courrier d'Europe apporta au général Almonte une lettre du prince, dont un passage levait les derniers doutes sur son acceptation :

Lorsque les vœux librement émis des États de Morélia, San-Luis-Potosi, Guanajuato et Guadalajara seront venus s'ajouter à ceux des États qui ont déjà ratifié le vote des notables de Mexico, et qu'ainsi les provinces les plus centrales, les plus riches et les plus peuplées, se seront prononcées pour l'empire, je serai en droit d'espérer que le mouvement monarchique, continuant sous l'impulsion du parti de l'ordre, le pays tout entier ne tardera pas à suivre le même exemple.

Je pourrai, par conséquent, accepter en ce cas définitivement la couronne, puisqu'il est probable que d'ici là toutes choses pourront être réglées en Europe. Veuillez donc faire en sorte, cher Général, qu'aussitôt que la régence connaîtra les adhésions susmentionnées, elle les transmette au président de la députation qui alors, ac

compagné de ceux des délégués qui se trouveront en Europe à cette époque, aurait à se rendre sans délai à Miramar pour venir me les présenter.

Soyez persuadé qu'à partir du moment de mon acceptation définitive, je m'efforcerai, autant que possible, de rapprocher le terme de mon départ pour ma nouvelle patrie.

Je charge le baron de Pont de vous faire connaître mes vues sur plusieurs points de détail, et je suis, cher Général, avec une estime sincère,

Votre très affectionné

MAXIMILIEN.

Miramar, ce 26 décembre 1863.

Une seconde lettre de l'archiduc, en date du 10 janvier 1864, pareillement adressée au général Almonte, était encore plus formelle :

Mon cher Général,

Vos communications du 27 novembre dernier m'ont informé des détails de la crise que venait de traverser la régence et qui s'est terminée par la retraite de Mgr Labastida.

A la distance où je me trouve encore du théâtre des événements, je ne prétends pas prononcer sur la question qu a donné naissance à cette crise ; mais tout me porte à croire, dès à présent, que vous avez bien fait d'éviter un conflit avec l'autorité française, en laissant subsister provisoirement le *statu quo*, tout comme je suis d'avis que la patrie devra vous être reconnaissante de la persévérance et de l'abnégation dont vous avez fait preuve depuis l'origine de l'intervention.

Je vous remercie, cher Général, des bonnes nouvelles que vous me donnez du progrès des opérations militaires dans l'intérieur du pays ; elles permettent d'espérer que d'ici à peu de semaines, nous connaîtrons les votes du reste de la nation au sujet de ses futures destinées.

Ma résolution, je le répète, est prise depuis le 3 octobre, et aussitôt que les négociations relatives aux garanties indispensables à obtenir pour la nouvelle monarchie auront abouti, ce qui, j'en ai l'espoir, ne va pas tarder, je suis prêt à me rendre au désir des Mexicains.

Croyez, mon cher Général, aux sentiments de haute estime avec lesquels je suis

Votre très affectionné

MAXIMILIEN.

Miramar, 10 janvier 1864.

De son côté, l'empereur Napoléon III, rassuré par la nouvelle et favorable tournure que semblaient prendre les événements, envisageait l'avenir avec plus de sérenité. Il en attribuait équitablement tout le mérite au général Bazaine, et, comme il n'était pas ingrat, il se faisait un plaisir de lui adresser un nouveau témoignage de sa satisfaction, dans sa correspondance confidentielle :

Palais des Tuileries, le 15 février 1864.

Mon cher Général,

Je suis très content des nouvelles reçues du Mexique. Votre lettre du 5 janvier, de Guadalajara, me parvient à l'instant et je vous félicite de vos succès.

Si je ne vous ai pas écrit depuis un mois, c'est que je n'avais rien de particulier à vous dire ; et je trouve que vous remplissez avec tant de zèle et d'habileté mes intentions, que je n'ai qu'à vous donner *carte blanche*, et à vous dire de faire pour le mieux tout ce que vous jugerez convenable. La seule chose qui m'inquiète, c'est le vote pour l'archiduc. Sera-t-il unanime et pourra-t-on avoir un suffrage qui, aux yeux de l'Europe, ait bien l'apparence d'un vœu national ? Tâchez d'arranger cela le mieux possible.

M. Corta, député, va au Mexique remplacer M. Budin. Je pense que vous vous entendrez bien avec lui.

Adieu, mon cher Général; recevez l'assurance de ma confiance entière et de mon amitié.

NAPOLÉON.

En résumé : pas de réaction, une armée mexicaine pas trop nombreuse mais bonne; ordre rétabli et sécurité sur les routes. L'archiduc, s'il reçoit les adhésions, compte partir au mois de mars ou d'avril.

L'horizon s'éclaircissait. La solution entrevue se rapprochait, et, le désir aidant chez tous d'en finir, on la jugeait excellente parce qu'on la voulait telle.

Restait la fameuse question du « vœu national ». Comment obtenir un vote sérieux dans un pays, sans registres de l'état civil, parmi une population d'Indiens ignorants et illettrés? On tourna cette difficulté d'une manière fort habile.

On s'arrangea pour recueillir, dans la plupart des localités, les adhésions de quelques notables, puis les procès-verbaux, revêtus de signatures certifiées authentiques par les municipalités, étaient reproduits dans la *Gazette officielle*.

En regard de chaque procès-verbal, on faisait figurer, non point le total des signataires, mais le chiffre de population de la localité, comme si tout le monde, hommes, femmes et enfants, avait voté. De la sorte on arrivait à établir que, sur 8 620 982 habitants que comptait le Mexique à la fin de 1862, 6 445 564 avaient adhéré à l'empire.

Les résultats présentés de la sorte étaient fort sé-

duisants et de nature à faire sur les esprits, aussi bien en deçà qu'au delà des mers, une sérieuse impression. Depuis trois mois, la *Gazette officielle* ne cessait d'enregistrer ces actes, et, à y voir figurer successivement tous les grands centres de population, tels que les États de San-Luis-Potosi, Léon, Queretaro, Guadalaxara, Zacatecas, Aguas-Calientes, Guerrero, Guanajuato, Tehuantepec, et du Yucatan, les districts, de Tulancingo, Pachuca, Tlascala, Huamantla, Perote, Jalapa, etc., etc., on pouvait fort bien se faire illusion sur la portée du mouvement.

Ces volumineux procès-verbaux furent expédiés officiellement à M. Gutierrez de Estrada, à la fin de février. La France les attendait peut-être avec plus d'impatience encore que l'archiduc Maximilien.

De grands débats, en effet, venaient d'avoir lieu devant les Chambres, et le maréchal Randon, ministre de la Guerre, les résumait ainsi dans une lettre confidentielle adressée au général Bazaine :

Dans la discussion de l'Adresse, l'expédition du Mexique a eu, comme on devait s'y attendre, une vive part dans les attaques de l'opposition.

La politique de l'Empereur a triomphé grâce au talent avec lequel M. le ministre d'État [2] l'a soutenue; grâce aussi à la confiance que j'ai cherché à faire naître sur les résultats que votre prudence et votre fermeté sauront obtenir. Il me semble que mieux que jamais nous pouvons espérer qu'avant la fin de l'année vous pourrez nous renvoyer une partie de vos régiments, ainsi que vous m'en avez donné

1. M. Billault.

confiance dans votre précédente lettre. Ce serait un fait bien autrement concluant que tous les discours des plus éloquents orateurs.

Ces heureux résultats obtenus simultanément au Mexique et en France ne satisfaisaient point également tout le monde.

Le Mexique possédait un personnel nombreux d'anciens présidents, d'anciens ministres et de généraux, qui se croyaient toujours en disponibilité et point en retraite, et qui, descendus du pouvoir, n'aspiraient qu'à y remonter

Tant que dura la période d'incertitudes et de troubles, l'espoir leur restait ouvert, et ils attendirent assez patiemment. A cette heure, l'avenir semblait se fixer : aussi quelques-uns d'entre eux jugèrent-ils opportun de pousser à la continuation du désordre et à l'échec du mouvement favorable à Maximilien. Le général A. L. de Santa-Anna, six fois président ou dictateur, fut un des premiers à le tenter.

Santa-Anna avait joué un rôle considérable dans les affaires de son pays. Sa fortune, qui était immense, lui avait conservé des amitiés solides. Ne pouvant lutter contre Juarez, il s'était mis à l'écart, par habileté plus encore que par prudence, et, de sa retraite de l'île Saint-Thomas, il surveillait les événements.

On a vu comment il avait accueilli la première nouvelle de la candidature de l'archiduc. Tout heureux de trouver un appui pour combattre le gouvernement de Juarez, qui paraissait s'affermir, il avait été un des premiers à encourager les démarches de

M. Gutierrez de Estrada. Mais il commençait maintenant à trouver qu'elles avaient trop bien réussi, et il jugeait le moment venu d'opérer une diversion et d'arrêter un mouvement qui allait contre ses secrets désirs. Le 22 février, il arriva inopinément, avec son fils, en rade de Vera-Cruz, à bord du packet anglais *Comway*.

Ce n'était point un ami qui nous arrivait là : il nous détestait cordialement, et sa haine, pour être ancienne, n'était point pourtant sans motif. En 1838, la flotte française aux ordres de l'amiral Baudin, et dans laquelle le prince de Joinville commandait la corvette *la Créole*, attaqua Vera-Cruz que défendait Santa-Anna ; dans le bombardement du fort de Saint-Jean-d'Ulloa, un boulet lui enleva une jambe. Il ne devait point nous le pardonner.

Le commandant Maréchal, gouverneur de Vera-Cruz, informé de sa présence à bord du *Comway*, en prévint aussitôt le général Bazaine. Celui-ci comprit les embarras que pouvait lui susciter un pareil homme. Il enjoignit aussitôt au gouverneur de ne le laisser descendre à terre qu'autant qu'il aurait signé un acte d'adhésion formel au nouvel ordre de choses établi au Mexique.

Santa-Anna et son fils se prêtèrent de la meilleure grâce du monde à cette exigence. Nous possédons l'original de cet acte, dont voici la reproduction :

Je, soussigné, déclare sur l'honneur donner mon adhésion à l'intervention française, et reconnaître comme seul gouvernement légitime la monarchie proclamée par l'assemblée des notables sous le titre d'Empire mexicain, avec le princ

Maximilien, archiduc d'Autriche, pour empereur du Mexique.

Je m'engage également à m'abstenir de toutes démonstrations politiques et à ne rien faire, soit par écrit, soit verbalement, qui tendrait à faire supposer que je rentre dans mon pays autrement que comme simple citoyen.

A.-L. DE S^TA^-ANNA.

A bord du packet anglais *Conway*, le 27 février 1864.

Je m'engage comme mon père aux conditions ci-dessus énoncées.

ANGEL-L. DE SANTA-ANNA.

Rectifié le lieu où la signature s'est donnée [1].

Le Commandant supérieur,

H. MARÉCHAL.

Le général Bazaine avait raison de se défier de Santa-Anna et de lui imposer une déclaration de ce genre, mais il avait tort de croire que cette déclaration lierait le moins du monde Santa-Anna. Celui-ci le lui fit bien voir, et sans attendre longtemps.

En effet, à peine débarqué, tandis qu'il écrivait au président de la régence, le général Almonte, qui avait été son aide de camp pendant la campagne du Texas en 1836, et plus tard son ministre de la Guerre après la révolution de Guadalajara, et qu'il lui donnait l'assurance que son retour sur le sol natal n'avait d'autre but que de coopérer, autant qui lui serait possible, à la consolidation du régime que la nation venait de se donner; tandis qu'il offrait ses services au gouver-

1. Le papier portait primitivement la mention : « A Vera-Cruz, le... »

nement, le priant de lui transmettre en retour telles instructions qu'il jugerait convenables, il rédigeait une proclamation hostile à ce même gouvernement, et faisait expédier cet appel à ses partisans à Mexico et à Orizaba, où elle était publiée, le 3 mars, dans le journal *l'Indicateur*.

Le général Bazaine, dès qu'il eut connaissance de ce document, négation de la parole d'honneur donnée la veille, comprit qu'il n'y avait rien de bon à attendre de la présence d'un pareil homme sur le territoire mexicain, et il lui expédia l'ordre de quitter immédiatement le Mexique, avec sa famille. Et sans tarder, l'amiral Bosse l'embarqua sur la corvette le *Colbert* et le déposa à la Havane (12 mars).

Puis la *Gazette officielle* publia une note interdisant la reproduction et le colportage de son manifeste, et menaçant de poursuites quiconque enfreindrait cette défense. L'énergie du commandant en chef coupa court à ces velléités d'opposition, et débarrassa la régence d'abord et plus tard Maximilien de la présence de cet homme dangereux.

Quant à lui, de la Havane il regagna sa splendide retraite de l'île Saint-Thomas. De là, raillant la mesure prise contre lui, il eut la hardiesse de se plaindre à l'empereur Napoléon III des procédés du général Bazaine à son égard, protestant contre son expulsion, et réclamant le droit de rentrer au Mexique.

Sa conduite était-elle encore ignorée du souverain, quand parvint sa lettre à Paris, ou bien le départ de Maximilien étant très proche, l'Empereur ne voulut-il

point accentuer la rupture avec un homme qui jadis avait souhaité le rétablissement de la monarchie, et dont l'influence était peut-être encore à ménager? Toujours est-il que Napoléon III poussa la condescendance jusqu'à lui répondre, et il le fit en des termes beaucoup trop doux assurément et qui avaient le défaut de paraître blâmer la mesure pourtant si juste et si nécessaire du commandant en chef.

Paris, 15 mai 1864.

Général,

Je regrette vivement ce qui s'est passé et la mesure rigoureuse que l'on a cru devoir prendre à votre égard; mais aujourd'hui que l'empereur du Mexique a pris les rênes du gouvernement, c'est à lui de décider ce qu'il y a à faire : je lui ai envoyé la lettre que vous m'aviez écrite.

Je vous prie, Général, de recevoir l'assurance de mon estime et de mes sentiments distingués.

NAPOLÉON.

Ces procédés bienveillants n'apaisèrent en rien le courroux de ce candidat perpétuel à la présidence du Mexique, de cet ennemi invétéré de la France. Maximilien ayant maintenu la mesure d'expulsion prise contre lui, il se tourna vers les États-Unis, et, s'il n'obtint pas leur intervention active telle qu'il la sollicitait, il contribua du moins à faire prendre au cabinet de Washington cette attitude comminatoire devant laquelle le gouvernement français eut l'air de céder, quand il rappela ses troupes et abandonna son œuvre.

CHAPITRE VIII

Pacification du pays. — Le général Uraga. — Don Juan Alvarez. — Les *Resguardos*. — La légion étrangère. — Lettres de l'Empereur et du maréchal Randon (31 mars 1864). — La Banque du Mexique. — L'Institut. — Appréhensions du ministre de la Guerre (29 février, 15 avril, 1er mai 1864). — Craintes à l'égard des États-Unis. — Succès militaires.

En dépit des difficultés et des oppositions, l'œuvre de pacification du pays continuait à s'accomplir. Tandis que nos colonnes expéditionnaires donnaient la chasse aux derniers rassemblements armés, la masse de la population, par nécessité autant que par goût, plus éprise de repos que de politique, s'apprêtait à recevoir le nouveau gouvernement. On en avait assez de cet état de guerre continuel, et celui, quel qu'il fût, qui viendrait y mettre un terme, était certain d'être bien accueilli.

Déjà la perspective de ces temps plus calmes produisaient ses effets : le commerce reprenait, la confiance renaissait, et des adhésions plus significatives que les premières montraient les tendances plus favo-

rables d'un grand nombre de Mexicains. Parmi celles-ci, il faut citer celles de Nuñez, ex-ministre des finances de Juarez, de Diaz Miron, ancien gouverneur de l'État de Vera-Cruz; enfin la famille de Doblado était rentrée à Guanajuato.

Bien plus, dans le courant du mois de mars, un des principaux chefs juaristes, le général Jose Lopez Uraga, envoya au général Bazaine un intermédiaire chargé des premières ouvertures. Le commandant en chef saisit avidement ce prétexte d'entrer en relations avec ce dissident, et il adressa cette réponse à Uraga :

...Vous semblez aujourd'hui, lui disait-il, ou désespéré de la cause que vous soutenez, ou fatigué des luttes déplorables qui désolent votre patrie. Votre patriotisme vous conseille la résignation aux événements accomplis, et vous invite à ne plus participer à une lutte fratricide.

Quel que soit le parti que vous preniez, Général, quelque soit le désir que vous manifestiez, vous trouverez toujours en moi un adversaire loyal ou un appui sûr. Votre haute raison vous fera comprendre sans peine que, de vous à moi, il ne peut exister que des relations parfaitement définies : *nous devons être ensemble ou l'un contre l'autre.*

Si vous désirez rentrer dans la vie privée, ce que je regretterais pour vous et votre pays, je vous sauvegarderai les droits acquis par de longs et honorables services, et vous pourrez vous retirer dans les îles des Trois-Maries, comme vous semblez le désirer, ou partout ailleurs si cela vous convient mieux.

Si, au contraire, et laissez-moi vous en donner le conseil, vous prenez le parti de servir encore votre pays, je saurai vous faire conserver la position qui vous est due et dans laquelle vous êtes appelé à rendre longtemps encore d'éminents services.

Formulez donc franchement votre pensée, Général; entre frères d'armes on se comprend toujours lorsqu'on met la franchise au service d'un noble caractère et d'une grande valeur personnelle.

Cette manière de flatter son ennemi en l'élevant jusqu'à lui, et en mettant sur un pied d'égalité le général mexicain et le commandant en chef du corps expéditionnaire, toucha vivement celui qui en était l'objet. Le résultat fut qu'à l'arrivée de Maximilien, le général Uraga, avec toute sa troupe, se rallia à l'empire et accepta le poste de conseiller d'État.

Pendant ce temps, l'organisation du pays se poursuivait activement sous l'influence du général Bazaine. Il était alors préoccupé d'assurer la tranquillité des villes et des campagnes au moyen d'une création analogue à notre gendarmerie. Il y avait un intérêt d'autant plus grand à cela que dans certaines provinces, notamment dans l'État de Guadalajara, les préfets politiques cherchaient à établir, sous prétexte d'ordre public, de véritables petites armées.

Le commandant en chef adressa au général Almonte (23 mars 1864) un règlement pour l'organisation de ces gardes, qui devaient porter le nom de *Resguardos*. Les précautions étaient prises pour que ces troupes ne pussent devenir un danger : on ne leur donnait ni arsenaux, ni états-majors.

A côté de ces forces purement municipales, il s'agissait de créer une armée nationale. Le futur empire ne pouvait s'en passer, et l'occupation française ne devait point être éternelle, puisque la création du

nouveau gouvernement avait surtout pour but de nous permettre une retraite honorable.

Où prendrait-on les chefs et les soldats de cette armée? Parmi les Mexicains et les Indiens, c'était recommencer le passé, et rien ne pouvait faire prévoir que les vieilles habitudes de pronunciamientos et de rébellions ne se renouvelleraient pas avec ces mêmes éléments de désordre et d'indiscipline. Le gouvernement français s'était d'abord arrêté à la pensée de constituer la base et le noyau de cette armée à l'aide d'une forte légion étrangère, et il avait chargé le général Bazaine d'étudier les moyens propres à la créer et à l'organiser.

A la fin de février, le commandant en chef transmit son projet à l'Empereur. Il était sage et pratique.

Cependant, malgré la hâte qu'il avait d'abord montrée, le gouvernement français ne pressa point la mise à exécution. Voici, à ce sujet, ce qu'écrivait au général Bazaine le ministre de la guerre (31 mars):

Il n'y a pas opportunité à accélérer cette organisation, dont le développement successif sera en rapport avec le rapatriement de nos troupes. Je me borne à vous dire que l'ensemble de votre projet répond aux intentions de l'Empereur et que vous recevrez, quand il sera temps, les décrets qui s'y rapporteront.

N'était-ce point là l'effet de nouvelles venues de Miramar au sujet d'incidents dont le récit se trouvera quelques pages plus loin ?

L'Empereur dut, momentanément, modifier son idée première; il envoya au général Bazaine l'autorisation

de composer la légion avec des Indiens, mais il défendit d'y recevoir aucun soldat français.

A ce moment, le bruit d'un refus de Maximilien avait couru. Ce bruit était faux. Une lettre du ministre de la Guerre, portant en marge les mots : *Très confidentielle*, en informait le commandant en chef :

Les journaux et les lettres particulières auront pu répandre la nouvelle que l'archiduc Maximilien, à la suite de quelques discussions de famille, aurait abandonné l'intention de se rendre au Mexique : *n'en croyez rien.* Son départ de Miramar pourra être différé de quelques jours, mais sa résolution n'a pas changé.

L'œuvre de la régénération du Mexique est trop grande, le succès de nos armes et les efforts de toute espèce que la France a faits ont trop bien préparé cette œuvre pour que le prince ne tienne pas à honneur de l'entreprendre et de répondre ainsi au vœu de ces populations si longtemps bouleversées par les révolutions.

Le premier courrier vous apportera la confirmation de tout ce que je vous dis aujourd'hui; et il importe que vous ne négligiez rien pour détruire le mauvais effet qu'un doute sur les résolutions de l'archiduc ne manquerait pas de produire parmi les hommes encore hostiles.

Recevez, mon cher Général, etc.

Maréchal RANDON.

Nous trouvons dans la correspondance secrète de l'Empereur un écho de ces incidents :

Mon cher Général,

Je ne vous écris que pour vous féliciter de l'heureuse et brillante campagne que vous avez faite; j'espère qu'elle portera ses fruits

J'approuve grandement votre conduite militaire et politique; et si, comme il en a l'intention, l'archiduc suit vos conseils, je ne doute pas de son succès.

L'archiduc a été retenu à Vienne par quelques difficultés; mais je pense qu'il s'embarquera vers le 10 avril. Il compte passer par Rome, et peut-être par Madrid; de sorte qu'il ne pourra guère arriver avant le mois de juin; je le regrette beaucoup à cause de la fièvre jaune.

Je me préoccupe un peu de la partie méridionale du Mexique, qu'il sera plus difficile de pacifier; je voudrais que vous n'y employassiez, si cela est possible, que des troupes indigènes.

Le ministre vous a dit quels étaient nos projets pour le rapatriement des troupes; mais comme l'essentiel est de ne pas compromettre notre œuvre, il ne faudrait pas hésiter, si vous le croyez indispensable, de garder plus de troupes avec vous.

Dites aux officiers et soldats combien j'apprécie leurs services. J'espère pouvoir bientôt nommer Castagny général de division.

Recevez, mon cher Général, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

Le 31 mars 1864.

Un des bons symptômes étaient la confiance que paraissaient avoir déjà les Européens dans l'avenir du Mexique sous le sceptre de Maximilien.

Dès le mois de janvier 1864, une compagnie franco-anglaise, sous l'impulsion de MM. E. Gudin, Shepard et Charles Bright, s'était formée pour obtenir l'autorisation de construire à ses frais une grande ligne de chemin de fer, allant directement de Mexico au port de Tampico. Napoléon III, à qui elle s'adressa, s'empres-

sa de soumettre au général en chef le projet de concession. Le général l'approuva et émit le vœu que les travaux fussent immédiatement commencés : cette seconde voie de communication entre Mexico et l'Atlantique était en effet d'un intérêt capital aussi bien pour le développement du commerce entre le Mexique et l'Europe que pour la rapidité et la facilité des mouvements de nos troupes. Mais la concession définitive resta, ainsi qu'il était juste, soumise à la décision du futur empereur. Des conseils, peut-être désintéressés mais malheureux à coup sûr, devaient la faire refuser.

Un groupe de banquiers de Paris, MM. Hottinguer, Finlay Hodgson, Pillet-Wil, Mallet frères, Seillière, Marcuard, André, Armand et Michel Heine, avaient, dès la fin de l'année 1863, demandé au gouvernement provisoire le privilège nécessaire pour établir, sous la dénomination de Banque du Mexique, un grand établissement d'escompte, de circulation et de dépôt, placé sous la surveillance et la protection immédiates du gouvernement. M. Michel Heine vint même à Mexico étudier la situation de la place, les besoins financiers du pays, et discuter les statuts de cette banque d'État.

Après trois mois de négociations, la *Gazette officielle* publia, le 30 janvier 1864, le décret de concession. Toutefois, en celle-ci comme en toutes autres concessions analogues, un dernier article stipulait que le privilège accordé ne produirait son effet qu'après avoir été ratifié par l'empereur du Mexique.

La même sanction n'était heureusement pas néces saire pour une mesure d'ordre public devenue chaqu

jour plus urgente : la prohibition des jeux de hasard, tels que le *monte* et la roulette, qui faisaient tant de victimes tant dans la population mexicaine que parmi nos soldats. Le général Bazaine prit à ce sujet des mesures sévères, qu'on ne saurait trop approuver.

Napoléon est toujours le modèle des conquérants : sa promptitude à organiser dépassa sa rapidité à vaincre, et l'imagination populaire est restée frappée des institutions qu'il s'efforça de donner à l'Égypte, pendant le temps que nos armes, sous sa direction, soumirent à notre influence ce pays à la fois riche et désolé, et où les hommes, par leur inaptitude et leur insouciance, semblent à l'envi se complaire à rendre stériles les trésors de leur sol.

Mais Napoléon ne se contenta pas de donner à l'Égypte une administration capable d'améliorer sa situation matérielle ; il voulut aussi que la science profitât de sa conquête, et il créa un Institut, composé des hommes éminents qui l'avaient suivi.

Le général Bazaine songea à reprendre au Mexique cette heureuse idée, et, avec l'aide de deux hommes également remarquables, M. Doutrelaine, colonel du génie dans le corps expéditionnaire, et M. Jose Salazar Harregui, sous-secrétaire d'État des travaux publics dans le gouvernement mexicain, il mena à bien l'exécution de son projet.

Nous nous faisons un devoir de citer ici la plupart des Français qui furent jugés dignes d'être nommés membres de cet Institut : presque tous ont montré depuis combien le choix avait été heureux.

C'étaient, en dehors du colonel Doutrelaine, président général de la commission et de quelques notabilités mexicaines, les colonels Boyer et de la Jaille, M. l'intendant Friant, M. Louet, payeur en chef, M. Laur, ingénieur des mines, M. de Morineau, chancelier de la légation de France, les docteurs Erhmann, Claudel, Coindet, Hounau, médecins de l'armée, le commandant Vasse, les capitaines Bergé, de Miribel, de Lahitolle, Mercier, Brunet, de l'arme de l'artillerie, les capitaines Rousselle, Warnet et Vosseur, de l'état-major, etc.

Une séance solennelle, à laquelle assista le général en chef, accompagné du général Almonte, auquel il céda la présidence d'honneur, inaugura avec éclat les travaux de la Commission...

Tandis que le Mexique guidé, par une main ferme et soumis à une direction habile, se préparait ainsi à accueillir son nouveau souverain, les politiques se demandaient quelle serait la situation des deux chefs en présence : de l'empereur, qui aurait l'autorité nominale et le prestige de la couronne, et du commandant en chef du corps expéditionnaire, qui détiendrait entre ses mains la réalité du pouvoir et la force?

Cette perspective n'était point sans causer de vives appréhensions au ministre de la Guerre, car enfin il ne s'agissait pas seulement de la personne du général Bazaine, mais bien de la dignité de la France, dont le général n'était que le représentant.

Une question qui me préoccupe par anticipation, écrivait dès le 29 février le maréchal Randon au général Ba-

zaine, est celle de savoir s'il conviendra que vous ayez le commandement direct et supérieur de l'armée mexicaine, ou s'il faudrait seulement établir ce principe que partout, en station comme en mouvement, lorsque les deux armées occuperont des garnisons communes ou feront partie d'une même expédition dans l'intérieur du Mexique, le commandement devra être attribué au chef du corps français. A mon sens, il y aurait tout avantage à ce que le commandement direct sur l'armée mexicaine vous appartînt, et cela dans l'intérêt même de l'organisation de cette armée, car cela vous permettrait de vous occuper incessamment de tout ce qui a trait à son instruction et à sa discipline.

Le 15 avril, il insistait sur ce même sujet :

Il est bien entendu que vous conservez le commandement des troupes et que vous recevrez toujours de France toutes les instructions relatives à ce qui concerne l'armée française. Cependant il est telle circonstance où vous ne pourrez guère vous dispenser de déférer aux désirs exprimés par l'empereur Maximilien. Il est impossible de tracer exactement les limites dans lesquelles doivent se mouvoir les deux autorités : c'est là une affaire de tact, une question de convenance que je laisse entièrement à votre appréciation et que vous saurez, je n'en doute pas, résoudre à la satisfaction de chacun. Je suis bien certain que vous ne laisserez jamais amoindrir entre vos mains l'autorité du commandement et la dignité du drapeau français, en même temps que vous ferez une juste part aux exigences de la situation.

Et dans le courrier suivant, le 1er mai, comme s'il sentait plus vivement combien la situation de notre chef militaire, forcément mal définie, serait délicate et grosse de dangers pour l'entente des deux pouvoirs en pré-

sence, il revenait une troisième fois sur ce même sujet :

Je me préoccupe de la position dans laquelle vous allez vous trouver, au moment où le nouveau souverain du Mexique va prendre les rênes de son gouvernement. Je fais des vœux bien sincères pour qu'il prenne les faits accomplis en sérieuse considération ; qu'il ferme les oreilles à tous les conseils intéressés qui ne manqueront pas de se produire autour de lui ; qu'il ne permette pas aux intérêts personnels, si actifs au Mexique, de venir étreindre, entraver la marche de son gouvernement. Je ne m'étendrai pas davantage sur ce sujet, ne voulant pas charger l'avenir de préoccupations que la sagesse de l'empereur Maximilien saura prévenir.

L'Empereur compte d'une manière absolue sur votre tact et votre dévouement aux intérêts de la cause que nous sommes allés défendre au Mexique, pour que vous conduisiez votre barque avec habileté, sachant, en pilote expérimenté, comment il faut la diriger, *quand on navigue au milieu des récifs*.

... Je terminerai en vous disant que l'empereur du Mexique est à votre égard dans les meilleures dispositions, qu'il rend une pleine et éclatante justice aux services que vous avez rendus et que vous rendez chaque jour ; et que cette bonne opinion, qui n'est autre que celle de notre Empereur, doit être pour vous une récompense du passé et un puissant encouragement pour l'avenir.

C'était là assurément un point noir, et l'avenir ne devait que trop donner raison aux pressentiments du maréchal Randon.

Ce n'était point le seul : une autre cause d'inquiétude subsistait, et plus grave encore, s'il était possible. Quelle attitude prendrait le cabinet de Washington vis-à-vis de l'empereur Maximilien ?

La politique des États-Unis est tellement indiquée

que, malgré les modifications de personnes, elle se poursuit avec une inflexible logique. Les présidents, les ministres peuvent changer, la direction ne change pas. Les paroles prononcées en 1859 par le président Buchanan au Congrès étaient restées gravées dans toutes les mémoires : « Le Mexique est un navire s'en al-« lant à la dérive sur l'Océan et gouverné seulement « par les passions des partis contraires qui s'y dispu-« tent le pouvoir ; — bon voisin, le gouvernement des « États-Unis ne doit-il pas lui tendre une main secou-« rable pour le piloter ? Si nous ne le faisons pas, il « est à croire que d'autres le feront, et qu'en dernière « analyse force nous sera d'intervenir à notre tour « dans des conditions moins avantageuses. »

Le cabinet des Tuileries ne perdait pas de vue ce danger. Il avait chargé le représentant de la France à Washington, M. de Geofroy, de sonder les intentions et de suivre les projets de M. Seward. Voici ce que, au mois d'avril, écrivait à Paris notre ministre :

Le gouvernement des États-Unis, pour le moment, ne veut pas demander d'*exequatur* pour ses consuls au Mexique, et n'en veut pas recevoir. Si le gouvernement mexicain met ses agents en demeure d'en accepter ou de se retirer, il leur prescrit de se retirer, sans pour cela s'en offenser ; en un mot, il veut s'abstenir absolument et attendre.

Maintenant, si le gouvernement de l'empereur Maximilien condescend à tolérer ces consuls sous le nom d'agents commerciaux, les États-Unis en seront satisfaits ; et, quant à moi, je ne manquerai pas de faire valoir auprès de M. Seward cette concession qui, à l'occasion, devrait en amener quelque autre de sa part.

Cette attitude n'avait rien de rassurant pour le nouveau gouvernement, et, surtout en présence de la résistance de Juarez, elle offrait plus d'un danger, gênante pour le moment, menaçante pour l'avenir. Elle eût sans doute produit une profonde et fâcheuse impression sur les esprits, si la fortune, soucieuse alors de se faire pardonner ses rigueurs passées et ses trahisons futures, n'avait pris soin de donner à nos armes quelques succès glorieux, qui servirent de diversion aux appréhensions, et les étouffèrent momentanément sous les bruits de victoire.

C'était, en avril, le colonel Dupin qui, à la tête de sa contre-guérilla, détruisait la bande Carbajal; c'était le commandant de Courcy, qui battait la troupe de Sandoval; c'était le colonel de Preuil qui mettait en déroute six cents cavaliers ennemis avec un seul escadron du 12e chasseurs.

C'était, en mai, le colonel de Potier qui enlevait le bourg fortifié de Nechistlan aux dissidents; c'était le colonel Aymard qui, dissimulant habilement ses forces, venait à l'improviste au secours du général Mejia, attaqué par Doblado et ses six mille hommes, et infligeait à ce dernier une telle défaite, que, s'échappant avec peine et dégoûté de la lutte, il ne songea plus qu'à réaliser son immense fortune pour se retirer aux États-Unis.

Il sembla moins grave, en présence de ces succès, que la Chambre des Représentants de ces mêmes États-Unis, qui servaient de refuge à ceux que nos armes battaient, n'eût pas craint d'affirmer unanime-

ment son opposition à la reconnaissance de l'empire mexicain. On se flattait de l'espoir que le gouvernement de Maximilien aurait le temps de s'installer et de s'affirmer avant que son redoutable voisin n'eût recouvré sa liberté d'action à l'extérieur.

Puis, on s'était trop avancé pour reculer, et l'on allait à l'empire comme on avait été à l'intervention, comme on avait été à la guerre. Il fallait sortir d'une situation inextricable, et chacun voyait une solution au moins momentanée dans l'arrivée de l'archiduc. Les votes recueillis faisaient illusion sur le sentiment populaire, de même que l'accalmie forcée qui précède tous les changements faisait illusion sur l'état du pays.

En réalité, aucune des questions pendantes n'était réglée; la plus grosse, la question religieuse, subsistait entière. On réservait au futur empereur le soin de résoudre ces questions insolubles.

On n'allait pas tarder à le voir à l'œuvre, car son départ d'Europe était officiellement annoncé.

CHAPITRE IX

L'archiduc Maximilien se prépare au rôle d'empereur du Mexique. — Il apprend l'espagnol. — Le général Almonte à Miramar (janvier 1862). — M. Francisco de Arrangoiz. — Opposition de l'Angleterre. — Maximilien et la famille impériale d'Autriche. — L'archiduc et l'archiduchesse à Bruxelles, puis à Paris (mars 1864). — Premier traité entre Napoléon III et Maximilien. — Traité secret. — Séjour à Londres. — Retour à Vienne. — Acte de renonciation. — Indignation de Maximilien. — Conférence entre l'empereur d'Autriche et son frère. — Pacte de famille. — Adieux des deux frères.

Retiré à Miramar, l'archiduc Maximilien, pendant que les Français guerroyaient au Mexique, se préparait au rôle d'empereur.

Son premier soin avait été d'étudier l'histoire du Mexique et de ses révolutions dans le remarquable ouvrage de Lucas Alaman et d'apprendre l'espagnol, langue de ses futurs sujets. Puis il avait cherché à attirer à lui tous les Mexicains de quelque notoriété ou de quelque valeur qui se trouvaient en Europe. Il mettait ses soins à gagner leurs sympathies par le charm de son accueil, et en même temps il ne négligeai

aucune occasion de s'instruire auprès d'eux des mœurs, des coutumes, des ressources de leur pays, et de son avenir possible.

Après M. Gutierrez de Estrada, l'archiduc avait reçu, en janvier 1862, le général Almonte. Il avait également mandé à Miramar Mgr Labastida, l'archevêque de Michoacan, l'évêque d'Oaxaca, le général Adrien Woll, M. Hidalgo, etc. Il consulta tous ces divers personnages, et le malheur fut que tous présentèrent plus ou moins au futur souverain, au lieu de la vérité tout entière, cette face de vérité que chaque homme possède plus particulièrement parce qu'il la regarde plus spécialement. Il eût voulu connaître l'opinion du pays sur eux et sur leur parti; il n'en apprit que leur opinion sur le pays.

Ces entretiens avec les notabilités du parti réactionnaire contribuaient puissamment à l'entretenir dans son rêve d'empire mexicain, si bien que rien ne semblait pouvoir l'en détourner. On en eut la preuve lorsque, au mois de février 1863, les Hellènes ayant jugé bon de renverser leur roi Othon, la reine Victoria et lord Palmerston, qui ne voyaient point d'un bon œil les projets de la France à l'égard de l'archiduc lui firent offrir la couronne de Grèce, par l'entremise de son beau-père, le roi Léopold Ier. Maximilien, invoquant les engagements pris, refusa. Si donc, à cette époque, avant même le second siège de Puebla, il n'était pas encore décidé à accepter définitivement les propositions françaises, il était du moins décidé à n'y pas encore renoncer.

Il avait compris ce qui se cachait sous l'offre brillante de l'Angleterre, et il songea dès lors à adoucir, sinon à détruire, cette hostilité sourde d'une grande puissance. Pour cela, il lui fallait un homme habile, un diplomate expert, qui pût aller plaider sa cause auprès du cabinet britannique. Il jeta les yeux sur M. de Arrangoiz.

Ce personnage, fort intelligent et fort capable, se trouvait en Europe à la suite d'une aventure fâcheuse qui l'avait contraint à quitter son pays.

Chargé de vendre aux États-Unis un territoire de la frontière, il avait, sur la somme payée, gardé 68 000 piastres (340 000 francs), soit à titre de commission, soit à titre de solde arriérée. Comme on lui reprochait, un jour, ce fait, il avait répondu avec désinvolture : « *C'est une goutte d'eau.* » Depuis, ce mot était resté accolé à son nom.

Malgré ce souvenir, l'archiduc lui confia la mission de voir lord Palmerston. Moins heureux dans cette négociation, M. de Arrangoiz ne parvint pas à modifier ses dispositions contraires : le ministre anglais lui déclara que le gouvernement de la régence n'était qu'un gourverment de parti, créé, soutenu par les baïonnettes françaises, et que l'Angleterre ne pourrait le reconnaître que lorsqu'il aurait été ratifié par le vœu de la nation.

M. de Arrangoiz, avant de rejoindre l'archiduc, passa par Biarritz, où il vit l'Empereur, et arriva à Miramar le 30 septembre, quelques jours avant l'arrivée de la délégation mexicaine. Les nouvelles qu'il rapportait

d'Angleterre ne furent pas étrangères à la réponse que fit alors Maximilien (3 octobre).

On a vu comment le gouvernement français, mis en demeure, avait pris les mesures nécessaires pour arriver à la pacification du Mexique. Dès que les succès du général Bazaine furent connus à Paris, l'Empereur expédia secrètement son aide de camp, le général Frossard, à Miramar. Ils s'agissait d'enlever la position, et d'obtenir une promesse formelle de l'archiduc. L'envoyé de Napoléon III réussit cette fois dans sa mission : Maximilien lui donna l'assurance qu'il s'embarquerait pour le Mexique au mois de mars. Il ne pouvait partir plus tôt, car il avait à régler ses affaires de famille, et la chose n'allait point sans difficultés.

Premier des frères de l'empereur par ordre de naissance, Maximilien avait des droits éventuels à la couronne d'Autriche. Devait-il y renoncer, dans quels termes devait être faite cette renonciation, était-elle temporaire, était-elle irrévocable? Toutes ces questions soulevaient des contestations, sauf la première. Il est certain que l'archiduc, acceptant un trône au Mexique, ne pouvait conserver en même temps le titre de premier agnat. Mais cette renonciation n'était-elle point subordonnée à l'occupation effective du trône de Mexique, et, s'il venait un jour à cesser de régner, ne devait-il point recouvrer tous ses droits, comme Henri III, roi de Pologne, qui, après son abdication, devint roi de France?

On objectait qu'il existait, dans la Maison d'Autriche,

une loi de famille qui imposait à toute archiduchesse contractant mariage avec un prince étranger l'obligation de signer un acte de renonciation à tous ses droits. Mais fallait-il assimiler à un mariage d'archiduchesse le fait, jusque-là sans précédent, dans la famille des Habsbourg, de l'acceptation par un archiduc d'une couronne étrangère?

La solution de ces questions, toujours si délicate entre princes, n'était point rendue facile par les dispositions de chacun. La famille impériale, en effet, était vivement opposée au projet de Maximilien. Son père, sa mère mettaient tout en œuvre pour le lui faire abandonner; l'empereur, bien que lui laissant sa liberté d'action, ne cachait point le déplaisir qu'il en éprouvait. Aussi, lorsque, dans les premiers jours de janvier 1864, l'archiduc et l'archiduchesse se rendirent à Vienne, de longues conférences eurent lieu entre François-Joseph et Maximilien, en présence du ministre des Affaires étrangères, comte de Rechberg. Elles durèrent douze jours.

Que s'y passa-t-il? On l'ignore. On ne connut que ces paroles de l'archiduc à M. de Arrangoiz :

— « Tout est maintenant réglé, et je suis prêt à partir, après avoir reçu de nouveau la députation. Je « vous charge de l'écrire immédiatement au général « Almonte ainsi qu'au Père Miranda. »

Malgré cette affirmation, les choses n'étaient point si avancées, et, quelques jours après, il dut retourner à Vienne, cette fois sans la princesse Charlotte. Pleine d'enthousiasme pour sa future royauté, elle ne ren-

contrait guère de sympathie à la cour, et sa présence était plutôt un obstacle à tout accord.

Ce second voyage de Maximilien n'amena point encore le résultat désiré. Pour ne pas envenimer la discussion, il préféra s'éloigner, et chargea son frère, l'archiduc Charles-Louis, qu'il aimait tendrement, de continuer en son nom les négociations commencées avec les trois délégués de l'empereur, l'archiduc Léopold, le baron de Lichtenfelds et le baron de Meysenburg. Il se déclarait prêt à signer l'abandon de tous ses droits, mais *pour le temps que sa dynastie régnerait au Mexique;* il demandait seulement que l'acte constatât la spontanéité de sa résolution.

Puis il alla rejoindre à Bruxelles la princesse Charlotte qui l'attendait dans cette ville depuis quelques jours. Il y retrouva ceux qui formaient, si l'on peut ainsi parler, son conseil des ministres, MM. Gutierrez de Estrada, Velasquez de Léon, de Arrangoiz, Murphy et le colonel Facio. Malgré cet entourage, le moindre incident faisait éclater son impatience. On lui avait annoncé un dernier envoi de procès-verbaux relatant les adhésions de ses futurs sujets; la caisse qui les contenait fut égarée pendant deux jours ; il se montra nerveux et agité, jusqu'à ce qu'on l'eût retrouvée...

De Bruxelles il se rendit à Paris. Il n'avait eu d'abord l'intention de faire ce voyage que lorsque les questions encore pendantes entre Napoléon III et lui seraient réglées d'une manière définitive par voie diplomatique. Mais il avait su la pénible impression produite sur le gouvernement français par ses ajour-

nements successifs ; il avait hâte de l'effacer, et, puisque son parti était pris, il se devait à lui-même, il devait à l'Empereur d'aller remercier celui qui lui avait préparé un empire. Et quel empire ? Celui qu'on se plaisait à définir : « un lit de roses dans une mine d'or ! »

L'archiduc et l'archiduchesse arrivèrent à Paris le 5 mars. Ils furent reçus aussitôt au palais des Tuileries et traités comme des souverains. L'Empereur, rempli de satisfaction, vint au-devant de ses hôtes jusqu'à la sixième marche du grand escalier ; il embrassa l'archiduc avec effusion, serra la main de la princesse Charlotte et lui donna le bras pour la conduire dans le salon de l'Impératrice, où eurent lieu les présentations.

On ne négligea rien pour rehausser l'éclat de leur réception. Le soir, le Gymnase donnait la première représentation de l'*Ami des Femmes*, d'Alexandre Dumas fils : ils assistèrent à la pièce dans la loge impériale. Les jours suivants, ce furent l'Opéra et la Comédie-Française qui donnèrent des représentations en leur honneur. Il y eut trois grandes soirées aux Tuileries. L'Empereur emmena Maximilien chasser dans les tirés de Versailles ; on lui fit visiter nos musées, nos palais, si bien que c'est à peine s'il eut le temps de recevoir dans les salons de l'ambassade d'Autriche les Mexicains résidant à Paris, qui sollicitèrent l'honneur de lui être présentés.

Parmi eux parut le général Gonzalès de Mendoza, l'un des hommes les plus considérables du parti répu-

blicain ; second du général Ortega pendant la défense de Puebla, il avait été fait prisonnier et interné en France. L'un des premiers, il donna à ses compatriotes l'exemple de l'oubli des dissensions politiques, en se ralliant au prince qui promettait de régénérer son pays.

On avait heureusement réservé les matinées pour les conférences que l'Empereur devait avoir avec l'archiduc. On parvint rapidement à s'entendre. Les questions financières furent traitées avec M. Fould ; les questions politiques avec M. Drouyn de Lhuys. Deux traités, l'un public, l'autre secret, furent élaborés, auxquels l'archiduc donna son approbation, mais qui ne devaient être signés que lorsqu'il aurait été officiellement proclamé empereur du Mexique.

Nous résumerons le premier traité, trop long pour être reproduit en son entier. Il contenait comme clauses principales : 1° la réduction du corps expéditionnaire à 25000 hommes en y comprenant la légion étrangère ; 2° celle-ci reste à la disposition de l'empereur du Mexique pendant six années après le départ des Français ; elle doit être payée par le trésor mexicain ; 3° les occupations et les expéditions militaires seront déterminées d'un commun accord entre S. M. l'Empereur du Mexique et le commandant en chef de l'armée française ; 4° dans les points où il y aura des troupes de chacune des nationalités, la direction supérieure appartiendra au commandant français ; 5° les frais de l'expédition à rembourser par le gouvernement mexicain sont fixés à la somme de 270 millions jusqu'au 1er juillet 1864 ; à partir de cette

époque, tous les frais de l'armée mexicaine restent à la charge du Mexique; 6° le gouvernement mexicain paiera à la France 1000 francs par homme et par an pour les troupes restées au Mexique; 7° le gouvernement mexicain remettra immédiatement au gouvernement français la somme 66 millions, en titres de l'emprunt, au taux de l'émission; 8° le gouvernement mexicain s'oblige à indemniser les sujets français des préjudices qu'ils ont indûment soufferts et qui ont motivé l'expédition; 9° le gouvernement français mettra en liberté tous les prisonniers de guerre mexicains, aussitôt que S. M. l'Empereur du Mexique sera entré dans ses États.

Le traité secret ne comprenait qu'un préambule et trois articles :

S. M. l'Empereur des Français, et S. M. l'Empereur du Mexique, voulant, par des clauses additionnelles à la précédente convention, s'expliquer d'une manière complète sur leurs intentions réciproques et faire constater que, nonobstant les événements qui peuvent survenir en Europe, l'appui de la France ne manquera pas au nouvel empire... etc.

Article premier. — S. M. l'Empereur du Mexique, approuvant les principes et les promesses contenus dans la proclamation du général Forey, en date du 12 juin 1863, ainsi que les mesures prises par la régence et par le général en chef français, conformément à cette proclamation, a résolu de faire connaître à son peuple, par un manifeste, ses intentions à cet égard.

Art. 2. — De son côté, S. M. l'Empereur des Français déclare que l'effectif actuel du corps français de 38 000 hommes ne sera réduit que graduellement et d'année en année, de

manière que les troupes qui resteront au Mexique, en y comprenant la légion étrangère, seront :

De 28000 hommes en 1865;
De 25000 — en 1866;
De 20000 — en 1867.

Art. 3. — Quand la légion étrangère, suivant les termes de l'article 3 de la convention, passera au service du Mexique et sera payée par lui, comme elle continuera à servir une cause qui intéresse la France, le général et les officiers qui en font partie conserveront leur qualité de Français et leurs titres à l'avancement dans l'armée française, conformément à la loi.

L'accord ainsi établi, l'archiduc et l'archiduchesse prirent congé de l'Empereur et de l'Impératrice, le 12 mars au soir, et, accompagnés par l'amiral Jurien de la Gravière et la comtesse de la Poëze, qui avaient été attachés à leurs personnes pendant leur séjour en France, ils se rendirent à Calais. De là, ils s'embarquèrent pour l'Angleterre.

Maximilien espérait que sa présence aurait sur les résolutions du cabinet anglais un heureux effet : il dut bien vite reconnaître que la politique britannique, sur qui nulle influence extérieure ne peut mordre, lui restait obstinément opposée. Tout au plus, lord Palmerston crut-il pouvoir adoucir les formes de cette persistante hostilité, et, tout en maintenant sa ligne de conduite, il assura le futur souverain de ses sympathies pour l'empire mexicain, dès qu'il serait un fait accompli.

C'était une mince et illusoire concession; ce fut la seule qu'il obtint.

Avant de repartir, Maximilien accomplit avec sa femme un pieux pèlerinage.

Il y avait alors, sur la terre anglaise, comme il y a presque toujours depuis que notre siècle fécond en révolutions semble se faire un jeu d'abattre et d'élever des trônes, il y avait une reine des Français en exil, aïeule de la jeune archiduchesse : c'était la reine Marie-Amélie. Maximilien conduisit la princesse Charlotte à Claremont et les adieux furent touchants entre la grand'mère et la petite-fille. Tristes aussi, car celle qui avait vu avec effroi les événements de 1830, élevant pour son mari et pour elle un trône sur les débris d'un trône, qui avait tremblé pour la vie des siens pendant ces dix-huit années où les tentatives d'assassinat se succédèrent pour ainsi dire sans interruption, celle qu'un ouragan populaire avait exilée de France, ne pouvait chasser de son esprit les pressentiments sinistres, en songeant à l'avenir que le Mexique réservait au jeune couple... Elle bénit ses petits-enfants, en leur promettant de prier pour eux jusqu'à son dernier soupir... Elle est morte sans avoir su que le Ciel ne l'avait point exaucée...

A Bruxelles, où ils s'arrêtèrent deux jours, Maximilien et Charlotte s'occupèrent avec le lieutenant général baron Chazal, ministre de la Guerre, et le lieutenant général en retraite Chapelié, des moyens de recruter et d'organiser pour le Mexique un corps de 2 000 Belges, qui devait prendre la dénomination de Garde de l'Impératrice ; puis, ils rentrèrent à Vienne le 19 mars.

On les reçut, cette fois, avec tout le cérémonial réservé aux souverains. Ils firent leur visite officielle à l'empereur et à l'impératrice, qui la leur rendirent une heure après. Les archiducs et tout le corps diplomatique vinrent leur présenter leurs hommages. Un grand dîner de cour fut donné le 21, par François-Joseph, en l'honneur du couple impérial mexicain, et, dans la réception qui suivit, parut toute l'aristocratie autrichienne.

Il semblait qu'on voulût, par ces honneurs, par cette consécration officielle des nouveaux souverains, leur rendre moins amère la renonciation à laquelle l'empereur et ses ministres tenaient plus que jamais, et dont on avait arrêté les termes définitifs. Le comte de Rechberg présenta à la signature de l'archiduc cet instrument, qu'on appela *Pacte de famille*.

A cette communication, l'indignation de Maximilien éclata.

Au lieu d'un acte conditionnel, consenti de plein gré et spontanément par un prince qui ne pouvait avoir ni l'intention ni la pensée de réunir jamais deux couronnes sur sa tête, mais qui restait, à défaut d'héritier direct, le premier prince de la Maison impériale d'Autriche, et l'héritier futur de la famille des Habsbourg, on lui demandait un abandon perpétuel et irrévocable de tous ses droits éventuels, jusqu'au cas d'extinction de tous mâles dans la famille.

Il congédia le ministre, déclarant qu'il ne signerait jamais un pareil acte ; puis il passa dans l'appartement de sa mère et se plaignit à elle de l'affront qu'on ve-

nait de lui faire. L'archiduchesse Sophie approuvant le refus de son fils, tous deux se rendirent immédiatement auprès de l'empereur. François-Joseph resta inébranlable; sa résolution était prise de ne pas modifier ce qu'il appelait une décision gouvernementale, et il n'entendait donner le consentement dont son frère avait besoin pour accepter une couronne étrangère qu'autant qu'il s'y soumettrait.

Surexcité par cette résistance, Maximilien s'écria que si cette autorisation lui était refusée, s'il lui était interdit de partir sur une frégate autrichienne avec tous les honneurs dus à un membre de la famille impériale, il irait s'embarquer à Anvers sur un navire français.

Calme, mais inflexible, l'empereur répliqua que si ce scandale venait à se produire, il adresserait aussitôt un message au Parlement pour l'informer que l'archiduc, qui quittait ainsi l'Autriche sans son autorisation, était déchu de tous ses droits d'agnat, et pour demander qu'il fût radié de la liste des princes de la famille impériale.

L'archiduchesse Sophie avait en vain pris contre François-Joseph le parti de Maximilien. Blessée de ne rien obtenir, elle sortit du cabinet de l'empereur et quitta immédiatement le palais. Maximilien et Charlotte la suivirent au château de Laxenbourg. C'est de là que, le 24 au soir, ils gagnèrent seuls, sans escorte, la petite gare de Baden, où l'express de Trieste s'arrêta pour les prendre. Le 25, ils rentraient à Miramar...

Ces discussions, ces querelles intérieures, suivies

d'une quasi-rupture, éclataient à un moment où, par malheur, elles ne pouvaient rester secrètes. Les membres de la délégation mexicaine, qui avaient passé l'hiver à Paris, arrivaient à Vienne le jour même où l'archiduc en sortait. Ils demandèrent une audience qui leur fut refusée. Maximilien les fit avertir de partir pour Trieste, et d'y attendre ses instructions.

Surpris d'un accueil si différent de celui sur lequel ils comptaient, ils s'enquirent des motifs auxquels l'attribuer, et bientôt ils apprirent ce qui s'était passé dans la famille impériale.

Sans prendre parti dans la querelle qui divisait les deux frères, ils se montrèrent fort affectés du refus de Maximilien qui les touchait plus particulièrement et qu'ils ne s'expliquaient guère. Ce qu'ils demandaient en effet à l'archiduc, c'était, non point un chef temporaire, un souverain intérimaire, mais le fondateur d'une dynastie, et il leur semblait tout naturel que la renonciation de leur empereur fût une renonciation perpétuelle et irrévocable, comme l'exigeait la la politique autrichienne.

Ils pensèrent que tout se calmerait et s'arrangerait promptement, et ils se préparaient déjà à assister à la cérémonie solennelle dans laquelle le prince proclamerait son acceptation de la couronne du Mexique, cérémonie fixée au jour de Pâques (27 mars), lorsqu'ils apprirent qu'elle était remise à plus tard.

En même temps, MM. Gutierrez de Estrada, Hidalgo et Velasquez de Léon étaient convoqués à Miramar (26 mars).

Là, en présence de la princesse Charlotte, du baron de Pont, de M. de Schertzenlehuer, secrétaire particulier, l'archiduc, ému, fiévreux, leur fit donner lecture par son aide de camp, le capitaine de frégate Herzfeld, de l'acte au bas duquel la cour de Vienne voulait qu'il mît sa signature, puis il déclara qu'il ne la donnerait jamais.

Mais quelle conduite tenir en face des exigences de l'empereur? Il ouvrit lui-même la discussion en déclarant qu'il avait l'intention de se rendre à Rome, et, là, de prier le souverain pontife d'intervenir comme arbitre entre son frère et lui.

Ceux qui l'entouraient l'écoutaient, surpris : pourquoi une telle démarche? Ils furent unanimes à la désapprouver. M. Hidalgo prit alors la parole et dit que dans sa pensée, si l'on se ralliait à l'idée de recourir à une médiation, un seul personnage pouvait utilement intervenir, c'était Napoléon III. Il proposa de l'informer sur-le-champ, par un télégramme chiffré, des derniers incidents, de solliciter son intervention, et de le prier d'agir sans retard auprès de François-Joseph.

La princesse se rangea à cet avis et l'appuya vivement. Il finit par prévaloir.

Napoléon III, averti, répondit le soir même qu'il mandait auprès de lui M. de Metternich, en même temps qu'il chargeait le général Frossard de porter une lettre entièrement écrite de sa main à l'empereur d'Autriche.

Le général Frossard accomplit rapidement sa mis-

sion à Vienne, puis se rendit à Miramar. Il y trouva l'archiduc Léopold, le président du Conseil d'État, baron de Lichtenfeld, et le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, que François-Joseph, touché de la douleur de son frère, lui avait envoyés pour remettre sous ses yeux la déclaration qu'eux-mêmes avaient rédigée, et qu'ils étaient chargés de défendre auprès de lui comme étant une formule ancienne, dont le gouvernement ne pouvait s'écarter.

L'envoyé de Napoléon III intervint dans la discussion. Au nom de son souverain, il soutint qu'en effet cette formule n'avait qu'une importance secondaire, puisque, dans la pensée de tous, la renonciation était par elle-même irrévocable, et que le Mexique, qui appelait l'archiduc, ne pouvait se donner à un prince que si ce prince se donnait à lui.

Malgré ces avis, malgré ces bonnes raisons, et bien qu'alors François-Joseph eût un héritier mâle direct[1], cette pensée de renonciation blessait si vivement l'orgueil de Maximilien et de Charlotte qu'ils ne pouvaient s'y résoudre. L'archiduchesse tenta une dernière démarche auprès de l'empereur.

Accompagnée de M. Hidalgo, qui avait pour mission de tenir Napoléon III au courant de cette nouvelle négociation, elle se rendit à Vienne.

Inflexible sur ce qu'il considérait comme une nécessité absolue de la situation, mais plein de bonté, et peiné de ces tristes débats, François-Joseph tint à

1. L'archiduc Rodolphe qui vient de périr si tragiquement à Meyerling.

montrer à sa belle-sœur les plus grands égards. Il l'alla recevoir à la gare, et voulut qu'elle logeât au Palais impérial. Puis, il eut avec elle deux longs entretiens. Il s'efforça de la convaincre ; il lui exposa ses devoirs constitutionnels et la raison d'État qui s'opposait à toute concession de sa part. La succession de la couronne d'Autriche ne devait être ni conditionnelle, ni incertaine. Il lui exprima ses regrets de l'obligation où il se trouvait de n'accéder ni aux désirs de son frère, ni aux siens; mais, comme il tenait à lui en bien montrer la sincérité, il rétablit au profit de Maximilien le droit aux donations et dispositions testamentaires.

Il fit plus : pour effacer la trace de ce pénible différend, il offrit spontanément d'aller signer l'acte dans le palais de Miramar, où « l'empereur d'Autriche, « dit-il, ne serait que l'hôte de l'empereur du « Mexique ».

La princesse Charlotte accepta ; l'entrevue fut fixée au samedi 9 avril.

Puis elle quitta Vienne, sinon convaincue, du moins résignée.

Pendant ces quelques jours Maximilien était resté seul à Miramar. Sombre et attristé, il ne pensait qu'à ces difficultés, qui étaient cependant bien légères à côté de celles qui l'attendaient dans son nouvel empire; le découragement gagna son âme, et, bien que les pensées des princes soient souvent cachées et parfois impénétrables, il est permis de croire qu'à ce moment il eût volontiers renoncé à la couronne d

Mexique. Dans un instant d'épanchement où, malgré sa réserve habituelle, il ne fut pas maître de sa parole, il laissa échapper ces mots devant un intime, qui les a répétés : « Pour moi, si quelqu'un venait m'annoncer « que tout est rompu, je m'enfermerais dans ma « chambre pour sauter de joie ; mais Charlotte...? » Et le silence qui suivit cette phrase interrompue laissa comprendre combien l'archiduchesse avait eu d'influence sur ses déterminations, et combien peu il la sentait disposée à renoncer à la couronne entrevue.

Ce prince, épris d'art, de littérature, de poésie, poète même à ses heures, avait été séduit un instant par l'éclat d'un trône, par ce rêve d'empire qui le mettait, dans sa pensée, l'égal de son frère aîné et de Napoléon III, sinon comme puissance, du moins comme prestige extérieur, mais son âme n'avait point la sécheresse des politiques ni l'énergie des ambitieux. Son rêve l'éblouissait ; la réalité l'effrayait.

Il en a laissé une preuve éloquente dans cette poésie où il se peint tout entier avec ses espérances, ses regrets et ses craintes :

Faut-il donc me séparer à jamais de ma chère Patrie,
Du pays de mes premières joies?
Vous voulez que j'abandonne mon berceau doré
Et que je rompe le lien sacré qui m'y attache!

La terre où j'ai vécu les riantes années de mon enfance,
Où j'ai ressenti les émotions du premier amour
Me faut-il la quitter pour des buts incertains
D'ambition, que vous m'excitez au cœur?

Vous voulez me séduire par l'appât d'une couronne;
Vous voulez m'éblouir par de folles chimères.
Dois-je prêter l'oreille au doux chant des sirènes?
Malheur à qui se fie à leurs flatteuses promesses!

Vous me parlez de sceptre, de palais, de puissance;
Vous ouvrez devant moi une carrière sans limites :
Faut-il que je vous suive vers de lointains rivages,
Par delà les flots du vaste Océan?

Vous voulez tisser d'or et de diamants
La frêle trame de ma vie;
Mais pouvez-vous aussi me donner la paix de l'âme,
Et la richesse est-elle à vos yeux le bonheur?

Oh! laissez-moi suivre en paix mon tranquille chemin,
Le sentier obscur et ignoré parmi les myrtes!
Croyez-moi, le labeur de la science et le culte des muses
Sont plus doux que l'éclat de l'or et du diadème!

Et cependant, malgré ces retours sur lui-même, malgré ces appréhensions, il y avait en lui deux hommes, ou plutôt un homme et un prince, et le prince à son tour reprenait la parole pour exprimer des idées tout autres, conformes à ce sentiment du devoir élevé que parfois les descendants de familles régnantes puisent dans leur éducation et peut-être dans le sang : « La vraie grandeur politique, écri-
« vait-il vers cette même époque, consiste à pouvoir
« sortir du cercle d'idées de son entourage, de l'at-
« mosphère de son parti et de son rang, et en perçant
« du regard les brouillards qui s'amassent autour de
« événements présents, à considérer avec indépen

« dance les éventualités de l'avenir. Ce n'est qu'ainsi « que l'on parvient à ne point se laisser entraîner « par les inspirations du moment et qu'on s'élève « au-dessus des passions politiques qui ne sont jamais « que l'expression violente des émotions actuelles et « aveugles. Quand on s'est placé à cette hauteur, on « éveille la confiance par son exemple, et l'on devient « le guide des indécis qui forment toujours la ma- « jorité. »

Méprisant ses pressentiments, rebelle aux conseils d'amis dévoués, il finit par subir la double influence de sa femme et de sa race. Au docteur Illeck, qui le dernier eut le courage de blâmer son acceptation, il répondit :

— « La constitution d'un empire au Mexique est une « entreprise qui peut ne pas réussir, mais elle mérite « d'être tentée. »

Le sort en était jeté.

L'empereur François-Joseph tint sa promesse. Il arriva le 9 au matin à la petite station située au-dessus des jardins de Miramar, où il fut reçu par Maximilien. Les deux frères montèrent en voiture, et, quelques minutes après, ils étaient au château où ils s'enfermèrent seuls dans la grande bibliothèque.

Les plus grands personnages avaient été convoqués : les archiducs Charles-Louis et Louis-Victor, frères de l'empereur; les archiducs Régnier, Guillaume et Charles-Salvator; le grand maître des cérémonies comte Kuefstein; l'aide de camp général comte de Crenneville; les deux ministres comte de Rechberg et

le chevalier de Schmerling; le chancelier aulique de Croatie, M. de Mazarunieh; le comte Karolyi, vice-chancelier de Hongrie, et le conseiller d'État, de Gehringer, représentant la chancellerie de Transylvanie. L'archiduc Joseph, le feld-maréchal Benedeck et le lieutenant gouverneur de Toggenburg étaient arrivés la veille de Venise. Tous furent invités à se trouver à dix heures dans les salons du château de Miramar pour recevoir officiellement l'acte destiné aux archives de la couronne.

La conférence entre les deux frères se prolongea au delà des limites prévues. A un moment, les officiers de quart de la frégate autrichienne la *Novara* et de la frégate française la *Thémis,* qui étaient à l'ancre devant le château, virent l'archiduc sortir précipitamment sur la terrasse et descendre dans les allées du parc, où il marcha fiévreusement jusqu'au moment où un de ses officiers, le comte Charles de Bombelle, vint le chercher et le ramener auprès de l'empereur. Et plus tard, vers onze heures, lorsque François-Joseph et Maximilien parurent dans le salon où la foule des assistants les attendait, tous deux montraient sur leur visage, dans leurs yeux rougis, le reflet des émotions éprouvées pendant leur long entretien, mais le pacte était enfin signé. En voici la teneur :

PACTE DE FAMILLE

S. A. Illustrissime l'archiduc Ferdinand-Maximilien, ayan communiqué à Sa Majesté Impériale et Royale apostoliqu

sa résolution d'accepter le trône du Mexique qui lui est offert et d'y fonder un empire avec l'assistance de Dieu, Sa Majesté a assemblé, à cet effet, un conseil de famille et examiné les conditions auxquelles les devoirs gouvernementaux qui lui sont imposés, et comme chef de la maison archiducale, lui permettaient de donner à Son Altesse Impériale son autorisation souveraine d'accomplir cet acte d'État. En conséquence ont été stipulées entre S. M. l'Empereur d'une part, et S. A. I. l'archiduc Ferdinand-Maximilien d'autre part, les dispositions suivantes :

Article premier. — S. A. I. l'archiduc Ferdinand-Maximilien renonce, pour son auguste personne et pour ses descendants, à la succession dans l'empire d'Autriche, à tous les royaumes et pays qui en dépendent, sans aucune exception, en faveur de tous les autres membres habiles à succéder de la ligne masculine de la Maison d'Autriche et de leur descendance de mâle en mâle, de manière que, aussi longtemps qu'il restera un seul des archiducs ou de leurs descendants mâles aux degrés même les plus éloignés, appelés à succéder en vertu des droits qui régissent l'ordre de succession dans la Maison impériale, et particulièrement en vertu du statut de famille érigé le 19 août 1713 par l'empereur Charles VI, sous le nom de la Pragmatique Sanction, de même que du statut de famille érigé le 3 février 1839 par S. M. l'empereur Ferdinand, ni Son Altesse Impériale, ni ses descendants ou qui que ce soit, en son nom et en quelque temps que ce puisse être, ne pourra faire valoir le moindre droit à ladite succession.

Art. 2. — Cette renonciation s'étend pareillement à toutes attributions afférentes au droit de succession, par conséquent au droit établi par le statut de famille sous certaines conditions d'assumer la tutelle d'un prince héréditaire mineur.

Art. 3. — Dans les cas, néanmoins, ce qu'à Dieu ne plaise, où il arriverait que tous les autres illustrissimes archiducs et leurs descendants mâles, qu'ils précèdent ou non Son Altesse Impériale ou sa descendance par droit de primogé-

niture ou d'âge, viendraient à s'éteindre, Son Altesse Impériale conserve formellement et de plein droit, pour ce cas-là, tant pour lui que pour sa descendance mâle et qui sera issue sans interruption de mariages contractés régulièrement et *sans mésalliance*, conformément aux coutumes et statuts de la Maison archiducale d'Autriche, tous les droits mentionnés de succession, tels qu'ils appartiennent à ces membres, en vertu de la loi autrichienne de primogéniture et du statut de famille, de sorte que, pour ce cas, la renonciation prononcée par l'article 1er ne devra porter préjudice ni à Son Altesse Impériale, ni à ses descendants.

En ce qui concerne la descendance féminine, qui n'est appelée à succéder qu'après l'extinction de la branche masculine dans toutes les lignes, l'ordre établi par les lois de succession mentionnées ci-dessus sera infailliblement observé des deux parts. Toutefois les illustrissimes descendants de Son Altesse Impériale ne pourront, dans tous les cas, arriver à succéder dans le gouvernement *que s'ils professent la foi de l'Église catholique romaine.*

Art. 4. — Son Altesse Impériale déclare, en outre, renoncer, pour elle-même et pour ses descendants du sexe masculin et du sexe féminin, à tous les droits et prétentions qui lui appartiennent ou qui pourraient lui appartenir en vertu de la parenté, de la naissance ou des us et coutumes, à la fortune privée actuelle et à venir, mobilière ou immobilière, de l'Illustrissime Maison d'Autriche, et ce, sous les réserves suivantes :

A. Pour le cas d'événements extraordinaires qui auraient eu pour conséquence un changement essentiel dans la situation qui leur est nouvellement créée, Son Altesse Impériale ou ses descendants auraient une part des revenus des fonds de prévoyance de la famille, de la manière prévue au § 44 du statut de famille du 3 février 1839 pour les branches de l'Illustrissime Maison archiducale qui sont dotées de souverainetés particulières.

B. Dans le cas où se produirait le douloureux événement de

l'extinction de tous les autres illustrissimes archiducs et de leurs descendants mâles, et qu'en conséquence la branche masculine de Son Altesse Impériale arriverait à succéder au trône; dans le cas où, après l'extinction de la ligne masculine de toute la Maison d'Autriche, suivant l'ordre établi dans les règlements de succession mentionnés plus haut, la succession au trône devrait passer, en tenant compte du degré de de consanguinité avec le dernier prince régnant de la branche masculine à la descendance féminine de Son Altesse Impériale; dans ce cas revivraient aussi tous les droits émanant de la parenté, de la naissance ou des us et coutumes de Son Altesse Impériale ou de sa descendance, sur la fortune privée encore existante de l'Illustrissime Maison archiducale.

Art. 5. — En ce qui concerne le droit de succession *ab intestat* sur la fortune mobilière et immobilière des membres de la Maison Impériale et de leurs descendants, les dispositions contenues au § 39 du statut de famille du 3 février 1839, valables pour les membres de la Maison Impériale qui sont dotés de souverainetés particulières, resteront en vigueur. Cependant sont exceptés de cette renonciation les cas où, par suite de donations entre vifs ou des dispositions testamentaires valables, il écherrait des biens privés ou des successions à Son Altesse Impériale ou à ses descendants de membres de leur illustrissime parenté ou d'autre part, et quand il n'en résulterait pas un préjudice notable quelconque pour les droits de la Maison archiducale.

En foi de quoi, le présent traité a été libellé en double exemplaire, signé de la propre main de Sa Majesté Impériale Apostolique, d'une part; de S. A. I. l'illustrissime archiduc Ferdinand-Maximilien, d'autre part, et revêtu de leurs sceaux.

Ainsi fait et passé au château de Miramar, le neuvième jour du mois d'avril de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatre.

FRANÇOIS-JOSEPH.
MAXIMILIEN.

Les archiducs, les ministres et les chanceliers auliques apposèrent leur signature au-dessous de celles des deux souverains. L'archiduchesse Charlotte ne parut que lorsque ces formalités furent complètement terminées. Elle prit le bras de l'empereur pour passer dans la salle à manger, où le déjeuner était servi...

A une heure de l'après-midi, l'empereur reprenait le train spécial qui l'avait amené le matin. Il était sorti du château, ne faisant à l'archiduc que le salut militaire, conforme à l'étiquette comme à l'uniforme qu'il ne quitte jamais.

Mais, lorsqu'il se trouva dans la gare, au moment de monter dans son wagon, son cœur s'émut à la pensée d'une séparation dont nul ne pouvait prévoir la durée ni les suites; l'attendrissement fut plus fort que la rancune. L'empereur se retourna brusquement vers l'archiduc, et avec un accent pénétrant et affectueux qui prouvait que tout dissentiment était effacé à cette heure :

— Max! s'écria-t-il.

Et il lui ouvrit les bras. Maximilien s'y précipita : les deux frères restèrent plus d'une minute embrassés dans cette étreinte.

La dernière, hélas! car ils ne devaient jamais se revoir!...

CHAPITRE X

Réunion à Miramar. — Allocution de M. Gutierrez de Estrada.— Réponse de Maximilien en espagnol.— Serment de l'Empereur. — Décret nommant le général Almonte lieutenant de l'empire. — Lettre au podestat de Trieste. — Départ sur la frégate la *Novara* le jeudi 14 avril 1864. — Paroles prophétiques de Maximilien.

L'accord était maintenant établi entre François-Joseph et son frère. L'acceptation définitive et solennelle de la couronne du Mexique pouvait enfin avoir lieu. La cérémonie, plusieurs fois ajournée à la suite des pénibles incidents que nous venons de raconter, fut fixée au lendemain, 10 avril. L'archiduc fit prévenir la délégation qu'il la recevrait à onze heures du matin.

C'était un dimanche.

Or, la coutume était que le dimanche les jardins du château de Miramar restassent ouverts à la population de Trieste. On juge si ce jour-là elle profita de la permission. Ce fut au milieu d'une foule immense que les quatre voitures de gala, précédées de piqueurs à

la livrée de l'archiduc, ramenèrent les envoyés mexicains. M. Gutierrez de Estrada, M. Velasquez de Léon et le général Woll avaient pris place dans la première, avec le comte Hadik, aide de camp du prince; les trois autres suivaient remplies de personnages officiels.

La foule criait, acclamait, manifestait son entrain et sa joie. Les bâtiments à l'ancre dans le port étaient tous pavoisés. Le soleil, qui brillait dans un ciel d'une admirable pureté, donnait à cette scène vraiment grandiose un incomparable éclat.

Sur le seuil du palais, le nouveau grand-maître de la maison de l'impératrice, le comte Zichy, reçut les membres de la députation, puis il les introduisit dans le grand salon bleu du rez-de-chaussée. Là, ils se trouvèrent en présence de l'archiduc et de l'archiduchesse.

Maximilien avait revêtu l'uniforme d'amiral de la marine autrichienne, qui faisait ressortir sa belle prestance et sa haute taille; la princesse Charlotte portait une robe de soie rose, avec le ruban noir de l'ordre de Malte passé en sautoir. Un diadème de brillants resplendissait dans sa chevelure.

Sur une table, près de Leurs Altesses, avaient été déposés tous les procès-verbaux d'adhésion envoyés du Mexique : ils figuraient là comme l'expression du vœu national venu jusqu'à Miramar, et, dans cette cérémonie du couronnement, ils représentaient ce qui constitue aujourd'hui le droit des souverains la volonté du pays.

Un groupe nombreux et brillant entourait le prince et la princesse. Au premier rang l'envoyé de l'Empereur des Français, général Frossard, l'ambassadeur de Belgique à Vienne, comte O'Sullivan, le plénipotentiaire chargé des pleins pouvoirs du gouvernement français pour la signature des traités, M. Herbet, directeur au ministère des Affaires étrangères, le préfet du Palais, M. de Radonetz, capitaine de frégate, M. Morier, commandant de la frégate française la *Thémis*, puis les dames d'honneur et tous les officiers de la Maison...

M. Gutierrez de Estrada, qui voyait enfin le succès couronner ses efforts, fit quelques pas en avant de ses collègues de la députation, et prit la parole.

Dans une émouvante allocution, il rappela au prince les espérances qu'il avait données à la nation mexicaine le 3 octobre précédent; il lui redit l'unanimité des adhésions venues de tous les grands centres du Mexique, les vœux qui l'y appelaient pour réaliser cette devise de ses aïeux, inscrite à Vienne sur un arc de triomphe, en face du Palais impérial : *Justitia regnorum fundamentum*[1].

Comme dans ses discours précédents, M. Gutierrez de Estrada s'était exprimé en français. Maximilien, adoptant la langue de sa nouvelle patrie, lut sa réponse écrite en espagnol :

Un mûr examen des actes d'adhésion que vous êtes venus me soumettre, me donne l'assurance que la résolution des

1. « La justice est le fondement des empires. »

notables de Mexico, qui vous conduisit la première fois à Miramar, est confirmée par l'immense majorité de vos compatriotes, et que je puis, à bon droit, me considérer comme l'élu légitime du peuple mexicain. La première condition, exprimée dans ma réponse du 3 octobre, est donc remplie.

Les garanties dont le futur empire a besoin pour pouvoir se consacrer en paix à la première de ses missions : établir sur de fermes bases l'indépendance et le bien du pays, sont maintenant assurées, grâce à la magnanimité de l'Empereur des Français qui, pendant le cours des négociations, s'est montré constamment animé d'un esprit de loyauté et de bienveillance dont je conserverai toujours le souvenir.

Le chef auguste de ma famille a, de son côté, donné son assentiment à ce que je prisse possession du trône qui m'est offert.

Je puis donc remplir la promesse éventuelle que je vous avais donnée il y a six mois, et je déclare solennellement, par ces présentes, qu'avec l'aide du Tout-Puissant, j'accepte la couronne des mains de la nation mexicaine qui me la remet.

Le Mexique, suivant les traditions de ce nouveau continent si plein de force et d'avenir, a usé du droit de se donner un gouvernement en harmonie avec ses vœux et ses besoins. Il a placé sa confiance dans un descendant de cette même maison d'Habsbourg qui, il y a trois siècles, a implanté sur son sol la monarchie chrétienne.

Cette confiance me touche et je ne la trahirai pas. J'accepte le pouvoir constitutionnel que me confère la nation dont vous êtes les organes, et toutefois je ne le conserverai que tant qu'il sera nécessaire pour faire régner au Mexique un ordre régulier et y fonder des institutions sages et libérales. Ainsi que je vous l'ai déclaré, Messieurs, dans mon allo tion du 3 octobre je m'empresserai de mettre la monarc sous l'égide des lois constitutionnelles, aussitôt que le pa sera complètement pacifié. La force du pouvoir exéc

est, à mes yeux, assurée par la précision ainsi que par l'établissement bien déterminé de ses limites; aussi mon intention est-elle, pour l'exercice de mon gouvernement, de fixer celles qui peuvent en garantir la stabilité. Nous prouverons, j'en ai la ferme espérance, qu'une liberté bien entendue se concilie le mieux du monde avec le règne de l'ordre.

Je saurai respecter l'une et faire respecter l'autre. Avec la même vigueur je tiendrai haut le drapeau de l'indépendance, ce symbole de la grandeur future.

Je réclame le concours de tous les Mexicains qui aiment leur patrie pour m'aider à accomplir ma belle mais difficile mission. L'union nous rendra forts, nous procurera la paix et la prospérité.

Mon gouvernement n'oubliera jamais la reconnaissance qu'il doit au prince illustre dont l'appui bienveillant a provoqué la renaissance de notre beau pays.

En partant pour ma nouvelle patrie, j'ai l'intention de m'arrêter à Rome pour y recevoir des mains du Saint-Père ses bénédictions si précieuses pour tous les souverains, et qui le sont doublement pour moi qui suis appelé à fonder un nouvel empire.

A ces derniers mots, il y eut un frémissement dans l'assistance entière.

— « Sire, s'écria M. Gutierrez de Estrada, c'est avec « une émotion sans pareille et une joie ineffable que « nous recueillons, au nom de la nation mexicaine, « le oui solennel que vient de prononcer Votre Ma- « jesté. Cette acceptation entière et absolue, si ar- « demment désirée et si anxieusement attendue, est « le prélude et doit être, avec l'aide de Dieu, la con- « sécration du salut du Mexique, de sa renaissance « prochaine, de sa future grandeur!

« A pareil jour, nos enfants élèveront au ciel leurs « actions de grâces pour cette délivrance miraculeuse.

« Un dernier devoir nous reste à remplir, celui de « mettre à vos pieds, Sire, l'amour du Mexique, sa « reconnaissance et son hommage de fidélité. »

Et pendant que les cris de *Vive l'empereur! Vive l'impératrice!* répétés à plusieurs reprises remplissaient le palais, l'abbé de Lacroma, Mgr George Rachich, aumônier de Miramar, la mitre sur la tête et la crosse à la main, fit son entrée dans le salon, accompagné de quatre prêtres dont l'un, Mexicain, le Dr Ignacio Montes de Oca, portait le livre des Évangiles qu'il présenta à Maximilien.

Maximilien, étendant la main, prononça alors d'une voix vibrante cette formule de serment :

« *Moi, Maximilien, empereur du Mexique, je jure à* « *Dieu par les Saints Évangiles d'assurer, par tous les* « *moyens qui sont en mon pouvoir, le bien-être et la* « *prospérité de la nation, de défendre son indépendance* « *et de conserver l'intégrité de son territoire!* »

Et tandis que les cris redoublaient, que l'enthousiasme éclatait, le pavillon mexicain était hissé au haut de la tour. La frégate autrichienne la *Bellone* le salua aussitôt de vingt et un coups de canon, auxquels répondirent la citadelle de Trieste et la frégate française la *Thémis*.

A onze heures trois quarts, de nouvelles salves annoncèrent le *Te Deum* chanté, en présence de l'em reur et de l'impératrice, dans la chapelle du pal trop petite pour cette nombreuse assistance. P

l'aumônier et son clergé raccompagnèrent l'empereur jusque dans le grand salon, où il reçut à son tour le serment de fidélité de M. Velasquez de Léon, nommé ministre d'État, et du général Woll, nommé premier aide de camp de Sa Majesté. La cérémonie était terminée.

Aussitôt après, Maximilien, agissant comme souverain, prit diverses décisions. Par un premier décret, il nomma le général Almonte lieutenant de l'empire, jusqu'à son arrivée au Mexique ; il chargea le commandant Rodriguez de partir immédiatement afin de le remettre aussi promptement que possible au général.

MM. Hidalgo, de Arrangoiz, Aguilar et Murphy furent désignés comme ambassadeurs de Sa Majesté auprès des cours de Paris, de Londres, de Rome et de Vienne, et invités à se rendre sans tarder à leur poste.

D'autres décrets, signés le même jour, ratifièrent l'emprunt de 210 millions de francs à 6 p. 100, conclu conditionnellement à Londres le 20 mars précédent, chez MM. Glyn Mills et Cie, par le comte Zichy, au nom de l'empire du Mexique, réglèrent les intérêts échus pour les porteurs de bons de la dette mexicaine contractée en Angleterre, et conférèrent à M. de Germiny, sénateur, ancien ministre des Finances, les fonctions de président de la Commission des finances mexicaines instituée à Paris pour le service de cette dette extérieure.

La date du 10 avril fut également donnée aux dé-

crets préparés pour la levée et l'équipement d'une légion de 2500 hommes en Autriche, et d'un autre corps de 2000 volontaires belges, la future *garde de l'Impératrice*. Le colonel Matias Leisser fut chargé de cette organisation à Vienne; à Bruxelles, ce fut le lieutenant-colonel baron Van der Smissen, remplaçant le lieutenant général Chapelié, primitivement désigné. Le crédit ouvert sur la maison Rotchschild pour chacun de ces corps était de 1 800 000 francs. Une haute paie et des concessions de terrains au Mexique, après six années de services, étaient promises à ceux qui s'engageraient.

Enfin MM. Herbet et Velasquez de Léon apposèrent la signature diplomatique sur les deux traités, dont les termes arrêtés dans le cabinet de l'empereur Napoléon, à Paris, le 12 mars, n'avaient besoin que de cette formalité pour avoir leur plein et entier effet.

Le soir, un grand banquet devait réunir de nouveau à Miramar ceux qui avaient assisté à la cérémonie du matin. Mais les fatigues morales et physiques de ces deux dernières journées avaient été trop fortes pour Maximilien. Le malheureux prince, brisé par tant d'émotions, était dans un état d'abattement complet.

Le docteur Illeck, son confident, son meilleur ami, le trouva isolé dans la bibliothèque, bouleversé et incapable de paraître en public. Il comprit qu'il fallait à tout prix le soustraire au supplice de présider encore le banquet. Il lui persuada de laisser ce soin à l'impératrice plus vaillante et plus forte, et il l'emmena dans le *gartenhaus*, petit castel retiré, situé au fond

des jardins. Il resta seul avec lui tandis que ses convives se pressaient autour de la grande table dressée dans un des immenses salons du premier étage, au centre de laquelle, radieuse, brillait la princesse Charlotte ayant à ses côtés le cardinal-patriarche de Venise et le général Frossard.

Le départ avait été fixé au lendemain, mais il n'y fallait pas songer dans l'état où se trouvait Maximilien. Force était d'attendre qu'il fût rétabli et capable de supporter les émotions et les fatigues du voyage.

Le lendemain, 11 avril, il déjeuna seul encore avec le docteur Illeck, qui, pour la première fois, fut témoin d'un accès d'impatience de sa part. L'impératrice venait d'entrer, lui apportant un télégramme de Napoléon III. Il posa sa fourchette violemment sur la table.

— « Je te dis que je ne veux entendre parler de « rien du Mexique maintenant, » fit-il.

Et l'impératrice, toujours calme, sans paraître décontenancée le moins du monde par cet accueil, se retira, emportant le télégramme.

L'abattement qui suit les grandes crises et la faiblesse qui succède aux résolutions violentes dominaient à cette heure l'âme de ce prince, chez qui l'ambition n'était qu'une passion de circonstance, l'effort passager d'un esprit enclin aux douces rêveries. Au moment de quitter pour toujours ce palais et ses jardins, témoins des jours heureux, il se sentait repris par ces mille liens invisibles dont les choses même

insensibles enlacent et captivent notre sensibilité. Comme le poète, volontiers il se fût écrié :

> Objets inanimés, avez-vous donc une âme
> Qui s'attache à notre âme et la force d'aimer?

Pendant trois jours, il resta enfermé dans sa retraite, n'ayant la force ni de regarder en face le parti qu'il avait pris, de son plein gré pourtant, ni de puiser dans l'irrévocabilité de son acceptation cette énergie suprême des caractères chancelants.

Cependant le départ avait été remis au jeudi 14. Toujours seule, mais joyeuse, pleine de confiance et d'entrain, l'impératrice Charlotte accomplissait déjà son métier de souveraine. Le 12, elle recevait les autorités civiles et militaires de Trieste, les députations des villes de Venise, Fiume, Goritz, Parenzo, qui lui apportaient, avec leurs hommages et leurs regrets, les vœux de ces populations où l'archiduc était depuis longtemps aimé et vénéré.

Pendant ce temps, il n'avait retrouvé un peu de courage que pour adresser au podestat de Trieste, le Dr Charles Porrenta, une lettre, où se trahissait la mélancolie de son âme :

> Cher Podestat,
>
> Au moment d'aller me placer, plein de confiance dans l'aide du Ciel, à la tête d'un empire lointain, je ne peux m'empêcher d'adresser à la chère et belle cité de Triest un dernier et triste adieu.
>
> Je me suis attaché d'une profonde affection à cette cité qui, dans une certaine mesure, était devenue ma patrie ; e

en quittant l'Europe, je sens combien me sont chers les souvenirs de gratitude qui me lient à elle.

Je n'oublierai jamais l'amabilité cordiale de ses habitants ni les preuves de dévouement que les Triestins ont données à ma famille et à ma personne. Un tel souvenir me suivra à l'étranger comme une consolation bienfaisante, comme un heureux augure de l'avenir.

Il me sera toujours agréable d'apprendre que mon jardin de Miramar est visité par les habitants de Trieste, et je veux qu'il leur soit chaque jour ouvert, autant que les circonstances le permettront.

Je désire que les pauvres gardent un souvenir de mes sympathies, et je vous envoie pour eux une somme de vingt mille florins[1] dont les intérêts devront être, chaque année, la veille de Noël, distribués par les soins de la municipalité entre les familles nécessiteuses de la ville.

Quant à vous, Docteur Carlo Porrenta, représentant de la cité de Trieste, je vous confère la croix de commandeur de l'ordre de mon empire.

Votre bien affectionné

MAXIMILIEN.

Si le prince regrettait Trieste, Trieste regrettait le prince. Aussi, dès le 14 au matin, la manifestation populaire prit-elle un caractère à la fois touchant et imposant.

Sur la route, longue de quatre kilomètres, qui longe la mer, de la cité jusqu'à Miramar, une foule émue, sympathique s'étendait, avide de voir une dernière fois le couple impérial. Bientôt elle envahit les hauteurs qui dominent le château, les allées du parc, les environs...

Il était une heure de l'après-midi quand six vapeurs

1. Cinquante mille francs.

de la Compagnie du Lloyd transportèrent au palais le Conseil municipal, la Chambre de commerce et une députation chargée de remettre à Maximilien un magnifique album en ivoire, contenant les principales vues de Trieste, et une adresse signée de plus de douze mille noms. C'était le souvenir reconnaissant de la ville à l'archiduc bien-aimé qui s'était fait son soutien et son bienfaiteur.

Maximilien n'avait point quitté sa retraite ni sa solitude. Le docteur Illeck le supplia d'aller lui-même recevoir ces braves gens. Il s'y décida; mais, désireux d'éviter la foule qui s'était répandue un peu partout, il suivit un sentier le long de la mer et pénétra dans le château par les sous-sols. Là, une nouvelle émotion, qu'il n'avait point prévue, l'attendait. La domesticité était réunie : ceux de ses serviteurs qui ne devaient point le suivre se précipitèrent vers lui, et, avec les marques de l'affliction la plus sincère, baisèrent les pans de son habit.

Cette scène l'attendrit au point qu'il était à bout de forces, lorsqu'il se trouva en présence du podestat et qu'il l'entendit exprimer les regrets universels que causait son départ. C'est à peine s'il put lire une brève réponse.

La *Novara* était déjà sous vapeur, à deux cent cinquante brasses environ de l'escalier de marbre au bas duquel attendait l'embarcation garnie de pourpre et d'or qui devait transporter à son bord Leurs Majestés.

A deux heures précises, les portes du palais s'ou-

vrirent : l'empereur du Mexique apparut sur le seuil donnant le bras à l'impératrice. Auprès de lui se tenait son plus jeune frère, l'archiduc Louis-Victor, qui les accompagnait jusqu'à Rome.

Aussitôt la foule, d'un mouvement spontané, se découvrit et fit entendre une immense acclamation. Des musiciens, venus de Trieste, entonnèrent alors l'hymne d'avénement que la députation mexicaine avait fait composer à Paris, et qui allait devenir l'hymne national du Mexique. Des salves d'artillerie éclatent de toutes parts.

L'émotion est à son comble. Chacun veut voir encore le prince, lui adresser un dernier salut. Avec une expansion toute italienne, les uns et les autres se jettent à ses pieds, lui baisent les mains, lui lancent des fleurs en poussant des cris d'adieu.

Lui, les yeux remplis de larmes, la poitrine oppressée, passe, à côté de l'impératrice souriante. Incapable de prononcer une parole, il remercie du geste, du regard.

Ils descendent l'escalier, montent dans l'embarcation qui les attend... Le canot s'éloigne du rivage sous une pluie de fleurs.

Quelques instants s'écoulent, puis des hourrahs s'élèvent, qui partent de la flotte et annoncent l'arrivée de Leurs Majestés à bord de la *Novara*.

La frégate hisse à son grand mât le pavillon mexicain, lève l'ancre, se balance sur les flots, puis se met en mouvement. L'escadre entière s'agite...

Elle défile devant la ville de Trieste, assez près du

rivage pour qu'on entende les cris de la population groupée sur les quais.

La *Fantaisie*, ce yacht qui rappelle aux deux époux le souvenir des temps si doux qui ne reviendront plus, ouvre la marche. Vient après la *Novara*, entièrement pavoisée, et saluée au passage par tous les canons de la côte. La *Thémis*, qui doit la convoyer jusqu'à Vera-Cruz, suit, entourée des six vapeurs du Lloyd, qui font cortège jusqu'à quelques lieues de Trieste.

La mer est calme, unie comme un lac. A quatre heures de l'après-midi, tous les bâtiments disparaissent à l'horizon.

D'un suprême regard, Maximilien salue les côtes de sa patrie ; puis, impuissant à maîtriser plus longtemps l'émotion qui l'étreint, il court s'enfermer dans sa cabine, et va y cacher ses pleurs !

Dernière faiblesse d'un cœur déchiré. Elle fut de courte durée. Le lendemain, il reparut sur le pont, souriant et gai. La séparation accomplie, il ne songeait plus qu'à cet avenir qu'il allait chercher au loin et qu'il entrevoyait, dans son rêve, brillant et glorieux...

Quelques mois auparavant, pendant ses séjours à Vienne, l'archiduc voyait François-Joseph passer presque chaque jour en revue, sur la place du Palais impérial, les troupes qui partaient dans le Nord aider la Prusse dans sa grande lutte contre le petit Danemar

M. de Arrangoiz raconte que, pendant une de c revues, le prince lui ayant demandé ce qu'il pensa

de cette nouvelle guerre, il lui avoua ne pas bien voir les avantages que l'Autriche en pourrait tirer.

— « N'en attendez aucun avantage, lui dit alors « Maximilien ; c'est une sottise que commet ce gouver- « nement. Il aura bientôt la guerre avec la Prusse, et « Dieu seul sait quelles en seront les conséquences « pour l'Autriche !... »

Singulière clairvoyance pour son pays d'un homme aveugle pour lui-même ! Et quelle vision c'eût été pour tous alors, si l'avenir, déchirant les nuages qui le cachent à nos regards, eût montré cette même *Novara*, aujourd'hui pavoisée des plus riantes couleurs, demain couverte de longs voiles noirs, ramenant à ce même Miramar le corps, percé de huit balles, de « l'empereur du Mexique » ?

MÉMOIRE SCHLŒSING[1]

Monsieur le Général,

La manière dont j'ai eu l'honneur de vous être recommandé m'impose l'obligation de vous faire connaître aussi brièvement que possible les impressions qu'a fait naître en moi la question franco-mexicaine.

Je le ferai, Monsieur le Général, d'une manière toute confidentielle, avec la franchise et la conscience que vous devez attendre d'un honnête homme, complètement étranger à toutes les intrigues et à toutes les passions politiques, mais qui prend à cœur l'honneur, la gloire de notre pays et sa légitime influence sur ce continent, où tant de ses enfants ont établi leur résidence.

Je crois de mon devoir de vous adresser ces réflexions dont j'accepte personnellement la responsabilité; peut-être

1. Une note du maréchal Bazaine accompagnait l'envoi de ce document. En voici le début : « Le mémoire sur le Mexique mérite d'être reproduit en entier parce qu'il est écrit sagement, et que les faits lui ont donné une sanction que l'on ne peut nier aujourd'hui... »

vous ont-elles été faites déjà par d'autres de mes compatriotes qui ont acquis, comme moi, une longue expérience des hommes et des choses de ce pays; peut-être en avez-vous reconnu vous-même l'exactitude depuis votre arrivée sur ce sol et votre intervention dans une situation si mal connue en Europe; elles me sont suggérées par l'amour que je porte à ma patrie, par les sentiments de justice et de loyauté qui sont au fond du caractère français, et par le désir que j'ai de voir la France sortir, aux applaudissements du monde, des difficultés que présente la solution satisfaisante de la question dont le sort a été remis entre vos mains.

Je n'ai ni le droit ni l'intention de juger la politique de la France; me reposant sur l'habileté de l'Empereur et sur la vôtre, j'attends avec confiance un dénouement que j'espère devoir se produire prochainement; mais la question mexicaine a été si diversement interprétée, elle a mis en jeu tant d'intérêts opposés, elle a soulevé tant de passions bonnes ou mauvaises, que je comprends qu'il soit devenu presque impossible, au loin, de la juger sainement; peut-être une voix éminemment française, impartiale et ne parlant qu'au nom des intérêts généraux sera-t-elle entendue de vous avec faveur, au milieu des contradictions qui ont pu vous plonger dans le doute et dans l'hésitation.

Loin de moi, du reste, toute idée de contrarier, en quoi que ce soit, vos vues ou les instructions qui ont pu vous être données; si ces notes peuvent vous être de quelque utilité, j'en serai heureux et fier; si vous avez le moindre motif pour ne pas les prendre en considération, elles sont, dès à présent, nulles et non avenues.

L'inexorable logique des faits accomplis depuis le commencement de l'expédition, et de cruelles déceptions ont dû prouver déjà au gouvernement français qu'il a trop facilement accepté des assertions intéressées et des informations inexactes que les événements ont péremptoirement démenties. Permettez-moi, Monsieur le Général, quelques mots sur la situation morale et matérielle du pays.

Le Mexique, comme nation indépendante, compte à peine quarante années d'existence. Sorti du régime colonial dont l'oppression et les abus sont assez connus, le peuple mexicain est entré soudainement, sans transition, dans l'exercice de droits politiques très étendus. Les enfants du pays, soigneusement exclus par la vieille politique de l'Espagne de toute participation aux affaires publiques, se sont trouvés tout à coup appelés à se gouverner eux-mêmes; ils se sont lancés dans l'application de théories nouvelles, en complet désaccord avec celles qu'ils avaient vu mettre en pratique par leurs dominateurs; est-il donc si étonnant que, luttant ainsi entre les errements condamnés de leur passé et les aspirations mal définies de leur avenir, ils aient dépensé les quarante premières années de leur indépendance en tâtonnements stériles, en luttes ardentes et en dissensions intestines?

Ces convulsions, en se prolongeant, avaient eu pour conséquences inévitables d'exciter les ambitions individuelles et de tuer tout principe de légalité gouvernementale; la force avait remplacé le droit, et la force résidant dans ce qui s'appelait l'armée : de là, cette succession de *pronunciamientos* militaires qui ont fait et défait tant de présidents en un aussi petit nombre d'années.

Dans cette société nouvelle, les deux principes qui divisent toute communauté politique, le principe rétrograde et le principe du progrès, sont entrés tout d'abord en conflit.

Vous connaissez, Monsieur le Général, les péripéties de cette lutte; elle a duré par la persévérance des uns et la puissance colossale des autres.

Le clergé mexicain s'était depuis trois siècles beaucoup plus occupé d'asseoir son pouvoir temporel que d'accomplir fidèlement sa mission spirituelle; il avait thésaurisé à ce point qu'il possédait le tiers de la fortune du pays; dix fois plus riche que l'État, l'Église fondait et renversait à son gré les gouvernements civils; elle disposait largement de ses immenses trésors, — ce patrimoine du pauvre dont elle

n'était que dépositaire, — pour la réalisation de ses plans de domination politique ; il lui fallait la force, elle a acheté ce qu'on appelait l'armée ; c'est ainsi qu'a été faussée cette noble institution qui ne peut vivre que d'honneur et d'abnégation, et qui s'est convertie, sous une pernicieuse influence, en un foyer d'insubordination et de vénalité.

Le peuple mexicain n'avait donc fait qu'échanger le despotisme abrutissant du régime colonial contre le despotisme plus abrutissant encore d'un clergé avide, immoral et corrompu. Réussissait-il, par un effort d'énergie, à se soustraire un moment à la domination cléricale, un *pronunciamiento* militaire le rejetait bientôt dans son état habituel de servitude et d'abjection.

Telle est, Monsieur le Général, en peu de mots, l'histoire des quarante années de révolutions mexicaines : tous les *pronunciamientos* dont l'objet était un despotisme intolérable, ont eu le clergé pour tête et pour banquier, et ce qu'on appelait l'armée pour bras et pour instrument.

La nation s'était soustraite à la domination espagnole par sa guerre d'indépendance; elle a voulu se soustraire à la domination cléricale par un 89.

Ce 89, elle l'a fait en 1856, en suivant l'exemple de la France, en appliquant les principes que la France avait proclamés, en prenant la France pour modèle. L'histoire de notre grande Révolution lui a communiqué une vigueur, un courage, une énergie dont on l'aurait crue peut-être incapable, et elle a triomphé.

Je prendrai la liberté, Monsieur le Général, de signaler tout particulièrement à votre attention l'analogie frappante que présente la situation de la France en 1789, et celle du Mexique en 1856; ce point historique mérite d'être approfondi, et vous acquerrez, avec moi, la conviction que le Mexique, dans ce siècle, aussi bien que la France au siècle dernier, avait le droit, le besoin, l'impérieuse nécessité de modifier radicalement son état social.

La tâche était ardue; il fallait, pour la mener à bien, une

révolution véritablement populaire; aussi le pays s'est-il soulevé sur toute sa surface, les citoyens ont pris les armes, et le triomphe a couronné les efforts de la nation. Ce triomphe avait été assez décisif, assez complet, pour prévenir un 93; mais 93 suivrait infailliblement toute restauration, quelle qu'elle fût, de la domination cléricale.

J'avoue franchement, Monsieur le Général, mes sympathies pour la grande majorité de ce peuple qui, prenant la France pour guide et pour modèle, a su, par une lutte acharnée de trois années, compléter son indépendance politique par son indépendance sociale; aussi, lors de l'entrée dans la capitale, en décembre 1860, de l'armée libérale triomphante, tous les étrangers, et notamment tous les Français, se sont-ils associés à la joie populaire.

Notre adhésion prenait sa source, non seulement dans la justice de la cause de ceux qu'avait couronnés la victoire, mais encore et surtout dans la conviction intime que c'étaient les amis de la France et les nôtres qui venaient de triompher.

Le parti libéral mexicain pouvait, il y a quelques mois encore, s'appeler justement le parti français. Il puisait son instruction dans nos livres, ses institutions dans nos codes et ses mœurs dans nos mœurs. C'est de lui que les Français et les étrangers en général ont toujours reçu la protection possible et les plus grandes marques d'affection; c'est de lui qu'ont émané toutes les mesures favorables à l'émigration, à la colonisation, à la liberté commerciale, à la liberté de conscience : il s'était tellement identifié avec notre patrie, qu'il attendait d'elle la lumière et l'appui qui devaient éclairer et réaliser ses rêves d'avenir.

Le parti clérical, au contraire, ne peut pardonner à la France d'avoir proclamé les principes qui font peu à peu le tour du monde. Il est, par intérêt même, opposé à l'émigration, à la colonisation, — le frottement des étrangers lui faisant nécessairement perdre sa force et son prestige auprès des masses ignorantes et fanatiques. De lui sont venues

toutes les persécutions, toutes les vexations auxquelles ont été soumis les étrangers, et les restrictions sans nombre apportées à la liberté des relations et des transactions commerciales. Si, désespérant de rétablir sa domination par des *pronunciamientos* qui lui étaient désormais impossibles, il a fait un appel aux puissances européennes, c'est qu'il n'a pas trouvé d'autre moyen de salut; qu'il atteigne malheureusement son but, ses dispositions, vis-à-vis de la France, ne se modifieront en rien, et l'on aura bientôt la mesure certaine de sa reconnaissance. Ces gens-là n'apprennent rien et n'oublient rien.

C'est là l'histoire de cette révolution mexicaine qu'on a tant calomniée auprès des gouvernements européens; j'en ai été, comme tous les résidents étrangers, le témoin oculaire, et les attestations ne vous manqueront pas, Monsieur le Général, aujourd'hui que vous avez pénétré dans le cœur du pays.

Les peuples se forment dans le malheur. Pendant leurs longues dissensions intestines, les Mexicains ont fait des progrès réels : instruits à l'École coloniale espagnole, qui leur enseignait la haine et la complète exclusion de l'étranger, nous les avons vus se dépouiller peu à peu de ce préjugé barbare, et, successivement, tolérer, accueillir favorablement et appeler les étrangers chez eux. Pendant la guerre actuelle avec la France, le gouvernement constitutionnel a entouré les résidents français de toute la protection dont il a été capable; il a veillé soigneusement à leur sécurité; il a fermé l'oreille à des excitations imprudentes, au point de compromettre sa popularité; et si, forcé par les circonstances et par les criailleries populaires, il a pris quelques mesures de rigueur, il s'est efforcé d'en atténuer les effets et la portée.

Car, Monsieur le Général, je ne doute pas que vous ayez fait bonne justice des exagérations, des mensonges et des calomnies dont certains journaux se sont fait trop légèrement l'écho; la violence même des attaques a suffi pour

faire suspecter l'origine et la sincérité, et les résidents français honorables n'ont pu se défendre d'un pénible sentiment de surprise en entendant dépeindre en France M. le président Juarez comme un homme cruel et sanguinaire. Si la faction mexicaine qui l'accuse avait eu le pouvoir à sa place, dans de pareilles circonstances, que de désastres et de malheurs les résidents français n'auraient pas à déplorer aujourd'hui!

Pendant leurs quarante années de révolutions, les Mexicains ont encore *commencé* à acquérir, en matière gouvernementale, l'expérience qui leur manquait. L'excès même de leurs maux leur en avait signalé le remède : voyant que la substitution de la force au droit, par l'abus invétéré des *pronunciamientos*, causait la continuité de leurs guerres civiles, ils ont résolu d'extirper radicalement ce vice principal de leurs mœurs politiques, en enlevant au clergé les richesses dont il faisait si mauvais usage, et aux chefs militaires, indignes de ce nom, l'appât qui leur faisait trahir leur drapeau. De là sont nés le désamortissement, puis la nationalisation des biens administrés par le clergé, et la réforme de l'armée. Je signalerai, dans un instant, les résultats vraiment extraordinaires de ces mesures nécessaires.

Vous savez, Monsieur le Général, que M. Comonfort, président élu par le suffrage universel aux termes de la Constitution de 1857, a commis une faute grave en tentant de renverser cette Constitution dans laquelle il puisait son droit. Ceux qui connaissent M. Comonfort ne doutent pas de son patriotisme; il avait cru sincèrement servir son pays en concevant l'espoir irréalisable de concilier les deux partis extrêmes, et il avait sacrifié cette constitution, prétexte des agitations et des menées cléricales. Mais il reconnut bientôt son erreur et se démit de la présidence. Il était trop tard : le parti clérical, manquant à toutes ses promesses, et profitant habilement des circonstances, s'empara de la capitale par un *pronunciamiento* militaire, œuvre de trahison

appuyée d'un coup de main par quelques officiers vendus à la réaction.

Cette leçon ne saurait être perdue, Monsieur le Général; elle prouve qu'au Mexique il n'est pas de transaction possible avec le parti clérical; il lui faut une domination sans contrôle; quiconque tentera de poser des bornes à cette domination, fût-ce la France elle-même, sera son ennemi; il n'aura jamais la moindre considération pour les intentions méritoires, ni pour les services rendus. Je continue :

Suivant les prescriptions de la même Constitution de 1857, M. Benito Juarez, élu par le suffrage universel du peuple, président de la Cour suprême de justice, devint, par suite de la démission de M. Comonfort, président constitutionnel intérimaire. Échappé de la capitale, il installa bientôt son gouvernement à Queretaro.

Le gouvernement représentait donc le système de la légalité, tandis que celui de M. Zuloaga, improvisé par les insurgés de Mexico, représentait le système usuel des *pronunciamientos*.

Zuloaga, après avoir trahi M. Comonfort et son drapeau, disposait de l'armée réunie tout entière à Mexico; il était appuyé de l'influence et des richesses encore existantes du clergé; il avait la force morale que lui avait donnée la reconnaissance beaucoup trop empressée de tous les ministres étrangers.

Juarez n'avait pour lui que son principe de légalité.

Bientôt cependant tous les États se rangent sous la bannière de ce dernier; les citoyens prennent les armes; une armée populaire se lève pour combattre l'armée des *pronunciamientos*, et, après trois années de lutte sanglante, la légalité triomphe.

Remarquez, Monsieur le Général, que pendant les deux premières de ces trois années, le parti constitutionnel a subi de terribles et de continuelles défaites sur les champs de bataille, notamment à Salamanca, à Ahualulco et à la Estancia; que le gouvernement constitutionnel s'est vu

successivement forcé de se transporter de Mexico à Queretaro, de Queretaro à Guanajuato, de Guanajuato à Guadalajara, de Guadalajara à Colima; qu'il s'est embarqué au Manzanillo pour traverser l'isthme de Panama, passer par la Havane, et venir se réfugier à Vera-Cruz; eh bien! malgré tous ces revers et toutes ces pérégrinations, il n'y a pas eu, pendant toute la durée de la lutte, ni dans une capitale d'État, ni dans une ville, ni dans le plus misérable village un seul *pronunciamiento*, un seul acte d'insubordination de la part des défenseurs de la Constitution contre ce gouvernement légal.

Remarquez encore qu'après le triomphe des armes constitutionnelles le gouvernement de M. Juarez est venu s'installer dans la capitale, et que depuis cette installation jusqu'à son départ pour San-Luis, c'est-à-dire pendant deux ans et demi, il ne s'était pas produit non plus, malgré les circonstances qui pouvaient les favoriser, l'ombre d'une protestation ou d'un *pronunciamiento* contre ce même gouvernement issu de la légalité!

Bien au contraire, le peuple, appelé à nommer son président par le suffrage universel, a confirmé dans son poste M. Juarez, qui, de président intérimaire, est devenu président définitif constitutionnel!

Au moment de l'occupation de la capitale par les troupes françaises, il y avait donc près de cinq années écoulées sans que le Mexique constitutionnel eût eu recours à cette désastreuse manie des *pronunciamientos*, à cet appel de la force contre le droit, qui a causé, pendant quarante ans, les révolutions et les malheurs du pays.

Voyons, au contraire, ce qui s'est passé, pendant le même temps, sous le système issu d'un *pronunciamiento* dans la capitale.

Au commencement de 1858, c'est Zuloaga, principal chef des prononcés à Mexico, qui choisit lui-même quelques habitants et qui charge ceux-ci, en leur donnant le titre de *notables*, de nommer un président de la République; l'élu

est naturellement M. Zuloaga. L'année suivante, deux de ses généraux le méconnaissent par un *pronunciamiento;* un troisième survient, c'est Miramon, cadet de 25 à 26 ans, qui prétend le rétablir, mais qui exige de lui l'apparence d'une retraite volontaire. Nouvelle assemblée de *notables,* choisie sous l'influence du plus fort, et naturellement encore, l'élu, cette fois, est Miramon. Quelques mois plus tard, Zuloaga revendique ses droits; Miramon l'enlève et le traîne à sa suite, dans ses campagnes. Dans une déroute, Zuloaga s'enfuit; Miramon inquiet donne sa démission; le pouvoir passe aux mains du président de la Cour suprême de justice; mais Miramon s'est rassuré: une troisième assemblée de prétendus *notables* le refait président, jusqu'à ce qu'il sorte, en fugitif, de la capitale, après une dernière déroute, celle de Calpulalpan, et qu'il s'empresse de s'embarquer pour l'Europe, où il alla briller du fruit de ses économies.

Ce parallèle n'est-il pas assez éloquent? Mais ce n'est pas tout : après le triomphe du gouvernement constitutionnel, quelques restes du parti réactionnaire se forment en bandes, sur plusieurs points du pays, dans des lieux inaccessibles, d'où ils se jettent en nombre sur des villages sans défense et sur des détachements insignifiants de troupes constitutionnelles. Zuloaga reprend son titre de président; puis vient d'Europe M. Almonte, qui, par le *pronunciamiento* de Cordoba, se déclare, de sa propre autorité, chef suprême intérimaire de la Nation, et vous avez vu, Monsieur le Général, tous les coryphées de la réaction en guerre les uns avec les autres, s'accusant réciproquement dans des manifestes publics et mettant au grand jour leurs intrigues et leurs divisions jusqu'à ce que M. le maréchal Forey vînt, par une sage mesure, renverser ce gouvernement intrus, qui n'avait pas rencontré le moindre écho, et qui n'ajoutait qu'un nouveau scandale à tous les autres scandales de la réaction.

Tout cela est de l'histoire, Monsieur le Général, et de l'histoire récente. Je l'ai retracée pour répondre à ceux qu

n'ont pas craint de proclamer que le gouvernement de M. Juarez est le produit de la plus complète anarchie, tandis qu'il doit être au contraire considéré comme un retour éclatant à la légalité, car il n'est pas d'exemple, dans les annales du Mexique indépendant, qu'un gouvernement se soit maintenu plus de cinq années sans avoir été méconnu par un seul *pronunciamiento*.

Ce retour à la légalité m'avait fait espérer la prompte pacification du pays, et j'ai la conscience intime que si la guerre extérieure n'était pas survenue, le Mexique serait en effet en pleine paix et en pleine prospérité. Les bandes réactionnaires avaient enfin été atteintes et elles avaient subi des défaites décisives qui leur défendaient de jamais se relever; elles se seraient définitivement dispersées si les bruits de guerre étrangère ne les avaient soutenues dans l'espoir de jours meilleurs.

Aussi la détermination prise par les trois puissances européennes en 1861 d'intervenir dans les affaires du Mexique et la signature de la convention de Londres ont-elles profondément étonné tous les résidents étrangers. Ils auraient compris que l'Europe intervînt au milieu de la guerre civile, pendant les trois années de lutte, pour rétablir la paix dans le pays, mais ils ont moins compris qu'on choisît, pour une pareille intervention, le moment précisément où le droit venait de triompher de la force, et où le Mexique venait d'établir définitivement, au prix des plus grands sacrifices, le gouvernement le plus fort et le plus légal peut-être qu'il eût jamais vu.

Depuis, la lecture des documents diplomatiques communiqués aux corps législatifs par les trois puissances européennes leur a donné le mot de cette énigme.

Je voudrais, Monsieur le Général, n'avoir besoin d'accuser personne; tel n'est pas mon objet, car mes vœux sont pour la concorde et la pacification; mais vous avez entre les mains la série des informations données au gouvernement français par ses représentants au Mexique. Que vous fassiez

remonter votre examen à six ou sept années en arrière, que vous le limitiez aux deux dernières années, vous vous convaincrez aisément de l'inexactitude manifeste de ces renseignements.

Pendant que M. de Gabriac se faisait *partisan* contre les intérêts de ses nationaux, ces derniers protestaient énergiquement contre ses actes auprès du gouvernement français. A la coupable condescendance de ce ministre, sur la gestion duquel vous pouvez vous entourer à Mexico de toute la lumière désirable, sont dues les exactions répétées qui se sont produites sous la forme de contributions extraordinaires sur le capital des étrangers, et contre lesquelles la France proteste si justement aujourd'hui. M. de Gabriac a été le principal agent de la chute du gouvernement modéré de M. Comonfort : sur lui retombe la responsabilité des trois années de révolutions du commencement de 1858 à la fin de 1860, celle des excès commis par la réaction et celle des représailles dont peuvent avoir usé les partisans de la Constitution après leur triomphe.

Vous comprendrez, Monsieur le Général, l'embarras où je me trouve pour vous parler à cœur ouvert de M. de Saligny ; la nature toute confidentielle de ces notes cependant m'oblige à ne vous rien cacher de mes impressions et de celles de mes compatriotes qui ne se laissent guider dans leurs opinions que par la justice et la loyauté.

Je ne dirai rien, Monsieur le Général, des accusations portées par certaines personnes contre M. de Saligny ; je ne veux pas croire qu'une question d'intérêt personnel ait été, de la part d'un représentant de la France, le mobile d'une politique qui a déjà coûté tant de sang et tant de sacrifices.

Mais je parlerai du caractère irritable et passionné du ministre qui, dans l'opinion générale, a fait de la question mexicaine une question d'amour-propre personnel.

Il est douloureux de le dire, Monsieur le Général, mais l'affaire du coup de feu, dans l'hôtel de la légation de France,

n'a été prise au sérieux par aucun de nos compatriotes impartiaux; M. de Saligny a donné à cet incident une interprétation et une importance que tout homme raisonnable lui a refusées.

Le regrettable événement du jour de la Toussaint, sur la grande place de Mexico, n'a jamais été relaté d'une manière exacte : on s'est livré de part et d'autre à des récriminations injurieuses, que nous avons tous déplorées, car elles n'avaient aucun fondement; mais vous pouvez, Monsieur le Général, vous entourer à cet égard d'informations certaines et décider si le représentant de la France a fait preuve, dans cette circonstance, de la circonspection qu'on devait attendre d'un ministre, au milieu du peuple auprès duquel il avait été accrédité.

Quoi qu'il en soit, ces deux incidents ont exaspéré M. de Saligny et c'est sous leur influence que le représentant de la France a adressé à son gouvernement ses communications si hostiles à M. Juarez et à son administration.

Je ne crains pas de l'affirmer en toute conscience : le gouvernement de l'Empereur a été trompé, depuis plusieurs années, sur la véritable situation du Mexique; les renseignements de M. de Gabriac portaient le cachet de la partialité la plus manifeste; ceux de M. de Saligny respiraient la passion et la vengeance.

Ne me croyez pas sur parole, Monsieur le Général; reprenez un à un tous les griefs articulés par M. de Saligny contre le gouvernement de M. Juarez et faites une enquête sur chacun d'eux. Vous verrez que les uns sont grandement exagérés; que d'autres ont été dénaturés, et que la plupart de ceux qui sont réels ont été causés précisément par la faction réactionnaire, bien qu'ils aient été présentés de manière à faire croire qu'ils émanaient du parti constitutionnel.

Je ne saurais trop vous engager, Monsieur le Général, à faire procéder à une enquête sérieuse sur tous ces faits; il s'agit là d'une mesure de moralité politique, et il doit im-

porter beaucoup au gouvernement de l'Empereur de savoir comment, pourquoi et par qui il a été trompé.

Une fois l'intervention décidée, nous avons eu l'espoir qu'elle serait dirigée de façon à affermir le régime de la légalité et à assurer à jamais la pacification du pays, en si bonne voie déjà.

Les partisans de la Constitution eux-mêmes voyaient, sinon avec plaisir, du moins sans grande amertume et sans crainte, la France au nombre des puissances intervenantes; toutes leurs appréhensions étaient pour l'Espagne, et ils pressentaient, au contraire, dans l'adjonction des forces françaises et anglaises, des premières surtout, une sorte de garantie contre la perte de leurs institutions et des conquêtes de leur révolution.

Survint la convention de la Soledad. Elle fut accueillie très favorablement par l'immense majorité des Mexicains et par la majorité non moins grande des résidents étrangers. Chacun avait espoir dans l'issue des conférences qui devaient s'ouvrir à Orizaba, et moi-même, Monsieur le Général, j'avais puisé dans les dispositions connues du gouvernement constitutionnel la confiance intime que les difficultés s'arrangeraient, conformément à l'honneur de la France et aux intérêts de ses nationaux.

Mais nous apprîmes, coup sur coup, la rupture des préliminaires de la Soledad; la rupture ou la suspension de la convention de Londres; la retraite des forces de l'Angleterre et de l'Espagne; la protestation des représentants de ces deux nations; enfin la déclaration faite, par un des commissaires de la France, qu'il ne traiterait jamais avec le gouvernement de Juarez.

Toute la situation était changée. Le Mexique constitutionnel n'avait plus pour ennemie que la France, dans l'hostilité de laquelle il n'avait jamais voulu croire.

Ce gouvernement légal, dont j'ai rappelé plus haut l' igine et la reconnaissance universelle et incontestée, la France le considérait comme l'expression d'une minc té

violente et oppressée, et, pour parfaire ce changement, M. Almonte, par le plus ridicule des *pronunciamientos*, se proclamait lui-même chef suprême intérimaire de la nation, à l'abri du drapeau français, qui devait, quelques semaines plus tard, protéger Marquez et ses hordes indisciplinées.

Je n'entends pas, Monsieur le Général, entrer dans l'examen approfondi de tous ces faits; vous les connaissez aujourd'hui dans tous leurs détails, et je les abandonne avec toutes les circonstances qui les ont précédés, accompagnés et suivis, à votre appréciation d'homme loyal et de brave soldat.

Ils ont amené l'incident incompréhensible du 5 mai, devant Puebla. Dès lors la France a considéré son honneur militaire comme engagé et une imposante expédition sous les ordres de M. le général Forey, et à la tête de laquelle je me félicite de vous voir placé aujourd'hui, a reçu la mission de le venger et d'obtenir, pour notre patrie, les satisfactions qu'elle exigeait.

Nous avons tous ici salué la nomination du général Forey des marques de la plus vive sympathie, et notre espoir s'est ravivé, lorsque nous avons appris que la remise entre ses mains de la direction politique de l'expédition ferait tomber la funeste influence qui jusqu'alors nous avait inspiré tant de craintes sérieuses et fondées.

Nous étions en effet bien éloignés de voir, dans tout ce qui s'était passé, l'expression fidèle de la politique de la France; nous connaissions l'origine et les causes des déceptions déjà subies, nous savions qu'abusant de notre protection, dont les bornes avaient été marquées, M. Almonte s'était trop hâté de profiter, dans l'intérêt de sa propre ambition, de circonstances qu'il a cru pouvoir exploiter aisément, mais la situation n'en était pas moins celle-ci :

La France semblait, alors, prendre parti pour le système des *pronunciamientos* contre le régime de la légalité.

Elle paraissait protéger M. Almonte, dont l'autorité découlait du scandaleux *pronunciamiento* de Cordova, contre le

gouvernement constitutionnel, deux fois sorti du suffrage universel.

On lui avait fait prendre une attitude hostile vis-à-vis de ses amis et des amis de ses nationaux pour réserver ses faveurs à ses ennemis et aux ennemis de ses nationaux.

On l'accusait de désavouer ceux qui ont suivi son exemple, en adoptant les principes qu'elle a proclamés et qui font sa gloire, pour protéger les adversaires haineux de ces mêmes principes.

Elle avait accepté pour auxiliaires ces ennemis irréconciliables des idées françaises, de la France et des résidents français.

Elle abritait sous son drapeau ceux qui n'ont pas craint d'inscrire sur le leur : « Mort aux étrangers! »

Et le monde entier pouvait constater cette étrange anomalie que Marquez s'unissait à l'armée française pour venir demander au Mexique réparation des outrages qu'il avait commis lui-même!

Les premiers actes du général Forey, en débarquant à Vera-Cruz, ont fait disparaître quelques-unes des impressions que je viens de signaler, et, ainsi que moi, vous ne pouvez douter aujourd'hui de la sensation favorable qu'ils ont produite à Mexico! Malheureusement, par des motifs indépendants sans doute de la volonté du général Forey, son œuvre de réparation ne s'est pas complétée; la fatale influence, que nous avions crue complètement détruite un moment, s'est fait sentir encore, et c'est là ce que nous déplorons sans doute avec vous-même, Monsieur le Général.

Notre brave armée et ses nobles chefs ont glorieusement vengé cet honneur militaire qu'on avait dit engagé; après une série d'actions d'éclat, nos drapeaux victorieux sont entrés à Puebla et flottent en ce moment sur les édifices de la capitale! Vous avez vu comment nos compatriotes ont accueilli avec bonheur l'armée française et ses dignes chefs. C'est que non seulement leur cœur s'est ému de la présence de leurs frères victorieux, mais qu'encore ils ont

compté sur le général Forey quant à la réalisation de toutes leurs espérances.

La cause principale, la cause unique peut-être des maux et des fautes du Mexique provient de ses guerres civiles continuelles ; le remède sûr, infaillible, réside dans la pacification du pays. J'ai la conviction profonde, Monsieur le Général, que le Mexique pacifié serait bientôt aussi prospère et aussi florissant qu'il a été pauvre et misérable, que les résidents étrangers y trouveraient, par ce seul fait, toute sécurité pour leur personne et tout profit pour leurs intérêts, et que l'importation des produits des fabriques d'Europe, des fabriques françaises surtout, s'élèverait promptement à un chiffre plus élevé que jamais.

C'est à ce résultat si désirable qu'aspirent tous les hommes de travail et de probité, Mexicains et étrangers, et c'est là ce qu'ils attendent de la France et de vous.

A côté de cette question capitale, il en est pour vous une autre, Monsieur le Général, celle de la satisfaction des réclamations présentées, de la réparation des dommages causés, des garanties légitimes à obtenir.

Je dois, à cet égard, convenir que les désordres politiques du Mexique ont eu la plus funeste influence sur toutes les branches de son administration, mais j'ajouterai qu'il ressemble à ces prodigues qui toujours paient et doivent toujours, et que, dans sa courte existence comme nation indépendante, il a payé dix fois sa dette sans jamais s'acquitter.

A chaque époque, relativement favorable, les représentants sages et habiles des puissances européennes ont toujours obtenu, pour leurs nationaux, ce qui était juste et équitable et souvent même ce qui était tout au moins contestable au point de vue du droit et de la raison. Que de fortunes rapides et mystérieuses se sont faites, depuis l'Indépendance, à l'ombre des réclamations diplomatiques! La liquidation par la France de l'indemnité exigée en 1839 prouvé que toutes les réclamations présentées n'avaient pas

tous les caractères voulus pour être acceptées. Quant à celles qui sont aujourd'hui pendantes, et qu'on fait monter à douze millions de piastres, je n'hésite pas à affirmer que leurs dossiers, soigneusement examinés, prouveront encore, pour un grand nombre d'entre elles, qu'il y a eu exagération et souvent iniquité.

On a fait des réclamations diplomatiques la base d'une profession très souvent lucrative, et dans ces derniers temps M. de Saligny, pour la réalisation de ses vues, a flatté cette tendance d'un espoir qui a tout naturellement concilié, par intérêt personnel, des partisans à sa politique. Cela vous expliquera, Monsieur le Général, pourquoi certains Français ont pu appuyer, de leurs vœux et de leurs signatures, une politique désastreuse dont ils connaissent, comme tous nos compatriotes désintéressés, la fausse base et les résultats inévitables; à chacun de leurs noms s'attache un intérêt personnel, la plupart du temps exagéré et quelquefois illégitime.

Du reste, la France a toujours été généreuse envers ses débiteurs; ses exigences s'arrêtent toujours avant de rencontrer l'impossibilité : Haïti, la Grèce, l'Espagne, témoignent en faveur de ce précédent; comment croire qu'elle veuille y renoncer seulement à l'égard du Mexique? Elle obtiendra, certes, au moment qu'elle le voudra, du gouvernement constitutionnel, toutes satisfactions et toutes garanties légitimes.

Quant à la question vitale, la pacification intérieure du Mexique, je regrette profondément, Monsieur le Général, d'avoir à dire que la voie dans laquelle la France a été engagée, n'est pas celle qui peut amener une heureuse solution. Ma conviction est que la pacification ne saurait être obtenue que par la consolidation de la grande réforme sociale qui avait radicalement extirpé le vice destructeur des *pronunciamientos* et par la reconnaissance du gouvernement constitutionnel avec lequel la nation s'est complètement identifiée.

L'expérience ne me permet aucun doute à cet égard. N'avons-nous pas vu ce qui ne s'était jamais produit depuis la déclaration d'Indépendance : tous les États, même les plus lointains, tels que Sonora, Chihuahua, Chiapas, etc., envoyer des forces à la défense du gouvernement fédéral? Il faudrait être aveugle ou fermer les yeux pour n'avoir pas été frappé de cet accord produit par la réforme, et ce n'est pas la France, ce n'est pas le gouvernement impérial qui voudraient violenter la volonté du pays, s'ils avaient la conviction que cette volonté a été affirmée par le suffrage universel.

Monsieur le Général, la victoire a ouvert à l'armée française et à ses chefs les portes de cette capitale fédérale, mais elle ne leur a pas soumis le pays. Ne croyez pas à l'accueil hypocrite d'une faction qui a prétendu se servir de la France comme d'un instrument, et qui sera bientôt votre ennemi déloyal, lorsqu'elle se sera convaincue que l'instrument n'est pas aussi docile qu'elle l'avait espéré. Là n'est pas la nation.

De Mexico, la puissance des armes de la France pourra rayonner au loin, et le drapeau français pourra se déployer sur la capitale de plus d'un État; mais le Mexique a d'étendue quatre fois ce qu'a la France; ses solitudes sont immenses; il a, de toutes parts, des forêts et des montagnes inaccessibles; si donc, par malheur, la guerre est poussée dans l'intérieur, ce sera bientôt la guerre de partisans, la guerre sans autre issue que le pillage, l'incendie et la ruine.

Je m'arrête; car ce serait m'égarer que de songer à indiquer une ligne de conduite politique et militaire au noble chef que le génie intelligent de notre Empereur a choisi entre tous, pour lui confier la mission si compliquée et si difficile dans les circonstances actuelles, mais si digne d'envie par sa grandeur morale, de rendre la paix et la félicité à ce malheureux pays, à la fois si éprouvé et si digne d'un sort meilleur que celui qui lui est tombé en partage jusqu'à l'heure présente.

Si j'ose vous adresser, mon vénéré Général, ce faible et incomplet essai, c'est parce que, de même que tous les hommes à intentions loyales, qui ont eu le bonheur de vous approcher et par conséquent de vous aimer, j'ai puisé, dans vos paroles bienveillantes et convaincues, la confiance nécessaire pour vous ouvrir mon cœur tout entier et sans réticences sur la question franco-mexicaine.

En vous communiquant donc, avec un patriotisme à la fois français et humanitaire, les observations générales que, pendant un séjour de près de quatorze ans, j'ai pu acquérir sur les choses et les hommes de ce pays, ou sur ceux qui y ont joué un rôle, je le fais avec le désir sincère d'apporter mon grain de sable à la somme des renseignements dont vous avez cherché et continuez à chercher à vous entourer dans le but de remplir, à l'honneur et à la gloire de notre chère France, les instructions de l'Empereur.

Vous le savez, mon Général, la concentration des pouvoirs militaire et politique entre vos mains a eu pour premier résultat si significatif de faire tomber, comme par le coup d'une baguette magique, l'angoisse qui enveloppait des milliers de cœurs comme d'un linceul, et de remplacer cette terreur par la sécurité et les plus douces espérances.

Soyez béni pour ce premier bienfait, dont j'ai été moi-même un des premiers favorisés! Est-il besoin de vous assurer que ma gratitude la plus vive vous est acquise à jamais?

Est-il besoin de vous dire, mon Général, que des milliers d'âmes sérieuses supplient avec moi chaque jour, tant en France qu'au Mexique, le Seigneur Notre-Dieu, de bénir vos nobles intentions et vos travaux de telle sorte qu'il vous soit donné d'ajouter à toute la gloire que vous avez acquise sur les champs de bataille la plus belle et la plus noble de toutes, celle de parvenir, par votre sagesse, à conduire à une solution pacifique et heureuse toutes les difficultés que vous êtes appelé à vaincre au Mexique.

Daignez agréer, mon Général, avec tous mes vœux en

faveur d'un si magnifique résultat, l'expression du profond respect et de l'affection sans limites

De votre très humble et obéissant serviteur,

J.-E. SCHLŒSING.

Mexico, ce 14 octobre 1863.

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PRÉFACE V

PREMIERE PARTIE

L'ACTION DIPLOMATIQUE ET LES FAITS DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER

Pages.

Le 4 octobre 1861 à Miramar. — L'archiduc Ferdinand-Maximilien. — Mission secrète du comte de Rechberg, ministre des Affaires étrangères. — M. Gutierrez de Estrada. — Note rédigée par le baron de Pont. — La France ne veut rien pour elle. — Réserves de l'Espagne. — L'entente des trois puissances. — Desiderata des réfugiés mexicains. — Adhésion de A. L. de Santa-Anna. — Voyage de M. Gutierrez de Estrada. — La nuit de Noël. — Promesse formelle de l'archiduc. 3

CHAPITRE II

Aux Tuileries. — « La solution des questions insolubles. » — L'Empereur. — L'impératrice. — M. de Morny. — Le Mexique. — Révolution et pronunciamientos. — Santa-Anna. — Alvarez. — Comonfort. — Juarez. — Miramon. — Les étrangers au Mexique. — M. de Gabriac. — M. Du-

Pages.

bois de Saligny. — Griefs de la France, de l'Angleterre, de l'Espagne et des États-Unis. — Sir Charles-Wyke. — Incident du 14 août 1861. — Prétexte pour l'intervention. — Les États-Unis invités à s'y associer. — Propositions du cabinet de Washington. — Convention du 31 octobre 1861. — Lettre de M. Seward. 16

CHAPITRE III

Politique des trois alliées. — Lettre de lord John Russell. — Intervention armée. — Occupation de Vera-Cruz. — Ultimatum des plénipotentiaires français. — Rentrée au Mexique de MM. Almonte, Miramon, Haro y Tamaris et du P. Miranda. — Préliminaires de la Soledad (19 février 1862). — État des esprits au Mexique. — Envoi de renforts avec le général de Lorencez. — Complications. — Lettre du général Prim à Napoléon III. — Lettre de M. de la Fuente à M. Thouvenel. — Conférence du 9 avril. — Rupture de la triple alliance 35

CHAPITRE IV

La guerre déclarée. — Le gouvernement de Juarez. — Les forces du Mexique. — Pronunciamiento du général Almonte. — Rupture de la convention de la Soledad. — Instructions données au général de Lorencez. — Ouverture des hostilités. — Marche sur Mexico. — Le 20 avril, entrée à Orizaba. — « *Les soldats mexicains aux soldats français.* » — Le 5 mai devant Puebla. — Attaque manquée. — Retraite sur Orizaba le 8 mai. — Rapport du général Zaragoza, défenseur de Puebla. — Mécontentement du général de Lorencez contre M. de Saligny. — Ordre du jour du commandant en chef. — Lettre de Zaragoza au général de Lorencez. — Réponse de ce général, 12 juin. — Combat du Cerro Borrego (13-14 juin). — Le capitaine Détrie. — Attaque d'Orizaba par Zaragoza. — — Retraite de l'armée mexicaine sur Puebla. — Proclamation d'Almonte (15 juin). — Le commandant Roze à Vera-Cruz. 53

CHAPITRE V

Pages.

Émotion en France au reçu des nouvelles du Mexique. — L'Empereur au général de Lorencez. — Lettre confidentielle du ministre de la Guerre. — Le général Forey, commandant en chef du corps expéditionnaire. — Ordre du jour du 20 octobre 1862. — Départ du général de Lorencez. — Regrets de l'armée. — Dissolution du gouvernement provisoire du général Almonte. — Proclamation du général Forey. — Instructions secrètes données par l'Empereur au nouveau commandant en chef. — Ligne politique. — Établissement d'un gouvernement stable. — République ou monarchie. 82

CHAPITRE VI

Faits de guerre. — Expéditions sur Jalapa, Tehuacan et Tampico (décembre). — Le 22 février 1865, Forey quitte Orizaba et marche sur Puebla. — Composition du corps expéditionnaire. — Investissement de Puebla (16 mars). — Proclamation de Juarez. — Siège de Puebla. — Le général Bazaine. — Combat de San-Lorenzo. — Reddition de la place (17 mai).— Lettre de Gonzalès Ortega au général Forey. — Entrée solennelle des Français (19 mai). . . . 97

CHAPITRE VII

Réorganisation financière.— Illusions du gouvernement impérial. — M. Budin. — Décrets du 21 mai. — Effets déplorables de ces décrets. — Juarez quitte Mexico. — Ordre du général Forey au général Bazaine pour l'occupation de Mexico. — Le général Salas. — Entrée des Français dans Mexico (5 juin). — Proclamation du général Forey (12 juin). — Organisation des pouvoirs publics. — Décret du 16 juin. — Lettre confidentielle de l'Empereur du 1er novembre 1862. — Décret du 18 juin. — Nomination des membres de la Junte supérieure de gouvernement. — Triumvirat : le général Almonte, Mgr Labastida, le

Pages.

général Salas. — Suppléants. — Réunion des notables. — Vote de cette assemblée. — Adoption de la forme monarchique. — Remerciements à l'Empereur des Français. — La Régence. — Nouvelles de France.— Le général Forey élevé à la dignité de maréchal. — Rappel de M. de Saligny. — Lettre de l'Empereur au général Bazaine (30 juillet 1863). 112

DEUXIÈME PARTIE

LA RÉGENCE

CHAPITRE PREMIER

Délégation envoyée à Miramar. — M. Gutierrez de Estrada. — L'archiduc Ferdinand-Maximilien. — Sa naissance au château de Schœnbrunn (6 juillet 1832). — Son enfance. — Sa vocation pour la marine. — Lieutenant de vaisseau. — Ses voyages. — Amiral et commandant en chef de la marine militaire. — Trieste. — Pola. — Projet de réorganisation des services et chantiers de la marine. — Voyage à Jérusalem. — En Égypte. — Naples et Toulon. — Paris. Bruxelles. — Le roi Léopold. — La princesse Charlotte. — Annonce officielle de son mariage avec l'archiduc Maximilien (8 novembre 1856). — Le royaume Lombard-Vénitien. — Maximilien nommé gouverneur. — Mariage de l'archiduc avec la princesse Charlotte (27 juillet 1857). — Attentat d'Orsini. — M. de Cavour. — Entrevue de Plombières. — Incident du 1er janvier 1859. — L'archiduc relevé de ses fonctions. — Déclaration de guerre. — Maximilien grand amiral et chef suprême de la marine impériale. — Magenta. — Solférino. — Paix de Villafranca. — Disgrâce de Maximilien. — Excursions maritimes. — La *Fantaisie*. — Voyage au Brésil. — Madère. — Miramar. Travaux et écrits sur la marine. — La couronne du Mexique. . . . . .

CHAPITRE II

Pages.

Arrivée des délégués mexicains à Miramar. — Discours de M. Gutierrez de Estrada. — Réponse de l'archiduc. — Le gouvernement français doit préparer les voies à l'établissement de la monarchie au Mexique. — Le nouveau commandant en chef. — Lettre de l'Empereur au général Bazaine (12 septembre 1863). — Organisation financière. — Lettre 29 septembre. — Extrait d'une correspondance anonyme. — Le général Félix Douay. — État des esprits au Mexique. — Le maréchal Forey remet le commandement (30 septembre). — Proclamation du général Bazaine aux Mexicains. — La chanson du départ : *Partira-t-il? Partira-t-il pas?* 161

CHAPITRE III

Mesures d'administration. — Police. — Les biens du clergé. — *Pagarès.*— Décrets impolitiques rapportés.— Note de la régence dans la *Gazette officielle.* — Lettre de Maximilien au général Almonte. — L'Empereur au général Bazaine (15 octobre 1863). — Jules Favre. — Instructions du maréchal Randon (25 octobre). — Chemin de fer de Vera-Cruz à la Soledad. 186

CHAPITRE IV

Préparatifs militaires. — A la poursuite de Doblado. — Le général de Castagny. — Étape de 10 à 15 lieues par jour. — Aguas-Calientes. — San-Juan de Lagos. — Zacatecas. — Zamora. — Émissaire de Juarez. — Réponse du général Bazaine (10 décembre 1863). — Entrée des Français dans Guadalajara (5 janvier 1864). — Santa-Anna. — Refus du général en chef de le laisser rentrer au Mexique. . . 196

CHAPITRE V

Pages.

Mort de Mme Bazaine. — Correspondance de l'Empereur (1er et 16 novembre 1863). — Négociations avec les généraux dissidents. — Instructions contraires du 16 mai 1863. — Doblado. — Rapport de police sur Doblado. — Lettres de l'Empereur du 28 novembre et du 16 décembre 1863. — Les mines de la Sonora. — Le comte de Raousset-Boulbon. — La maison Jecker et Cie. 206

CHAPITRE VI

Lettre du général Fleury (12 décembre 1863). — Doutes sur l'acceptation définitive de Maximilien. — Adhésion des populations. — Faiblesse des autorités. — Le général Bazaine à l'Empereur (27 décembre 1863). — Difficultés relatives aux biens du clergé. — Complicité de la magistrature. — Désaccord entre les membres du triumvirat. — Protestation de Mgr Labastida. — Émotion profonde. — Protestation des membres du Tribunal suprême. — Proclamation des généraux Almonte et Salas. — Décret du 2 janvier 1864. — Menées clandestines du clergé. — Attitude énergique du général Neigre, commandant supérieur de Mexico. — Réponse de Mgr Labastida. — Difficultés causées à la régence par le clergé. 222

CHAPITRE VII

Le général Bazaine rentre à Mexico (4 février). — La résistance armée. — Porfirio Diaz dans l'État d'Oaxaca. — Uraga dans l'État de Colima. — Ortega dans les États de Durango et de Sinaloa. — Bons effets de la présence du général Bazaine à Mexico. — Scission du haut clergé. — M. de Montholon. — Convention avec le gouvernement mexicain. — Cession des mines de la Sonora à la France.

Pages.

- L'amiral Bouet-Willaumez et la division navale du Pacifique. — Le port de Guaymas. — L'amiral Bosse à Vera-Cruz. — Matamoros. — Le commandant Cloué. — Circulaire du général Bazaine. — Situation meilleure. — Annonce de l'arrivée de Maximilien (30 janvier 1864). — Lettre de l'archiduc au général Almonte (26 décembre 1863, 10 janvier 1864). — La délégation mexicaine aux Tuileries (22 octobre 1863). — Napoléon III au général Bazaine (15 février 1864). — Votes publics en faveur de l'Empire. — Débats dans les Chambres françaises. — Santa-Anna sort de sa retraite. — Acte d'adhésion imposé à lui et à son fils. — Sa duplicité. — Mesures énergiques du commandant en chef. — Santa-Anna se plaint à Napoléon III. — Réponse de l'Empereur. 235

CHAPITRE VIII

Pacification du pays. — Le général Uraga. — Don Juan Alvarez. — Les *Resguardos*. — La légion étrangère. — Lettres de l'Empereur et du maréchal Randon (31 mars 1864). — La Banque du Mexique. — L'Institut. — Appréhensions du ministre de la Guerre (29 février, 15 avril, 1er mai 1864). — Craintes à l'égard des États-Unis. — Succès militaires. 254

CHAPITRE IX

L'archiduc Maximilien se prépare au rôle d'empereur du Mexique. — Il apprend l'espagnol. — Le général Almonte à Miramar (janvier 1862). — M. Francisco de Arrangoiz. — Opposition de l'Angleterre. — Maximilien et la famille impériale d'Autriche. — L'archiduc et l'archiduchesse à Bruxelles, puis à Paris (mars 1864). — Premier traité entre Napoléon III et Maximilien. — Traité secret. — Séjour à Londres. — Retour à Vienne. — Acte de renonciation. — Indignation de Maximilien. — Conférence entre l'empereur d'Autriche et son frère. — Pacte de famille. — Adieux des deux frères. 268

CHAPITRE X

Pages.

Réunion à Miramar. — Allocution de M. Gutierrez de Estrada. — Réponse de Maximilien en espagnol. — Serment de l'empereur. — Décret nommant le général Almonte lieutenant de l'empire. — Lettre aux podestat de Trieste. — Départ sur la frégate la *Novara* le jeudi 14 avril 1864. — Paroles prophétiques de Maximilien. 293

MÉMOIRE SCHLOESING 309

Paris. — Typ. Georges Chamerot, 19, rue des Saints-Pères. — 24267.

This book should be returned to the Library on or before the last date stamped below.

A fine of five cents a day is incurred by retaining it beyond the specified time.

Please return promptly.

DUE DEC 17 '37

SA 3447.31.4
La verite sur l'expedition du Me
Widener Library 005315810
3 2044 080 413 826